DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13378 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry – Directeur : André Fontaine – MARDI 2 FÉVRIER 1988

Manifestations de mécontentement à Gdansk et à Varsovie

Mobilisation policière en Pologne après la hausse massive des prix

Les fortes hausses de prix de détail, annoncées samedi 30 janvier à Varsovie, ont été très mal accueillies par la population polonaise. Plusieurs manifestations ont eu lieu dimanche et les forces de l'ordre sont en alerte dans les centres industriels.

L'adoption de mesures d'austérité affectant le niveau de vie des Polonais a déjà été à plusieurs reprises, dans le passé, à l'origine de graves remous politiques.

Les forces de l'ordre ont été placées en état d'alerte dans les principales villes industrielles de Pologne en prévision des réactions populaires que risque de provoquer l'importante hausse des prix qui entre en vigueur ce lundi 1er février. Environ trois mille personnes ont déjà manifesté dimanche à Gdansk, aux cris de « *Assez d'augmentations, demain c'est la grève* ».

A Varsovie également plusieurs milliers de personnes ont tenté de manifester dimanche soir à la sortie d'une messe célébrée à l'église Saint-Stanislas. Refoulés par les policiers, les manifestants se sont rapidement dispersés.

La hausse généralisée – entre 40 % et 200 % – des prix de détail annoncée samedi par le gouvernement s'effectuera en trois étapes et affectera pratiquement l'ensemble des marchandises et des services.

Selon un communiqué conjoint des ministères des finances et du travail, le premier train de hausses devrait toucher ce jour les denrées alimentaires (40 %), les cigarettes (40 %), les alcools (46 %), les transports publics (50 %), les loyers (50 %), les tarifs postaux (50 %), l'essence (60 %) et le gazole (100 %).

Les prix des crèches et des écoles maternelles augmenteront à partir du 1er avril dans des proportions encore non précisées par les autorités.

(Lire la suite page 7.)

Étiquettes explosives

De nouveau, la Pologne grogne. Depuis samedi dernier, très exactement, lorsque les autorités ont annoncé le *montant* exact des hausses de prix dont on connaissait le principe depuis longtemps. L'ampleur de cette valse des étiquettes, qui va s'étaler sur trois mois, est impressionnante : dès ce lundi 1er février, par exemple, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 40 % et ceux des transports publics et des loyers ont doublé, pour ne rien dire du tabac et de l'alcool. Pis, pour les habitants d'un pays au climat particulièrement rude : dans deux mois, ce sont les tarifs du gaz et de l'électricité qui vont faire la culbute ; quant au prix du charbon, il sera majoré de 200 %.

Les autorités ont certes annoncé une réévaluation des salaires et des retraites. Ces compensations sont loin cependant de couvrir l'ampleur des hausses, et c'est à une diminution d'environ un quart de leur pouvoir d'achat que les Polonais vont devoir faire face.

Le mouvement de protestation, sensible dès dimanche à Gdansk – trois mille personnes sont descendues dans la rue – et dans certains centres industriels, va-t-il se développer ? Les pronostics sont réservés tant la lassitude et la désillusion des Polonais sont grandes. Prudents, les dirigeants n'en ont pas moins placé les forces de l'ordre en état d'alerte. Ils ont beau expliquer que cette restructuration féroce était inévitable, ils sont bien placés pour savoir combien elle va encore aggraver les conditions de vie d'un peuple qui ne s'est incliné que devant la force.

La douloureuse remise à l'heure des pendules économiques polonaises s'inscrit dans le droit fil de la « perestroïka » chère à M. Gorbatchev. Lui aussi veut en finir avec les coûteuses subventions dont bénéficient en Union soviétique certaines denrées et certains services de première nécessité. Force est de constater cependant que les dirigeants de Moscou agissent avec infiniment plus de doigté que le général Jaruzelski. Jusqu'à présent, en tout cas.

L'idée, un peu trop vite acceptée en Occident, selon laquelle le gorbatchévisme serait une panacée est une idée fausse. Même en cas de succès de la restructuration, ce n'est pas demain que les Soviétiques, les Polonais, les Tchécoslovaques, les Hongrois et les Bulgares, pour ne rien dire des Roumains, ces damnés du socialisme, vivront mieux. En réalité, ce qu'on leur propose à court terme, c'est de travailler davantage et de vivre plus *mal*. Ils le savent et se souviennent des vieux slogans staliniens invitant une génération au sacrifice pour mieux assurer des lendemains radieux à sa descendance. C'est dire qu'ils manquent pour le moins d'enthousiasme, et il est probable qu'il en sera ainsi tant qu'ils ne seront considérés que comme les spectateurs de leur propre appauvrissement. Tant il est vrai qu'il ne peut pas y avoir de vraie restructuration sans pluralisme et participation.

M 0147 - 0202 0- 4,50 F



Les subventions à l'école privée

La querelle scolaire relancée par la FEN

La Fédération de l'éducation nationale a-t-elle décidé de déterrer la hache de guerre scolaire à trois mois de l'élection présidentielle ? En proposant, dès l'ouverture du congrès de la FEN, lundi 1er février à La Rochelle, de « reprendre calmement le débat laïque », M. Yannick Simbron, secrétaire général, en a donné la nette impression. Il a estimé qu'il n'est « pas acceptable que l'Etat confie de l'argent public » à l'école catholique.



Lire page 14 l'article de PHILIPPE BERNARD

La mort de Georgui Malenkov

Le premier successeur de Staline

Georgui Malenkov, qui avait été désigné après la mort de Staline, en 1953, comme premier secrétaire du PCUS et président du conseil des ministres, qu'il dirigea jusqu'en 1955, est mort récemment à Moscou, a confirmé, le lundi 1er février, M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Il avait quatre-vingt-sept ans.

Selon de bonnes sources, Georgui Malenkov, mort d'une embolie dans la nuit du 13 au 14 janvier, a été enterré le 19 janvier à 14 h 30 au cimetière de Kountsevo, à Moscou, auprès de son épouse, morte en 1986.

Ce petit homme adipeux, à la mèche rebelle, habillé ou plutôt recouvert d'une veste de coupe militaire, n'avait rien pour séduire lorsqu'il secondait Staline à la direction du Parti communiste et du gouvernement soviétiques. Et voilà qu'en quelques heures la métamorphose s'opéra. Il est vrai que pendant les cent premiers jours de cette « URSS à l'heure de Malenkov », la nouvelle direction prit une série de mesures retentissantes. Elle déclarait la paix à un monde marqué par la guerre froide et qui redoutait le pire. A une population terrorisée par les purges, elle promettait le respect de la légalité et, d'entrée de jeu, elle libérait les sommités médicales accusées deux mois plus tôt d'avoir voulu assassiner les chefs bien aimés.

Ainsi commença une tranche d'histoire à laquelle l'écrivain Ehrenbourg allait donner le nom de « dégel ». La « déstalinisation » ne fut pas inaugurée par le rapport secret de Khrouchtchev au congrès de 1956. Elle débuta dès le mois de mars 1953. Malenkov venait d'être nommé chef du gouvernement, et les observateurs croyaient qu'il contrôlait toujours l'appareil du parti. Du coup, il devint la coqueluche des Occidentaux, tout étonnés d'avoir affaire à un personnage civilisé. Harrison Salisbury, ancien correspondant à Moscou du *New York Times*, lui reconnaissait « *une grâce et un charme qui démentent l'impression donnée par ses photographies d'un homme gras et lourd. Il a un sourire d'enfant et dans les manières quelque chose d'un petit Lord Fauntleroy qui frappe les Occidentaux* ».

BERNARD FÉRON.

(Lire la suite page 6.)

Une population en première ligne dans la crise économique

Immigrés, génération chômage

par Robert Solé

A force de parler de racisme et d'intégration, de Beurs, d'islam et de code de la nationalité, on a fini par oublier que les immigrés sont venus en France pour travailler. La dimension économique de l'immigration est éclipsée depuis quelque temps par des débats socio-politiques. C'est d'autant plus paradoxal que le manque d'emplois est aujourd'hui la principale préoccupation des Français. M. Le Pen l'a rappelé brutalement l'autre soir à « L'heure de vérité », ressortant son équation préférée (immigration = chômage), ses chiffres fantaisistes (les étrangers nous coûtent 100 milliards de francs par an) et sa recette miracle (reconduisons-les gentiment à la frontière).

Ce débat peut-il être engagé dans les mêmes termes qu'il y a cinq ou dix ans ? Les changements intervenus dans l'économie – et ceux qui affectent la population immigrée elle-même – obligent à reconsidérer plusieurs idées reçues. Une quarantaine de chercheurs et spécialistes l'ont clairement souligné, du 28 au 30 janvier, à Vaucresson (Hauts-de-Seine), au cours d'un colloque international organisé par le GRECO 13 (1) et le CNRS sur le thème : « Mutations économiques et travailleurs immigrés dans les pays industriels ».

Avec quelle prudence ces économistes manient les statistiques ! « *Il s'agit de raisonner juste sur des chiffres plus ou moins faux* », remarque Jeanne Singer-Kerel, directeur de recherche au CNRS. Si les mutations économiques en cours brouillent d'anciennes frontières, le mot « immigré » recouvre des catégories très différentes : le travailleur lui-même, son conjoint, ses enfants, qui sont parfois français, les clandestins, les irréguliers... Les chercheurs manquent de moyens pour affiner leurs analyses, pousser plus loin leurs investigations.

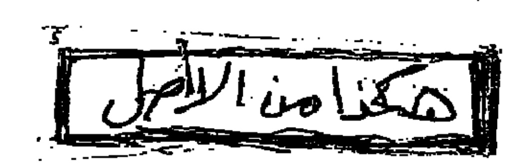
L'immigration, disent-ils, mériterait pourtant qu'on lui consacre un peu d'argent : c'est un miroir grossissant de la crise, de la même manière qu'elle révèle les carences du système pénitentiaire ou de l'éducation nationale. Et, à une époque où tout le monde souligne l'internationalisation de l'économie, ne faudrait-il pas se pencher aussi, de manière un peu sérieuse, sur les mouvements de population ? Si M. Le Pen veut rapatrier massivement les étrangers, le nouvel hebdomadaire de gauche *Politis* affirme sereinement : « *La France manque d'immigrés* »...

L'immigration devait être une bonne affaire pour tout le monde. Pour les migrants d'abord, provisoirement expatriés dans le but de trouver un emploi et de se constituer un pécule avant de revenir chez eux. Pour les pays d'accueil ensuite, à la recherche d'une main d'œuvre flexible, mobile, se renouvelant régulièrement et pas trop regardante sur les conditions de travail.

(Lire la suite page 13.)

(1) GRECO 13 (Groupement de recherches coordonnées sur les migrations internationales), 59-61, rue Pouchet, 75849 Paris Cedex 17. Tél. : 40-25-11-18.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.



Débats

« Procréatique et désinformation »

L'article publié dans le Monde *du 17 décembre 1987, dans lequel un certain nombre de sociologues, de psychanalystes, d'écrivains, un biologiste (J. Testart) et une gynécologue (N. Athéa) accusaient les équipes procédant à des procréations médicalement assistées de répandre le* « brouillard d'une information sans éthique », *nous a valu la vive réaction de ces équipes, que nous publions aujourd'hui, ainsi que la réponse des auteurs du premier texte.*

Un étrange acharnement antimédical

L'ARTICLE intitulé « Procréatique et désinformation » contient un grand nombre d'informations fausses ou faussées qui appellent rectifications et commentaires.

1. Les auteurs indiquent que le taux de grossesses n'est que de 15,4 % par tentative de fécondation *in vitro* (FIV). Ils n'indiquent pas que le taux de grossesses dans la nature n'est que de 25 % par cycle. Dans la FIV comme dans la nature, le taux de grossesse est cumulé cycle par cycle. Dans la statistique citée, le taux de grossesses est de 50,3 % après quatre tentatives.

2. Un peu plus de la moitié seulement des grossesses se terminent par la naissance d'un enfant vivant. Dans la seule statistique mondiale multicentrique portant sur 2 342 grossesses que l'un de nous a rapportée à Norfolk, le taux d'avortements précoces était de 24,8 %, le taux des naissances de 70 %, compte non tenu des grossesses extra-utérines (5 %). Dans la nature, le taux d'avortements est de 15 % environ, celui des grossesses extra-utérines de 2 %. Dire que l'on compte des accidents tels que la grossesse extra-utérine au nombre des succès est une contre-vérité évidente : toutes les statistiques médicales concernant la stérilité font état, en premier lieu, des grossesses débutantes, puis décomposent ensuite les grossesses à terme, les avortements précoces ou tardifs, les grossesses extra-utérines, les accouchements prématurés, etc. Les procréations assistées n'ont pas le monopole de cette présentation.

3. *« L'utilisation des techniques comporte des risques pour les femmes. »* Cela est présenté comme une participation des procréations assistées : or les mêmes risques existent dans les traitements médicaux de la stérilité, dans la chirurgie de la stérilité, comme pour tout acte chirurgical. Il est faux de présenter cette éventualité comme particulière aux procréations assistées.

4. *« Aucun organisme n'est chargé de les comptabiliser. »* La France est précisément le seul pays au monde où plus des deux tiers des centres de FIV, et en tout cas les plus actifs, qu'ils soient publics ou privés, ont mis en commun leurs efforts pour comptabiliser les données. Ce dossier national s'appelle la FIV NAT. Il est centralisé par un centre INSERM qui publie les résultats année par année. Cela permet d'ailleurs de juger objectivement les progrès effectués à chaque publication.

5. Les analogues de la LHRH ont reçu récemment l'autorisation de mise sur le marché pour l'indication de la FIV. L'amalgame avec le diethylstilbestrol est erroné. Le diethylstilbestrol est prescrit durant la grossesse, alors que les analogues sont interrompus avant l'implantation de l'œuf.

6. La FIV serait aujourd'hui proposée pour pallier presque toutes les formes d'infertilité. On fait ici un amalgame entre les formes somatique ou psychologique, masculine ou féminine, démontrée ou incomprise. Les auteurs paraissent dire que la FIV est proposée sans discernement : cela est faux. La FIV s'adresse à certaines stérilités somatiques définies, à certaines stérilités masculines peu nombreuses, à certaines stérilités inexpliquées durant de nombreuses années et dans lesquelles les traitements habituels ont échoué. Les praticiens sont conscients et informés des résultats de chaque indication.

7. *« Les patients et les couples »* n'auraient *« pas le libre choix. »* C'est oublier que de nombreux centres organisent les réunions d'information pour s'assurer que les couples comprennent l'information, ne sont soumis à aucune pression et expriment un choix clair.

De nombreuses publications

En fait, le ton général de l'article laisse entendre que les médecins manipulent les informations et les truquent. Or il n'existe actuellement en médecine, aucun autre domaine où les publications et les congrès soient aussi nombreux et aussi complets. On peut savoir, semestre par semestre, les taux de succès des différents centres, les techniques utilisées, les progrès enregistrés. De ce fait, les signataires paraissent oublier que si le taux de grossesses n'était, en 1986, que de 15,4 % par tentative (il est déjà très supérieur en 1988), il n'était que de 3 % environ en 1980 et de 10 % il y a trois ans... Or il s'agit d'une technique dont le premier succès date de moins de dix ans !

Pourquoi imaginer que les médecins truquent les résultats de FIV et pas ceux de la microchirurgie ou de l'hystérectomie ? Les malades qui subissent ces dernières interventions sont-elles mieux informées ? Devrait-on faire faire l'information, ou même l'acte lui-même de la procréation médicale sous le contrôle des sociologues ?

En vérité, il s'agit là d'un véritable acharnement antithérapeutique ou plutôt anti-médical. Puisque, selon les auteurs, on ne guérit pas de la stérilité par la naissance de son enfant, pourquoi continuerait-on à soigner les couples stériles ? Mais le plus étonnant n'est-il pas de voir figurer parmi les signataires un biologiste qui poursuit de son plein gré en public et en privé une collaboration qui, selon ses dires, aboutirait en fait à faire de la grande majorité des femmes des malades physiques et psychiques ? Non, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes des procréations médicalement assistées. En tant que cliniciens et biologistes de la reproduction, nous ne pouvions accepter que les couples venus de leur plein gré nous consulter pour tenter de traiter leur infertilité soient confrontés à ces affirmations inexactes.

Ce texte nous a été adressé par les personnes suivantes :

Docteur JEAN COHEN, directeur du Centre de stérilité de l'hôpital de Sèvres.

Professeur RENÉ FRYDMAN, responsable de l'Unité de fécondation *in vitro*, (hôpital Antoine-Béclère, Clamart).

Docteur JACQUELINE MANDELBAUM (laboratoire de cytogénétique humaine et comparée, hôpital Necker).

MICHÈLE PLACHOT, biologiste (ingénieur INSERM, laboratoire cytogénétique, hôpital Necker).

Professeur JACQUES SALAT BAROUX (chef du service de gynécologie obstétrique de l'hôpital Tenon).

Réponse à une réplique...

POUR la première fois dans la grande presse, un discours à plusieurs voix, critique et solidement étayé, a été tenu sur les procréations artificielles (*le Monde* du 17 décembre 1987). Nos contradicteurs répliquent par des procès d'intention, des attaques personnelles, la dérision. Ils feignent de répondre à nos arguments, mais ne font que défendre leur désir de continuer à fonctionner entre soi, dans l'autosatisfaction et le corporatisme. Toute tentative d'information objective et d'analyse critique est discréditée quand il s'agit de conserver le monopole du discours public.

∴

On s'étonnera qu'un membre du Comité national d'éthique s'associe aux censeurs pour contester à un biologiste le droit de poursuivre son activité tout en exprimant une critique sur sa pratique. Mais la critique n'est pas mieux tolérée lorsqu'elle émane de spécialistes d'autres disciplines. On ironise sur la participation des sciences humaines à l'évaluation des procréations médicalement assistées, à l'analyse de leurs enjeux sociaux. Or cette analyse n'est possible que si l'on peut examiner de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur, les connaissances elles-mêmes, la façon dont elles sont produites et appliquées, la nature des informations fournies, les critères des choix effectués. Ne disposant que de peu de place pour répondre, nous réaffirmons ce que nous écrivions et précisons quelques points :

— C'est un taux de naissances et non de grossesses qui, *« dans la nature »*, est estimé à 25 % par cycle ;

— Le dossier national FIVNAT, connu des seuls spécialistes, s'en est tenu jusqu'ici aux grossesses débutantes, incluant donc, comme nous l'écrivions, les accidents graves que sont les grossesses extra-utérines. Par ailleurs, il n'a jusqu'à présent pas recensé les autres accidents survenant au cours des FIV (fécondations *in vitro*) ;

— Souligner, comme le font nos contradicteurs, que le taux de grossesses par FIV est passé à 15,4 % en 1986, alors qu'il *« n'était que de 3 % environ en 1980 »*... — soit deux ans avant la naissance d'Amandine ! — nous incite à poser la question : à quoi s'intéressent ces praticiens, aux grossesses ou aux *bébés* ?

∴

Les signataires disent aujourd'hui que le taux de succès moyen de la FIV était de 10 % il y a trois ans ; or les taux annoncés par trois des équipes signataires étaient de 5,9 % (Sèvres-Marignan en 1985) ou 4,7 % (Tenon en 1983-1984).

Certes, la naissance d'un enfant conçu par FIV peut constituer une réponse à la souffrance des couples en attente d'enfant. Souffrance que certains d'entre nous entendent quotidiennement. Mais nous savons aussi — et des témoignages le confirment sans cesse — que des couples inféconds peuvent être soulagés que soit dit publiquement à quel point leur parcours est douloureux et aléatoire.

∴

Si l'un des buts de notre article était de permettre aux couples de se déterminer sur la base d'informations aussi exactes que possible, il s'agissait aussi de souligner la nécessité, pour une société pluraliste, d'avoir accès à des informations *non* exclusivement produites par les praticiens experts. Il y a là un enjeu véritablement politique qui relève d'une régulation démocratique des sciences et des techniques.

[NICOLE ATHEA, gynécologue ; GENEVIÈVE DELAISI, psychanalyste ; LAURENCE GAVARINI, sociologue (université de Paris-VIII) ; FRANÇOISE LABORIE, sociologue (CNRS) ; JOACHIM MARCUS-STEIFF, sociologue (CNRS) ; JACQUES TESTART, biologiste (INSERM), et ANNE-MARIE DE VILAINE, écrivain.]

Haïti ? Quel président ?

par JEAN-CLAUDE CHARLES (*)

COMME ça Leslie Manigat serait le « président » des Haïtiens ! De qui se moque-t-on ? Je n'ai rien contre Leslie Manigat. Je ne le connais pas personnellement. Je connais, depuis longtemps, son programme, édité en août 1982. J'ai lu de lui des entretiens, entendu sur lui des témoignages, vu de lui des images : cet homme politique ne m'inspire aucune confiance. Je me réjouis à l'idée que je ne suis pas le seul.

Comment peut-on oser parler de démocratie, de compétence, d'honnêteté et bla-bla-bla, quand on commence par accepter le principe même de ces élections du 17 janvier 1988 organisées par le Conseil national de gouvernement, après le massacre du 29 novembre 1987 ? Comment peut-on accepter les résultats officiels d'une élection où presque personne n'a voté ? Je dis « presque », par respect envers ceux — moins de 10 % de l'électorat — qui, pour une raison ou pour une autre, ont voté, sous pression ou par peur.

J'ai lu une déclaration de Manigat, comme quoi il allait d'abord prendre le pouvoir et ensuite régler le problème de l'armée. C'est pas croyable ! On sait très bien comment Duvalier avait réglé le problème de l'armée : avec les « tontons macoutes ». D'ailleurs on ne « prend » pas le pouvoir. C'est le peuple qui décide. Aux urnes. Dans les isoloirs. En son âme et conscience. En ayant bien dans la tête l'alternative possible. Sous le regard d'observateurs crédibles. Sans terreur.

Le peuple d'Haïti, une fois de plus, a été magnifique. Le 17 janvier, il a montré que la démocratie, ça l'intéresse. Le 29 novembre, il avait montré que la dictature, ça ne l'intéresse pas. Que veut-on de plus ? Si le vote de ce dimanche calme, si calme, trop calme, a un sens, c'est bien celui-ci : les Haïtiens ne veulent plus d'un nouveau Duvalier. Je ne prétends pas que Leslie Manigat soit un nouveau Duvalier. Je dis simplement que tout porte à croire que les Haïtiens ne veulent pas de lui.

∴

En tout cas, pas de quelqu'un qui accepte de bafouer une Constitution pour laquelle ce peuple a voté massivement. Au point où nous en sommes, il faut quand même en revenir à cette Constitution. Elle est vivable, en termes de véritable démocratie. Et s'il faut en changer un seul mot, c'est le peuple qui doit décider.

Il n'y a pas mille manières de décider. Ou bien par les armes. Ou bien en négociant pacifiquement. La dernière solution me paraît la meilleure. Ne serait-ce que pour l'économie de douleurs et de sang. On répugne à rappeler ces vérités élémentaires. *« Manigat ne s'intéresse pas à la souffrance des autres »*, me dit quelqu'un.

Le candidat Hubert de Ronceray aurait déclaré, à la suite de la mascarade du 17 janvier : *« A la force de la loi, on a substitué la loi de la force »*... Que mon ancien professeur de sociologie, à la faculté d'ethnologie de Port-au-Prince, m'excuse. Il aurait dû parler de farce. Qu'il s'assure que je ne le confonds nullement avec les « tontons macoutes ».

∴

Les quatre candidats (Marc Bazin, Gérard Gourgue, Louis Déjoie, Sylvio Claude) du Comité d'entente démocratique ont été remarquables. En refusant la farce. L'opinion internationale a peut-être compris qu'ils sont aujourd'hui la seule légitimité possible. En s'abstenant de voter, le peuple d'Haïti a voté pour eux. Maintenant, il faut clarifier le jeu. Il faut absolument rebattre les cartes électorales.

(*) Ecrivain haïtien.

Au courrier du Monde

SUCCESSION

A propos de « Nice-Matin »

J'ai pris connaissance de l'article de MM. Yves-Marie Labé et Jean-François Lacan, publié dans votre numéro du 24 janvier.

Tout en appréciant l'intérêt que certains porteraient à *Nice-Matin*, il m'est agréable de vous assurer que ma succession n'est pas encore ouverte.

Par ailleurs, le jour où, pour quelque cause que ce soit, je n'assurerai plus mes fonctions, il a déjà été entendu avec mes associés que c'est mon fils, Gérard Bavastro, ancien avocat, directeur général du journal, qui me remplacera, et ce d'autant plus valablement qu'il partage depuis dix ans mes responsabilités, ce dont notre société n'a eu qu'à se féliciter.

MICHEL BAVASTRO
président-directeur général de Nice-Matin.

CRAVATE

Choix de candidats

38 % des Français, dit-on (cf. la plupart des sondages qui nous inondent) ne savent pas encore pour qui ils vont voter à la prochaine élection présidentielle. C'est-à-dire que 38 % de nos concitoyens vont se déterminer au dernier moment, alors qu'au moins quatre des candidats sont connus depuis des lustres comme ministre, parlementaire, etc. Nous n'ignorons rien de leurs idées, de leurs comportements. Ils ont fait leurs preuves ou celle de leur incapacité.

Le choix des Français se fera donc (au pis) sur la cravate Dior de M. X ou (au mieux !) sur le sens de la répartie de M. Y.

Inquiétant pour la démocratie, non ?

SERGE COSTE
(Grenoble.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 806 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24.


Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037

LIBAN

La libération de M. Schray n'est plus qu'une question de temps

affirme un émissaire du président Assad

BEYROUTH
de notre correspondant

« L'affaire Schray est quasiment réglée, la libération de l'otage allemand n'est plus qu'une question de temps » : ces propos sont attribués au général Ghazi Kenaan, chef des services de renseignement et homme fort de l'armée syrienne au Liban, dépêché de toute urgence à Beyrouth-Ouest par le président Hafez El-Assad, qui a considéré l'enlèvement en secteur musulman, et donc nécessairement à quelques dizaines de mètres d'un barrage syrien – puisqu'il y en a partout – comme un défi. Citant toujours le général Kenaan, arrivé le vendredi 29 janvier sur les lieux pour prendre les choses en main, la même source rapporte qu'il aurait assuré que *« les contacts avec les parties concernées ont été positifs »*, et qu' *« il n'y a plus d'obstacles à la remise en liberté de M. Ralph Schray »*.

Reste à savoir, en fait de *« question de temps »*, si cela s'exprime en heures, en jours, en semaines...

Quoi qu'il en soit, il existe une différence fondamentale entre l'affaire Schray et l'affaire Glass qui, en son temps, avait également été considérée comme un défi à l'ordre syrien. Lors de l'enlèvement du journaliste américain, en juin dernier, il était apparu que Téhéran avait commandité le rapt, qui avait l'allure d'une mise en garde à Damas, à l'époque tentée par un recentrage de sa politique entre l'Iran et les pays arabes dans la guerre du Golfe, et à qui l'on attribuait des velléités de réduire le bastion intégriste de la banlieue sud de Beyrouth. Depuis lors, vue sous l'angle iranien, la politique syrienne s'est *« assagie »* et elle est quasi irréprochable sur le plan des alliances et de la guerre du Golfe. Un *modus vivendi* s'est, de plus, établi entre Damas et les intégristes libanais pro-iraniens.

Aussi est-il probable, comme ils le soutiennent, que les Iraniens n'ont pas ordonné le rapt de M. Schray, ce qui ne les empêche pas d'être tout à fait en position de l'exploiter. A la tête d'une délégation iranienne à Beyrouth-Ouest, M. Kamal Kharrazi, chef des renseignements militaires de son pays, a affirmé : *« La République islamique est opposée aux enlèvements. Elle a tenté et s'efforce toujours d'obtenir la libération de tous les otages. Rappelant qu'au nombre des étrangers enlevés au Liban figurent deux Iraniens, diplomates disparus en secteur chrétien dont on ne parle jamais.* M. Kharrazi a souligné : *« Nous soutenons d'autant plus la libération de tous les otages que nos deux ressortissants en profiteraient. »*

Le président Assad, qui a envoyé son ministre des affaires étrangères, M. Chareh, à Téhéran après l'enlèvement de M. Schray, devrait pouvoir compter cette fois sur la coopération rapide de ses alliés iraniens.

LUCIEN GEORGE.

Le regain de tension dans les territoires occupés par Israël

• M. Moubarak est reçu par M. Mitterrand
• Nouveau « ballon d'essai » américain

Tandis que la situation se détériore à nouveau dans les territoires occupés, les Etats-Unis semblent vouloir jouer un rôle plus actif dans la région avec l'annonce de la nouvelle mission de M. Philip Habib, arrivé le samedi 30 janvier à Amman. La tournée de l'émissaire du président Ronald Reagan s'annonce difficile : vendredi, le roi Hussein avait critiqué la politique de Washington, affirmant que les Etats-Unis avaient perdu de leur crédibilité au Proche-Orient, parce qu'ils étaient *« tombés sous l'influence des extrémistes israéliens »*. L'OLP, pour sa part, a estimé que les efforts de M. Philip Habib étaient voués à l'échec car ils visaient *« à contenir la nouvelle situation créée par le soulèvement populaire palestinien dans les territoires occupés »*, et que l'administration américaine continuait à ignorer *« les droits inaliénables du peuple palestinien et l'OLP, unique représentant légitime de ce peuple »*.

Entre-temps, le président égyptien Moubarak est arrivé dimanche à Paris, quatrième étape d'une tournée occidentale destinée à promouvoir son plan de paix pour le Proche-Orient, qui bénéficie du soutien de la France. Le chef de l'Etat égyptien, qui arrivait de Washington après des visites en RFA et en Grande-Bretagne, devait avoir ce lundi un entretien suivi d'un déjeuner avec le président Mitterrand. Mardi matin, avant de quitter Paris pour Rabat, il prendra le petit déjeuner avec M. Chirac. De son côté, le roi Hussein de Jordanie est arrivé dimanche soir à Rome pour une visite officielle de trois jours, première étape d'une tournée européenne qui le conduira successivement à Paris, à Madrid, à Bonn et à Vienne.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Accueil favorable, mais encore très sceptique : ainsi pourrait-on résumer les premières réactions israéliennes aux efforts menés depuis une dizaine de jours par les Etats-Unis pour s'intéresser à nouveau au dossier israélo-arabe. Alors que la situation s'est nettement détériorée au cours du week-end en Cisjordanie et à Gaza, où il y a eu plusieurs blessés par balles, Jérusalem observait prudemment la mission entamée à Amman par un des vétérans de la diplomatie américaine au Proche-Orient, M. Philip Habib. Lors de la réunion hebdomadaire du cabinet, dimanche, le ministre des affaires étrangères, M. Pérès, s'est déclaré *« heureux de voir les Etats-Unis jouer un rôle plus actif dans la région »*. Le chef du gouvernement, M. Shamir, ne s'est guère plus avancé, affirmant que Washington lui avait donné l'assurance que *« toute nouvelle initiative américaine serait coordonnée avec Israël »*. *« Il n'y aura pas de surprise »*, a dit M. Shamir.

A vrai dire, il est sans doute trop tôt pour parler véritablement de *« nouvelle initiative »* ; l'expression *« ballon d'essai »* paraît plus appropriée pour décrire les démarches américaines. Pour autant qu'on puisse savoir à Jérusalem, les Etats-unis, après avoir sondé plusieurs des parties intéressées (Israéliens et Palestiniens, Egyptiens et Jordaniens), auraient formulé de nouvelles suggestions sous la pression des événements dans les territoires. Le scénario qui se dégagerait des conversations que le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a eues ces jours-ci à Washington, aurait notamment pour objet de contourner les divisions du gouvernement israélien qui paralysent toute relance de négociations politiques : M. Shamir et son parti (le Likoud) sont opposés à toute autre formule que celle de l'autonomie pour les territoires occupés ; les travaillistes, dirigés par M. Pérès, défendent le principe d'une conférence internationale qui, seule, permettrait, selon eux, au roi Hussein de Jordanie d'engager un dialogue direct avec Israël.

Les Etats-Unis, reprenant une suggestion égyptienne, proposeraient une troisième voie. Il s'agirait d'entamer dès maintenant des pourparlers (mais avec qui ?) conduisant rapidement à accorder *« une certaine autonomie »* à la Cisjordanie et à Gaza, étant entendu que ce processus devra déboucher dans un délai très rapide, peut-être quelques mois, sur des négociations israélo-arabes parrainées par un forum international (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ou bien les Etats-Unis et l'URSS seulement). Autrement dit, l'autonomie – souhaitée par le Likoud – n'est envisagée ici qu'à titre de *« solution intérimaire »* ; elle ne préjuge pas l'issue finale de la négociation qui pourrait se solder par un compromis territorial – souhaité par les travaillistes et les pays arabes. En somme, il faudrait évoluer très rapidement vers l'autonomie (avec des élections locales) à titre *« de mesures de confiance »* pour désamorcer la tension actuelle et comme prélude à une négociation au fond.

Le couvre-feu restauré

Officiellement, on se *« félicite »* à Jérusalem que Washington *« s'engage à nouveau »* sur ce dossier. Officieusement, on estime que la démarche américaine est cependant encore quelque peu confuse. Les Etats-Unis, indique-t-on, *« semblent vouloir contenter un peu tout le monde à la fois »* : M. Shamir ne peut rejeter l'autonomie qui est la politique proclamée de son parti ; la conférence internationale n'est pas oubliée, qui donne satisfaction à M. Pérès, aux pays arabes et à l'URSS. L'autonomie ne se concevant pas sans l'accord d'Amman, il reste donc à convaincre la Jordanie (et telle était sans doute la mission de M. Habib) qui ne paraît, pour l'heure, guère disposée à aller dans le sens des propositions américaines.

Cependant, l'agitation dans les territoires occupés a repris ce week-end et, devant l'ampleur des manifestations, l'armée a de nouveau ouvert le feu – ce qui n'était plus arrivé depuis près de deux semaines. Une demi-douzaine de manifestants palestiniens ont été blessés par balles, dont quatre à Naplouse (nord de la Cisjordanie) où, samedi et dimanche, des incidents sporadiques mais répétés ont éclaté au cœur de la ville comme dans les camps à la périphérie : jets de pierres et de cocktails Molotov contre les soldats, barrages de pneus enflammés sur les routes, manifestation de plusieurs centaines de personnes. Le couvre-feu y a été décrété de même que dans la région de Ramallah (au nord de Jérusalem), notamment au camp de Jelazoun où un Palestinien a été blessé par balle. La tension régnait aussi à Gaza où des dizaines de manifestants ont défilé samedi dans le centre-ville, alors que le couvre-feu était, là aussi, restauré dans au moins deux camps de réfugiés à l'issue d'affrontements avec l'armée.

Tout se passe comme si *« la politique des coups »*, officiellement destiné à insuffler la *« peur »* dans les camps palestiniens, n'était guère dissuasive – ou pas encore. L'incident le plus sérieux s'est produit en début de soirée, dimanche, sur la route de Jérusalem à Ramallah. Un cocktail Molotov a été lancé sur la voiture d'un résident israélien des territoires qui rejoignait son domicile. Il est le premier civil israélien grièvement blessé depuis le début des troubles en Cisjordanie et à Gaza le 9 décembre dernier.

« La situation ne cesse de se détériorer dans les territoires », commentait dimanche le quotidien *Haaretz*, et l'opinion dominante est qu'on s'installe dans une crise endémique au moment où les autorités espéraient une phase de déclin progressif de l'agitation.

ALAIN FRACHON.

Les otages du groupe Abou Nidal

M. Bitterlin à Beyrouth pour tenter d'obtenir la libération des deux petites Françaises

M. Lucien Bitterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA), est arrivé à Beyrouth le dimanche 31 janvier, date à laquelle, selon lui, devaient être libérées les deux petites Françaises, Marie-Laure, six ans, et Valérie, quatre ans, enlevées le 8 novembre dernier par le groupe palestinien Abou Nidal en même temps que leur mère et une famille belge. Mais la date fatidique approchant sans que rien se passe, M. Bitterlin, intermédiaire *« sans mandat officiel de la France »*, avait récemment déclaré que la libération des deux petites filles serait retardée de *« quelques jours »*. Il avait ainsi indiqué la semaine dernière que l'on n'avait pas encore trouvé le pays devant servir de lieu de libération.

A Paris, le père de Marie-Laure et de Virginie, M. Pascal Bétille, a émis quelques doutes sur l'efficacité de la médiation de M. Bitterlin, se déclarant *« déçu »* par l'attitude de ce dernier. *« J'ai l'impression d'avoir été abusé »*, a-t-il déclaré à propos de la promesse initiale de M. Bitterlin selon laquelle les deux Françaises seraient relâchées avant le 31 janvier.

Le Fatah-Conseil révolutionnaire a affirmé avoir capturé Marie-Laure, Virginie, leur mère et cinq Belges à bord d'un bateau de plaisance – le *Silco* – croisant au large de Gaza, les accusant d'être des espions à la solde d'Israël. Promettant la libération *« sans contrepartie »* des deux petites filles, le groupe Abou Nidal avait maintenu ses accusations contre les autres passagers du *Silco*, sans préciser le sort qu'il leur réservait.

Le conflit du Golfe

Nouvelles attaques irakiennes contre le trafic maritime

L'aviation irakienne a mené deux nouvelles attaques, le dimanche 31 janvier, contre des navires dans le Golfe, où un cargo panaméen, le *MV-Mark*, a été repéré dérivant en feu et semblant avoir été abandonné par son équipage. Selon des sources maritimes à Manama, le navire aurait été touché par un missile Exocet tiré par un appareil irakien.

D'autre part, les Etats-Unis vont réclamer à l'Irak plus de 75 millions de dollars de compensation pour l'attaque, en mai dernier par l'aviation de Bagdad, de la frégate *Stark*. Celle-ci avait été touchée par deux Exocet, qui ont fait trente-sept morts parmi l'équipage américain, lors d'une attaque qualifiée d'*« erreur »* par le gouvernement irakien. Ce dernier s'était engagé à verser des compensations. A la suite de cette attaque, la marine américaine avait renforcé, de façon spectaculaire, sa flotte dans le Golfe et accepté le repavillonnement aux Etats-Unis de la moitié de la flotte pétrolière koweïtienne exposée aux attaques iraniennes.

En outre, la guerre entre l'Iran et l'Irak a été au centre, ces derniers jours, de démarches diplomatiques qui ont mené, d'une part, le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, à Moscou, et, d'autre part, le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk Al Charah, à Téhéran.

« La Syrie tente de créer un pont entre les peuples de la région et l'Iran », a déclaré M. Charah à l'issue de sa visite en Iran, au cours de laquelle il a remis un message du président Assad au chef de l'Etat iranien, M. Khamenei. *« L'Iran et la Syrie ont convenu de la nécessité de déployer des efforts pour réduire la tension dans le Golfe et pour instaurer des rapports amicaux entre Téhéran et les pays arabes de la région »*, a encore dit M. Charah.

A Moscou, le prince Saoud Al Fayçal a remis deux messages du roi Fahd aux dirigeants soviétiques, l'un se rapportant aux événements de Cisjordanie et de Gaza et l'autre au conflit du Golfe. – *(AFP, Reuter.)*

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : après la visite de M. Strauss

Les autorités annoncent la libération de cent treize détenus

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Quatorze des dix-huit détenus dont Franz-Josef Strauss, le dirigeant bavarois, avait demandé la libération aux autorités sud-africaines sortiront de prison cette semaine. L'annonce figure dans une lettre remise par M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, à M. Strauss, juste avant son départ de Namibie, vendredi, et dont le teneur a été révélée le samedi 30 janvier. L'élargissement des quatre autres, dont le leader syndicaliste Moses Mayekiso, a été refusé en raison de *« la menace sérieuse que cela ferait peser sur la loi et l'ordre »*.

Dans cette lettre, M. Botha indique que quatre-vingt-dix-neuf autres prisonniers, sur une liste de cent vingt et un dont les cas avaient été examinés par M. Adriaan Vlok, ministre de la loi et de l'ordre, entre le 15 et le 22 janvier, ont été relâchés. Douze autres seront prochainement inculpés et dix seront maintenus en détention. Contrairement à ce qui avait été indiqué auparavant, la lettre en question n'évoque pas le sort de M. Nelson Mandela.

Ces libérations (cent treize au total), dont la primeur de l'annonce a été réservée à M. Strauss, ont soulevé les critiques des milieux anti-apartheid, qui ont interprété ce geste comme *« une tentative destinée à donner de la crédibilité à M. Strauss »*. Ceux-ci se déclarent surpris de voir M. Botha conclure sa lettre en affirmant : *« Il est évident que personne n'est détenu de façon arbitraire en Afrique du Sud. La situation des détenus est revue continuellement avec pour souci principal le maintien de l'ordre public et de la sécurité. »*

Le Comité de soutien aux parents des détenus (DPSC) estimait qu'à la fin de l'an dernier il y avait environ mille huit cent cinquante personnes en détention, dont mille cinq cents en application de l'état d'urgence, la majeure partie sans avoir fait l'objet d'une inculpation.

M. Vlok a précisé la semaine dernière, à propos des enfants en prison, que, *« actuellement, il n'y en avait pas un seul âgé de treize ans, un de quatorze ans et une petite poignée de quinze à seize ans »*. Le ministre a ajouté qu'aucun d'entre eux n'était détenu pour *« des raisons politiques »*, mais en relation avec *« des meurtres, des violences et des incendies criminels liés à l'agitation »*. Il a affirmé que, selon un rapport récent, *« un minimum de mille cinq cents enfants de moins de seize ans étaient détenus chaque année en France pour des faits criminels »*.

Ces affirmations interviennent à la suite du meurtre, la semaine dernière, de Sicelo Dhlomo, un garçon de dix-huit ans qui travaillait pour le DPSC et qui a été retrouvé à Soweto avec une balle dans la tête. Il avait été interrogé par la police quelques jours auparavant à la suite de son interview dans un film de la chaîne américaine CBS intitulé *les Enfants de l'apartheid*, dans lequel il affirmait avoir été torturé au cours de ses six mois d'emprisonnement. Sicelo Dhlomo avait été accusé de meurtre en 1986, puis acquitté. Selon la police, ses propos lui auraient été dictés par les journalistes de CBS. M. Vlok a assuré que le maximum serait fait pour retrouver les auteurs de l'assassinat.

MICHEL BOLE-RICHARD.

SAHARA OCCIDENTAL

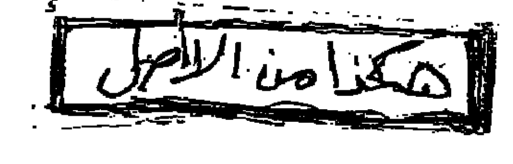
Le Polisario affirme avoir mis près de deux cents soldats marocains hors de combat

Alger. – Cent quatre-vingts soldats marocains ont été tués ou blessés, et dix-huit autres faits prisonniers, au cours de l'attaque lancée samedi par les combattants du Front Polisario contre le « mur » de défense marocain au Sahara Occidental, affirme un communiqué sahraoui diffusé le dimanche 31 janvier à Alger.

Les combats ont duré trois heures environ et ont permis aux combattants sahraouis d'occuper une portion de 15 kilomètres du « mur » marocain, dans la région d'Oum Dreïga, dans le centre du Sahara occidental. *« Malgré l'intervention de l'aviation »* marocaine, les combattants sahraouis *« ont poursuivi les troupes marocaines en débandade sur plusieurs kilomètres »* à l'intérieur du « mur », selon le communiqué.

Le texte sahraoui fait aussi état de la venue de renforts marocains depuis la région d'Aousserd, dans le sud du Sahara. Ces renforts sont tombés dans des embuscades, et des véhicules ont sauté sur des mines placées par les combattants sahraouis à l'intérieur du mur de défense, faisant *« plusieurs tués ou blessés »*. – *(AFP.)*

● **Le président Diouf élu à la tête de l'Inter-africaine socialiste (IAS).** – Le chef de l'Etat sénégalais a été élu, le dimanche 31 janvier à Tunis, à la tête de l'Inter-africaine socialiste (IAS) qui compte une trentaine de partis africains se réclamant du socialisme, à l'issue des travaux de son quatrième congrès. M. Diouf, également secrétaire général du Parti socialiste sénégalais (PSS), succède à M. Léopold Sédar Senghor qui a été – avec l'ancien président Bourguiba – le fondateur, en 1981, de cette organisation qui a son siège à Tunis. – *(AFP.)*



A gauche la BMW série 7 vous prés… droite la nouvelle BM…

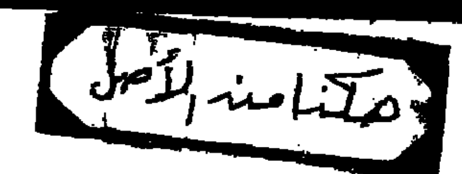


La BMW série 7.

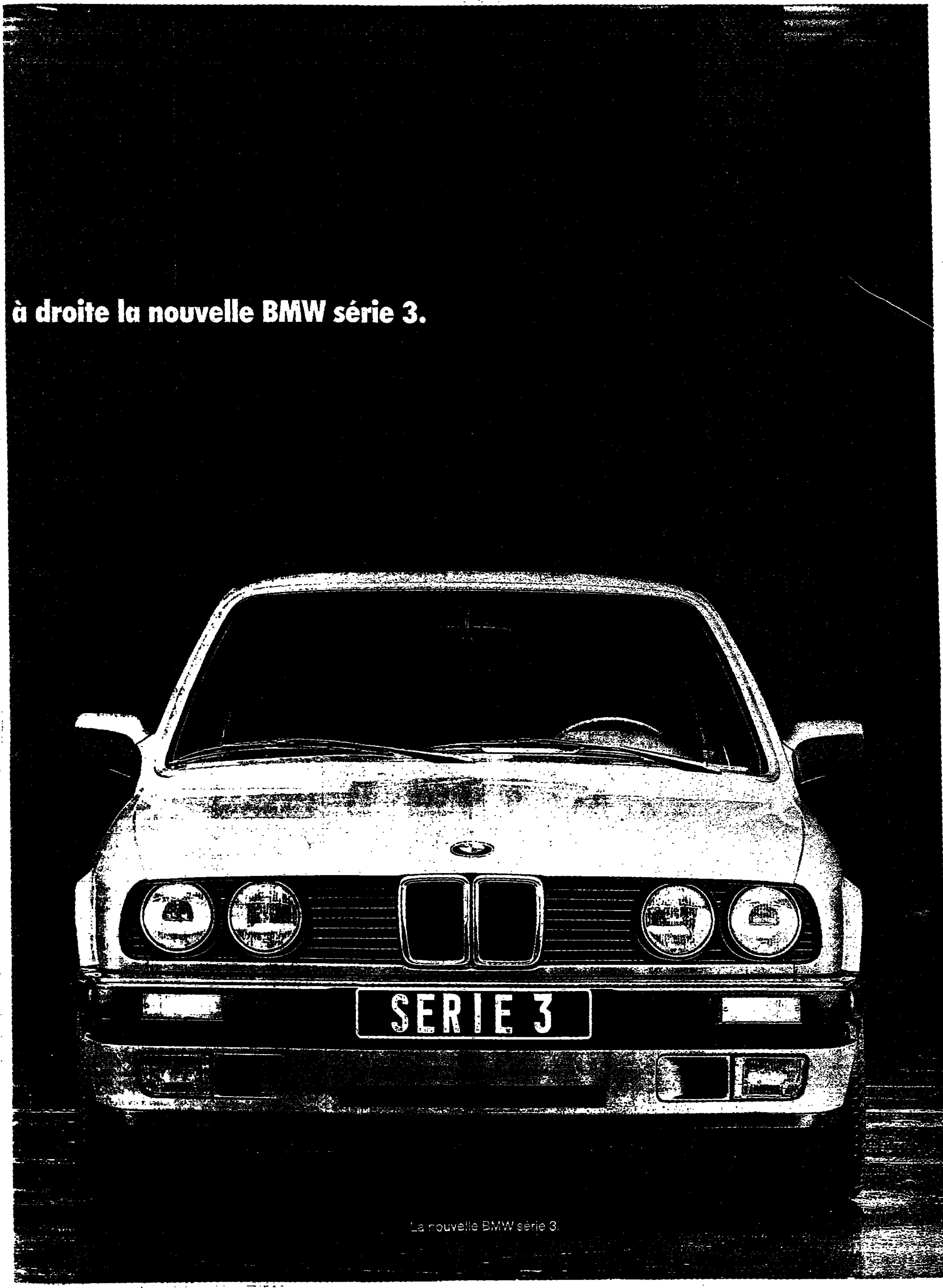
Regardez-les bien. A gauche, la BMW série 7 sortie il y a 16 mois. A droite, la nouvelle BMW série 3. Ce que vous avez sous les yeux, c'est l'un des plus beaux transferts de technologies jamais réussi d'une voiture à une autre. Aujourd'hui, la créativité et l'expérience des ingénieurs BMW sont telles qu'il ne leur a fallu que 16 mois pour réussir ce nouvel exploit : adapter très précisément à la nouvelle BMW série 3 la plupart des innovations techniques qu'ils avaient faites lors de la création de la BMW série 7.

16 mois qui ont suffi pour qu'il devienne impossible de vous présenter aujourd'hui la nouvelle BMW série 3, à droite, sans faire référence à la BMW série 7, à gauche. Côté moteur, il convient de dire que la nouvelle BMW 318 i se trouve équipée du premier 4 cylindres qui ressemble davantage à un 12 cylindres qu'à un 4 cylindres : bielles forgées, masse des pistons réduite, soupapes à diamètre élargi, on y retrouve quantité de détails qui font l'excellence du moteur 12 cylindres de la 750 i.

Mais la comparaison ne s'arrête pas là. On peut aussi parler des phares ellipsoïdaux (ces petits phares capables de donner 30% de lumière en plus que les gros phares) : révolutionnaires il y a 16 mois sur la série 7, on les retrouve aujourd'hui sur tous les nouveaux modèles de la série 3. On pourrait aussi parler des nouveaux pare-chocs qui …



هكذا من الأصل



Mais la comparaison ne s'arrête pas là. On peut aussi parler des phares ellipsoïdaux (ces petits phares capables de donner 30% de lumière en plus que les gros phares): révolutionnaires il y a 16 mois sur la série 7, on les retrouve aujourd'hui sur tous les nouveaux modèles de la série 3. On pourrait aussi parler des nouveaux pare-chocs qui rendent complètement anodins bon nombre d'accrochages en ville. Ou du système Motronic de 3ᵉ génération. Et des suspensions à gaz bitubes sur les BMW 320 i et 325 i. Sans s'étendre sur les innombrables techniques de fabrication exclusives à BMW, qui font la qualité légendaire de toutes les voitures qui portent ce nom.

Tout cela pour vous permettre de faire à nouveau le point sur l'actualité du monde de l'automobile : sortie il y a 16 mois, la BMW série 7, à gauche, n'avait jusqu'à aujourd'hui aucune concurrente. Elle en a une à présent : à droite, la nouvelle BMW série 3.

BMW

MOTUL partenaire de BMW.

Europe

URSS : un nouveau document sur la crise de l'automne 1987

Le texte présumé de l'intervention de M. Eltsine devant le comité central du PC soviétique

Malgré l'énorme déballage auquel a donné lieu, en novembre dernier, le cas de M. Boris Eltsine, le chef du parti à Moscou destitué pour *« aventurisme »* et *« excès d'ambition »*, d'importants éléments d'information manquaient sur cette affaire. En particulier, aucune précision n'a été apportée sur la session tenue par le comité central du parti le 21 octobre, sinon que M. Eltsine s'y était lancé dans une vive attaque contre la direction en place, avant d'être censuré par un vote de ses pairs pour cette intervention *« politiquement erronée »*.

Le document qu'on lira ci-dessous prétend combler ces lacunes. Il s'agit de la traduction d'un texte qui circule à Moscou, présenté comme le compte rendu sténographique de cette fameuse intervention du premier secrétaire de Moscou devant le comité central.

Nous ne pouvons en garantir l'authenticité, d'autant que des doutes apparaissent à la lecture. Si le ton est bien aussi vigoureux que ce à quoi M. Eltsine nous avait habitués, si l'on y relève les traces d'une altercation entre l'orateur et M. Ligatchev, le numéro deux du parti, comme la rumeur en avait circulé, on ne voit pas très bien comment et pourquoi ce discours a pu être interprété comme un *« coup de poignard »* dans le dos de la direction, comme une *« tentative d'introduire la scission au Politburo »*, comme il a été dit en public plus tard.

De même, l'attaque portée contre Mme Raïssa Gorbatcheva recoupe quelques rumeurs antérieures, mais elle reste sujette à caution. Rappelons que la seule chose que M. Eltsine ait tenu à démentir publiquement et dès la fin octobre (dans un entretien téléphoné avec une chaîne de télévision américaine) était précisément qu'il aurait porté des attaques contre la personne du secrétaire général ou son épouse.

Il reste que cette affaire a déjà donné lieu à des fuites organisées dans le passé, et que le fait qu'un tel document ait été mis en circulation à Moscou est en soi un phénomène politique. Une raison de plus d'ajouter cette nouvelle pièce à un dossier qui reste encore bien mystérieux.

MICHEL TATU.

« Ceux pour qui les privilèges sont le sens de la vie ne sont pas nos compagnons »

« Camarades ! Comme tous ceux qui sont présents ici, j'ai été très impressionné par le rapport du camarade Gorbatchev. Le chemin héroïque parcouru par notre peuple pendant soixante-dix ans de socialisme a été reflété dans toute sa complexité. Oui, nous sommes des pionniers, ce qui conditionne certaines pages douloureuses et difficiles de notre histoire. Evidemment, le camarade Gorbatchev a raison : si nous voulons avancer d'un pas assuré, nous devons connaître et étudier les fautes commises en chemin, pour ne plus jamais les répéter. Son rapport nous présente une analyse détaillée et objective de la vie politique tumultueuse et parfois contradictoire de notre planète. Il nous a démontré le rôle essentiel, je dirais primordial, de notre Etat. Et nous, camarades, pouvons être légitimement fiers de cette influence bénéfique et positive qu'exerce notre pays sur les événements dans le monde.

» Oui, il est difficile de surestimer l'importance de la perestroïka de notre société pour le destin du socialisme sur la terre. Oui, c'est justement maintenant que se décide la question : y aura-t-il ou non une société socialiste sur la planète ! Et c'est justement pour cela, camarades, que je voudrais me pencher sur quelques problèmes douloureux qui freinent et dans certains cas entravent le cours de notre perestroïka. Mikhaïl Sergueevitch m'a proposé de reporter la discussion de ces problèmes jusqu'à la fin des fêtes anniversaires. Mais je pense que l'ambiance de fête ne nous gênera pas et au contraire nous aidera à examiner ces questions en toute responsabilité et honnêteté de parti et à leur donner une appréciation de principe, léniniste.

» Comme vous le savez, camarades, le comité du parti (Gorkom) de Moscou et moi-même personnellement, recevons beaucoup de lettres de travailleurs, dans lesquelles les Moscovites nous font partager leurs idées, leurs doutes et leurs espoirs à propos de la perestroïka. Eh bien! camarades, quand on commence à lire cette correspondance et quand on cherche la réponse, la bonne humeur de fête se volatilise. Oui, camarades, il m'est difficile d'expliquer à l'ouvrier d'usine pourquoi, à la soixante-dixième année de son pouvoir politique, il est obligé de faire la queue pour acheter des saucisses dans lesquelles il y a plus d'amidon que de viande, tandis que sur nos tables à nous, il y a de l'esturgeon, du caviar et toutes sortes de mets délicats acquis sans problèmes dans un endroit qu'on ne le laissera même pas approcher.

» Comment dois-je expliquer cela aux anciens combattants et à ceux qui ont participé à la guerre civile, dont les survivants se comptent sur les doigts ? Avez-vous vu la liste des denrées alimentaires de la commande de fête ? On me l'a apportée, on me l'a montrée. Et quelle doit être ma réaction quand ils disent que ce sont les restes du banquet seigneurial ? Vous comprenez de quel banquet ils parlent ? Comment puis-je les regarder dans les yeux ? Ce sont eux qui, au prix de leurs vies, ont conquis le pouvoir et nous l'ont confié. Que puis-je maintenant leur répondre ? Peut-être le camarade Ligatchev (1), me soufflera la réponse ? Je pense, camarades, que toutes ces mangeoires, comme les appelle le peuple, sont l'héritage de la grande période de stagnation que nous avons connue dans notre vie. Et il faut en finir avec ce phénomène.

« Ne criez pas, camarade Ligatchev ! »

» Ceux pour qui les privilèges de toutes sortes sont le sens même de leur vie, de leur travail, ne sont pas nos compagnons de route, je pense. Il ne faut pas crier contre moi, camarade Ligatchev. Je n'ai pas besoin de leçons. Non, je ne suis pas un gamin. Telle est ma ligne de principes. Et je dois vous dire, camarades, en toute franchise, qu'il est difficile de travailler quand, au lieu d'une aide concrète et amicale, on ne reçoit que des sermons et des rebuffades grossières. A ce propos, camarades, je suis obligé de demander au Politburo de m'épargner la tutelle mesquine de Raïssa Maximovna (2) de ses appels téléphoniques et de ses remontrances presque journaliers.

» Camarades, j'ai quelques chiffres peu réjouissants concernant l'appareil administratif de Moscou dans ses diverses institutions mais je ne vais pas gâcher l'humeur de la fête, d'autant plus que la majorité des camarades les connaît. Rappelez-vous que de discussions, que de résolutions ont été prises ! Mais le nombre de nos bureaucrates n'a pas diminué dans la plupart des services; il a même augmenté à l'agroprom (3), par exemple ! C'est là qu'est le frein. C'est là que la perestroïka patine. C'est là que toutes les bonnes intentions s'enlisent sur le terrain marécageux des bureaucrates. Camarades, nous devons nous rendre compte que tant que nous ne supprimerons pas l'armée des bureaucrates et des chicaneurs, je dis bien, l'armée, camarades, notre perestroïka n'aura pas d'avenir, toutes nos résolutions et décisions seront déviées par le flot des instructions et des circulaires.

» La situation ne s'améliore pas dans le commerce. Je vous ai rapporté, camarades, comment allaient les affaires ici, à Moscou. Depuis, peu de choses ont changé, les mêmes fonctionnaires des ministères couvrent de toutes leurs forces les voleurs du comptoir. Je ne pense pas qu'ils le font pour des raisons humanitaires. Non, camarade Tchebrikov (4), je regrette, mais ce sont des faits.

» Il y a trop de discussions, camarades, mais les choses n'avancent pas. Et entre-temps, l'homme simple ne tire aucun profit de toutes ces discussions. « Le chat Vaslea écoute et bouffe (5) ». Il se fiche des discussions tant qu'on ne lui a pas enlevé sa mangeoire. Il est temps, camarades, de passer à l'action. Il est temps d'utiliser le pouvoir et nous l'avons. Il nous est remis par le peuple. Et si nous nous noyons dans le bavardage sans utiliser le pouvoir pour défendre les véritables intérêts du peuple contre les chats gloutons, il n'y aura pas de résultats de la « perestroïka ».

« Il faut évacuer l'Afghanistan »

» Il y a encore un problème, camarade, un lourd problème dont nous avons hérité. C'est l'Afghanistan, camarade. A peu près un tiers des lettres qui nous parviennent concernent cette question. Vous connaissez tous les résultats du sondage des Moscovites fait à ce propos par un journaliste français à Moscou (6). Et je pense, camarades, qu'il ne peut pas y avoir deux opinions. Il faut résoudre ce problème le plus vite possible. Il faut évacuer les troupes de l'Afganistan. Et je pense que c'est justement cette question que le camarade Chevardnadze (7) doit aborder de près. Pour le moment, il s'occupe d'autres affaires moins brûlantes à mon avis, et pendant des mois, il se trouve à l'étranger.

» En conclusion, je voudrais exprimer ma profonde conviction que nos difficultés d'aujourd'hui sont des difficultés initiales, au début d'une période transitoire que nous devons surmonter, et que nous les surmonterons dans les plus courts délais. Et je veux vous rassurer, camarades, que l'organisation du parti de Moscou, s'appuyant sur tous les communistes de la ville, sur les Moscovites, sur les patriotes, fera tout pour que cette période douloureuse s'achève le plus vite par la victoire complète des idées de la perestroïka. »

[Les titres et intertitres sont de la rédaction du *Monde*.]

(1) M. Egor Ligatchev est le numéro deux du parti, qui, ainsi qu'il l'a confié au *Monde* (4 décembre 1987), dirige, en fait, l'activité du secrétariat du parti et préside ses sessions.

(2) Il s'agit de Mme Gorbatchev, épouse du secrétaire général.

(3) Le gosagroprom, ou comité d'Etat agro-industriel, a remplacé le ministère de l'agriculture et plusieurs autres ministères en 1985. Il est dirigé par M. Mourakhovski, un proche de M. Gorbatchev.

(4) M. Tchebrikov est président du KBG, la police politique.

(5) Proverbe russe analogue à : « Les chiens aboient, la caravane passe ».

(6) Il s'agit sans doute du sondage commun effectué par des instituts spécialisés français (IPSOS *et le Point*) et soviétiques à l'automne 1987.

(7) Ministre soviétique des affaires étrangères.

La mort de Georgui Malenkov

(Suite de la première page.)

Georgui Malenkov n'est pas si lourd qu'on le croit d'après ses photos ; *« très léger sur ses pieds »*, il a de bonnes manières. Il se tient très bien à table, ajoutait Salisbury, et *« mange à l'européenne plutôt qu'à l'américaine »*.

D'autres traçaient des portraits tout aussi flatteurs mais ils n'eurent pas le loisir de communiquer leur enthousiasme. Déjà Malenkov quittait l'avant-scène : il n'avait duré guère plus qu'une coqueluche. Peut-être sa disgrâce était-elle devenue fatale le jour même où il semblait parvenu au sommet.

Georgui Maximilianovitch Malenkov, né en 1901, à Orenboyrg dans l'Oural, était collégien lors de la Révolution. Il interrompit ses études et se porta volontaire dans l'armée rouge. Il devint commissaire politique. Puis il reprit des études et obtint un diplôme d'ingénieur, mais il opta pour la politique. En 1925, il est secrétaire particulier de Staline. C'est là qu'il commença à constituer le fichier qui fit sa fortune. Ensuite, il fut chargé d'un travail d'organisation à Moscou, et, en 1934, il travaillait à l'Orgbureau, le bureau d'organisation du parti. En 1939, il devenait secrétaire du comité central, en 1941 membre suppléant du bureau politique et membre du nouveau conseil de défense où il était chargé de l'industrie aéronautique. En 1946, il sera membre titulaire du bureau politique, tout en restant secrétaire du comité central et en étant aussi vice-président du gouvernement.

En ce temps-là, deux hommes pouvaient prétendre à la succession éventuelle de Staline. Jdanov, qui avait toujours un fief à Leningrad et qui, à Moscou, se posait en gardien de l'idéologie : Malenkov, qui, par contraste, faisait figure de pragmatique. Alors que Jdanov épurait le monde intellectuel et voulait imposer un marxisme-léninisme stalinien de stricte observance, Malenkov opposait les bons sans partis aux communistes imbus de leur doctrine. Il notait dans un discours en 1946 : *« Nous avons parmi nous des hommes justement appelés rats de bibliothèque, qui ont toujours des citations de Marx ou d'Engels prêtes pour toute occasion. Mais si Marx et Engels sortaient de leurs tombes, ils les répudieraient immédiatement. »* Jdanov réussit alors à éloigner ce rival du secrétariat. Fausse alerte. Deux ans plus tard, Malenkov revenait. Puis Jdanov mourait subitement. Et de nombreux amis qu'il avait à Leningrad disparaissaient. Malenkov fut alors, jusqu'à la mort de Staline, le seul « dauphin apparent ». C'est même lui qui, au dix-neuvième congrès, six mois avant la disparition du dictateur déjà malade, présenta le rapport qui est d'ordinaire l'œuvre du secrétaire général.

Il était donc le numéro un le 6 mars 1953. Il exerçait pratiquement les fonctions de secrétaire général depuis plusieurs mois, et il venait d'accéder à la présidence du conseil des ministres. Pourtant, moins de deux semaines plus tard, un communiqué apparemment anodin annonçait que Malenkov quittait le secrétariat et que Khrouchtchev, lui, était libéré de ses fonctions de secrétaire de l'organisation de Moscou pour se consacrer entièrement au secrétariat du comité central. En fait, il allait prendre, dans l'appareil, la place de Malenkov. Et l'éliminer complètement en quatre ans.

L'affaire fut menée progressivement. En septembre 1953, Khrouchtchev prenait officiellement le titre de premier secrétaire du comité central. Malenkov se taillait



une popularité en mettant l'accent sur la coexistence pacifique et sur la production des biens de consommation. Khrouchtchev, lui, faisait campagne dans le parti sur ce double thème : n'ayons pas peur, sous prétexte des risques d'une guerre nucléaire, de l'ennemi capitaliste. Gardons la priorité absolue à l'industrie lourde.

Cette campagne trouva son épilogue en février 1955. A ce moment, Malenkov demanda au Soviet suprême de le libérer de ses fonctions de chef du gouvernement. Il déclarait :

« Ma demande est motivée par les considérations concrètes de la nécessité du renforcement de la direction du conseil des ministres en vue de la nomination au poste de président du conseil des ministres de l'URSS d'un autre camarade plus expérimenté dans le travail d'Etat.

» Je vois clairement que dans l'exécution des fonctions complexes et pleines de responsabilités de président du conseil des ministres se font sentir de manière négative à la fois mon manque d'expérience et le fait que je n'ai jamais eu dans le gouvernement ou dans l'administration à diriger une branche de l'économie nationale.

» Je me sens également obligé de déclarer qu'actuellement, alors que le Parti communiste de l'URSS et les travailleurs de notre pays consacrent tous leurs efforts à un développement plus rapide de l'économie agricole, j'aperçois d'une manière particulièrement claire la faute et la responsabilité qui m'incombent dans les insuffisances qui se sont fait jour dans l'économie agricole. »

L'inexpérience invoquée dans cette autocritique n'était qu'un prétexte. Malenkov venait de perdre une bataille importante pour le pouvoir. Son véritable rival réussissait à placer à la présidence du gouvernement un personnage plutôt falot mais qui passait pour son homme-lige : Boulganine. Pourtant Malenkov pouvait encore espérer une revanche : il restait membre du présidium (bureau politique) et devenait premier vice-président du conseil chargé plus particulièrement des centrales électriques. La guerre se poursuivait donc. Le fameux rapport secret, au vingtième congrès, fut même l'un des épisodes de cette guerre : là Khrouchtchev remarquait que Staline avait commis beaucoup de fautes parce qu'il avait été mal conseillé. Par le criminel Beria. Et par d'autres, notamment Malenkov.

Dans l'ombre pendant trente ans

Les personnages visés essayèrent de réagir. Quinze mois après le vingtième congrès Khrouchtchev était mis en minorité au bureau politique, mais il manœuvra, gagna du temps et réunit un comité central qui non seulement le maintint à son poste mais chassa du parti ses adversaires accusés d'avoir constitué un *« groupe antiparti »*.

Malenkov fut nommé directeur d'une centrale hydroélectrique en Kazakhstan. A maintes reprises, jusqu'à la disgrâce de Khrouchtchev, il fut l'objet de vives attaques. On lui reprochait d'avoir été *« l'ombre et l'instrument de Beria »*. On l'accusait d'avoir du sang sur les mains, notamment parce qu'il avait organisé *« l'affaire de Leningrad »*, c'est-à-dire l'épuration d'un grand nombre de dirigeants et militants plus ou moins liés à Jdanov.

La campagne s'arrêta complètement en 1964. Les successeurs de M. « K » n'avaient aucune raison d'épouser cette querelle. Le nom de l'ancien président du conseil ne fut plus mentionné que dans les rumeurs incontrôlables. Qu'était-il devenu ? Certains disaient qu'après avoir quitté le parti communiste il s'était converti à la religion orthodoxe. Les plus audacieux assuraient même qu'il s'était fait bedeau dans une paroisse.

La visite à Moscou de la délégation de la Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme s'est terminée par une descente de police

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

La visite d'une délégation de la Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme (IHF) à Moscou s'est terminée par un couac qui a amené certains de ses membres à tempérer les appréciations positives formulées au début de la semaine sur l'évolution de la politique soviétique.

La police a en effet interrompu, le dimanche soir 31 janvier, une réunion d'une cinquantaine de personnes dans un appartement de Moscou, à laquelle assistaient à titre d'observateurs deux représentantes américaines de l'IHF, Mmes Jeri Leber et Kathy Fitzpatrick. Selon Mme Leber, directeur exécutif du comité américain de surveillance des accords d'Helsinki, *« une demi-heure après le début de la réunion, qui rassemblait seulement des membres d'associations indépendantes, un policier en civil est entré dans l'appartement et a demandé à relever les identités des personnes présentes. Devant la protestation générale, le policier a dit qu'il reviendrait avec une camionnette pour arrêter tout le monde. Une demi-heure plus tard, deux policiers en civil et sept miliciens se sont présentés, tandis qu'une estafette était stationnée en bas pour filtrer les allées et venues. Tous les participants ont été contrôlés, y compris nous-mêmes, et trois jeunes gens, deux de Sibérie et un d'Ukraine ont été interpellés. »*

Divers incidents s'étaient déjà produits pendant le séjour de la délégation. Le mardi 26, en revanche, les autorités avaient laissé se dérouler sans intervenir une manifestation d'un centaine de refuzniks juifs soviétiques candidats à l'émigration, qui avait lieu devant la bibliothèque Lénine. Ce libéralisme avait été très apprécié de certains membres de la délégation, qui avaient vu là un signe positif, d'autant que jusqu'à la semaine dernière plus aucune manifestation non officielle n'avait été tolérée à Moscou.

L'IHF, dont le siège est à Vienne, est une organisation non gouvernementale fondée en 1982 pour surveiller l'application des accords d'Helsinki. L'un des objectifs de la visite de la délégation était de voir si les conditions de la tenue à Moscou d'une conférence internationale sur les droits de l'homme, comme le souhaitent avec insistance les Soviétiques, pourraient être réunies. *« Mon avis, maintenant,* affirmait dimanche soir Mme Jeri Leber, *c'est qu'une telle conférence ici est impossible. Il faudrait des changements draconiens dans l'attitude des autorités soviétiques pour qu'un tel forum puisse se tenir avec de réelles garanties d'un accès libre à tous. »*

Hormis les rencontres non officielles avec des ressortissants soviétiques, dissidents ou non, la délégation a été reçue par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Anatoli Adamichine, le ministre de l'intérieur, M. Alexandre Glassov, et le ministre de la justice, M. Boris Kravtsov. Elle n'a pu obtenir d'entretien avec le chef du KGB, M. Viktor Tchebrikov.

SYLVIE KAUFFMANN.

Europe

Manifestations à Gdansk et à Varsovie

Mobilisation policière en Pologne après la hausse massive des prix

(Suite de la première page.)

Mais c'est à partir du 1er avril qu'interviendront les hausses les plus spectaculaires avec celles du gaz, de l'électricité (100 %) et du charbon (200 %).

Des compensations seront octroyées, dès le 1er février, à l'ensemble de la population. Les salariés recevront un supplément de 6 000 zlotys (19 dollars), ce qui représente, pour un salaire moyen de 30 000 zlotys (94 dollars), une augmentation de 20 %. Les retraités et les pensionnés bénéficieront d'une compensation de 3 200 zlotys (10 dollars), et les allocations familiales seront également majorées.

L'inquiétude dans la population est d'autant plus grande que les augmentations dépassent généralement les prévisions officielles. Après le rejet du programme gouvernemental lors du référendum du 29 novembre 1987 , les autorités avaient accepté d'étaler sur *trois ans les hausses de prix envi*sagées et de majorer sensiblement les compensations. Ces concessions n'ont cependant pas désamorcé le mécontentement des Polonais, qui s'est publiquement exprimé au cours d'une séance questions-réponses organisée, fait inhabituel, très tard dans la soirée de samedi, par la télévision nationale.

Deux heures durant, des ministres, des experts, de hauts fonctionnaires des ministères du travail, des finances et des affaires sociales ont été soumis à un feu roulant de questions posées directement par téléphone par des centaines de téléspectateurs.

Devant l'appréhension exprimée par de nombreuses personnes, qui ont indiqué avoir déjà du mal à joindre les deux bouts, les officiels ont affiché une sérénité sans faille. Ils ont affirmé que les hausses de prix étaient indispensables pour stimuler la restructuration de la gestion et surmonter la crise économique polonaise. – *(AFP.)*

● ***Visite de M. Whitehead.*** – Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. John Whitehead, a entamé, samedi 30 janvier, en Pologne une tournée de dix jours dans quatre pays d'Europe de l'Est. Il s'est rendu à l'ancien *camp de concentration nazi* d'Auschwitz, où il a déposé une couronne à la mémoire des quatre mil*lions de personnes qui y ont péri.* Après sa visite en Pologne, M. Whitehead doit se rendre en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Bulgarie. – *(Reuter, AFP.)*

Les manifestations de solidarité avec le peuple roumain

L'appel de la Charte 77, qui demandait aux Européens de manifester, le lundi 1er février, leur solidarité avec le peuple roumain (*le Monde* du 12 janvier), a suscité plusieurs réactions, notamment dans les pays de l'Est européens. A Moscou, l'académicien Andreï Sakharov estime qu'il est « *essentiel et important* » que les Européens manifestent leur appui aux Roumains. Quatre membres du Press Club Glasnost, Mme *Larissa Bogoraz* et MM. Lev Timofeev, Serge Kovalev et le professeur Naoum Meïman, ont aussi rendu public leur soutien à cet appel.

En Pologne, le Parti socialiste polonais (PPS), dirigé par M. Jan Jozef Lipski, a estimé de son devoir de relever ce « *défi moral* » lancé par la Charte et appelle à une mani*festation devant l'ambassade rou*maine à Varsovie. Se joignent à cette manifestation l'organisation Solidarité-Mazowsze, Solidarité combattante, le mouvement Liberté *et Paix et le Syndicat indépendant* des étudiants. A Prague, d'où est parti l'appel, mais où aucune manifestation ne peut avoir lieu, la Charte a demandé aux habitants d'éteindre, le lundi à 18 heures précises, leurs lumières pour un quart d'heure.

A Budapest où, dès le 19 janvier, quelque six cent soixante-dix Hongrois avaient signé une lettre ouverte de solidarité « *avec les Roumains qui luttent pour la démocratie et contre la dictature* », plusieurs intellectuels ont appelé à une manifestation devant l'ambassade de Roumanie et demandé à la population d'éteindre leurs lumières pour trois minutes à 20 heures précises. Cette dernière action est également suggérée aux Roumains eux-mêmes par une organisation clandestine, Roumanie libre.

A Paris, une manifestation silencieuse, bougies en main, devait avoir lieu à partir de 18 heures, le lundi 1er *février* aux Invalides (à proximité de l'ambassade roumaine), à *l'appel de la Ligue pour la défense* des droits de l'homme en Roumanie.

Les entretiens de M. Papandréou et de M. Ozal à Davos

Les premiers ministres grec et turc décident de se rencontrer tous les ans

DAVOS
de notre envoyé spécial

Les premiers ministres grec et turc, MM. Andréas Papandréou et Turgut Ozal, se sont entretenus pendant près de cinq heures, le samedi 30 et le dimanche 31 janvier, en marge du Forum économique mondial organisé chaque année dans la station suisse de Davos. Les deux *hommes s'étaient croisés dans le* même cadre en 1986, mais il s'agissait cette fois de la première rencontre officielle depuis dix ans entre les chefs de gouvernement de Turquie et de Grèce.

Personne n'attendait que la Grèce et la Turquie puissent à régler en deux jours la longue liste de leurs différends. Toutefois, la rencontre entre les deux premiers ministres, leur apparition devant la presse avec M. Klaus Schwab, organisateur du Forum de Davos et instigateur de *cette réunion, témoignent d'une* volonté de dégel. MM. Papandréou et Ozal, dans un communiqué commun, se sont félicités de « *l'atmosphère de compréhension et de bonne volonté* » de leurs discussions.

Sans attaquer la substance des sujets de litige, ils ont jeté les bases d'un rapprochement et mis au point des procédures afin d'éviter que les désaccords ne dégénèrent en affrontements et de chercher progressivement des solutions au conflit qui les oppose.

Le communiqué en dix points donne une idée précise de l'état des relations gréco-turques à l'issue de ces premiers entretiens au sommet. Sur le fond, les deux pays n'ont pas changé d'attitude. MM. Papandréou et Ozal ont rappelé « *leur position sur les thèmes d'intérêt bilatéral et régional* ». On ne saurait mieux dire que les divergences restent entières. Cependant, les deux chefs de gouvernement ont tracé le cadre des dis*cussions qui doivent maintenant* s'ouvrir. Ils se verront au moins une fois par an. Ils vont échanger des visites officielles et établir entre eux un « téléphone rouge ».

Ils ont également annoncé la création de deux commissions, la première – économique et culturelle – est chargée de trouver les domaines possibles de coopération. La seconde, politique, a pour tâche de « *définir les problèmes et explorer les possibilités de combler le fossé et d'avancer vers des solutions durables* ». Ces deux commissions sont placées sous la surveillance directe des chefs de gouvernement.

MM. Papandréou et Ozal ont reconnu que la normalisation de leurs relations demandera « *du temps, de la bonne volonté, de la détermination et des efforts soutenus* ». La Grèce et la Turquie ne sont qu'au début d'un long processus visant à rétablir la confiance et qui pourrait connaître encore quelques rebondissements. Mais elles ne refu*sent plus de se parler, ce qui devrait* au moins éviter que des différends ne les amènent au bord de la guerre, comme lors de la crise de la mer Egée du mois de mars 1987 – évoquée dans le communiqué qui, en revanche, ne dit mot de la situation à Chypre.

M. Ozal a cité en exemple la réconciliation franco-allemande. La démarche des Turcs et des Grecs rappelle, en effet, jusque dans certains détails ce *précédent* réussi : les deux premiers ministres vont encourager les contacts entre fonctionnaires civils et militaires, entre diplomates, journalistes, hommes d'affaires, ainsi que la création d'une chambre gréco-turque du commerce et de l'industrie. Ils sont même tombés d'accord pour critiquer les livres de classe qui, des deux côtés, présentent les problèmes à partir « *de conceptions rigides* ».

DANIEL VERNET.

Un conflit enraciné dans l'histoire



ISTANBUL
de notre correspondant

Dix ans après le dernier sommet gréco-turc, la rencontre à Davos entre M. Ozal et M. Papandréou consacre les efforts déployés depuis un an pour rétablir le dialogue entre les deux pays, tous deux membres de l'alliance atlantique.

Le litige sur la limitation du plateau continental et des eaux territoriales de la mer Egée était revenu à l'ordre du jour dans la foulée de la crise chypriote de 1974. S'appuyant sur une règle générale de droit international, la Grèce réclame, actes à l'appui, l'extension des eaux territoriales de 6 à 12 milles de ses côtes, tant insulaires que continentales. C'est la décision d'Athènes d'entamer des prospections pétrolières à 10 milles des côtes de l'île de Samothrace qui avait provoqué l'envoi d'un bâtiment de prospection turc dans les eaux internationales et déclenché une nouvelle crise, en mars 1987. Ankara fait valoir que la définition grecque des eaux territoriales transformerait la mer Egée en un « *lac grec* », mais accepterait aujourd'hui le principe du recours à la Cour internationale de justice de La Haye.

La question chypriote continue cependant de constituer le principal obstacle à la normalisation. L'occupation par les troupes turques de la partie nord de l'île en 1974, à la suite d'un coup d'Etat fomenté par la junte d'Athènes visant au rattachement de l'île à la Grèce, a conduit en 1983 à la proclamation de la « *République turque de Chypre Nord* », reconnue par la seule *Turquie, sur 38 % du territoire de* l'île. Ankara justifie son maintien et la nécessité d'une administration autonome par les atteintes passées aux droits de la minorité turque.

Cette question des minorités empoisonne toujours les rapports entre les deux pays. Aux doléances turques sur les difficultés culturelles et économiques rencontrées par les cent dix mille Turcs musulmans de nationalité grecque vivant en Thrace occidentale, la Grèce répond en faisant valoir l'exode, à la suite des émeutes anti-grecques de 1955, de la population grecque d'Istanbul, réduite aujourd'hui à cinq mille personnes. Avant son départ pour Davos, M. Ozal avait estimé que le retour des Grecs et la libération de leurs biens faisaient partie des gestes envisagés pour symboliser le processus de rapprochement. Celui-ci a grand besoin de tels symboles : au-delà des points précis du contentieux, l'enracinement dans l'histoire de l'affrontement des deux nationalismes explique, de part et d'autre, l'importance du différend pour les opinions publiques. L'opinion grecque voit, dans le voisin turc, l'héritier des envahisseurs qui firent tomber Constantinople en 1453 et occupèrent la Grèce jusqu'à l'indépendance en 1830. La mise en déroute par Atatürk de l'armée grecque, entrée profondément en Anatolie après la première guerre mondiale, constitue en revanche pour les Turcs le chapitre le plus souvent célébré de la fondation de la Turquie moderne.

MICHEL FARRÈRE.

Amériques

ÉQUATEUR : premier tour de l'élection présidentielle

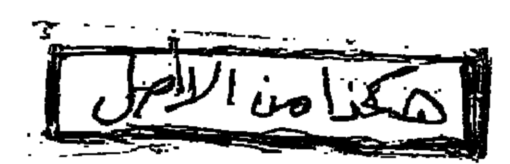
Nette avance du candidat de la gauche démocratique

Le premier tour de l'élection présidentielle équatorienne, qui a eu lieu le dimanche 31 janvier, s'est soldé par une nette avance à M. Rodrigo Borja, le candidat de la gauche démocratique, qui, selon toute vraisemblance, devra disputer, le 8 mai prochain, un second tour contre le candidat du parti Roldosiste-populiste, M. Abdala Bucaram. Le dépouillement du scrutin devrait, en principe, prendre plusieurs jours, mais, selon des informations officieuses concernant plus de 50 % des suffrages exprimés, M. Borja a pris la tête avec 20,2 % des voix, suivi de M. Bucaram (15,3 %). Le candidat social-chrétien, M. Sixto Duran, soutenu par le président sortant, Léon Febres Cordero, et qui était pourtant favori dans les sondages, n'arrive qu'en troisième place avec 13,6 %, devançant largement l'ex-général d'aviation Frank Vargas, dont le mouvement de rébellion, il y a deux ans, avait ébranlé le régime.

En attendant les résultats définitifs, la « défaite » de M. Duran et la poussée enregistrée par la candidature de M. Bucaram (seule surprise de ce scrutin, par ailleurs sans histoire), constituent déjà un désaveu de la politique de M. Febres au profit d'une montée du populisme, à laquelle de nombreux électeurs de gauche et même d'extrême gauche semblent avoir participé. M. Abdala Bucaram, ancien maire de Guayaquil, qui, à trente-cinq ans, était le plus jeune des dix candidats en présence, avait, en effet, basé sa campagne sur une opposition féroce au gouvernement Febres, en faisant appel aux couches de la population les plus atteintes par la grave crise économique que connaît l'Equateur. Obligé de se réfugier au Panama en 1985, après avoir été accusé de « *corruption* » et d'« *insultes envers l'armée* », il avait bénéficié d'une amnistie l'autorisant à rentrer quelques mois avant les élections.

Le nouveau favori, Rodrigo Borja, un juriste de cinquante-deux ans, deux fois déjà candidat malheureux à l'élection présidentielle (notamment en 1984, où il avait perdu contre Cordero après avoir mené, là aussi, au premier tour), avait essentiellement axé sa campagne sur un moratoire de la dette extérieure du pays, une restriction des investissements étrangers et le rétablissement des relations diplomatiques avec le Nicaragua. Prenant le contre-pied de la politique conservatrice et pro-américaine du président Cordero, M. Borja a promis s'il est élu d'« *installer la gauche en Equateur* ».

La bataille s'annonce plutôt âpre pour le second tour, d'autant qu'il reste une grande inconnue : sur qui se porteront les voix des partisans conservateurs du président Febres Cordero qui n'ont pas réussi, dimanche, à faire passer M. Sixto Duran ? – *(AFP, Reuter, AP.)*





Diplomatie

NICARAGUA : à la veille du vote du Congrès américain sur l'aide à la Contra

Managua multiplie concessions et gestes de bonne volonté

Dans le cadre de l'offensive de charme tentée par Managua à la veille du vote par le Congrès américain d'une nouvelle aide à la Contra, le président nicaraguayen Daniel Ortega a clos sa tournée européenne, dimanche 31 janvier, par une visite en Norvège et en Suède, où il a été assuré *« du plein soutien »* de ces deux pays au plan de paix en Amérique centrale. De plus, la Norvège s'est engagée à fournir – vraisemblablement à titre gracieux – 300 000 tonnes de pétrole au Nicaragua, tandis que la Suède s'apprête à accorder à Managa 20 millions de couronnes au titre de l'aide en cas de catastrophe.

SAN-JOSÉ
de notre correspondant en Amérique centrale

La libération, le samedi 30 janvier, du pilote américain James Denby, suspect de collaboration avec la guérilla antisandiniste, s'inscrit dans l'offensive déclenchée par le Nicaragua depuis deux semaines pour tenter de convaincre le Congrès américain de rejeter, le 3 février, les nouveaux crédits demandés pour la Contra par le président Reagan.

« C'est un geste de bonne volonté » de la part du président nicaraguayen, a déclaré le porte-parole d'une délégation américaine qui négociait, à titre privé, depuis quelques semaines la libération de leur compatriote. L'avion de M. Denby, un petit Cessna, avait dû faire un atterrissage forcé le 6 décembre dernier, après avoir été touché par les tirs de l'armée nicaraguayenne près de la frontière du Costa-Rica. Des documents compromettants, semblant indiquer que le pilote collaborait avec les rebelles antisandinistes, avaient été trouvés à bord (*le Monde* du 10 décembre). M. Denby risquait trente ans de prison, mais les autorités, comme elles l'avaient fait en décembre 1986 avec un autre pilote américain, Eugene Hasenfus, ont préféré jouer la carte de la clémence.

La veille, Managua avait fait un autre geste en autorisant le retour sans condition d'un ancien dirigeant de la Contra, Fernando Chamorro, connu sous le nom de guerre de « El Negro ». M. Chamorro, qui vivait en exil au Costa-Rica, a indiqué qu'il voulait profiter de l'ouverture créée par le plan de paix pour poursuivre la lutte sur le plan politique et *« mettre fin à la dictature sandiniste »*.

Ce retour fait l'affaire du gouvernement nicaraguayen, qui espère convaincre d'autres dirigeants rebelles. Des contacts ont été pris en ce sens avec M. Eden Pastora, le flamboyant « Commandante Zero », qui vit, lui aussi, au Costa-Rica et fut un campagnon de route d'*« El Negro »* avant d'abandonner la lutte armée en 1986. Les sandinistes se méfient beaucoup de lui à cause de son parcours politique plutôt erratique (il fut membre du gouvernement sandiniste de 1979 à 1982), mais son retour au bercail (ou de simples rumeurs sur ce retour) pourraient amener quelques parlementaires américains, encore hésitants, à rejeter l'aide en faveur de la Contra.

Les Miskitos

Les négociations sont beaucoup plus avancées avec un autre adversaire du régime, M. Brooklyn Rivera, un des principaux dirigeants des quelque cent mille Indiens Miskitos de la côte atlantique. Venu à Managua il y a dix jours dans le cadre d'une mission d'exploration pour sonder les éventuelles intentions du gouvernement concernant un *« véritable statut d'autonomie »* en faveur de ces Indiens, M. Rivera a obtenu, à l'issue de quatre jours de discussions, qu'une « commission de conciliation », chargée de garantir le cessez-le-feu pendant les négociations, soit mise sur pied. Et que plusieurs pays (le Canada, Cuba, le Costa-Rica et les pays scandinaves) soient invités à envoyer des observateurs.

L'initiative de M. Rivera a provoqué quelques grincements chez les autres dirigeants miskitos. Ceux-ci lui reprochent carrément d'avoir été acheté par les sandinistes, qui lui auraient *« offert la direction »* de la région autonome en voie de création. Ces accusations sont peu sérieuses, mais elles sont suffisantes pour semer la discorde chez les Miskitos, qui, après avoir été malmenés par les sandinistes, ont dû subir les effets désastreux d'une mésalliance avec la Contra.

C'est dans l'espoir de rompre définitivement l'alliance entre la Contra et les Miskitos que Managua a décidé de mener des négociations politiques directes avec les Miskitos, sans même exiger d'eux qu'ils déposent leurs armes avant de discuter. *« Les Miskitos,* a déclaré le président Ortega, *n'ont pas pris les armes pour détruire la révolution sandiniste, mais parce qu'ils ont des revendications particulières. »*

Après le début des négociations avec les contras la semaine dernière à San-José, la capitale du Costa-Rica, une nouvelle rencontre est prévue à Guatemala, le 10 février, quels que soient, semble-t-il, les résultats du vote du Congrès américain. Auparavant, Managua avait toujours laissé entendre que les négociations seraient rompues si les insurgés obtenaient de nouveaux crédits.

De plus, les sandinistes, qui voulaient limiter la discussion aux aspects purement techniques du cessez-le-feu, auraient également accepté d'aborder certaines questions politiques comme l'exigent les rebelles. Autre concession importante : le gouvernemental de Managua a autorisé, la semaine dernière, la réouverture de huit stations de radio et de plusieurs revues d'opposition qui avaient été fermées en mars 1982, lors de l'entrée en vigueur de l'état d'urgence (suspendu le 18 janvier).

BERTRAND DE LA GRANGE.

Asie

INDE : troubles dans deux Etats

Tamil-Nadu : New-Delhi impose une administration directe

NEW-DELHI
de notre correspondant

La décision prise, le samedi 30 janvier, par le premier ministre indien, d'imposer à l'Etat du Tamil-Nadu l'administration directe par le gouvernement central était devenue inévitable. Deux jours plus tôt, l'assemblée locale avait été le théâtre d'incidents violents au cours desquels – fait sans précédent – les forces de police avaient fait irruption dans l'hémicycle, chargeant les parlementaires à coups de bâton comme de simples manifestants (*le Monde* du 30 janvier).

Cette mesure extrême, mais constitutionnelle, qui est accompagnée de la dissolution de l'assemblée et de la démission du gouvernement local, a été, dans l'ensemble, bien accueillie par tous les partis politiques. La principale victime, la faction de l'AIADMK (All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam), parti régional majoritaire dirigé par l'ancien chef-ministre, Mme Janaki Ramachantran, s'est bornée à souhaiter que des élections générales soient rapidement organisées afin de rétablir un processus démocratique. Celles-ci ne pourront cependant pas avoir lieu avant quelques mois.

En attendant, c'est le gouverneur du Tamil-Nadu, M. S. L. Khurana, assisté de plusieurs conseillers nommés par New-Delhi, qui se substituera au chef-ministre pour diriger l'administration, comme c'est le cas actuellement au Pendjab. Le gouverneur du Tamil-Nadu pourrait néanmoins être remplacé, tant son rôle dans les événements du 28 janvier n'apparaît pas clair. Ce jour-là, Mme Janaki (veuve de l'ancien ministre M. G. Ramachantran) avait obtenu la confiance (98 voix pour, 8 contre), mais dans des conditions peu démocratiques : la police ayant rétabli le calme dans l'hémicycle, le vote avait bien eu lieu, mais en l'absence de la quasi-totalité des représentants de l'opposition et du Parti du Congrès-I.

Ce scrutin douteux est intervenu au moment où les habitants du Tamil-Nadu, dont la majorité de la population (cinquante-cinq millions d'habitants) est d'origine tamoule, s'inquiètent de l'évolution de la situation à Sri-Lanka. Depuis plusieurs semaines, la manière dont l'armée indienne s'acquitte dans ce pays de sa tâche (le bilan des victimes tamoules s'accroît chaque jour) est de plus en plus violemment dénoncée par différentes organisations tamoules indiennes.

Le Congrès-I de M. Radjiv Gandhi soutenait jusque-là le parti au pouvoir à Madras – l'AIADMK, – New-Delhi bénéficiant ainsi d'une relative neutralité des Tamouls indiens dans la crise sri-lankaise. Les événements de ces derniers jours, au cours desquels le parti de M. Gandhi a été accusé d'ourdir une *« conspiration »* pour faire *« tomber »* le gouvernement de Mme Janaki, risquent de remettre en cause les alliances locales.

LAURENT ZECCHINI.

Tripura : 71 morts

NEW-DELHI
de notre correspondant

Le déploiement de l'armée indienne dans l'Etat du Tripura (*le Monde* daté 31 janvier-1er février) n'a pas contribué à y contenir la violence : dix personnes ont été tuées dans la nuit du dimanche 31 janvier au lundi 1er février, portant le bilan des victimes à soixante et onze, en l'espace de trois jours. A la veille des élections locales, prévues mardi, les maquisards du TNV (Volontaires nationaux du Tripura) ont lancé une campagne de terreur destinée à empêcher le déroulement du processus électoral, et dirigée contre les Bengalis.

Le chef-ministre, M. Nripen Chakraborbdy, qui dirige le gouvernement communiste de l'Etat, était hostile à une intervention massive de l'armée (celle-ci était déjà présente sur un couloir de 15 kilomètres de long bordant la région des Chittagong Hill Tracts, au Bangladesh), estimant que sa présence ne pouvait qu'aviver les passions tribales. Pour être efficaces, les troupes indiennes devraient prendre position le long des 840 kilomètres de frontière entre le Tripura et le Bangladesh (à partir duquel opèrent les TNV), une tâche impossible. La mission de l'armée indienne sera donc délicate dans la mesure où elle pourrait ne pas disposer de la coopération de l'administration locale. D'autant que les camps en présence – le Parti du Congrès-Indira et son allié local, le TUJS, d'une part, la coalition de gauche dirigée par le Parti communiste (CPI-M), d'autre part – s'accusent mutuellement d'encourager en sous-main la rébellion des maquisards du TNV.

L. Z.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

L'Université de Séoul va enseigner le marxisme

L'Université nationale de Séoul se prépare à inscrire à son programme l'étude du marxisme, ont annoncé le ministère de l'éducation sud-coréen et la direction de l'Université, cités récemment par le *Korea Herald*. L'enseignement du marxisme et du léninisme, auparavant interdits, sera facultatif, sauf dans certaines sections, comme celle de sciences politiques, où il pourrait devenir obligatoire. La rédaction de manuels, l'achat de livres et le recrutement d'enseignants spécialisés sont en préparation. Ces mesures font suite à la levée de l'interdiction de lecture des ouvrages placés sur la « liste noire ».

D'autre part, l'Université prévoit d'organiser des débats avec des personnalités politiques, économiques et religieuses, y compris des dissidents, pour discuter des principaux problèmes actuels. Ces initiatives ont pour but de contenir la diffusion des idées gauchistes et de réduire l'agitation étudiante. Enfin, l'Université nationale a décidé de développer les études coréennes et orientalistes, dans le cadre de l'adaptation de la culture coréenne au monde moderne.

Tunisie

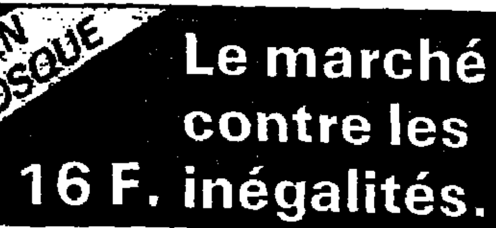
Acquittement de M. Chamari

Le tribunal correctionnel de Tunis a prononcé, le samedi 30 janvier, l'acquittement de M. Khemaïs Chamari, secrétaire général de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme. Ce dernier, également membre du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), était poursuivi pour *« propagation de fausses nouvelles »* et pour *« diffamation de l'ordre public »*.

Arrêté le 28 avril 1987, M. Chamari avait été relâché le 20 mai, officiellement pour *« raisons de santé »*. Son procès, fixé au 23 mai, avait été ajourné au 27 juin puis au 7 octobre et, enfin, au 23 janvier. La défense avait estimé qu'il s'agissait en fait du *« procès de l'ancien régime »*.

Près de trois mois après la destitution de M. Bourguiba, le verdict d'acquittement confirme la volonté d'apaisement du nouveau pouvoir à l'égard de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme. – *(Intérim.)*





L'élection présidentielle : la primaire à droite

La bataille des comités de soutien

Sourd aux réactions agacées des barristes, l'état-major de campagne de M. Jacques Chirac a publié, samedi 30 janvier, une deuxième liste de comités de soutien au premier ministre dans laquelle figurent à nouveau certains élus locaux de l'UDF. C'est ainsi que parmi les vice-présidents du comité de soutien créé en Gironde apparaît le vice-président UDF du conseil général, M. Gérard Vibert. De même, en Haute-Saône, le comité de soutien aura comme président d'honneur l'ancien secrétaire d'Etat à la défense du deuxième gouvernement de M. Barre, M. Jean-Jacques Beucler, membre du CDS. Quant au président de la commission des lois du Sénat, M. Jacques Larché (UDF), qui a expliqué dans *le Monde* son engagement en faveur de M. Chirac, il a été nommé vice-président du comité de soutien constitué en Seine-et-Marne sous la présidence de M. Alain Peyrefitte.

« *Tout cela relève de l'intox*, affirmait dans le *Journal du dimanche* du 31 janvier, M. Philippe de Villiers, ancien secrétaire d'Etat à la culture, devenu l'un des principaux animateurs de la campagne de M. Barre. *Il faudrait plus que quelques vapeurs de sénateur et la gonflette en stéréo de quelques militants emportés par leur zèle pour troubler les barristes. Quand bien même il y aurait de réels changements de camp, cela n'aurait aucune conséquence, pas plus sur notre attitude que sur le climat de la campagne. Je suis persuadé que les deux familles s'en tiendront aux échanges aigres-doux et sauront éviter les agressions.* »

Samedi, M. Charles Millon, député UDF de l'Ain, président des réseaux barristes REEL, s'était déclaré « *indifférent* » au ralliement de certains notables à M. Chirac : « *Les Français ne sont pas naïfs*, avait-il affirmé ; *ils ne prendront pas leur décision en fonction de tel ou tel coup médiatique. Les futurs comités de soutien à Raymond Barre comporteront des personnalités de tous horizons et de toutes origines.* »

Dimanche, au « Forum FR3-RMC », un autre dirigeant du mouvement barriste, M. Edmond Alphandéry, député UDF-CDS de Maine-et-Loire, avait « *compté* » sur M. Chirac pour « *clore l'incident [...] parce qu'il y a un code de bonne conduite entre Jacques Chirac et Raymond Barre et que la bonne conduite, cela suppose la loyauté* ». M. Alphandéry avait minimisé le soutien apporté au candidat du RPR par certains sénateurs UDF : « *Ce n'est pas une nouveauté*, avait-il noté, *ils s'étaient déjà prononcés pour lui en 1981.* » Enfin, lundi, M. Michel Poniatowski a estimé, sur Europe 1, que le ralliement de certains élus UDF à M. Chirac procède d'un « *reclassement politique tout à fait normal* ».

Devant le « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche soir, M. Chirac s'est défendu de toute intention de débauchage en ajoutant qu'il n'aurait « *aucune observation à faire* » si, le cas échéant, certains élus RPR se ralliaient à M. Barre.

En marge de ces échanges, le secrétaire général de Force ouvrière, M. André Bergeron, a fait savoir que l'utilisation de son nom sur l'une des affiches électorales de M. Chirac ne signifiait pas « *un engagement de* [sa] *part* » dans la campagne. La phrase citée entre guillemets — « *un homme chaleureux et sincère* » — et signée « *M. Bergeron* » reprend des déclarations faites il y a longtemps dans une interview au *Point* par le secrétaire général de FO. « *Ce qui est public, n'importe qui peut l'utiliser, ça m'est égal*, a dit M. Bergeron, *mais Force ouvrière ne donne aucune consigne de vote ni d'une manière ni d'une autre.* »

« *M. Mitterrand mènera une politique socialiste* », assure le candidat du RPR

M. Chirac a notamment déclaré : « *On sait ce qui se passe lorsque M. Mitterrand gouverne : on l'a vu de 1981 à 1986. On a vu aussi le jugement que les Français ont porté sur lui lorsqu'il gouvernait : il a été battu, largement battu. M. Mitterrand entretient le doute sur le fait qu'il sera ou qu'il ne sera pas candidat. C'est son problème, c'est son affaire, avec les Français. Il appartient à ces derniers de juger si c'est la bonne démarche ou si ce n'est pas la bonne démarche. Moyennant quoi, il est entré en campagne. Personne ne peut le contester. Il y a d'ailleurs longtemps. Tous ses propos, ses voyages, ses initiatives, ses interventions, ses critiques incessantes à l'égard de l'action gouvernementale montrent bien qu'il est en fait en campagne. Et s'il est en campagne, c'est qu'il est candidat. Cela ne peut échapper à personne.*

» *Ce qui manque aujourd'hui, de sa part, c'est un projet et comment mettre ce projet en œuvre. Sur ce point nous ne savons rien. S'il est élu, souhaite-t-il une politique identique à celle des années 1981-1983 ? Souhaite-t-il, au contraire, fort de l'expérience, modifier la politique qui a été la sienne et qui a conduit aux échecs et à certains drames pour notre pays ? Entend-il gouverner avec une nouvelle Assemblée ou avec celle-ci, et comment ? Veut-il dissoudre ? Veut-il à nouveau s'associer avec les communistes, le peut-il ? Tout cela, nous n'en savons rien. Il faudra bien qu'on nous le dise à un moment. [...] Le bilan du président de la République s'arrête bien entendu aux élections législatives de 1986, moment où j'ai pris la responsabilité des affaires et toute la responsabilité.*

Les comités de soutien

» *Je ne vois pas comment on peut contester qu'en 1986 il y a eu rupture. La politique de redressement a commencé en 1986. On voit les fruits qu'elle commence à porter, ses insuffisances, ses espoirs. Je suis tout à fait prêt à développer le bilan de deux années de mon gouvernement par rapport au bilan de cinq années des gouvernements Mitterrand. Il a mené, en tout cas, une politique socialiste.*

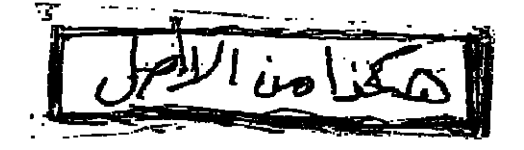
» *Rien ne permet de dire aujourd'hui qu'il mènerait une autre politique. Le seul élément de preuve que je peux donner à l'appui de cette affirmation ce sont les critiques que, régulièrement, il a portées sur les initiatives prises par mon gouvernement pour redresser l'économie de notre pays. Je ne l'ai jamais entendu, même lorsque les résultats étaient à l'évidence positifs et publiquement admis comme tels, porter un jugement positif.* »

A propos de sa conception du rôle du président de la République, M. Chirac a déclaré : « *Au fil des ans, on a vu le régime français se présidentialiser davantage, et même de plus en plus. Je crois que c'est une mauvaise orientation et, de ce point de vue, l'expérience de coexistence ou de cohabitation, a probablement mis l'accent sur les excès antérieurs. Il faut en revenir à cette conception initiale. [...] La seule exception au principe de l'intangibilité de notre Constitution serait une réforme constitutionnelle permettant d'élargir le champ du référendum. C'est en tout cas la seule réforme constitutionnelle à laquelle, pour ma part, je pourrais souscrire.* » Quant au racourcissement du mandat présidentiel « *ce n'est pas prioritaire.* »

En ce qui concerne ses relations avec les barristes, le premier ministre a annoncé qu'il rencontrera « *très prochainement* » M. Barre, il a affirmé que « *la majorité gagnera les élections à condition de ne pas se disputer, ce qui serait irresponsable et stupide* » et a ajouté : « *il n'y a bien entendu, et j'ai donné des indications très très fermes sur ce point, de la part des présidents de mes comités de soutien, aucune initiative tendant à attirer des personnalités qui normalement devraient se trouver dans d'autres comités de soutien. Je le dis de la façon la plus claire.* » Mais « *comment un président d'un comité de souctien peut-il refuser l'adhésion d'une personnalité locale, un conseiller général ou un maire, si celle-ci souhaite apporter à tel candidat son appui* » ?

A propos du choix entre les deux candidats de la majorité M. Chirac a précisé : « *M. Barre a indiqué très clairement quelles étaient les grandes lignes de son projet, qui n'est d'ailleurs pas subtantiellement différent de celui que je propose, même s'il y a naturellement des nuances. Il a dit ce qu'il ferait.* » (Il cite en exemple la dissolution de l'Assemblée nationale prévue par M. Barre.) *Il y a deux sensibilités, comme on dit aujourd'hui, deux démarches différentes vers des objectifs qui sont les mêmes, deux personnalités différentes sur lesquelles les Français porteront avec leur bon sens, un jugement.* »

Interrogé enfin sur la cérémonie de commémoration du 8 mai 1945, le jour deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Chirac a répondu : « *Il s'agira alors du président de la République et premier ministre. Par conséquent, il est tout à fait naturel qu'ils soient ensemble à une cérémonie commémorative comme celle du 8 Mai. Si vous voulez savoir le fond de ma pensée, la seule chose qui me chiffonnera un peu, c'est que le protocole veut que le premier ministre se mette à un mètre derrière le président et que je me sentirai donc brimé.* »



Politique

L'élection présidentielle : la primaire à droite

Trouver le rythme pour Jacques Chirac

M. Mitterrand sera candidat à l'élection présidentielle, pour faire une politique socialiste comme en 1981, et cela pour la bonne raison qu'il se comporte déjà comme tel et qu'il est bel et bien entré en campagne électorale : tel est le message que M. Chirac a voulu délivrer au « Grand Jury RTL-*le Monde* ». Désigner M. Mitterrand comme candidat, cela permet bien sûr à M. Chirac de le traiter en adversaire politique. Le premier ministre s'est toutefois gardé d'ouvrir trop violemment les hostilités. Il a préféré lancer quelques salves préparatoires.

Il rappelle ainsi que la cohabitation n'a jamais signifié *« complicité »* ou *« compromis »*, prenant de cette façon ses distances à l'égard du chef de l'Etat et privant M. Barre d'un de ses reproches favoris. Il souligne également que l'opinion ne sait toujours rien du programme de M. Mitterrand et de la façon dont il gouvernerait de nouveau le pays. Il rappelle avec insistance que la politique socialiste a été rejetée par le corps électoral en 1986, et il accentue encore le trait en voyant dans le changement de majorité parlementaire un échec majeur et personnel du président de la République. Tous ces arguments, dans le discours de M. Chirac, se réfèrent déjà au deuxième tour de l'élection présidentielle où il serait seul face à M. Mitterrand.

Mais il reste le préalable du premier tour, où son objectif imposé est de distancer le député du Rhône. M. Chirac ne veut pas en faire un combat fratricide au sein de la majorité, malgré la tournure que pourrait prendre la compétition avec M. Barre. Pour éviter que les relations ne s'enveniment, M. Chirac va rencontrer *« très prochainement »* le député du Rhône. Il estime que le *« code de bonne conduite »* dont ils sont convenus, lors de leur tête à tête de l'Ascension en 1987, n'est nullement remis en cause par le ralliement d'élus UDF à sa candidature. Il prend les devants en prévoyant même que certains RPR pourront soutenir M. Barre. M. Chirac fait donc une distinction formelle, et au demeurant peu convaincante, entre les consignes qui seraient données par les partis politiques contre les débauchages et les adhésions individuelles de personnalités et d'élus, qui ne peuvent être empêchées : en d'autres termes, les noms des « débauchés » continueront d'être rendus publics.

Les différences avec M. Barre

M. Chirac convient, certes, que les électeurs se détermineront en fonction de la personnalité des candidats, mais il se plaît à souligner des différences avec M. Barre. Il rappelle ainsi qu'il ne dissoudra pas l'Assemblée nationale s'il est élu à l'Elysée, qu'il n'exclut pas une réforme de la Constitution pour élargir le champ d'application du référendum, qu'il déplore la présidentialisation excessive de la fonction de chef de l'Etat, et surtout il considère que le début du redressement du pays doit être daté de l'élection de la nouvelle majorité et de son accession à l'hôtel Matignon en 1986. Dès lors, le programme que propose M. Chirac ne peut être que la continuité et l'amplification de ce qui a déjà été entrepris et non une nouvelle politique à compter de 1988, comme le propose M. Barre.

Mais si, dans ses propos, M. Chirac minimise ces différences et adopte un ton conciliant, c'est naturellement pour réfuter par avance toute responsabilité d'un quelconque accroc. Le premier ministre a donc délibérément choisi le profil bas pour parler de son concurrent, préférant à l'instar de M. Barre, réserver ses coups à l'adversaire socialiste.

M. Chirac — qui publiera son « projet » à la fin de la semaine, mais dont la campagne d'affichage débute sans tarder — sait que la route de l'Elysée est encore longue et pleine d'inconnues, et il veut ménager ses efforts. Réputé pour ses pointes de vitesse, M. Chirac cherche, cette fois, le rythme plus soutenu d'une course de demi-fond.

ANDRÉ PASSERON.

La campagne d'affiches sur le thème du « courage »

La première « vague » d'affichage de la campagne de M. Chirac commence le 3 février avec l'apposition de six mille panneaux dans les grandes agglomérations et la publication d'encarts dans la presse.

Sur les murs des villes, trois slogans accompagneront des photos différentes — mais toutes souriantes — du candidat : *« le courage »*, *« la volonté »* *« l'ardeur »*, suivis de l'affirmation soulignée : *« Oui, c'est Chirac. »*

Dans la presse magazine ces illustrations sont accompagnées de citation de M. André Bergeron, secrétaire général de FO : *« Un homme chaleureux et sincère »*, d'Isabelle Adjani : *« Le moins comédien des hommes politiques »*, et de Bernard Hinault : *« Il a la fougue et le punch du champion. »*

Dans la presse quotidienne le bilan de l'action du gouvernement et de son chef sera exalté sans nuances : *« Le chômage maîtrisé. La Sécurité sociale sauvegardée. La famille revalorisée. Les impôts diminués. Des entreprises plus libres et plus fortes. La sécurité revenue. La France respectée. »* Deux autres « vagues » sont prévues, en mars et avril, pour *« compléter le portrait de l'homme et du candidat »*.

« FO ne parraine personne », *nous déclare M. Bergeron*

« C'est une tempête dans un verre d'eau », nous a déclaré M. André Bergeron, le lundi 1er février. *« FO,* a-t-il souligné de nouveau, *ne donne et ne donnera aucune consigne de vote. Elle ne parraine personne. Personne ne saurait donc se prévaloir de son parrainage. »* Le secrétaire général de FO, qui est toujours membre du PS et à jour de cotisations, nous a précisé qu'il n'a pas donné au préalable son accord à l'utilisation de son nom dans cette campagne. *« C'est la politique »*, commente-t-il. M. Bergeron a ajouté que les déclarations sur M. Chirac, qui ont ainsi été utilisées en faveur du candidat, sont extraites d'une interview au *Point*, qu'il avait faite *« pour tenter de montrer à l'opinion que le personnel politique est finalement meilleur qu'elle le croit »*. *« Je disais du bien de beaucoup d'hommes politiques, dont M. Mitterrand et M. Jospin. »*

● **Signatures pour M. Juquin : les craintes du PSU.** — *« Aujourd'hui, Pierre Juquin dispose d'environ cinq cents promesses de signatures. Au vu de notre expérience, nous sommes en droit d'affirmer que ces cinq cents promesses ne garantissent pas, et de loin, les cinq cents signatures définitives »* d'élus en faveur du candidat rénovateur à l'élection présidentielle. Ce *« cri d'alarme »* a été lancé, le vendredi 29 janvier, par le Parti socialiste unifié (PSU) qui soutient la candidature de M. Juquin. Il n'a pas été du goût de l'entourage du candidat dont l'état-major a répliqué que l'ancien porte-parole, exclu, du PCF disposait de 498 promesses écrites de parrainages. En 1981, Mme Huguette Bouchardeau, à l'époque candidate du PSU, avait recueilli 831 promesses et le Conseil constitutionnel n'en avait reçu que 523.

Le libéralisme bien tempéré du docteur Barre

LYON
de notre envoyé spécial

Méfiez-vous de vos amis. Le samedi 30 janvier, à Lyon, dans la grande halle d'Eurexpo, M. Raymond Barre, en écoutant patiemment, devant quelque trois mille personnes réunies dans l'obscurité, les interminables tables rondes concluant le colloque national REEL-Iniatives sociales, consacré à *« la santé et la solidarité »* pouvait songer à l'ambiguïté de ce genre d'opérations.

Destiné à tester les réflexions des états-majors technique et politique auprès du public type des « réseaux » barristes, et à mobiliser ceux-ci, le colloque a assez bien atteint ses objectifs. Professions libérales (mais plutôt médecins spécialistes qu'omnipraticiens), cadres ou notables d'hôpitaux ou d'organismes sociaux, de groupements ou d'associations, ont réservé à l'ancien premier ministre l'accueil chaleureux mais policé qui était attendu. Dans les commissions, ils avaient manifesté désir *« d'équité et d'efficacité »* autant qu'intérêts corporatistes ou inquiétudes de retraités.

Mais, à mesure que l'après-midi avançait, les comptes rendus se transformaient peu à peu en plaidoyers des différentes catégories et professions déposant leurs vœux aux pieds du futur candidat à la présidence de la République : *« Justice et équité »* pour les médecins généralistes et pour les hôpitaux privés, pour les internes et pour les kinésithérapeutes, pour les pharmaciens et les laboratoires... Un défilé interrompu seulement par les appels à la solidarité lancés par deux secrétaires d'Etat, MM. Adrien Zeller et Claude Malhuret.

L'ancien premier ministre a, certes, affirmé qu'il fallait *« redonner aux professions libérales la place qu'elle mérite dans la société »*, mais il a gardé ses distances et évité un programme ou des promesses trop contraignantes. Il a tempéré ce libéralisme par la défense du système actuel de protection sociale collective auquel les Français sont, selon lui, autant attachés qu'à l'organisation libérale de la santé, et pour lequel ils sont prêts à faire des *« efforts »*. Un système qui a contribué à *« amortir les effets de la crise »*, mais se retrouve mis en difficulté par celle-ci, en raison de son mode de financement, et par la croissance des dépenses, notamment celles de santé.

La thérapeutique du docteur Barre consiste à *« mieux gérer »*, à *« maîtriser les dépenses »*, sans *« rationner »*, avec pour ceux qui en veulent plus un *« financement complémentaire »* par les cumuls, les assurances ou les caisses d'assurance-maladie elles-mêmes, une idée chère à M. Dominique Coudreau, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie, qui fut conseiller de M. Barre à Matignon.

Pour garantir l'équilibre, pas de *« réformes mirobolantes »* auxquelles *« plus personne ne croit »*. M. Barre a opté pour une rationalisation de la gestion des hôpitaux par l'analyse des coûts, l'évaluation des soins et la transformation du budget global en un système plus *« contractuel »* avec la Sécurité sociale, encourageant les bons gestionnaires.

Aux libéraux aussi, en échange d'un *« revenu satisfaisant »* pour les professions paramédicales comme pour les médecins et de la *« liberté d'installation, du libre choix du type d'exercice, de la liberté de prescription et du paiement à l'acte »* (sauf exception), il a demandé une *« auto-discipline »* fondée aussi sur *« la vérité des coûts »*. Pour améliorer en même temps la qualité des soins, l'ancien premier ministre a préconisé, sans excès d'originalité, de renforcer le rôle du généraliste, notamment pour le maintien à domicile des personnes âgées dépendantes, et de développer la prévention ainsi que la recherche, source d'économie à terme.

Pour les retraites, M. Barre s'est aussi employé à rassurer dans un registre à quatre temps assez répandu aujourd'hui. Maintenir le système de répartition et le *« niveau »* des retraites, sans augmenter les charges des entreprises, en encourageant en *« complément »* une *« épargne stable »*. Ne pas remettre en cause la retraite à soixante ans, mais, comme le souhaite le gouvernement actuel, favoriser *« la retraite à la carte par des incitations financières pour ceux qui décident librement de prolonger leur activité »*. Donner de l'autonomie aux régimes de retraite pour assurer leur équilibre, mais, dans l'immédiat, *« trouver de nouvelles ressources »* pour maintenir le pouvoir d'achat des pensions, par exemple, par le prélèvement proportionnel sur les revenus proposé par le comité des « sages » — sans que l'ancien premier ministre reprenne absolument l'idée à son compte. Ultime prudence ?

GUY HERZLICH.

Selon un sondage d'IPSOS

MM. Barre et Chirac seraient ex aequo

Selon un sondage réalisé par IPSOS entre les 11 et 20 janvier auprès de trois mille personnes et publié par *le Point*, MM. Jacques Chirac et Raymond Barre seraient ex æquo au premier tour de scrutin, avec 21 % d'intentions de vote. Le premier ministre gagne trois points par rapport à une enquête similaire effectuée en novembre 1987, tandis que le député du Rhône en perd trois. M. François Mitterrand arrive en tête avec 37 % (+ 2). Le chef de l'Etat creuse l'écart au second tour avec M. Barre qu'il bat avec 54 % (+ 2), ainsi qu'avec M. Chirac qu'il devance avec 57 % (+ 1).

Dans l'hypothèse de la candidature de M. Rocard, ce dernier l'emporte au second tour sur M. Chirac (52 % contre 48 %), alors qu'ils étaient à égalité en novembre dernier. Mais M. Rocard est toujours devancé par M. Barre, crédité de 52 %.

Ce sondage, qui étudie, d'autre part, les reports de voix, laisse apparaître un plutôt bon report des suffrages de M. Chirac sur M. Barre (79 % des électeurs du maire de Paris au premier tour voteraient au second pour M. Barre). Dans le cas inverse, 68 % des électeurs de M. Barre se reportent sur M. Chirac. D'autre part, M. Barre est mieux placé que M. Chirac pour récolter au second tour les voix du Front national : il en recueille 47 % contre 37 % à Chirac, M. Mitterrand en récupérant entre 29 % et 35 % selon les hypothèses.

Mitterrandisme et chiraquisme

par Hugues Portelli
Professeur de sciences politiques à l'université Paris-Nanterre

MANIANT une nouvelle fois sans complexe le paradoxe, la quatrième campagne électorale de François Mitterrand met l'accent, en la travestissant, sur l'une des interrogations majeures du socialisme français : la « génération Mitterrand » est-elle ou non au bout de sa course ? Au pouvoir au Parti socialiste depuis dix-sept ans, le mitterrandisme a-t-il encore un avenir ?

Cette question, les socialistes ne sont pas les seuls à se la poser. Au sein du RPR, la candidature Chirac pourrait être aussi l'occasion d'une interrogation sur le destin du « chiraquisme », projet politique dont l'origine remonte bien au-delà de mars 1986, et qui tente une nouvelle fois de forcer le destin.

Curieux parcours que celui de ces deux projets politiques, que tout sépare apparemment, et qui n'ont dû leur survie qu'en s'arc-boutant l'un à l'autre à l'occasion de ces deux années de cohabitation.

Ils naissent l'un et l'autre dans les années 60. A gauche, le mitterrandisme s'élabore à partir de 1965, dans le double rejet du gaullisme et du socialisme du Guy Mollet, avec pour objectif stratégique d'utiliser les institutions de la Ve République (bipolarisation, système présidentiel) pour bâtir un grand Parti socialiste ayant pour vocation d'occuper à terme tout l'espace de la gauche : l'union de la gauche sera le moyen de rattraper puis de détruire l'influence du Parti communiste.

A droite, le chiraquisme naît à l'ombre du gaullisme : c'est le pompidolisme, synthèse de gaullisme et de conservatisme, dont le projet est de préparer la succession du général en muant le rassemblement populiste en une coalition des droites : mai-juin 1968 voient le triomphe de ses thèses.

Les années 70 sont celles de l'organisation partisane. A gauche, François Mitterrand s'empare de la SFIO moribonde, liquide la vieille garde molletiste et, en dix ans et quelques batailles électorales, construit une « machine » politique performante capable de le mener au pouvoir présidentiel. A droite, Jacques Chirac, après le décès prématuré de Georges Pompidou, liquide la vieille garde gaulliste au prix d'un soutien à Valéry Giscard d'Estaing en 1974, avant de se retourner contre ce dernier en 1976, et construit la machine électorale du RPR sur les décombres de l'UDR.

La cohabitation ou la survie

Les années 80 sont celles de la conquête du pouvoir et de ses limites : elle réussit à gauche grâce à la division des conservateurs en 1981, mais le projet mitterrandiste laisse vite éclater ses contradictions. Bâti sur la liquidation de l'influence du PCF, il lui a fallu pour cela en reprendre l'essentiel du programme (nationalisations, dirigisme étatique, ignorance des réalités économiques internationales) ; deux ans à peine après la conquête du pouvoir, le projet mitterrandiste s'effondre, victime de ses incohérences.

A droite, le chiraquisme ne parvient pas à conquérir le pouvoir, faute d'une stratégie positive ; s'il réussit bien à affaiblir ses rivaux, il ne parvient pas à rassembler ; son discours de 1974 à 1981 couvre tout l'éventail idéologique : gaullisme modéré d'abord (1973), puis giscardisme (1974-1975), « travaillisme à la française » (1976-1977), nationalisme exacerbé (1978-1979), avant de se convertir au libéralisme conservateur venu d'outre-Manche (après 1980). Vaincu en 1981, le chiraquisme est en crise stratégique lorsque, à partir de 1983, Raymond Barre s'envole dans les sondages et qu'apparaît le Front national.

C'est au moment où mitterrandisme et chiraquisme semblent voués à disparaître que la cohabitation va leur fournir l'occasion d'une survie politique : à gauche, la cohabitation évite au mitterrandisme l'affront d'élections législatives-sanctions et laisse au président de la République le temps de faire oublier les premières années du septennat avant de se reconstruire une image personnelle comme « tribun de la plèbe » puis comme « père de la patrie ».

A droite, la cohabitation (théorisée dès 1983 par Edouard Balladur dans ces colonnes) permet d'éviter d'être distancé par le barrisme et de construire un réseau de pouvoirs et de clientèles. Vivant de leurs polémiques réciproques mais aussi de leurs connivences (mêmes ennemis, même absence de véritable programme), mitterrandisme et chiraquisme n'existent plus comme projets mais demeurent comme volontés de pouvoir, en évinçant d'abord le rival commun (objectif du premier tour de l'élection présidentielle), avant de demander au pays de vider leur querelle au second tour.

Etonnante symétrie de deux projets désormais vidés de tout contenu programmatique, qui survivent grâce à la maîtrise de machines électorales, d'un exercice habile des ressources du pouvoir d'Etat et de la capacité de métamorphose de deux hommes sans lesquels les partis qu'ils ont fondés ne pèseraient guère.

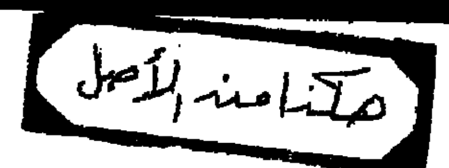
Cinq ans pour doter la France d'une fiscalité moderne *selon l'ancien premier ministre*

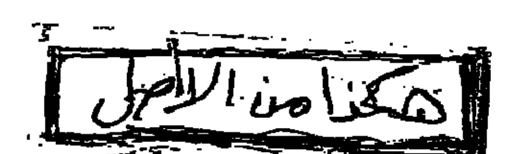
« Une profonde réforme fiscale est maintenant inévitable », indique M. Raymond Barre dans une interview au *Point*. Selon l'ancien premier ministre, non seulement il faudra s'adapter au marché unique européen, mais encore comprendre que *« l'impôt sur le revenu pèse d'un poids trop lourd sur les cadres »*. *« Je résumerai en trois objectifs simples ce que doit être notre fiscalité de demain,* indique-t-il *: alignement de la TVA sur la moyenne* [européenne] ; *taux marginal d'imposition sur le revenu ramené à 50 % ; taux de l'impôt sur les sociétés ramené à 33 %.*

» Nous avons cinq ans pour nous doter d'une fiscalité moderne, incitative et européenne », affirme M. Barre.

Les relais de M. Barre

L'état-major de M. Raymond Barre a rendu publique une liste de seize personnalités chargées de *« relayer et de diffuser »* les grandes orientations de leur candidat durant la campagne présidentielle. Cette liste comprend les noms des personnalités suivantes : M. Edmond Alphandéry (CDS), député du Maine-et-Loire, M. François d'Aubert (PR), député de la Mayenne, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, M. Fançois Bayrou (CDS), député des Pyrénées-Atlantiques, Mme Marie-Thérèse Boisseau (CDS), député d'Ille-et-Vilaine, présidente des Femmes démocrates, M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, M. Dominique Bussereau, secrétaire général adjoint du Parti Républicain, M. Pascal Clément (PR), député de la Loire, M. Bruno Durieux (CDS), député du Nord, Mme Nicole Fontaine (CDS), député au Parlement européen, M. Alain Lamassoure, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, M. Charles Millon (PR), député de l'Ain, M. Jean-Pierre Soisson (PR), député de l'Yonne, M. Philippe Vasseur, porte-parole du Parti républicain, M. Philippe de Villiers (PR), député de Vendée, M. Pierre-André Wiltzer (adhérent direct), député de l'Essonne.




هكذا من الأصل

Politique

Devant le Mouvement de la jeunesse socialiste

M. Michel Rocard fait campagne pour... un seul candidat socialiste

La quatrième conférence nationale jeunesse du PS, intitulée *« cent jours pour gagner »* et organisée par le Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS), s'est réunie, le samedi 30 janvier à Torcy (Seine-et-Marne). M. Jack Lang, membre du secrétariat national du PS chargé de la jeunesse, a annoncé un *« tour de France »* du MJS. S'appropriant, dans la perspective de l'élection présidentielle, le slogan du RPR pour les élections législatives de 1986, il a lancé *« vivement demain ! »*. MM. Lionel Jospin et Michel Rocard, le premier le matin, le second l'après-midi, ont chacun assisté à une partie des travaux de cette conférence. M. Rocard a affirmé : *« Je contribuerai de toutes mes forces à ce que la gauche mène le combat des idées et qu'elle le mène unie et regroupée autour de son candidat. »* M. Jospin a invité les jeunes à *« tenir un langage de valeurs »* et à s'élever *« contre le monde peureux (...) replié (...) ranci (...) que propose l'extrême droite débile de Le Pen »*.

« Ro-card ! » « Mit-ter-rand ! » Un chœur dissonant réunit et oppose deux fractions de la salle, tandis qu'une troisième observe, intéressée, et que le président de séance s'efforce désespérément de faire cesser ce raffut. Il aura suffi qu'un orateur de Socialisme et République (ex-CERES) affirme à la tribune – en présence de M. Rocard – que la plupart des socialistes souhaitent avant tout la candidature et la victoire de M. Mitterrand pour que les jeunes rocardiens se mettent à protester bruyamment. Ils auront d'ailleurs le dernier mot – vainqueurs par lassitude – dans ce duel des « claques ».

Les jeunes socialistes n'ont pas les pudeurs ou la retenue de leurs aînés. Plus radicaux qu'eux – jeunesse oblige, – ils ne sont prodigues ni d'applaudissements... ni de huées et de sifflets. Ni M. Jospin ni M. Rocard n'échapperont, pour au moins quelques secondes, au traitement commun.

Entre eux, ces militants en herbe ressuscitent avec entrain les vieilles querelles que les adultes s'emploient à enfouir sous les oreillers du temps qui passe... et de l'élection qui approche. Un « dur » réclame – sifflets et applaudissements mêlés – un MJS *« de rupture »* et non *« de consensus »* et revendique une *« démarche révolutionnaire »*. Un rocardien – huées et applaudissements mêlés – lui lance, superbe et provocant : *« Camarade, tu es dans la ligne. La ligne des années 70 ! »*

Certains de ces jeunes s'emploient à ressembler à leurs aînés. D'autres assument leur jeunesse. Une « beurette » qui en bafouille parfois d'émotion se dit *« interloquée »* par les positions du PS sur l'immigration. Elle se demande si les socialistes ne confondent pas *« intégration »* et *« assimilation »*. Tandis qu'à la tribune M. Lang prend quelquefois l'air douloureux de celui qui se demande ce qui va lui tomber sur la tête, d'intenses manœuvres d'appareil se déploient en coulisse, qui mettent aux prises les multiples sensibilités originales qui prospèrent au sein du MJS.

Les jeunes de l'ex-CERES, qui animent, avec les poperénistes et d'autres, l'opposition interne à M. Lang, ne sont pas très contents d'avoir appris à la dernière minute que M. Rocard venait à Torcy. L'un d'eux dénonce à la tribune les *« oligarchies »* qui gouvernent le MJS, tandis qu'un de ses camarades regrette que, pour donner la parole aux *« poids lourds »* du parti, on écourte le débat interne.

Chacun y va de son texte. Le MJS lui-même a fait le sien, il y a quelque temps, pour appeler les jeunes à *« se rassembler au MJS »*. Les jeunes amis de M. Jean Poperen ont le leur. L'ex-CERES en a deux. L'un qui regrette que le MJS soit *« traversé en permanence par d'éternelles querelles de courtisans dont l'unique enjeu est le contrôle de quelques strapontins »*. L'autre, finement intitulé *« 88 FM, fréquence gauche »*, qui constitue le énième manifeste de soutien à une nouvelle candidature de M. Mitterrand. Mitterrand-Rocard, on en revient toujours là...

L'« étrange ballet » de la droite

Depuis combien de temps M. Rocard n'avait-il pas chanté l'*Internationale*, une rose à la main ? Impossible de résister, dans l'ambiance un peu folle de Torcy, quand un haut-parleur insistant s'est mis à dévider, après l'hymne du PS, le vieux chant de combat, repris par les jeunes, couplet après couplet. L'*Internationale*, au demeurant, ne détonne guère par rapport au discours prononcé par l'ancien ministre. Un discours qui semble confirmer la place qu'occupera M. Rocard dans la campagne : sans doute pas celle d'un candidat, mais celle d'un socialiste *« loyal, honnête et droit »* – comme disait la chanson de *Bonnie and Clyde* – qui cogne sur la droite avec la force tranquille d'un bon bûcheron et qui célèbre son attachement à sa famille politique.

Ironie de l'histoire, M. Rocard va jusqu'à mettre en garde ceux des socialistes qui *« commencent à prêter l'oreille »* aux sirènes du *« consensus »* ! *« On essaie de faire croire à nos concitoyens*, s'exclame le député des Yvelines, *que la gauche et la droite, c'est vieux jeu, démodé, j'allais dire archaïque ! (...) Je ne suis pas, chacun le sait, l'ennemi du consensus, et je l'ai prouvé (...). Mais le consensus ne peut s'obtenir dans la confusion et au mépris des positions de chacun. Il suppose un choix préalable (...). Ce choix, les socialistes l'ont fait depuis longtemps. Il a été le mien (...) depuis que je suis entré dans la vie politique il y a maintenant trente-huit ans. Et je n'en ai jamais varié depuis »*. Et, sous les applaudissements, l'ancien ministre lance : *« Mes amis, je contribuerai de toutes mes forces à ce que la gauche mène le combat des idées et qu'elle le mène unie et regroupée autour de son candidat ! »*

Quant à MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, ils ont droit à leur morceau de bravoure, lui aussi joyeusement *« archaïque »*. *« Nous assistons à droite*, souligne M. Rocard, *à un étrange ballet entre des candidats que rien ne distingue vraiment sinon la taille et l'embonpoint. D'un côté, l'agitation brouillonne, du courage, c'est vrai – il en fallait pour se lancer dans l'aventure de la cohabitation, – mais surtout une inquiétante versatilité : de l'autre, la prudence matoise, alliée à une suffisance que rien ne semble pouvoir ébranler. Cela fait sûrement deux styles, cela ne fait pas deux politiques »*.

Le matin, les jeunes socialistes avaient pu constater la réalité des *« convergences »* entre socialistes que se plaît à célébrer M. Rocard et qu'a rappelées encore M. Lang : la solidarité, la construction de l'Europe, la lutte pour sortir le tiers-monde de l'impasse. C'est bien les mêmes ambitions que leur fixent l'ancien ministre et le premier secrétaire, qui, sous les applaudissements, développe une idée chère à M. Rocard : des études supérieures effectuées, pour les jeunes Français, dans différents pays de la CEE.

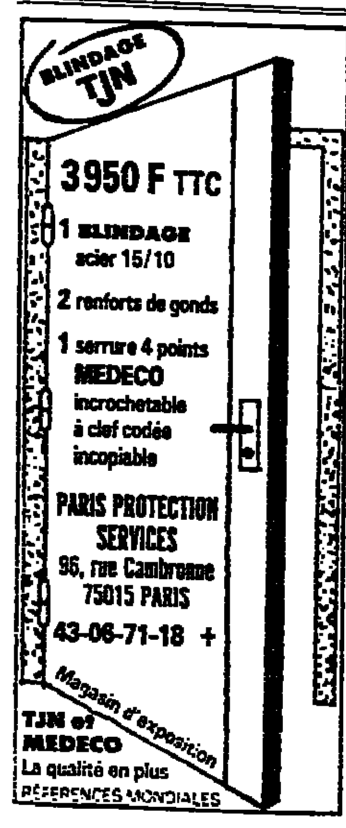
M. Jospin : « La culture du risque »

Devant le MJS, il est difficile d'échapper à quelques figures imposées : un petit dégagement sur le service national en fait partie, après l'abandon par le PS de l'objectif du service à six mois. Il ne faut pas, a dit M. Jospin, *« procéder à des proclamations que nous ne serions pas capables de tenir »*, mais certaines *« réduction »*, et *« modulations »* sont sans doute *« possibles »* en échange d'un allongement volontaire du service pour une partie des appelés.

Quant à l'éducation, M. Jospin souligne qu'il n'est pas possible de *« laisser l'Université française dans l'état de précarité où elle est »*. Il affirme que le PS doit prêter *« une attention plus précise aux problèmes quotidiens des jeunes »* et souhaite que la jeunesse *« pèse auprès des opinions publiques »* pour que les gouvernements européens retrouvent le *« chemin de l'optimisme »*.

La génération *« morale »*, c'est aussi, pour M. Jospin, une *« génération concrète »* dans une société marquée à la fois par le retour à *« l'individualisme »* et par la *« modernité »*. Les jeunes doivent tenir *« un langage de valeurs »* et s'élever *« contre le monde peureux (...), replié (...), ranci (...) que propose l'extrême droite débile de Le Pen »*. Ils doivent aussi *« faire leur une culture du risque »*, à condition qu'ils y soient *« aidés »* et ne soient pas laissés *« sur le bord de la route »*. Etre, en somme, la *« génération mouvement »*, comme le proclamait une banderole à Torcy, tandis qu'un des dirigeants du MJS appelait ses camarades à n'en rajouter ni dans la *« mitterrandôlatrie »* ni dans la *« rocardophilie »*. Mitterrand-Rocard, toujours...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



Au Club de la presse d'Europe 1

M. Jack Lang définit les trois axes d'action d'une « majorité du mouvement »

Invité, le dimanche 31 janvier, du « Club de la presse d'Europe 1 », M. Jack Lang, ancien ministre socialiste de la culture, a notamment affirmé à propos de l'élection présidentielle : *« A mon avis, seul un président de gauche peut sortir le pays de l'impasse. Parce que sans investissement massif de la matière grise, ce pays ne connaîtra pas de renaissance économique. Deuxièmement, en raison du délabrement des finances publiques, ce choix prioritaire exigera des sacrifices. Troisièmement, pour qu'ils soient acceptés, il faut un minimum de justice et d'équité, et surtout une large adhésion du pays. Autrement, il y aura une explosion sociale. Quatrièmement, seul un président qui soit un homme de justice, d'ouverture et de paix sociale, est en mesure de créer autour de lui une large majorité du mouvement. Celui de la France créative et vivante, des entrepreneurs, des créateurs, des chercheurs. Le mouvement de la France imaginative et généreuse. Seul un homme de gauche, et François Mitterrand plus qu'aucun autre, est en mesure de rassembler autour de lui une majorité de Français aussi large. »*

M. Lang a défini *« trois axes »* d'action :

1. *« Choisir l'investissement productif (intellectuel et industriel) plutôt que la spéculation à court terme. Faire de notre pays une véritable société de création.*

2. *Choisir la réconciliation des Français plutôt que la division.* C'est le contraire de ce qui a été fait depuis deux ans. Cela veut dire une véritable équité, une justice sociale. C'est le chemin vers l'efficacité. Depuis deux ans, on a une relance de l'injustice sociale, sans relance de l'économie. Cela veut dire aussi rénover la démocratie française. Faire que toutes les forces vivantes, le pays réel, soient mieux entendues par les officiels de l'administration ou de la politique. Faire une société de convivialité ou de fraternité.

3. *Choisir la rigueur financière plutôt que la dilapidation des biens publics. Je plains le gouvernement, quel qu'il soit, qui aura à gérer les affaires du pays, car l'ardoise laissée par M. Chirac sera salée. »*

M. Lang a souligné l'unité du PS, que le candidat soit M. Mitterrand ou M. Rocard, en lançant : *« Tous pour un, un pour tous »*. Quant aux relations au sein de la droite, il a affirmé : *« Les poignards sont délicatement sortis du fourreau, surtout du côté RPR pour l'heure. On nous jouera la comédie de la réconciliation, on l'annonce déjà (...). Les embrassades ressembleront plus au baiser de Judas qu'à ceux qu'échangent amoureusement Roméo et Juliette »*.

Six élections cantonales partielles

L'indiscipline gêne les partis de la majorité

Dans les cinq cantons où avaient lieu, dimanche 31 janvier, des premiers tours d'élection partielle, il y a ballottage. Les électeurs niçois n'ont pas été suffisamment nombreux à voter, ce qui contraint le candidat RPR à un second tour. Dans ce canton urbain, la droite voit son électorat s'éroder au profit du Front national dont le représentant améliore le score recueilli par l'extrême droite aux élections législatives de mars 1986. Dans ce canton qui fait partie de la circonscription du maire de Nice, M. Jacques Médecin, le PCF reste stable mais le PS régresse. Le recul socialiste est tout à fait spectaculaire dans le Cher. D'autant que parallèlement, le Parti communiste gagne près de sept points malgré la présence d'un candidat « rénovateur ».

Le décès de Guy Malé, sénateur centriste et président du conseil général des Pyrénées Orientales, a entraîné la vacance de deux sièges. Si à Millas, le PS conserve ses acquis, en revanche, à Prades, il progresse. Dans l'un et l'autre cantons, le PCF enregistre un léger recul.

Dans le camp de la droite, les candidats UDF ne retrouvent pas, loin s'en faut, les scores recueillis par leurs prédécesseurs. Le recul d'une cantonale à l'autre s'explique par des progrès du Front national mais également par l'entrée en lice de « divers droite ».

C'est aussi la présence d'un candidat non investi par les partis de la majorité qui provoque une nette déperdition des suffrages que pouvait espérer recueillir la candidate UDF dans le Var.

Cette situation en faveur de « marginaux » avait déjà été constatée, le 24 janvier, dans le Jura où un ancien sous-préfet qui l'a emporté au second tour, avait nettement devancé le candidat investi par l'UDF et le RPR.

Alpes-Maritimes : canton de Nice 7 (1er tour).

Inscr., 14113 ; vot., 6039 ; suffr. expr., 5931. MM. Michel Falicon (RPR, soutien UDF et CNI), 3047 voix ; Max Baeza (FN), 1281 ; Philippe Lecorne (PS), 1060 ; Louis Fiori (PCF), 479 ; Robert Steenhaut (gaulliste de progrès), 64. *Il y a ballottage.*

[Le scrutin était organisé à la suite du décès, le 23 novembre dernier, du titulaire du siège, René Pietruschi (div. d.), adjoint et homme de confiance du maire de Nice, M. Jacques Médecin (RPR). M. Falicon, également adjoint (RPR) au maire de Nice, dépasse la majorité des suffrages exprimés (51,37 %) mais obtient un nombre de voix inférieur à celui du quart des électeurs inscrits, ce qui rend nécessaire un second tour de scrutin. En raison du taux record d'abstentions (57,20 %), aucun des adversaires de M. Falicon ne franchit la barre des 10 % des électeurs inscrits, mais M. Baeza, comme le dispose le code électoral, peut se maintenir au second tour.

Le Front national, qui n'avait pas de candidat en 1985, obtient 21,60 % des suffrages exprimés, soit près de deux points de mieux que le score de la liste FN aux législatives de 1986 (19,90 %) dans ce canton urbain de Nice.

A gauche, le PS, qui pour la première fois est dépassé par le FN, recule de plus de deux points (17,87 % contre 20,04 % en 1985), tandis que le PCF reste stable (8,07 % contre 8,13 %).

René Pietruschi, qui siégeait au conseil général depuis 1982, avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985, avec 6050 voix, contre 1689 à M. Philippe Lecorne (PS) et 685 à Mme Elisabeth Gianno (PCF) sur 8424 suffrages exprimés, 8841 votants et 14446 inscrits.]

CHER : canton de Graçay (1er tour).

Inscr., 2849 ; vot., 1915 ; suffr. exp., 1879. MM. Pierre François (div. d.), m. de Graçay, 682 voix ; Georges Druesne, (PCF), 588 ; Jean-Pierre Beauvais (div. d.), m. de Sainte-Outrille, 339 ; Claude Debeda (rénovateur), m. de Saint-Germain-sur-la-Prée, 140 ; François Porrachia (PS), 130. *Il y a ballottage.*

[Conseiller général depuis 1968, Pierre Monin, décédé le 24 novembre dernier, était candidat unique de la droite en mars 1982 et il avait été réélu dès le premier tour avec 1281 voix (56,35 %) contre 556 (24,46 %) à M. Druesne et 436 (19,18 %) à M. Jean Rousseau, alors député socialiste sur 2273 suffrages exprimés, 2319 votants et 2858 inscrits.

La droite, qui, aux législatives de mars 1986, avait dans ce canton totalisé 42,73 %, obtient 54,33 % cette fois avec deux candidats. M. François, qui gagne la primaire à droite, vient de succéder au conseiller général décédé, comme maire du chef-lieu de canton.

Devancé par la liste socialiste en mars 1986 (19,73 % contre 27,47 %), le PCF non seulement retrouve mais améliore ses positions de 1982, avec 31,29 %, il gagne 6,83 points alors que le candidat socialiste, avec 6,91 %, en perd 12,27 % et est devancé par un candidat « rénovateur », lequel, non communiste soutient M. Pierre Juquin.]

JURA : canton de Saint-Laurent-en-Grandvaux (2e tour).

Insc., 3498 ; vot., 1915 ; suffr. expr., 1784. MM. Georges Michaud, div. d., 1255 voix, ÉLU ; Guy Grossiord, PS, 529.

[Le second tour n'a guère mobilisé : le camp des abstentionnistes est passé de 37,82 % à 45,25 %. Après le désaveu infligé au candidat soutenu par le RPR et l'UDF au premier tour, c'est sans surprise que l'a emporté le candidat sans étiquette mais favorable à la majorité : M. Michaud issu de la même promotion de l'ENA que MM. Edouard Balladur et Jean-François Poncet, a fait toute sa carrière dans la préfectorale. Ancien sous-préfet de Saint-Claude, âgé de soixante et un ans, il est directeur des services du Jura depuis 1983.

Au premier tour, M. Michaud était arrivé en tête avec 897 voix (41,35 %), contre 554 (25,54 %) à M. Michel Dieudonné (UDF-RPR), 354 (16,32 % à M. Guy Grossiord, 209 (9,63 %) à M. Max Picard (div. g.), 104 (4,79 %) à M. Moïse Masson (FN) et 51 (2,35 %) à M. Daniel Cesco Resta (PCF), sur 2169 suffrages exprimés, 2203 votants et 3498 inscrits.

Ce siège était détenu depuis 1949 par Gilbert Bouvet (UDF-PR), décédé, qui avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1982 avec 1376 voic (63,91 %), contre 400 (18,57 %) à M. Thevenin(PS), 248 (11,51 %) à M. Longchampt (sans étiq.) et 129 (5,99 %) à M. Cesco-Resia sur 3485 inscrits, 2317 votants et 2153 suffrages exprimés.

PYRÉNÉES-ORIENTALES : canton de Millas (1er tour).

Inscr. 10996 ; vot. 6765 ; suffr. expr. 6579. MM. François Beffara (PS), m. de Millas, 2177 voix ; Henri Dabat (UDF), 1942 ; Henri Pujol (PCF) 1228 ; Joseph Parella (div. d.) 549 ; Daniel Meunier (FN) 531 ; Claude Gendre (div. g.) 152. *Il y a ballottage.*

[Le candidat socialiste est arrivé en tête de cette élection partielle organisée à la suite de la démission, le 6 décembre, de M. André Daugnac (mod.), conseiller général de Millas depuis 1976. Maire du Soler, M. Daugnac s'est ainsi mal mis en conformité avec la loi relative au non-cumul des mandats, après avoir été appelé à succéder au Sénat à Guy Malé, décédé, et qui était président du conseil général des Pyrénées-Orientales. Avec 33,09 % des suffrages, M. Beffara obtient un score presque identique à celui qu'il avait réalisé en 1982 (33,02 %), en dépit de la présence, cette fois-ci, d'un candidat du Parti socialiste catalan qui rassemble 2,31 % des voix. Le représentant du PCF perd, lui, près d'un point en recueillant 18,66 % des suffrages (au lieu de 19,56 %)

A droite, le candidat UDF soutenu par le RPR, qui obtient 29,51 % des voix, perd plus de 16 points par rapport au score réalisé par M. Daugnac en 1982 (45,96 %). Il souffre de la présence d'un candidat divers droite qui recueille 8,34 % des suffrages et de celle d'un représentant du FN qui rassemble 8,07 % des voix. Ce dernier, qui progresse de près de 7 points par rapport au résultat obtenu par le candidat d'extrême droite en 1982 (1,43 %), perd néanmoins 7 points par rapport au score réalisé par la liste du Front national aux élections législatives (14,76 %).

Au premier tour du scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : Inscr. 10322 ; vot. 7463 ; suffr. expr. 7251. MM. Daugnac, 3333 ; Beffara, 2395 ; Pujol, 1419 ; Casanova (ext. d.), 104. Au second tour, M. Daugnac l'avait emporté avec 4011 voix, contre 3946 à M. Beffara, sur 7957 suffrages exprimés, 8176 votants et 10321 électeurs inscrits.]

PYRÉNÉES-ORIENTALES : Canton de Prades (1er tour).

Inscr., 9607 ; vot., 6132 ; suffr. expr., 6000. M. Jean-Luc Malé (UDF), 1973 voix ; Mme Renée Soum (PS), député, 1455 ; MM. Serge Bastide (PCF), 980 ; Henri Goujon (div. d.), 789 ; Georges Doutres (RPR-diss.), 676 ; André Barrère (Unita catalane), 127. *Il y a ballottage.*

[Six candidats briguaient le siège de Guy Malé (UDF), sénateur et président du conseil général des Pyrénées-orientales, élu dans le canton de Prades depuis 1985, qui est décédé le 2 décembre dernier. M. Jean-Luc Malé, son fils, candidat UDF soutenu par le RPR, est arrivé en tête avec 32,88 % des suffrages, alors que son père avait été élu dès le premier tour en 1985, avec 51,54 % des voix. M. Malé pâtit, cette fois-ci, de la présence d'un candidat de divers droite qui obtient 13,15 % des suffrages. De surcroît, M. Doutres qui bénéficie du soutien du Front national, a recueilli 11,26 % des voix, soit une progression de plus de 2 points par rapport au résultat obtenu par le représentant du FN en 1985 (9,01).

A gauche, le député socialiste améliore de près de 4 points le score du PS en recueillant 24,25 % des voix (au lieu de 20,38 % en 1985). Avec 16,33 % des suffrages, le représentant du PCF subit, pour sa part, un recul de près d'1 point.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 9650 ; vot., 6861 ; suffr. expr., 6648. MM. Malé 3427 ; Amoros (PS), 1355 ; Bastide 1139 ; Berdos (FN), 599 ; Marty (div. g.), 128.]

VAR : Canton du Beausset (1er tour)

Inscr. : 14784 ; vot., 8051 ; suffr. expr. 7907. Mme Josette Pons-Bonifay (UDF), m. de Saint-Cyr, 2674 voix ; MM. Gabriel Tambon (div.d.), 1468 ; René Jourdan (PCF), 1316 ; Roland Muesser (FN), 1088 ; Roger Préboist (PS), cons. mun. de La Cadière, 972 ; Daniel Ott (écol), 389. *Il y a ballottage.*

[Seuls 54,45 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes pour le premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 4 décembre, de Gabriel de Combret (UDF-PR), conseiller général depuis 1982. Avec 33,81 % des suffrages, la candidate de l'UDF, officiellement soutenue par le RPR, est arrivée en tête, mais elle subit un recul de près de 14 points par rapport au total des voix recueillies par les deux candidats de droite en 1982 (47,77 %). Elle a souffert de la présence d'un candidat du Front national, absent en 1982, qui obtient 13,75 % des voix, et de celle de M. Tambon qui recueille 18,56 % des suffrages. Ce dernier a bénéficié du soutien de nombreux élus RPR locaux.

Les deux représentants de la gauche subissent une lourde défaite puisque, au total, ils perdent plus de 10 points par rapport à 1982 (28,94 % au lieu de 39,03 %). Avec 16,64 % des suffrages, le représentant du PCF recule de près de 6 points tandis que le candidat du PS qui obtient 12,29 % des voix en perd plus de 4. M. Ott, représentant du vignoble de Bandol, recueille, pour sa part, 4,91 % des suffrages.

Au premier tour du scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr. 12697 ; vot., 8854 ; suff. exp., 8634. Gabriel de Combret, 2577 ; MM. Jourdan, 1941 ; Espiaut (RPR), 1548 ; Constant (PS), 1429 ; Amic (div. g.) 1139. Au second tour, Gabriel de Combret l'avait emporté avec 5323 voix, contre 3899 à M. Jourdan, sur 9222 suffrages exprimés, 9569 votants et 12697 inscrits.]

Une élection municipale

GIRONDE : Le Haillan (2e tour).

Inscr., 3975 ; vot., 2618 ; suffr. expr., 2492. Liste soutenue par le PS, conduite par M. Georges Ricart, 1338 voix, 23 ÉLUS ; liste des démissionnaires conduite par M. Joseph Rastoll (sans étiquette), 1154 voix, 6 ÉLUS.

[Le PS reconquiert cette commune qu'il avait perdue en 1983 au profit de la liste conduite par le maire sortant, Abel Laporte, exclu du PS, qui est décédé après s'être démis de son mandat. La liste socialiste, qui a obtenu 53,69 % des suffrages, a bénéficié du soutien des communistes, dont la liste avait obtenu 8,03 % au premier tour.

La liste des conseillers municipaux qui s'étaient démis de leur mandat pour protester contre le passage à droite du nouveau maire du Haillan, M. Pierre Prioleau, a recueilli 46,3 % des voix. Pourtant, à la suite de la défaite de la liste conduite par le maire sortant, arrivée en troisième position au premier tour avec 23,38 % des voix, l'UDF et le RPR ont appelé à voter en faveur de la liste des démissionnaires.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 3974 ; vot., 2517 ; suffr. expr., 2463. Liste conduite par M. Ricart, 910 voix ; liste conduite par M. Rastoll, 779 ; liste conduite par M. Prioleau, 576 ; liste PCF conduite par M. Laburthe, 198.]

M. Lajoinie autocritique

M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a recommandé à M. Mitterrand, le dimanche 31 janvier, de *« faire l'autocritique de son septennat »*. Invité de l'émission « Sept sur sept » de TF 1, M. Lajoinie a ajouté : *« Il s'est fait élire avec nos voix, sur un programme de changement, et il a tourné à 180 degrés. Il faudrait qu'il s'explique là-dessus. Je ne fais pas le procès du PS, je fais le procès d'une politique qui n'est pas une politique de gauche. »* Au second tour, le PCF, a-t-il dit, *« ne créera ni illusions – parce que nous avons payé les illusions qui se sont produites en 1981 – ni repli sectaire »*.

Mme Mitterrand « Je continuerai... »

Mme Danièle Mitterrand a fait une mise au point à la suite des interprétations nées de ses déclarations au magazine *Impact médecin* (*le Monde* du 30 janvier). Mme Mitterrand avait déclaré : *« Je suis momentanément femme du président de la République. Je ne l'ai pas été pendant cinquante ans de ma vie et je ne le serai plus dans quelques mois. »* L'épouse du chef de l'Etat a précisé, le samedi 29 janvier : *« le septennat s'arrêtant au mois de mai, pour qu'il y ait continuité, il faut remplir deux conditions pour François : être candidat, être élu (...). Si ces deux conditions sont remplies, je recommencerai et je continuerai avec lui. »*

JUSTICE

Le docteur Maniguet obtient 100 000 francs de dommages-intérêts des éditions Carrère-Lafon

L'histoire d'un best-seller manqué

Le docteur Xavier Maniguet, l'un des protagonistes de la piteuse équipée contre le *Rainbow Warrior*, vient d'obtenir 100 000 francs de dommages-intérêts de son éditeur, Carrère-Lafon. En juin 1986, la maison d'édition avait tiré à dix mille exemplaires un livre dans lequel M. Maniguet racontait sa vie aventureuse de médecin voyageur. Le livre serait un best-seller de l'été, espéraient l'auteur et son éditeur. Hélas, ce fut un échec : il s'en est vendu aujourd'hui moins de cinq mille exemplaires. Dépité, le docteur Maniguet a saisi la première chambre civile du tribunal de Paris qui, le 20 janvier, lui a donné satisfaction.

Il faut dire que les éditions Carrère-Lafon avaient pris des risques. Alléchées par de possibles «révélations» de M. Maniguet sur l'affaire Greenpeace, elles avaient garanti à celui-ci, par contrat, la mise en place dans les librairies de vingt mille exemplaires de son livre. Erreur commerciale : l'éditeur n'avait, à cette époque, aucune idée de ce que serait le manuscrit : un chef-d'œuvre ou des banalités ? Quant à promettre à l'auteur que son ouvrage figurerait en bonne place dans de si nombreux points de vente, c'était audacieux : la décision de favoriser un ouvrage en le faisant livrer en quantité et en lui réservant une place de choix dans les vitrines ou sur les tables des libraires, appartient à ceux-ci, non à l'éditeur.

L'histoire de ce best-seller manqué, telle que la raconte M. Michel Lafon, directeur général des éditions qui portent son nom, est la suivante : en février 1986, le docteur Maniguet, que l'affaire Greenpeace a rendu fameux, lui propose d'écrire le récit de ses aventures sous le titre provisoire mais prometteur de *Moi, le médecin mystère de « l'Ouvéa »*.

L'Ouvéa est ce voilier à bord duquel des agents des services secrets français transportent, au mois de juin 1985, les bombes qui enverront par le fond le *Rainbow Warrior*, le navire de Greenpeace, dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande. A bord de ce bateau naviguent trois baroudeurs de la DGSE, qui tentent de jouer les touristes, et le docteur Maniguet, choisi pour donner un semblant de consistance à cette fable de vacanciers français amateurs de voile, indifférents aux tempêtes que leur réserve l'hiver austral.

Une leçon pour les éditeurs

La version donnée par M. Maniguet de cette équipée n'a jamais varié, au moins publiquement : il n'a, jure-t-il, rien vu, rien soupçonné, ni rien compris du rôle que lui faisait jouer la DGSE. Cela ne pouvait évidemment donner matière à un livre haletant. Lorsque M. Lafon s'en aperçoit, il est trop tard. L'imprudent contrat qu'il a consenti à M. Maniguet est déjà signé. Malgré tout, l'éditeur va tenter d'éviter une déroute commerciale : il demande à M. Maniguet de pimenter son récit d'autres aventures tirées de son riche passé. Un «nègre», M. Patrick Mahé, de *Paris-Match*, est requis pour aider l'auteur dans cette tâche ou plutôt pour *« peigner »* le manuscrit, comme M. Mahé l'explique lui-même (les anglo-saxons appellent avec plus d'à-propos *ghost writers*, écrivains fantômes, ces rédacteurs anonymes).

Le livre est finalement baptisé *l'Aventure pour l'aventure*. M. Maniguet y narre ses exploits dans un registre censé toucher un large public : *« Du désert d'Arabie à la jungle de Bornéo, en passant par l'Himalaya et l'Amazonie (...), j'ai été le témoin de nombreux coups de folie (...). Médecin des sports extrêmes, j'ai affronté la mort (...). J'ai aussi aimé une princesse népalaise, fait l'amour avec une Française dans une prison d'Amérique centrale... »*, etc.

Cela pourrait faire un livre mais le contenu est boiteux, constate découragé, l'éditeur. Le récit à la « SAS » se mêle mal à celui, controuvé, de l'affaire Greenpeace. L'espoir que nourrissait M. Lafon d'en faire *« le livre d'aventure de l'été »* s'envole. Il décide de n'en tirer que 10 000 exemplaires pour une mise en place de 8 000 environ chez les libraires.

Dépité, M. Maniguet engage un procès et le gagne. *« Cela servira de leçon aux éditeurs qui traitent les auteurs avec autant de légèreté »*, se félicite son avocat, Mᵉ Marc Brossollet, M. Lafon, qui a décidé de faire appel, reste philosophe. Editeur-phénomène, il a quelques beaux succès commerciaux à son actif : *la Valise en carton* de Linda de Suza (1,2 million d'exemplaires revendiqués), *la Médecine naturelle* de Rika Zaraï (2,2 millions) ou *Cent familles* de Jean-Luc Lahaye (1,8 million). Malgré tout, M. Lafon se reconnaît un tort, une imprudence plutôt, celle d'avoir promis, par contrat à M. Maniguet une mise en place de 20 000 exemplaires, ce qu'il ne fait jamais, ni aucun éditeur. C'est trop risqué, surtout si l'on a affaire à des auteurs décidés, comme le *« médecin mystère de l'« Ouvéa »*, à faire respecter leurs droits.

BERTRAND LE GENDRE.

★ *L'Aventure pour l'aventure* de Xavier Maniguet. Editions Carrère-Michel Lafon. 384 pages, 85 F.

● **L'état de santé de Jean-Marc Rouillan et de Georges Cipriani est « satisfaisant », selon la chancellerie.** — En réponse aux déclarations de Mᵉ Bernard Ripert, leur avocat, estimant *« préoccupant »* l'état de santé des deux dirigeants d'Action directe, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, hospitalisés après deux mois de grève de la faim (*le Monde* daté 31 janvier-1ᵉʳ février), le ministère de la justice a fait savoir que les prisonniers n'inspiraient aucune inquiétude médicale. *« Ils refusent les soins et les contrôles,* a-t-on déclaré place Vendôme, *mais le médecin qui les a examinés samedi après-midi n'est pas inquiet, et il n'y a pas de risque médical en l'état actuel. »*

Une population en première ligne dans la crise économique

Immigrés, génération chômage

(Suite de la première page.)

Pour le pays de départ, enfin, censé profiter des devises envoyées par les travailleurs puis de la qualification acquise par ceux-ci à l'étranger.

Au fil des années, cette belle construction n'a cessé de se lézarder. La France a fermé ses frontières à partir de l'été 1974. Parallèlement, elle a mis en place des systèmes, de plus en plus personnalisés, pour inciter les travailleurs étrangers à rentrer chez eux. Résultat ? L'immigration continue — sous une autre forme — et, malgré des retours, la population étrangère n'a pas diminué.

On est passé en effet d'une immigration conjoncturelle tournante à une immigration stable et permanente. Beaucoup de travailleurs ont fait venir en France femme et enfants, comme la loi les y autorise : plus de 27 000 familles se sont ainsi reconstituées en 1986. On a vu arriver, d'autre part, des travailleurs sans papiers, attirés par une économie informelle et clandestine qui se dynamise dans la crise elle-même. Sans compter les demandeurs d'asile en nette progression (26 000 en 1986), les travailleurs saisonniers et les quelques milliers d'exceptions accordées chaque année (notamment pour des Polonais et des Libanais).

Si l'année 1978 a marqué un record des retours au pays (plus de 36 000), on en était à moins de 14 000 en 1985. Le retour est de moins en moins perçu comme le signe d'une réussite après le *« sacrifice »* de l'émigration : on y voit souvent un échec, le signe d'un licenciement ou d'une expulsion déguisée. Cela s'explique aussi par le chômage qui règne dans les pays d'origine et la présence en France du conjoint et des enfants.

Ainsi, peu à peu, l'immigration de travail est devenue une immigration de peuplement. Ce mouvement ne peut être sérieusement inversé par la contrainte et dans la légalité puisque 80 % des travailleurs étrangers ont aujourd'hui une carte de résident et de travail de dix ans, renouvelable automatiquement. Mesure votée — faut-il le rappeler ? — à l'unanimité par l'Assemblée nationale en juillet 1984.

De l'automobile au café-restaurant

Rajeunie et féminisée par le regroupement familial, la population immigrée est sérieusement secouée par la crise économique et les restructurations qui l'accompagnent. Beaucoup de ses membres travaillaient — au bas de l'échelle — dans les secteurs les plus affectés (automobile, bâtiment, textile, mines, métallurgie). Dans le bâtiment par exemple, les étrangers ont supporté à eux seuls plus des deux tiers des réductions d'effectifs.

En 1973, selon une étude d'André Lebon (ministère des affaires sociales et de l'emploi), un salarié en activité sur neuf était étranger. En 1985, la proportion est tombée à un sur 12, malgré l'arrivée de nombreuses femmes immigrées sur le marché du travail. Les secteurs d'activité ont sensiblement changé : en 1985, les services accueillaient 37 % des étrangers (contre 20,5 % en 1973). L'industrie arrive désormais en deuxième position (36,1 %) et le bâtiment est loin derrière (26,4 %). Il y a aujourd'hui plus de travailleurs immigrés dans les cafés-restaurants que dans les usines automobiles, et on assiste à un glissement vers des activités non salariées, avec des artisans, des commerçants ou des petits patrons.

Hier complémentaires des travailleurs français, parce qu'ils avaient des emplois sous-qualifiés dont personne ne voulait, les étrangers sont de plus en plus en situation de concurrence avec eux. Leur part a régulièrement augmenté parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de 1974 à 1983, passant de 9,3 % à 12,4 %. Elle a un peu baissé depuis lors pour atteindre 11,05 % en septembre 1987. Mais aujourd'hui, en Ile-de-France, près de 30 % des chômeurs de longue durée sont des immigrés.

La formation ? Constat sévère de Ahsène Zehraoui, chargé de recherche au CNRS : *« Pas plus qu'il n'y a eu dans le passé d'alphabétisation efficace ayant conduit à une formation professionnelle, il n'existe aujourd'hui pour les immigrés, au-delà de quelques expériences, de formation qualifiante permettant l'accès à un emploi. »*

Une nouvelle légitimité

Georges Abou Sada, directeur du GRECO 13, ajoute que *« les employeurs n'arrivent pas à rompre avec l'image de marque de l'immigré : travailleur en situation provisoire dans l'entreprise, ne possédant pas de niveau scolaire et donc inapte à une formation professionnelle qualifiante. De plus, les travailleurs immigrés les moins qualifiés sont peu demandeurs de formation »*.

Toujours est-il que le chômage bouleverse le statut de l'immigré. On lui reprochait déjà de concurrencer les travailleurs français. Le voilà accusé d'être une charge. D'homme à tout faire, il se découvre comme un homme qui ne sait plus rien faire.

La présence en France de l'immigré se justifiait par son travail. Chômeur, il doit trouver une nouvelle légitimité. Sur quoi la fonder ? Les droits acquis par son travail ? La durée de son séjour ? La présence de ses enfants ? Une naturalisation ? On quitte là l'économie pour retrouver les grands débats de société. Autant dire que les deux choses sont intimement liées et qu'une réflexion sérieuse sur l'immigration oblige à étudier de front l'emploi et la nationalité, la formation et l'intégration.

ROBERT SOLÉ.

FAITS DIVERS

Dans les Vosges

Quand les enfants jouent à la mort

THAON-LES-VOSGES
de notre envoyée spéciale

Vendredi 29 janvier, rue des Fleurs, dans une bicoque aux vitres cassées... *« Je ne veux plus vivre. J'ai avalé des barbituriques »* : quand Nathalie, douze ans, le dit à sa mère, celle-ci ne le croit pas. Leur dispute — une de plus — a commencé vers 13 heures, au moment où il faut partir à l'école. *« Je ne veux plus y aller »*, a lancé Nathalie. *« Nous non plus »*, ont renchéri ses frères, dix ans et huit ans.

Le matin même, ils ne s'étaient pas levés, le réveil n'ayant pas sonné. En ce début d'après-midi, Nathalie a pris « sa » décision. Ironique, elle nargue sa mère, murée dans son indifférence. Des barbituriques ? La mère ne tend même pas l'oreille. Obstinée, l'enfant revient avec des boîtes vides de médicaments. Pour faire bon compte, elle assène : *« En plus, j'ai bu de l'alcool. »* Et, argument final : *« Les garçons ont fait comme moi. »*

Sous le choc, la mère réagit ; elle appelle le médecin. Le praticien, sitôt arrivé, appelle les pompiers. La maison est un taudis. Les enfants sont montés au grenier pour se retrancher, encombrant l'escalier d'un monceau de meubles cassés, de vieux jouets et de détritus.

Les trois avaient « tout » prévu. Ils se sont enfermés pour avaler les barbituriques de maman et l'alcool de poire de papa... La porte s'ouvre sur les secours : deux corps gisent sur le plancher. Il faut hospitaliser la fillette et ses deux frères.

Samedi 30 janvier, dans la soirée, à l'hôpital d'Epinal, les garçons émergent du coma. Les trois enfants sont à présent hors de danger. Rentreront-ils à la maison ? C'est au juge de trancher. La DDASS pourrait les placer en foyer. Car cette vie de famille, rue des Fleurs, ils ont semble-t-il, bien voulu la quitter.

Toute cette détresse

Les enfants ne savent pas dire ces choses-là. A peine livrent-ils quelques bribes... C'est Nathalie, la grande, qui eut l'idée et la volonté ; les deux frères suivirent.

Les parents, désormais, ferment leur porte. Le père, chétif, traîne le pas en rentrant de sa tournée. La mère reste claquemurée derrière ses volets clos. Rue des Fleurs, dans cette vieille cité de la filature, le voisinage est peu bavard. *« Nathalie était malheureuse. Il fallait la voir traîner le soir rasant les murs. On lui donnerait tout juste neuf ans. »* Chacun reste prudent, faute de tout comprendre. *« L'assistante sociale venait quelquefois. Ils avaient des dettes partout. La misère, quoi, mais pas matérielle ; ils ont une paie de facteur plus les allocations... »*

Le père buvait, dit-on, de plus en plus, mais *« sans méchanceté »*. La mère ne sortait pas de son apathie. Les enfants, livrés à eux-mêmes, *« se débrouillaient »*. *« Il n'y a pas de quoi se suicider »*, pense-t-on dans la cité. Alors, pourquoi ce geste de Nathalie et ses frères ?

« Ils ne manquaient de rien, pourtant », dira le père, frappé de stupeur en rentrant ce jour-là à la maison, qu'il avait quittée à 6 heures du matin. De pain, les enfants n'en manquèrent assurément pas. Mais d'affection ? *« En classe, on se moquait de Nathalie »*, ont fini par dire les camarades.

La fillette souffre d'une maladie du cuir chevelu. Elle est presque chauve. Un beau matin, Nathalie n'a plus supporté ces moqueries. Elle décida de ne plus mettre les pieds à l'école. Mais, à la maison, le vide familial lui fut tout aussi insupportable. Sa grand-mère maternelle, sa préférée, était morte trois mois auparavant. C'est toute cette détresse que Nathalie a fini par exprimer, à sa façon, le 29 janvier, Poil de Carotte de la rue des Fleurs.

DANIELLE ROUARD.

Auteur de plusieurs prises d'otages

Le meurtrier présumé d'un policier français est recherché en Suisse

Le malfaiteur soupçonné d'avoir tué un policier à Toulon, le 28 janvier, et d'en avoir blessé grièvement un autre, était toujours recherché, le dimanche 31 janvier, en Suisse.

Prénommé André, âgé d'une vingtaine d'années, l'homme, dont l'identité exacte n'est pas connue, a commis une attaque à main armée et pris cinq personnes en otage pour protéger sa fuite.

Après avoir mortellement blessé à Toulon l'inspecteur Michel Morandin et grièvement touché l'inspecteur Claude Aizzi, le malfaiteur prend la fuite à bord d'une Alfa Romeo et passe en Suisse où, samedi matin, il agresse le pompiste d'une station-service à Rolle, entre Genève et Lausanne, et s'empare d'environ 500 francs suisses (environ 2 000 francs français). Repéré peu après au port de Lutry près de Lausanne par deux gendarmes, il fuit encore, mais doit abandonner l'Alfa Romeo. A l'intérieur sont découverts une tenue de l'armée de l'air française et des armes.

Le meurtrier présumé prend ensuite une automobiliste en otage et se fait conduire à Berne. Pendant le trajet, il lui avoue le meurtre du policier toulonnais. La voiture force plusieurs barrages de police avant de s'arrêter à Frauenkappelen, où le malfaiteur, menaçant toujours son otage, réussit à se faire remettre un pistolet-mitrailleur par la police.

A Berne, la conductrice réussit à quitter son véhicule. Le fuyard doit l'abandonner à son tour à la suite d'un accident. Se dirigeant à pied vers la gare de marchandises de Weyermannshaus, il échappe de nouveau aux policiers après avoir échangé des coups de feu avec eux.

Dans la soirée, l'homme traqué fait irruption dans un appartement à Lyss, près de Berne. Il menace l'occupante du logement avant de la ligoter. Trois autres personnes, arrivées ultérieurement, subissent le même sort. Après avoir enfermé ses prisonniers dans une pièce de l'appartement, l'homme prend la fuite seul, entre 22 heures et minuit. Les otages, après s'être libérés, alertent la police. L'un d'eux est hospitalisé.

Selon les témoignages de ces quatre personnes, l'auteur de la prise d'otages de Lyss est le même homme qui a pris en otage l'automobiliste et qui a commis l'attaque à main armée contre la station-service de Rolle.

Tandis que la police helvétique maintient les barrages dans la région de Berne et aux frontières, la police française devait, dès le lundi 1ᵉʳ février, diffuser une affiche d'avis de recherche comportant une photo du fuyard. Le texte indique : *« Suite au meurtre de l'inspecteur principal Michel Morandin et la tentative d'homicide volontaire de l'inspecteur divisionnaire Claude Aizzi, commis à Toulon (Var) le 28 janvier 1988, la police judiciaire recherche l'individu représenté sur la photo. »* Le signalement est ainsi précisé : *« Type européen, vingt à vingt-cinq ans, 1,70 mètre, corpulence athlétique, cheveux châtain clair, teint pâle, cicatrice droite allant de la base du nez à la lèvre supérieure, accent germanique. » « Cet individu,* ajoute le texte, *est également soupçonné d'être l'auteur de la tentative d'homicide contre Jacques Volpé, commise le même jour à Toulon. »*

Plusieurs milliers de fiches de format 11 cm × 8 cm portant le visage de l'homme et son signalement devaient être distribuées à tous les personnels de police et de gendarmerie.

Trafic de cassettes pornographiques

Deux arrestations

Un trafic de vente et de location de films vidéo pornographiques mettant en scène des enfants de huit à douze ans et organisé notamment par un ancien proviseur vient d'être découvert par la police de Nice.

L'ancien proviseur, M. Jean-Claude Canavo, cinquante-sept ans, qui avait exercé outre-mer, domicilié à Nice, a été arrêté et incarcéré. A son domicile, les enquêteurs ont retrouvé des photos pornographiques d'adultes et des films vidéo, prêts à être diffusés.

Dans cette affaire, une autre arrestations a été opérée au Luc, dans le Var. L'enquête, menée par la Sûreté urbaine de Nice et la gendarmerie, pourrait aboutir à d'autres arrestations et avoir des implications dans toute la France. Selon les premiers éléments, les films saisis, achetés ou loués dans plusieurs vidéo-clubs, auraient été tournés dans le nord de la France et diffusés notamment dans le sud-est.

« Si jeunes et si pures »

Les trois grâces inspiraient le troisième âge. Trois jeunes sœurs perpignanaises, âgées respectivement de quatorze, quinze et dix-neuf ans, ont été arrêtées, le vendredi 29 janvier, et inculpée de vols après une série de « guet-apens » amoureux tendus à des papys frivoles.

Le mode d'action de ce trio acide procédait d'une technique de tous temps éprouvée et vulgairement appelée « l'entôlage ». Les deux plus jeunes se faisaient fort, sans excessive difficulté, de raccoler des hommes âgés souvent octogénaires dans les rues de Perpignan et de les amener à les suivre dans un appartement loué pour l'occasion. Là, elles invitaient leurs victimes, largement consentantes, à prendre une douche avant que de satisfaire leurs espérances.

Bien évidemment les choses s'arrêtaient là. Les deux mineures faisaient les poches de leur visiteur, dérobant l'argent qui s'y trouvait. Et quand l'homme sortait de la douche, c'était pour se trouver, nu, face à la troisième sœur, la gardienne des vertus qui criait au scandale et au détournement de « tendrons ».

Le procédé a parfaitement fonctionné à une vingtaine de reprises, les victimes s'éclipsant avec un vague sentiment de culpabilité. Mais le vingt et unième « papy », lui, trouva la fable un peu coûteuse. Il devait aller déposer plainte contre des gamines *« si jeunes et si pures »*, comme l'affirmait la sœur aînée, au moment inopportun.

EN BREF

● **Deux attentats à Bastia.** — Deux attentats qui n'ont pas fait de victimes corporelles ont été commis à Bastia (Corse-du-Sud) dimanche 31 janvier. Le premier a fortement endommagé la villa de fonction du colonel Delignères, délégué militaire du département, devant laquelle a explosé une charge de plastic d'environ 500 grammes. L'autre a détruit, place de la Citadelle, une voiture en stationnement appartenant à un habitant du quartier, M. Bernard Schmidt. Bien que ces deux gestes n'aient pas été revendiqués la police considère qu'ils portent la marque de l'ex-FLNC.

● **Le ministre de l'intérieur assigné par des Capverdiens.** — Sept Capverdiens — ressortissants des îles du Cap-Vert — retenus le 27 décembre 1987 à l'aéroport d'Orly, dont quatre devaient être expulsés le 1ᵉʳ janvier bien que détenteurs de visas en règle, viennent d'assigner en référé le ministre de l'intérieur. Au cours de l'audience fixée au mardi 2 février, ils entendent soutenir *« qu'il ne peut être contesté qu'ils ont été séquestrés et, pour quatre d'entre eux, expulsés illégalement et contre leur gré. »*

Société

ÉDUCATION

Nettoyage préélectoral

En quelques semaines, les responsables des quatre grands instituts de l'éducation nationale — le Centre national d'éducation à distance (CNED), le Centre d'études et de recherches sur lesquafficatioms (CEREQ), l'Institut national de la recheche pédagogique (INRP) et l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) — ont été remplacés. Les précédents titulaires avaient tous été nommés par la gauche et étaient connus pour leur sympathie pour le PS (l'un d'eux, M. Plednoir à l'ONISEP, avait même été délégué national à la formation de ce parti). Les nouveaux sont, pour trois d'entre eux, des sympathisants actifs des partis de l'actuelle majorité (1).

Il n'est certes pas interdit aux responsables de l'éducation nationale d'avoir des opinions politiques affichées et on ne peut mettre en doute leurs compétences en raison de leurs préférences partisanes. On peut toutefois s'interroger sur le caractère systématique de ces nominations, comme si le souci des maîtres successifs de la rue de Grenelle était davantage de placer leurs amis que de s'en tenir à de simples critères scientifiques. D'autant que cette politisation s'accompagne souvent de luttes d'influences manifestes entre les partis de la majorité, comme c'est le cas actuellement entre le RPR et le CDS ou entre les tendances du même parti, comme on l'a vu, lorsque le PS était au pouvoir, entre « savarystes » et « chevènementistes ».

On fait observer, au ministère de l'éducation nationale, que la mise en œuvre d'une politique ne peut se faire qu'avec des agents en qui il puisse avoir confiance. Soit. Mais que penser de nominations qui interviennent trois mois seulement avant une échéance électorale décisive, qui rend impossible toute initiative d'envergure ? Et quelle peut être la crédibilité, à l'intérieur de leur maison et face à leurs interlocuteurs extérieurs, de directeurs désignés dans ces conditions ?

Les nouveaux directeurs de l'ONISEP et de l'INRP n'auront même pas la mission de réformer ces instituts, comme cela avait été un moment imaginé par M. Monory, le ministère ayant fait savoir que ces changements n'étaient plus à l'ordre du jour...

Désinvolture

Cette désinvolture met en lumière le peu de cas que fait le gouvernement d'institutions qui ont pourtant un rôle capital dans la réflexion sur l'avenir de l'éducation et dans le développement de ses activités. En un an et demi de gouvernement de droite, Mme Blondel, ex-directrice du CEREQ, n'avait jamais été reçue ni par M. Séguin ni par Mme Catala, dont dépendait son centre, alors que celui-ci taite de questions vitales dans la conjoncture actuelle : l'articulation entre la formation et l'emploi.

Sa première entrevue avec Mme Catala fut... pour apprendre son remplacement par M. Dutailly, directeur de cabinet du secrétaire d'Etat. Mme Best, ex-directrice de l'INRP, n'eut pas même droit à de semblables égards. Après avoir été superbement ignorée par le ministère de M. Monory, elle apprit son limogeage par un simple coup de téléphone du cabinet du ministre.

Au moment où l'on parle tant du consensus nécessaire sur l'éducation, cette politisation systématique des directions d'organismes à caractère scientifique et pédagogique n'est pas de très bon augure. La gestion de ces institutions, souvent fragiles, demande, à la fois, compétence, autorité, sérénité et durée. Ce n'est sûrement pas en les livrant aux secousses de l'alternance électorale et au régime traumatisant du partage des dépouilles qu'on leur permettra de remplir leur mission.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Ont été nommés : à l'INRP, M. Pierre Delorme ; à l'ONISEP, M. Pierre Mondon (*le Monde* du 28 janvier) ; au CEREQ, M. Jean-Claude Dutailly (*le Monde* du 1er janvier), au CNED, M. Claude Goasguen (*le Monde* des 13-14 décembre 1987). M. Delorme est président du Club 89 (proche du RPR) de Nantes, M. Dutailly est membre du conseil national du RPR et M. Goasguen est conseiller de Paris (UDF-CDS) dans le 14e arrondissement.

A l'ouverture de son congrès

La FEN relance le débat sur l'école privée

Evoquant la volonté de l'enseignement catholique de réaffirmer son identité et de se placer *« dans la perspective d'une seconde évangélisation »* (*le Monde* du 26 janvier), le secrétaire général de la FEN a conclu : *« L'école catholique ne peut pas accueillir dans le respect de leur conscience, des petits musulmans, des petits protestants, des petits juifs, des petits bouddhistes, des petits libres penseurs, puisque sa mission réaffirmée en toute clarté est de les évangéliser, et de les « baptiser »*.

Conséquences en termes de politique scolaire : l'école catholique *« a la liberté d'exister. Mais la République ne peut pas lui confier une mission de service public. Cette école se donne de fait une mission d'Eglise (...). Il n'est donc pas acceptable que l'Etat lui confie de l'argent public »*. Le slogan fétiche des laïques — *« à fonds publics, école publique ; à fonds privés, école privée »* — refait donc son apparition, au nom de *« la séparation des Eglises et de l'Etat »*, quatre ans après la « capitulation » de 1984, lorsque le président de la République avait retiré le projet de loi sur les rapports entre enseignements public et privé, entraînant la démission du ministre de l'éducation nationale, Alain Savary, puis celle du gouvernement Mauroy.

Un avertissement au PS

Ce rappel de la doctrine traditionnelle de la FEN n'aurait rien de surprenant s'il ne venait après quatre ans de quasi-silence sur la question de l'école privée. Lors de son dernier congrès, en 1985, la FEN avait reproché à M. Mitterrand d'avoir *« capitulé »* sur l'école privée, mais les souvenirs amers de cette période semblaient avoir presque disparu, n'émergeant qu'allusivement, ou pour quelque effet de tribune, toujours efficace. M. Simbron aura certes trouvé là un thème propre à ressouder, l'espace de quelques ovations, un congrès par ailleurs divisé tant sur l'architecture du système scolaire de l'an 2000 — le thème du congrès — que sur le vote de gauche à l'élection présidentielle.

Mais ce retour appuyé à la querelle scolaire par un biais fondamental — le financement de l'école privée, — dès l'ouverture d'une assemblée amplement « couverte » par les médias, n'est pas à strict usage interne. M. Simbron, représentant de la majorité prosocialiste de la FEN, semble vouloir réveiller son propre parti de sa torpeur sur la question laïque. La dernière version connue du programme scolaire des socialistes n'y fait pas même allusion. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, interrogé sur les risques de reprise de la querelle scolaire si les socialistes revenaient au pouvoir, a déclaré sur France Inter le 25 janvier :

« Pourquoi voulez-vous qu'artificiellement nous créions un problème ou nous fassions surgir je ne sais quel fantasme ou je ne sais quel danger ? (...) Parlons des problèmes qui se posent, ils sont déjà suffisamment compliqués. » Il est vrai que M. Jean Poperen semble avoir donné le signal d'une nouvelle offensive laïque, en affirmant, dans un entretien publié le 31 janvier dans le *Journal du dimanche*, que les socialistes, *« en revenant au pouvoir »* devaient *« reprendre (...) le dossier de l'école privée »*, qui *« reste une question politique majeure »*.

La FEN estime que les mobilisations de la jeunesse contre le racisme, l'égalité des chances et la solidarité, notamment celle des étudiants et lycéens, ont redonné une vigueur nouvelle au concept de « laïcité ». M. Simbron propose donc de reprendre le débat, au risque de rouvrir la blessure à peine cicatrisée de 1984.

Cette question ne devrait-elle pas rester marginale dans un congrès réuni pour débattre de *« l'école de l'an 2000 »* ? Dans son allocution d'ouverture, le secrétaire général a souligné la nécesité d'un *« plan de rénovation et de développement volontariste et de grande envergure pour l'ensemble du système éducatif »*. M. Simbron a appelé les militants de la FEN, qui appartiennent à quarante-neuf syndicats nationaux différents, à mettre en avant la bannière de leur fédération en exprimant leurs revendications sous des formes plus concrètes et plus variées, et en entretenant des *« relations fréquentes et confiantes avec le plus possible de journalistes »*. Il a aussi appelé à une reprise du dialogue entre les centrales syndicales. Accusant M. Chirac d'être fermé au dialogue social, M. Simbron a déclaré : *« Depuis longtemps des gouvernements ne nous avaient traités avec autant de mépris. »*

PHILIPPE BERNARD.

LOISIRS

Des formules de forfait associant le voyage, le sport, la gastronomie

Le créneau des week-ends

Comment emplir, en saison creuse, les hôtels, les trains et les avions ? Les professionnels multiplient formules et forfaits nouveaux, profitant des changements d'habitudes des Français qui préfèrent désormais les courts séjours. Après les voyages organisés.

Bruges et Monaco : deux destinations exemplaires de week-end organisé par les professionnels du tourisme.

La formule fait ses preuves. Le marché existe et se développe selon le BIPE (1). *« D'abord parce que les Français ont de plus en plus de temps libre*, remarque M. Bernard Préhel, auteur d'un rapport de cet institut sur le tourisme. *Ensuite parce que leurs vacances s'émiettent tout au long de l'année. »* Les professionnels ont rapidement fait leurs comptes et compris l'intérêt que constitue ce changement d'habitudes. Leur objectif est simple : augmenter le taux d'occupation des équipements. Leur méthode aussi : les prestations offertes — transport, hôtel, restauration voire certains services (remontées mécaniques pour les sports d'hiver, entrée dans les musées, etc.) — seraient plus onéreuses et plus longues à obtenir si le voyageur faisait lui-même les réservations. Avec un forfait, il part l'esprit tranquille. Les professionnels déclinent ainsi toute une série de propositions sur le thème du court séjour.

La chaîne Novotel (cent cinquante-cinq établissements) a un taux de remplissage moyen de 60 % par an. Or, les deux tiers de ses clients (cadres et hommes d'affaires) rentrent chez eux pour le week-end. La filiale du groupe Accor a donc mis au point un forfait « familial » : les enfants de moins de seize ans logent gratuitement à l'hôtel, on fête leur anniversaire, leur petit déjeuner est gratuit. Enfin un espace leur est réservé où les plus jeunes jouent au Lego et colorient sous l'œil vigilant du réceptionniste. Des forfaits plus ou moins élaborés sont ainsi proposés et quarante-cinq mille enfants ont été accueillis de Bruxelles à Londres, de Narbonne à Paris. La chaîne tire bénéfice de ces formules : la restauration familiale a atteint 8 millions de francs en 1987.

Bulle tropicale

Même préoccupation, même stratégie du côté des transporteurs : la moitié des passagers d'Air Inter sont des hommes d'affaires : lesquels représentent, d'autre part 80 % de la clientèle des forfaits « train + hôtel ». Faut-il ranger avions et trains en fin de semaine ? La société a créé une filiale, Visit-France, qui devrait lui permettre d'améliorer son taux d'occupation durant le week-end, même si les prestations offertes ne sont pas à la portée de toutes les bourses (à Nice un hélicoptère amène les clients jusqu'à l'hôtel quatre étoiles). Là encore, le forfait est plus ou moins élaboré. *« Nous faisons un bilan très positif de ces opérations*, affirme-t-on à Visit-France, *puisque notre chiffre d'affaires est passé de 17,5 millions en 1986 à 39 millions en 1987. »* Sur le même créneau la SNCF prône des « voyages-découvertes ».

Pour les adeptes des courts séjours à la carte — un peu plus que les deux jours de fin de semaine — le Club Méditerranée a mitonné quelques destinations (l'Europe ou l'Afrique du Nord, par exemple). Mais les Center Parles restent en tête dans cette catégorie puisque la société néerlandaise qui les a créés est née sur le thème du court séjour et sur le principe des *« vacances toute l'année »*. On y séjourne un week-end, quatre jours (un « mid-week ») ou une semaine a pour y jouer du tennis, au squash, se rendre dans les salles de remise en forme, faire du kayak , du pédalo ou de l'équitation. Enfin, une bulle tropicale couvre une piscine à vagues. Le tout pour un forfait. Il existe déjà onze Center parlecs en Europe du Nord, un douzième ouvrira ses portes à 120 kilomètres de Paris en juillet 1988. Le taux d'occupation prévu est de... 90 %.

Le roi de la résidence de loisirs, Gérard Bremont ne pouvait rester insensible à l'appel du marché : Pierre et vacances loue désormais ses appartements pour les grands « ponts » de l'année voire pour certains week-ends. Derniers candidats enfin pour attirer une nouvelle clientèle, douze palaces parisiens associés pour proposer eux aussi différents forfaits durant l'hiver. Certains hôtels offrent aux touristes la découverte des Champs-Elysées, d'autres multiplient les visites de musées et les expériences gastronomiques, enfin des palaces comme le Marriott « cassent » les prix pour renouveler leur clientèle américaine.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Bureau d'information et de prévision économiques.

DÉFENSE

La France met en œuvre son premier PC volant pour les forces nucléaires

L'armée de l'air française vient de recevoir son premier avion Transall, baptisé Astarté, qui renforcera le réseau de commandement et de communication des forces aériennes stratégiques (FAS) sous les ordres du général Philippe Vougny.

Avec ses Mirage-IV, porteurs de missiles nucléaires ASMP (air-sol à moyenne portée), et avec ses missiles stratégiques, enfouis en silos dans le plateau d'Albion en Haute-Provence, le commandement des FAS est installé à Taverny (Val-d'Oise) et il dispose d'un PC relais à Mont-Verdun (Rhône), d'où seraient transmis les ordres d'engagement donnés par le président de la République.

Pour éviter un hiatus dans le commandement si ces PC devaient être détruits ou rendus inopérants en cas de crise et en temps de guerre, la France a conçu le réseau dit Astarté (avion station-relais de transmissions exceptionnelles) qui fait appel à quatre PC volants Transall.

Ces quatre avions Transall de nouvelle génération, c'est-à-dire ravitaillables en vol, emportent des stations de transmissions qui sont protégées contre les effets de l'impulsion électromagnétique (l'explosion éventuelle d'une charge nucléaire en atmosphère perturbe les communications) et qui sont destinées à la transmisson des ordres gouvernementaux aux Mirage-IV et aux missiles du plateau d'Albion, en toute sécurité et en permanence. De tels réseaux existent, aussi, dans l'armée américaine.

Les avions Transall-Astarté sont reliés, pour leur mission, au programme Ramsès (réseau amont maillé stratégique et de survie) qui repose sur l'existence de centres, disséminés en France, d'émission à très basse fréquence par où passeraient les consignes du chef de l'Etat.

Avec l'arrivée en service du premier Transall de ce type, les FAS disposent désormais d'une permanence opérationnelle pour leur commandement et leurs communications. Avec les trois autres avions, le système devrait être complet en 1989 et modernisé, de nouveau, avant 1993 avec l'extension du système Ramsès à d'autres unités.

L'armée de terre française commande trente hélicoptères antichars

L'armée de terre française vient de passer commande ferme, à la société Aérospatiale, d'une première tranche de quinze hélicoptères antichars SA 342 M Gazelle, qui sera suivie d'une deuxième tranche de quinze autres à confirmer avant novembre prochain. Les quinze premiers Gazelle devront être livrés avant juin 1989.




CAMPUS

Mille défis pour les jeunes

LANCÉE au mois de mai 1987 par le secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, l'opération « Défi jeunes » vient d'attribuer, après une sélection régionale, quatre cent vingt bourses. Ce dispositif permet à tous les garçons et les filles âgés de dix-huit à vingt-cinq ans de réaliser leur projet dans quelque domaine que ce soit. Le montant total des bourses allouées s'élève à 26 millions de francs, financés en partie par le secrétariat d'Etat, en partie par des sponsors et des mécènes. A cette aide financière s'ajoute une aide technique apportée par une équipe de conseillers, animée par les directeurs départementaux de la jeunesse et des sports. Cette « équipe » aide également ceux qui le désirent à mieux formuler leur projet. Ainsi tous les jeunes quel que soit le degré de formation ont la même chance de faire aboutir leur « défi ».

Tout est possible. Tout est permis. Du plus scientifique au plus artistique. Du lancement d'une agence de scénaristes à la construction d'une yole de mer pour handicapés. Du voyage d'étude en Asie à la promotion des produits fabriqués en Martinique, auprès des grandes surfaces métropolitaines.

M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat, reconduira en 1988 le « défi jeunes » qui devrait permettre à mille garçons et filles de mener à bien leurs projets.

J. P.

(Association Défi jeunes, 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris. Tél. : 48-28-52-85.)

Train-forum

Un train-forum, « Cap sur l'Europe estudiantine », va être lancé sur les rails, du 21 au 30 mars, par l'association Chemin de fer du pays de Gex. Il présentera à travers la France des conférences, des débats et des informations avant d'arriver à Bruxelles.

(Chemin de fer du pays de Gex, 4, boulevard Eugène-Deruelle, 69003 Lyon. Tél. : 78-61-09-18.)

Regards sur l'architecture

Sur le thème « le regard des autres », l'Ecole d'architecture de Marseille organise aux mois de février, mars, avril et mai, un cycle de conférences. Architectes, metteurs en scène, dessinateurs et scénaristes de bandes dessinées, peintres et sculpteurs présenteront leur vision de l'architecture.

(Ecole d'architecture de Marseille, 70, route Léon-Lachamp, 13288 Marseille-Luminy, cedex 9. Tél. : 91-26-77-77.)

Les « Cahiers Portalis »

Créé et réalisé par des étudiants de la faculté de droit et de sciences politiques de l'université d'Aix-Marseille, le second numéro des *Cahiers Portalis*, vient de paraître. Cette revue bimestrielle propose des articles d'étudiants et de professeurs français et étrangers sur des questions de philosophie du droit, de pratique juridique, de technique boursière...

(Les *Cahiers Portalis*, résidence le Parade, Esope 307, 13090, Aix-en-Provence. Tél. : 42-26-68-34.)

MUSIQUES

« Lulu », d'Alban Berg, à Bruxelles

Teresa Stratas remplacée par Ruth Berghaus !

En montant Lulu, d'Alban Berg, Ruth Berghaus rejoint l'intuition fondamentale de Chéreau, mais l'abstraction poussée à l'extrême épuise l'humanité mystérieuse du personnage.



JAAP PIEPER

Le décor de Hans-Dieter Schaal

Consternation samedi à la Monnaie de Bruxelles : à midi, Teresa Stratas se dit incapable de jouer *Lulu*, le soir, pour la première. Elle avait cependant été parfaite, paraît-il, à la générale. Le trac, après plusieurs années d'interruption, au moment de remonter sur les planches, dans ce rôle qui lui avait apporté la gloire à Paris, avec Chéreau, il y a neuf ans ?

Il en faut plus pour arrêter une femme forte de la DDR : le metteur en scène Ruth Berghaus (*Wozzeck*, à Paris, *les Troyens* et *la Tétralogie*, à Francfort) enfile les habits de Lulu (comme naguère Chéreau ceux de Siegfried à Bayreuth !), tandis que, dans la fosse, chantera une seconde Lulu, Celina Lindsley.

Comme elle est émouvante, certes, cette femme de soixante ans, cette « intellectuelle » qui se coule dans la peau du petit être de mystère qu'elle a elle-même façonné ! Mais elle ajoute encore à l'étrangeté du personnage, dépouillé de sa sensualité et de sa voix, réduit à une marionnette ou à une épure, alors que déjà la mise en scène touchait aux limites de l'abstraction.

Le décor de Hans-Dieter Schaal ne nous renseigne guère sur l'identité de ces êtres ; il s'est fixé dès le deuxième tableau sur un dispositif fixe : une grande « vague de marbre » (symbole du corps) où grimpe un escalier roulant, style grand magasin ; çà et là, des fauteuils de béton rustiques ; en haut à gauche, s'enfonçant à demi, un vestibule, un sas à doubles portes (symbole des « parties sexuelles ») où se commettent en général les meurtres, nombreux comme on le sait dans l'œuvre.

Ces meurtres sont d'ailleurs à peu près les seules scènes concrètes auxquelles le spectateur ignorant l'allemand puisse se raccrocher, à moins qu'il n'ait compris l'allégorie du « tableau » de Lulu, omniprésent dans le livret, mais curieusement représenté ici par une sorte de patron, de mannequin, de présentoir en plastique pour le premier costume de Pierrot que porte l'héroïne ; ce présentoir jouera tout au long un rôle de substitut de Lulu, de symbole de son absence-présence...

Quant à elle, dans l'incarnation de Ruth Berghaus, c'est un personnage presque asexué, au visage mystérieux et pathétique, qui danse d'étranges cérémonies d'amour et d'indifférence avec ses divers partenaires, changeant de peau en de bizarres costumes de Marie-Luise Strandt : robe écrue et tablier de ménagère, habit de soirée, vêtement de poupée avec une bien étonnante coiffure de plumes de paon, avant de mourir en combinaison de maison close.

Son pouvoir de séduction comme ses amours, sont difficilement compréhensibles, tant elle semble hors de la vie, hors du temps, proche de ce funambule de Genet que cite à sa première page le programme de la Monnaie : *« Narcisse danse. Mais c'est d'autre chose que de coquetterie, d'égoïsme et d'amour de soi qu'il s'agit. Si c'était de la mort elle-même ? Danse donc seul. Pâle, livide, anxieux de plaire ou de déplaire à ton image : or, c'est ton image qui va danser pour toi. »*

La Lulu de Berghaus rejoint celle de Berg et de Chéreau, cet Eros universel qui est « innocence enfantine », bonheur de l'homme, mais avili et ravalé au rang de marchandise ; il manque à son personnage ce miraculeux équilibre de la sensualité qui rayonnait de la Stratas.

Il manque aussi un peu de personnalité et de caractère aux hommes qui l'entourent.

Seule la comtesse Geschwitz de Lani Poulson (aux toilettes de couleurs violentes et passionnées) apparaît bien vivante, vibrante, généreuse et vraie ; et son apparition dans un film avec la Stratas, dérivant joyeusement toutes deux à toute allure dans la campagne sur un lit d'hôpital, est un rayon de soleil surréaliste dans la soirée.

Cela ne suffit pas à rendre vraiment touchant et séduisant un spectacle qui a autant de rapport avec le livret qu'un tableau de Magritte avec son titre. Magritte, qui est ici une des références de Berghaus, mais nous offre toujours des visions plus appétissantes, aussi effroyable que puisse être par ailleurs leur signification.

Il reste la musique, d'une grande beauté dans l'interprétation de Sylvain Cambreling, très claire, pure, lumineuse, d'un romantisme plus déclamé qu'avec Boulez. L'Orchestre de la Monnaie a fait un superbe travail de détail.

Celina Lindsley (qui ne devait assurer que les dernières représentations) n'a sans doute pas la diversité d'expression, le timbre prenant, idéal, enjôleur, désespéré de Stratas, mais, projetée brusquement au premier rang et sans être portée par le jeu scénique, elle a sauvé la mise, imposant une voix brillante, un peu métallique, maîtrisant sans faiblir les terribles coloratures du rôle, et elle mérite un grand coup de chapeau, comme tous les autres chanteurs, excellents dans des rôles plutôt ingrats.

Avec le retour de Teresa Stratas, le spectacle devrait prendre une autre figure.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Théâtre de la Monnaie, prochaines représentations les 2, 5, 7, 9, 11, 13, 16 et 20 février. Les Jeunesses musicales de Belgique organisent les 19, 20 et 21 février un grand colloque Alban-Berg, avec de nombreux spécialistes internationaux et les responsables du spectacle de Bruxelles.

COULISSES

Premiers regards sur « la Bohème »

La Bohème, film de Luigi Comencini, d'après l'opéra de Giacomo Puccini, sortira le 9 mars. La bande-son (Erato) est déjà disponible en deux disques compacts. Les projections de presse commencent cette semaine, et l'on ne peut pas résister au plaisir de dire déjà que, dans l'histoire de ce *qu'on appelle le « film-opéra », l'événement* est considérable.

En transposant ces *Scènes de la vie de Bohème* des années 1830, d'Henri Murger, aux années 1910, Luigi Comencini, qui a tourné entièrement en studio, à Paris et à Rome, n'a pas esquivé l'aspect théâtral commandé par la musique et par le jeu des chanteurs-acteurs (Barbara Hendricks, Luca Canonici, Angela-Maria Blasi, Gino Quilico). Avec une grande intelligence de la mise en scène, il a cependant replacé le théâtre dans son contexte réaliste et social (l'habitat, les artistes et les prolétaires, l'importance de l'argent) qui hausse l'opéra de Puccini à sa vraie nature, bien au-dessus du mélodrame vériste auquel — en France tout au moins — on l'a souvent réduit. La réalisation s'accorde non seulement au lyrisme puccinien dans l'expression des caractères et des sentiments, mais prend de plus appui sur ce lyrisme pour retrouver la sensibilité des thématiques propres à Comencini. Et si cette *Bohème* était le couronnement de l'œuvre du cinéaste ?

JACQUES SICLIER.

Moscou : le rock au secours de la toxicomanie

U-2, Scorpions, Falco, Peter Gabriel, Julian Lennon, fils de John, Akvarium et beaucoup d'autres participeront à la mi-mars à une opération « Le rock contre la toxicomanie » à Moscou. Alors que le rock était il n'y a pas si longtemps assimilé à la subversion et que le problème de la toxicomanie (le nombre de drogués en URSS avoisinerait 50 000 personnes) n'était jusqu'alors guère évoqué en Union soviétique, la nouvelle a été annoncée tout à fait officiellement, le 29 janvier, par Vitali Korotitch, rédacteur en chef de l'hebdomadaire populaire *Ogoniok*, au centre de presse du ministère des affaires étrangères. *« Nous espérons que ces concerts n'attireront pas un public occasionnel mais de véritables amateurs de rock intéressés à apporter leur contribution à la lutte contre la mort blanche »*, a dit M. Korotitch. Toutes les recettes seront transférées au fonds des Nations Unies pour la lutte contre la toxicomanie et au compte du ministère soviétique de la santé. Des sociétés et des sponsors hongrois, allemands de l'Ouest, américains, participent à cette action, qui devrait être relayée par la diffusion à l'étranger de bandes vidéo et la vente de disques. — *(Tass.)*

Paris : l'Elysée-Montmartre change de main

Pour 6,5 millions de francs, Garance Productions, société spécialisée dans les tournées de groupes rock en France, vient d'acheter à l'ex-catcheur Roger Delaporte l'Elysée-Montmartre, salle parisienne de 1 500 places, connue pour ses cocktails de catch, de rock et d'opérettes, qui fêtera l'an prochain son centenaire. La nouvelle programmation sera inaugurée le 31 mars par le groupe noir américain The Temptations. — *(AFP).*

Londres : les morts de 1914-1918 honorés

Yehudi Menuhin a annoncé la création, en novembre prochain, d'un « Festival de l'armistice » destiné à célébrer les morts de la Grande Guerre à travers les œuvres des musiciens, écrivains, peintres et artistes tués pendant le conflit.

Le violoniste et chef d'orchestre partagera la direction du concert d'ouverture, le 5 novembre à Londres, avec le chef soviétique Gennadi Rojdestvenski. Au programme, des œuvres de trois compositeurs tués au front : le Britannique George Butterworth, le Français Albéric Magnard et l'Espagnol Enrique Granados.

Le Festival se poursuivra jusqu'au 15 novembre.

Le Festival, présidé par Sir Yehudi, est patronné par les gouvenements de tous les pays impliqués dans le conflit de 1914-1918. — *(AFP.)*

Un million de dollars pour les « Londoniennes » de Haydn

La British Library de Londres a acquis pour 600 000 livres (1 million de dollars), la partition des dernières symphonies, dites *Londoniennes*, de Haydn (numérotées de 93 à 104). La Royal Philharmonic Society, association dont les subventions gouvernementales viennent d'être suspendues, a été dans l'obligation de se dessaisir de ce manuscrit dans lequel deux symphonies sont autographes.

DISQUES

CLASSIQUE

Le génie aventureux de Carl Philipp Emanuel Bach

Lorsque, en 1770, il compose à Hambourg la cantate *les Ultimes Souffrances du Sauveur*, Carl Philipp Emanuel Bach a certainement en mémoires les Passions de son père, Jean-Sébastien, mais il ne fait pas, et de loin, œuvre d'épigone. Pourtant, sa cantate dormira deux siècles, jusqu'à sa résurrection au concert puis, tout récemment, au disque, par Sigiswald Kuijken et son ensemble La Petite Bande.

Attention, chef d'œuvre ! Cette partition de deux heures, sans la moindre redite, est d'une intensité expressive et spirituelle dont la musique du dix-huitième siècle offre peu d'équivalents : récitatifs très variés, airs splendides, chœurs grandioses (annonçant parfois ceux de *la Création*, de Haydn) et, vers la fin, choral émouvant, d'une surprenante originalité. L'interprétation, très engagée, est idéale, et on ne saurait rêver introduction plus convaincante à l'année 1988, celle du bicentenaire de la mort de Carl Philipp Emanuel Bach.

MARC VIGNAL.

★ Deux CD Deutsche-Harmonia Mundi (Distribution EMI).

Jozsef Reti dans Mozart et Bartok

Un récital d'airs de concert et d'opéra laisse toujours insatisfait ? Il faut cette fois se contenter d'un Mozart découpé en morceaux (extraits de la *Flûte*, de *l'Enlèvement*, de *Cosi*, de *Don Giovanni...*) pour retrouver sur l'un de ses terrains d'élection la voix d'un ténor d'exception disparu en 1973, à l'âge de quarante-huit ans. Lumière du timbre, simplicité du phrasé, expression concentrée, vibrato très serré, garantie d'une justesse miraculeuse : Jozsef Reti fut-il le ténor mozartien parfait ? Ecoutez-le pourtant deux siècles plus tard dans la *Cantate profane*, de Bartok, vous jurerez qu'il n'a jamais quitté le répertoire hongrois, que seul l'expressionnisme lui sied, que sa voix avait une couleur nationale indéfinissable, qu'elle était faite pour s'aventurer sans filet dans les tessitures très élevées. Méconnaissable de Mozart à Bartok, mais toujours admirable, Jozsef Reti savait probablement tout chanter.

ANNE REY.

★ Arias de Mozart : 1 CD Hungaroton. « Cantate profane », « Concerto pour orchestre », de Bartok, direction Janos Ferencsik : 1 CD économique Hungaroton.

VARIÉTÉS

« La Gaule » de Richard Gottainer

Touche-à-tout à tendance loufoque instantanée, Richard Gottainer est arrivé à la chanson par le biais de la publicité. Longtemps, il s'est amusé à faire cinquante pubs par an destinées à la radio et à la télévision, avec chaque fois un argument, une histoire, du rythme, et des mélodies drôles se référant aux Beatles et aux Beach Boys. Activement soutenu par des musiciens comme le guitariste Claude Engel, Gottainer s'est mis un jour à raconter des histoires, simplement pour amuser les gens. Il a imaginé des chansons délirantes, des contes tordus. Et puis, il y a quatre ans, il a présenté un spectacle burlesque — très sophistiqué, presque somptueux — à l'Olympia.

Richard Gottainer fait tout cela le plus tranquillement du monde, sans courir après les modes, sans chercher de recettes. Entre deux publicités — il en fabrique encore vingt par an ! — il présente son quatrième album en dix années, né de la rencontre avec Uderzo, le père d'Astérix. Il y parle bien évidemment des Gaulois d'aujourd'hui. *Vive la Gaule* est un album tonique.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Un microsillon Virgin.

« Amadis », de Massenet

Le plus curieux des opéras de Massenet, l'un des moins connus, repris à Saint-Etienne avec des moyens modestes mais un rare souci de fidélité.

Massenet a vu le jour à Montaud le 12 mai 1842. Depuis le rattachement de cette petite commune à sa grande voisine, on peut presque dire qu'il est né à Saint-Etienne. D'autant que sa famille vint s'y établir deux ans plus tard, 4, place Marengo, et y resta jusqu'en 1848.

La Maison de la culture stéphanoise s'en est souvenue et a rempli deux fois sa grande salle avec un ouvrage presque inconnu — il a été représenté fugitivement à Monte-Carlo puis à Bordeaux en 1922, dix ans après la mort du compositeur — dont les « massenettistes » les plus optimistes ne prévoyaient guère une éventuelle reprise. L'auteur de *Manon* allait-il en sortir grandi ?

Le public a réagi très favorablement, et Jean-Louis Pichon, le directeur de la Maison de la culture et de la communication, et son directeur musical, Patrick Fournillier, ont lancé l'idée de présenter régulièrement à l'avenir d'autres opéras méconnus de Massenet (à commencer par *Thérèse*, la saison prochaine).

Composé vers 1890, *Amadis* dut à diverses circonstances de devenir une œuvre posthume et ne représente en aucune manière l'ultime aboutissement esthétique de son auteur. Cependant, c'est peut-être sa partition la plus audacieuse, dans le prologue particulièrement. Ne serait-ce qu'à ce titre il était utile de la redécouvrir pour faire un sort à l'image traditionnelle d'un compositeur heureux d'avoir trouvé très tôt son style et insoucieux de se renouveler.

L'ouvrage n'est certes pas exempt de formules, mais on y voit Massenet, après avoir cédé dans *Esclarmonde* au philtre wagnérien, prendre une direction assez semblable à celle de Debussy à la même époque : dépouillement, goût pour les harmonies suspendues, pour les atmosphères insaisissables, mélange d'archaïsme et d'audace. Autre sujet d'étonnement, le prologue ne comporte aucune intervention chantée : un acteur expose les données du drame (d'autres personnages miment l'action), soutenu par la symphonie orchestrale. Le procédé est cher à Massenet ; il est plus efficace que le récitatif, et il en a donné maints exemples ailleurs, jamais aussi développés cependant.

Amadis contient, par ailleurs, quelques airs : deux pour la belle Floriane (soprano), deux pour le héros (rôle travesti tenu par une contralto), son chevalier amoureux, et un pour Galaor (ténor), frère et rival d'Amadis : mais on remarque aussi une jolie danse des fées et un impressionnant morceau de virtuosité orchestrale quand le héros combat le filet magique qui le retient prisonnier. Si les fanfares et le récital *du roi Raimbert*, désespérément convenus, empêchent l'œuvre de se maintenir à la même hauteur, ils ne font pas oublier toutefois ce qu'elle a de meilleur.

Le manque d'épaisseur psychologique du livret de Jules Clartie reste le principal défaut d'*Amadis*. Dans sa mise en scène, Jean-Louis Pichon a pourtant tenté de traiter le sujet de la destinée du héros comme s'il s'était agi d'une tragédie véritable. Le résultat ne pouvait être tout à fait à la hauteur des intentions. Le décor et les costumes de Michel Fersing, à mi-chemin entre une vision historique et une vision imaginaire du Moyen Age, n'offraient pas non plus ce caractère de neutralité exigé par la tragédie.

La distribution faisait appel à des chanteurs en début de carrière : Hélène Perraguin (Amadis), Didier Henry (Galaor), Antoine Garcin (le roi), Danièle Streiff (Floriane). Un jeune orchestre, réuni pour la saison, a accompli un travail remarquable sous la direction attentive de Patrick Fournillier. Un tel sérieux dans l'exécution tranche avec ce qu'on entend jusque dans les grands théâtres, où la mauvaise volonté l'emporte souvent sur le talent. Ici, c'est presque le contraire : il y a de vrais talents parmi ces musiciens !

GÉRARD CONDÉ.

CALENDRIER

« Parsifal » au Châtelet. — Le rituel sacré de Wagner en version de concert mais avec interdiction, selon la tradition de Bayreuth, d'applaudir après le premier acte. Lors de la première exécution, samedi 30 janvier, ce n'est pourtant pas l'envie d'acclamer qui manquait : dirigé par son mentor Janowski, le Nouvel Orchestre philharmonique brille de tous ses cuivres ; le quatuor à cordes, encore un peu terne, se coule parfaitement dans la plastique wagnérienne ; le style y est. Les chanteurs, pas tous transcendants, font preuve dans un registre plus récitaliste que dramatique, de la même rigueur, de la même honnêteté. Six heures (dont quatre-vingt-dix minutes d'entracte).

★ Les 2 et 5 février.

« La Fille du régiment » revient salle Favart. — Télévisée, enregistrée (chez Pathé-Marconi), la production de cet opéra plus que futile de Donizetti valait par le duo d'enfer June Anderson-Alfredo Kraus. Leurs deux rôles sont repris par Alida Ferrarini (la Mimi de Garnier, avec Pavarotti) et Bruno Stefano, italien, vingt-neuf ans. Reste Donizetti.

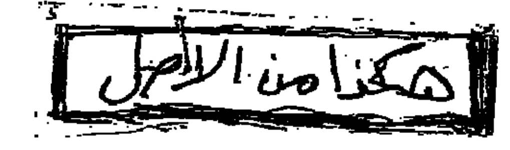
★ Six représentations du 4 au 15, 20 h 30. Tél. : 42-66-50-22.

Deux espoirs à Pleyel. — Moins de quarante ans à eux deux. Pierre-Michel Durand vient d'être désigné comme meilleur chef de l'année... à Prague. Avec un nom bien français. Hélène Grimaud a donné la semaine dernière son premier récital parisien. Ses dispositions pour la grande virtuosité s'y sont confirmées. Reste à l'Orchestre de Paris d'être à la hauteur dans le *Premier concerto pour piano*, de Liszt et, surtout, le *Concerto pour orchestre*, de Bartok.

★ Les 4 et 5, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-96.

EN PROVINCE

Avant-garde exotique à Marseille. — *Hele*, que le Groupe de musique expérimentale de Marseille présente en création mondiale, se signale par un effectif insolite (voix, bande électroacoustique, conques marines), sous la signature de Patrick Portella, prix Villa Médicis « hors les murs » en Haïti pour 1987. *Exotica*, de Mauricio Kagel, est au même programme et, dans le même registre, destiné à trois instruments extra-européens solistes.



Culture

Dix architectes dans les vignes girondines

« Château bordeaux » sans étiquette

Comme les films ont leur tournage, les expositions ont leur période de préparation qu'il est parfois possible de suivre. On peut y découvrir des paysages en mutation, des enthousiasmes et des chausse-trappes. Si tout va bien, « Château bordeaux » ouvrira l'automne prochain au Centre Pompidou et fera découvrir beaucoup plus que le vin : sa culture.

Dans les premiers jours de ce janvier clément, quelques habitants de la rive gauche de la Gironde, pourtant famaliarisés aux fantaisies et aux hélicoptères d'Américains hydrophobes, ont pu s'étonner d'un inhabituel cortège de véhicules circulant entre les vignes, au risque de s'embourber au plus profond des graves. Renseignements pris, il s'agissait d'architectes tirant les plans – sur la comète – d'un « Château bordeaux » idéal, sous la conduite d'un commissaire d'origine belge. La situation, dans le fond, aurait été banale, si la comète en question ne s'appelait Centre Pompidou et s'il ne s'agissait d'un exercice de pure fiction, ayant bien peu de chance de voir le jour.

A cet intérêt des architectes pour les paysages viticoles, on ne connaissait guère en ce siècle qu'un précédent, d'ailleurs américain. Sur la côte californienne, en 1984) tandis que le Getty Trust choisissait Richard Meier pour édifier à Los Angeles son nouveau centre – le plus grand édifice culturel jamais construit *ex nihilo*), le Musée d'art moderne de San-Francisco, qui venait de se doter d'un département d'architecture, lançait tambour battant le concours du Clos Pégase : il s'agissait de construire (pour de bon) dans la Nappa Valley l'ensemble des installations d'une *winery*, en y intégrant non seulement les données techniques du vin, mais aussi toutes les exigences de l'art et de la culture, du paysage et de l'architecture. Le commanditaire de l'opération allait ainsi réussir un joli coup publicitaire et se doter à bon compte d'une image de qualité, même si le vin produit par Clos Pégase n'a pas encore acquis une renommée universelle... Dans les cinq équipes finalistes, on relève les noms de Ricardo Bofill et de Michaël Graves, pour ne citer que les plus célèbres.

Quatre ans après Clos Pégase, le Centre de création industrielle reprend donc et aménage l'idée en lui donnant une dimension française : celle de la région de Bordeaux. Le projet, qui se conclura à l'automne par une grande exposition au Centre Pompidou est né de la rencontre de Jean Dethier, grand prix de la promotion architecturale cru 1987, et du photographe Michel Guillard, l'un des fondateurs, avec le journaliste Jean-Paul Kauffmann, de la revue *l'Amateur de bordeaux* (1), revue de haut vol et de véritable sérieux. Dethier sera commissaire, Guillard conseiller scientifique d'une exposition qui s'écartera en fait beaucoup de sa cousine californienne. Le concours d'architecture ne sera, en effet, que le dernier volet d'un beaucoup plus vaste ensemble. Une première partie présentera, selon une muséographie classique, la tradition du château bordelais.

Financé par le mécénat

La seconde, entièrement audiovisuelle, s'intéressera à l'actualité, à la situation et aux mutations l'économie viticole de la région. La troisième enfin, celle qui nous occupe aujourd'hui sera, peut-être, l'avenir de « Château Bordeaux ».

Jusqu'à la fin dix-neuvième siècle, les propriétaires de la région, qui avaient parfaitement compris ce que valait leur image, ont parsemé les deux rives de la Gironde de ces constructions élaborées, génériquement appelées châteaux, et dont les silhouettes sont devenues internationalement célèbres grâce aux étiquettes des bouteilles. Certains châteaux avaient tout de palais, comme le château du Bouilh, laissé inachevé par l'architecte Victor Louis (celui du Grand Théâtre de Bordeaux et de la Comédie-Française). D'autres, à vrai dire, n'avaient pour tous châteaux que leurs chais, leurs hangars ou leurs caves. Mais un patrimoine exceptionnel s'est ainsi constitué qui, curieusement, semble n'avoir jamais fait l'objet d'ouvrages ni d'étude publiés. Le vingtième siècle s'est montré peu attentif pour lui, comme pour tant d'autres patrimoines : le paysage bordelais est aujourd'hui mité par les hangars de tôle et convert de bâtiments industriels sans âme. Certains châteaux ont subi des transformations ou des agrandissements tels que cette fameuse image en est véritablement et durablement atteinte. Certes, les plus grands des grands crus échappent pour la plupart au désastre, leurs propriétaires étant attentifs à préserver et à entretenir cette image. D'ailleurs, le classement des plus remarquables ensembles, comme château Margaux, construit par Louis Combes en 1812, les mettent à l'abri du vandalisme. On enterre donc, on pastiche, et il n'est bien sûr plus question d'architecture contemporaine.

La mort récente du baron Philippe de Rothschild est pourtant l'occasion de rappeler de notables exceptions dans ce nouveau désert architectural. Pour le château de Mouton-Rothschild, le baron avait en effet su renouer avec la tradition en faisant appel à l'architecte Siclis, qui avait construit le Théâtre des Mathurins au tourant du siècle. Voisin et cousin, Eric de Rothschild vient, lui, de faire appel à Bofill pour son nouveau chais de première année, et d'inventer dans la foulée le premier chais circulaire.

Le travail des dix architectes élus par le CCI (2) est à la fois des plus pittoresques (le voyage dans les châteaux bordelais est l'occasion de mesurer une tradition d'hospitalité qui dépasse largement les intérêts commerciaux), des plus passionnants (son but avoué est en définitive de donner à la région cette « envie » d'architecture que chacun, même le ministre de l'équipement, s'accorde à trouver nécessaire), et il est cependant des plus arides puisqu'il demande un travail authentique sur un terrain « imaginaire ».

C'est là que réside en définitive la plus grande difficulté du projet « Château Bordeaux ». Financé en partie par le mécénat d'une vingtaine de grands crus (3), il ne peut trouver son « terrain » dans une réalité qui favoriserait tel ou tel d'entre eux. Plusieurs des architectes, en même temps, acceptent difficilement de « plancher » sur un terrain sans existence réelle et de se livrer à un travail d'école alors qu'ils sont parfois largement engagés dans une carrière concrète. Plusieurs possibilités existaient, que des pressions politiques assez ridicules ont interdites, comme si une exposition du CCI présentait un danger économique ou électoral... Reste alors à maquiller un domaine existant, qui donne une réalité suffisante à « Château Bordeaux », pour déclencher demain le renouveau attendu.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) *L'Amateur de bordeaux* (trimestriel, 45 F), 83, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

(2) Les architectes invités sont, pour la région de Bordeaux : B. Nivelle, J. Hondelatte et l'équipe P. Rollet-F. Lipsky, V. Defos du Rau ; pour l'étranger ou la France : C. Van den Hove, A. Anselmi, B. Reichlin, H. Czech, F. Montes et une équipe dirigée par J. Dixon.

(3) Jusqu'à nouvel ordre, la région, le département et la ville de Bordeaux restent étonnamment insensible au projet. Sans doute parce que le projet dix-huitiémiste de Bofil pour la « rive droite » de Bordeaux manifeste à leur goût une « envie » suffisante d'architecture.

CIRQUE

Le XIIIe Festival international de Monte-Carlo

Le renouveau des chapiteaux

Surprise : les gens de la piste sortent enfin des formes figées et rajeunissent pour l'occasion le cirque.

Cinquante-cinq directeurs de chapiteau venus du monde entier assistaient à la treizième édition du Festival. Ils ont pu ainsi constaté le grand effort de renouvellement d'un art que l'on dit moribond chaque année, et qui, il est vrai, ne subsiste plus que par miracle – ou subsides – dans certains pays comme le nôtre.

Le renouveau flagrant apparu au cours du XIIIe Festival a d'abord été assuré par de jeunes artistes. Même les clowns, cette année, avaient vingt ans, ou guère plus. Exemple : l'Italien David Larible, une découverte dans une discipline particulièrement au creux de la vague.

Auguste reprenant certains « classiques » d'Oleg Popov, David Larible propose aussi des sketches inédits où il redonne au clown toute son extravagance et sa poésie. Comme les plus grands, Larible a emprunté aux enfants leurs gestes, leurs désirs, et leur innocence. Et son art est la synthèse des diverses spécialités de la piste qu'il a patiemment assimilées dans son adolescence. Sa fantaisie et son imagination courent librement, et parfois, derrière le rire, il y a pendant quelques secondes une angoisse vite réprimée.

Les jeunes voltigeurs soviétiques, les Stankeev, sont parvenus eux aussi à sortir des formes jusqu'ici figées de leur discipline en liant l'acrobatie et les évolutions aériennes. Leur numéro a été répété pendant deux ans dans un studio du cirque de Moscou. Le même travail de recherche et de répétition a été effectué par Gregory Popovich, vingt-quatre ans, l'un des plus formidables artistes de sa spécialité : en équilibre instable sur une courte échelle libre, il jongle à une vitesse folle avec sept balles, huit anneaux et dix massues. Gregory Popovich étudie aussi la mise en scène de cirque au sein d'une école supérieure de théâtre. Cette filière classique dans un pays où il y a soixante cirques « stables », douze chapiteaux, six mille artistes et mille deux cents numéros n'a pas été celle d'un autre jeune Soviétique, Alexander Tsukanov. Ancien métallurgiste découvert il y a cinq ans sous un petit chapiteau amateur, Tsukanov a carrément inventé une nouvelle discipline : le monocycle sans selle, roulant non sur un plancher, mais sur la piste.

Le même effort de renouvellement est visible chez les Flying Farfan's, venus du Circus de Las Vegas. Clown d'argent lors du IIe Festival de Monte-Carlo, le Chilien Armando Farfan a réglé pour ses enfants Gino, vingt-trois ans, et Tato, dix-neuf ans, un numéro s'inspirant des trapézistes volants coréens, combinant le trapèze et la balançoire. Le style est rigoureux, et le triple saut périlleux est réalisé avec élégance.

Il faut noter aussi le numéro présenté par les Kenyan Boys, une troupe du Kenya, américanisée, à la fois équilibristes, antipodistes, sauteurs et contorsionnistes ; celui offert des acrobates aériens chinois sur lanières élastiques, les Tianjing. Celui enfin des Chen Brothers, deux enfants de la balle originaires du Portugal, qui accomplissent un extraordinaire numéro de main à main dont le final est une série impressionnante de planches à terre exécutée par le voltigeur. Il y a deux ans, les Chen Brothers travaillaient sous le chapiteau familial. Aujourd'hui, ils se produisent aussi bien sur les pistes européennes que dans les cabarets de Las Vegas. Le clown d'or de ce XIIIe Festival leur a été décerné. Les clowns d'argent sont allés aux Flying Farfan's, à Dolly Jacobs, David Larible, aux Stankeev, aux Tianjing et à Alexander Tsukanov.

CLAUDE FLÉOUTER.

CINÉMA

Rétrospective Rybczinski au Centre Pompidou

Des Américains qui semblent venir d'un car de tourisme seconde catégorie déambulent devant le fond bleu d'un studio de vidéo. Un guide les persuade d'escalader des marches, « *certes invisibles*, dit-il, *néanmoins réelles* ». Effectivement, ils se retrouvent sur le fameux escalier d'Odessa, mêlés au film en noir et blanc d'Eisenstein, *le Cuirassé Potemkine*, piétinés par les soldats du tsar, recevant des coups de fouet qui les zèbrent de sang noir...

Mélange de personnages, d'époques, de vidéo et de cinéma pour une merveille d'humour sarcastique ; qui dure vingt minutes, due à Zbigniew Rybczinski, un Polonais émigré à New-York depuis 1982, et dont le Centre Pompidou, en collaboration avec la Kitchen, présente une série de courts métrages et de clips, le 1er février, à 21 heures, et le 3 février, à 15 heures et à 21 heures.

Rybczinski admire Gogol, en qui, comme satiriste, il se retrouve. Il prétend que l'on doit aborder le public en douceur et que l'agressivité ne sert à rien. Et c'est vrai, il ne fait pas de cadeau, mais sa manière est grinçante plus que directement violente. Il est du genre rêveur au regard acéré. Il balade une sorte de nonchalance et ramasse sur son passage les moindres signes de ridicule, de mesquinerie, de bêtise.

Dans *Tango*, Rybczinski refait à sa manière doucement obsessionnelle le coup de la cabine des Marx. Dans *Holiday*, il rythme de bruits de ventouses un dimanche bien tranquille, des gens qui s'embrassent, qui font l'amour, lavent leur voiture et puis la rangent sans qu'ils s'en soient servi. Des animaux fantomatiques côtoient les humains et, à la fin, un chat disparaît dans une cuisine vide...

Chez Rybczinski, les moments les plus dingues sont écrasés de solitude. Toujours deux mondes cohabitent, et c'est dans leur écart que se laisse deviner la vérité de ce sourire amer, de cette nostalgie morbide, de ce rire magnifique.

COLETTE GODARD.

★ Centre Pompidou, 1er février 21 heures, 3 février15 heures et 21 heures.

Communication

Presse économique

Hachette-Filipacchi participe à « Option-Finance » et lance « Fortune »

Hachette et leur allié, les publications Filipacchi, s'intéressent de plus en plus à la presse économique. Déjà détenteurs de la majorité du capital de l'hebdomadaire *le Nouvel Economiste*, dont CEP-Communication possède le reste, Hachette-Filipacchi vient de prendre 30 % du capital de Excelsior Finance, holding qui vient d'éditer un nouveau titre, *Option-Finance*, l'autre partie restant aux mains d'Excelsior Publications (*Science et Vie, Science et Vie économie, l'Action automobile, Vingt-ans*, etc.) et des cadres du groupe.

L'hebdomadaire *Option-Finance*, dont le premier numéro a paru le lundi 1er février, est un titre spécialisé sur le modèle de la revue américaine *Institutional Investor* : il propose en 65 pages, des articles sur les opérations, les marchés et les hommes de la finance. Destiné aux professionnels, cet hebdomadaire, vendu 40 francs, a été tiré à 25 000 exemplaires. Il est réalisé par une équipe de journalistes et d'anciens experts en finance. Au sein de son comité stratégique figurent notamment MM. Noël Goutard (président de Valeo), Didier Pineau-Valencienne (président de Schneider-SA), Christian Langlois-Meurinne (administrateur directeur général de l'Institut de développement industriel), etc.

L'intérêt d'Hachette-Filipacchi pour la presse économique et financière se manifestera une seconde fois cette semaine : c'est en effet le jeudi 4 février que doit paraître le mensuel *Fortune*. Journal haut de gamme, réalisé grâce à l'association de Hachette-Filipacchi et de Time Inc., éditeur depuis 1929 du mensuel du même nom aux Etats-Unis. *Fortune* comprendra 150 pages et sera vendu 25 francs. Son tirage sera d'abord de 80 000 exemplaires. Outre-Atlantique, *Fortune* est diffusé à 650 000 exemplaires, 100 000 exemplaires étant vendus hors des frontières nord-américaines.

Y.-M. L.

Avec le concours de Rossini et de l'Opéra de Lyon

« Le Monde » a fêté le deuxième anniversaire de son édition Rhône-Alpes

LYON
de notre bureau régional

Un pari tenu vaut bien un opéra... C'est sur la musique étincelante, pétillante, festive de Rossini que *le Monde*, vient de célébrer le deuxième anniversaire de son édition « Rhône-Alpes ». La répétition générale du *Comte Ory*, produit par l'Opéra de Lyon et mis en scène par Jérôme Savary sous la direction musicale de John Eliott Gardiner, à laquelle neuf cents membres de la Société des lecteurs du *Monde* venus de toute la région ont assisté, dimanche 31 janvier, au théâtre du VIIIe à Lyon, convenait très justement à l'esprit de ce rendez-vous bien plus qu'amical.

Le formidable accueil réservé au spectacle – sur lequel nous reviendrons – donne à penser que ce cadeau d'anniversaire a été très apprécié. Comme la rencontre qui suivit autour d'un cocktail convivial, tandis que la foule impressionnante des « fans » de Plantu prenait patiemment la queue pour des dédicaces distribuées à la force du poignet. Notre dessinateur en avait fait autant la veille, ainsi que notre chroniqueur Bernard Frank, avant et après un long débat, animé par Jean-Marie Dupont, entre plusieurs centaines de lecteurs et Bernard Wouts, administrateur général du *Monde*, Claude Sales, corédacteur en chef, Bruno Frappat et Jacques-François Simon, rédacteurs en chef adjoints, Manuel Lucbert, président de la Société des rédacteurs, et Bernard Elie, responsable de l'édition.

A la fin du spectacle, dimanche, André Fontaine a remercié de leur invitation Louis Erlo et Jean-Pierre Brossman, codirecteurs de l'Opéra de Lyon, Jérôme Savary et Emile Herlic, codirecteurs du Théâtre du VIIIe, et John Eliott Gardiner. Puis il rappela qu'au début de janvier 1986, l'essentiel du redressement du *Monde* pouvant être considéré comme acquis, le journal avait décidé de passer sans transition dans la phase du développement. Le premier résultat de cette décision fut *le Monde Rhône-Alpes*, sorti des presses dix-huit jours seulement après que l'idée en eût été lancée. « *Apparemment*, a-t-il constaté, *le jeu en valait la chandelle puisque l'édition, lancée par Bruno Frappat et réalisée aujourd'hui par une toute petite équipe autour de Bernard Elie, a connu un développement rapide et un très gros succès de vente. Un succès dû à ceux qui font ces pages, mais aussi à ceux qui les lisent et leur sont fidèles.* »

André Fontaine évoque aussi en quelques mots l'avenir du *Monde* qui s'élabore sous d'heureux auspices. « *Grâce aux moyens techniques que nous offrira la future imprimerie d'Ivry, nous réaliserons un journal plus vivant, plus complet, plus dynamique, plus ouvert encore. Auprès du* Monde *de 1989, celui d'aujourd'hui paraîtra sans doute bien pâle... ne serait-ce que parce que le journal aura alors pris des couleurs.* »

R. B.

Les programmes de M 6 bientôt sur TMC

Le conseil d'administration de Télé-Monte Carlo devrait approuver, dans les jours qui viennent, un accord avec la chaîne M 6. Au terme de cet accord, la chaîne monégasque retransmettrait sur son antenne, les programmes de M 6 et ne conserverait que quelques plages horaires pour des émissions locales. TMC diffuserait également l'intégralité des écrans publicitaires de M 6. En échange, cette dernière reprendrait quelques émissions de TMC à caractère national. Cet accord expérimental – d'une durée de six mois à un an – devrait prendre effet à compter du 1er mars. Il permettrait à M 6 d'être reçue par deux millions de Français supplémentaires (une augmentation du nombre de ses initialisés de l'ordre de 10 %). Une aubaine pour une chaîne dont l'insuffisante réception nuit au développement de son audience. Quant à TMC, en attente d'une privatisation renvoyée aujourd'hui après les présidentielles, elle devrait trouver dans cet univers, une indispensable « bouée de sauvetage » financière.

Propriétés de l'État

Cinq quotidiens sont mis en vente par le gouvernement portugais

LISBONNE
de notre correspondant

Le Parlement portugais a approuvé, le jeudi 28 janvier, un projet de loi permettant au gouvernement de mettre en vente les cinq quotidiens appartenant à l'État. Le projet a reçu le vote favorable du Parti social-démocrate, qui dispose à lui tout seul de la majorité absolue à la Chambre, et du Centre démocratique et social. Toute l'opposition de gauche s'est prononcée contre. Pour les socialistes, la liberté de la presse est « *plus menacée que jamais* ». Les communistes quant à eux se sont insurgés contre une décision qu'ils considèrent comme « *anticonstitutionnelle* ».

Volumineux et polémique, le procès de la presse nationalisée remonte à la « révolution des œillets » d'avril 1974. La plupart des journaux existant lors du changement de régime étaient dominés par les grands groupes financiers du pays. Avec le démantèlement de ces groupes, et en particulier avec la nationalisation des banques, l'État était ainsi devenu propriétaire de la quasi-totalité des quotidiens de diffusion nationale.

Une telle situation a favorisé, dans les temps qui ont suivi la révolution, la formation de nouvelles entreprises de presse, liées aux partis politiques qui, à un moment ou à un autre, se trouvaient dans l'opposition. Après la fermeture du journal *Republica* en 1975, le Parti socialiste a lancé, afin de « *faire entendre sa voix* », un quotidien appelé *A Luta*, dont la vie a d'ailleurs été très courte. De même, le Parti communiste, après avoir été évincé du pouvoir à la suite du mouvement militaire de novembre 1975, a créé son propre quotidien, *O Diario*, à l'exemple des partis de la droite classique, qui, en 1976, finançaient la publication de *O Dia*.

A présent, onze quotidiens de diffusion nationale, dont six privés et cinq sous la tutelle de l'État, sont publiés. Ils se disputent un marché très réduit, tant sur le plan de la publicité que sur le plan de la diffusion. En dehors de quelques exceptions, leur situation financière est délicate.

« *Comment peut-on admettre que le pauvre paysan de l'intérieur participe, à travers les impôts qu'il paie, au maintien de journaux qu'il ne connaît même pas ?* » Telle est la logique développée par le porte-parole de l'actuelle majorité parlementaire, pour justifier la décision prise jeudi dernier.

Engagé dans un plan de « *réforme profonde de la société portugaise* », le gouvernement de M. Cavaco Silva annonce déjà d'autres mesures, tout aussi contestées par l'opposition. Ainsi, mardi 2 février, le Parlement votera un projet donnant la possibilité au gouvernement de vendre jusqu'à 49 % des actions des entreprises industrielles nationalisées. Puis, à partir de février, les débats porteront sur un projet de libéralisation des licenciements et sur un projet de révision de la loi sur la réforme agraire.

JOSE REBELO.

Le Festival de la bande dessinée

Druillet, roi d'Angoulême

ANGOULÊME
de notre envoyé spécial

Bilal s'efface, Druillet monte sur la première marche du podium : un président a chassé l'autre, mais la science-fiction et le fantastique restent à l'honneur au Festival de la bande dessinée qui vient de s'achever à Angoulême. En donnant son Grand Prix à Philippe Druillet, la ville d'Angoulême n'a pas seulement couronné l'auteur de *Lone Sloane* et l'adaptateur de *Salammbo*, mais un créateur multimédia dont lspécial du quinzième anniversaire attribué à l'Italien Hugo Pratt (le père de *Corto Maltese*) peut être perçu comme un lot de consolation donné tardivement à un maître que le Salon de la bande dessinée se serait honoré de récompenser plus tôt.

Les autres prix, décernés non plus par le traditionnel jury mais par l'ensemble de la profession, laissent également une impression mitigée. Si *Maus*, d'Art Spiegelman, était bien la meilleure œuvre étrangère, et si Arthur Qwak (*le Soleil des loups*) était l'un des prétendants logiques au Prix du meilleur premier album, les choix de Bob de Moor (*l'Expédition maudite*, meilleur album destiné à la jeunesse) et du couple Michel Blanc-Dumont-Laurence Harlé (*les Survivants de l'ombre*, de la série « Jonathan Cartland » meilleur album français de l'année 1987) étonne par leur conservatisme frileux. Pour honorables qu'ils soient, ces albums auraient pu paraître voilà quinze ou vingt ans : ils ne sont guère en prise sur l'air du temps ni sur l'évolution récente du genre.

Mais même les douches glacées que le ciel d'Angoulême inflige régulièrement aux deux cents mille visiteurs du Salon de la bande dessinée ne sauraient refroidir leur enthousiasme. Peu leur importe que le thème de cette quinzième édition, « bande et ciné », n'ait guère été traité, et que les Américains ou les Italiens mesurent chichement leur participation. L'ivresse des bulles a une nouvelle fois soufflé sur la capitale charentaise.

T. G.

● **Cinquantième prix Albert-Londres.** – Le prix Albert-Londres, qui récompense chaque année depuis cinquante ans le meilleur grand reporter de l'année, sera décerné le mercredi 18 mai. Les candidats doivent être francophones et âgés de moins de quarante ans, pour la presse écrite. Ils doivent adresser leurs reportages publiés entre le 1er janvier 1986 et le 31 mars 1988, avant la fin de ce mois, au secrétariat du prix (hôtel de Massa, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 75014 Paris). Pour le Prix du meilleur reportage télévisé (décerné cette année pour la quatrième fois), les candidats, qui doivent être journalistes et âgés de moins de quarante ans, enverront une cassette d'un de leurs reportages diffusé entre le 1er janvier 1987 et le 31 mars 1988. Le montant du prix Albert-Londres est de 10 000 francs. Les lauréats deviennent membre de l'Association du prix Albert-Londres et font partie du jury de l'année suivante.

● **Jean-Claude Vajou reste au « Quotidien de Paris ».** – Jean-Claude Vajou, rédacteur en chef chargé de la politique intérieure au *Quotidien de Paris*, devait rejoindre un autre titre de M. Philippe Tesson, *le Quotidien du Maire*, au terme des licenciements et des mutations demandés par ce dernier en décembre dernier (*le Monde* du 24 décembre 1987). Finalement, Jean-Claude Vajou reste au *Quotidien de Paris* à ses fonctions.

Spectacles

théâtre

◇ : *Horaires irréguliers.*

SPECTACLES NOUVEAUX

RODOGUNE Nouveau Théâtre Mouffetard. 20 h 45.

Les salles à Paris

ARCANE (43-38-19-70). Le Vœu : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). Rosel, suivie de Douce Nuit : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). ◇ Match d'improvisation : 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ◇ Iphigénie : 19 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ La Poudre aux yeux : 20 h 30. ◇ Monsieur de Pourceaugnac : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). *La Cantatrice chauve* : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Parlons-en comme d'un créateur à un autre : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 21 h 15.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Vénus ou le Rêve fou de Louis II de Bavière : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). *Grande salle. La Madeleine Proust à Paris* : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◇ Mademoiselle Mars (rencontres du Palais royal) : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Le Public : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Le Rebelle : 21 h.

Danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Compagnie Claudia Moore, 22 h (Canada), *chor. de C. Moore.* 80 F. 60 F.

OPÉRA DE PARIS. Palais Garnier (47-42-53-71). Hommage à Serge Lifar, 19 h 30, « Défilé » mus. de Berlioz. « Suite en blanc », mus. de Lalo. « Icare », mus. de Szyfer. « Les Mirages », mus. de Sauguet, de 300 F à 30 F.

THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). Compagnie Studio DM, jusqu'au 2 février, 21 h. « Pain de singe », chor. de Bernardo Montet. 80 F, 60 F, adh. : 48 F. Compagnie la Liseuse, jusqu'au 6 février, 19 h 30, mer., jeu., ven., sam., lun., mar. « L'Arrière-Salle », chor. de Georges Appaix. 80 F, 60 F, adh. : 48 F.

Les concerts

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Ensemble de l'Itinéraire, 20 h 30, Œuvres de Sciarrino, Dufourt et Taïra.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Opus Quatro, 20 h 30, avec A. Hasaum (ténor), M. Balsell (ténor), H. Irahola (baryton) et *F. Galiana (basse). Musique populaire et* d'Amérique latine. 80 F, 60 F, 35 F.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE La Petite Bande, 20 h 30, dir. par G. Leonhardt (clavecin) avec Sigiswald Kuijken (vl.), œuvres de Bach, 135 F, 105 F, 75 F.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-21-00-86), Jean-Pierre Rampal, 18 h 30, (flûte), Ph. Bernold (fl.), et E. Cooper (p.). Œuvres de Bach, Poulenc, Mozart, Telemann et Doppler. 49 F.

Région parisienne

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE DE *NEUILLY) (47-45-75-80).* ◇ *Knock* : 14 h 30.

VERSAILLES (THÉATRE MONTANSIER) (39-50-71-18). ◇ Le Cid (Soirées classiques) : 21 h.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) Relâche.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57)

Maître après Dieu (1950), de Louis Daquin, 15 h ; les Amants du Tage (1955), de Henri Verneuil, 17 h ; Un conte de fées hongrois (1987, v.o.s.t.f.), de Gyula Gazdag, 19 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : la Maison de Bernarda (1987, v.o.), de Mario Camus, 14 h 30 ; Los Motivos de Berta (1983, v.o.), de José Luis Guerin, 17 h 30 ; El Nido (1980, v.o.), de Jaime de Arminan, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

ANGE GARDIEN (Youg., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA BAMBA (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

BARFLY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can.-Suis., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CAYENNE PALACE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

COBRA VERDE (All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CORDES ET DISCORDES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CREEPSHOW 2 (*) (A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DANDIN (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

DE GUERRE LASSE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES DENTS DE LA MER 4, LA REVANCHE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

DERNIER CRI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

DRAGNET (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

EL SUR (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

GARDENS OF STONE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

GÉNÉRATION PERDUE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

IL SEMBLE MORT ? (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

Lundi 1er février

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LES KEUFS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LES MAITRES DE L'UNIVERS (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MAURICE (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

NOYADE INTERDITE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PACTE AVEC UN TUEUR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

POKER (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE PROVISEUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RENEGADE (It.-A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ROBOCOP (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TAMPOPO (Jap., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

LES FILMS NOUVEAUX

ACCORD PARFAIT. Film français d'Arsène Floquet : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'ARBRE DU DÉSIR. Film soviétique de Tenguiz Abouladzé, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD. Film français de Bernard Baissat : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

L'ILE AUX OISEAUX. Film français de Geoffroy Larcher : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

IN THIS OUR LIFE. Film américain de John Huston, v.o. : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LIAISON FATALE. (*) Film américain de Adrian Lyne, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SAXO. Film français d'Ariel Zeitoun : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TOO MUCH ! (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UNE FEMME HONNÊTE (Chin., v.o.) : *Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).*

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

Y'A BON LES BLANCS (Fr.-It.-Esp.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

YAM DAABO, LE CHOIX (Burkina-Faso, v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

YEELEN (malien, v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

Les grandes reprises

LES AMANTS (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LES ANGES DU MAL (**) (A., v.f.) : *Maxevilles, 9e (47-70-72-86).*

ATOMIC CYBORG (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CHAINES CONJUGALES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

CONFIDENCES SUR L'OREILLER (A., v.o.) : *Utopia Champollion, 5e* (43-26-84-65).

DE SANG FROID (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES DIABLES (**) (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

FANTASIA (A.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

FANTOME A VENDRE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

GLORIA (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

JOY AND JOAN (**) (Fr.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LOVE (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

MAMA ROMA (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LE MESSAGER (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MIDNIGHT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

MISFITS (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

ORDET (Dan., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

POLICE FRONTIÈRE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LE PRÊTE-NOM (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

QUAND LA VILLE DORT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

SALVADOR (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SCARFACE (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : *Action Ecoles, 5e* (43-25-72-07).

PARIS EN VISITES

MARDI 2 FÉVRIER

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 10 heures, 1, rue de Bellechasse, hall d'entrée (Mathilde Hager).

« *Une heure au Père-Lachaise* », 11 heures et 15 heures, boulevard Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 heures, sortie RER, côté quai Anatole-France (Didier Bouchard).

« L'Institut du monde arabe », 13 heures, entrée principale, rue des Fossés-Saint-Bernard (Paris et son histoire).

« Les impressionnistes avant 1870 », 13 h 30, Musée d'Orsay (Gh. Caneri).

« La Renaissance : architecture, décors, *mobilier* », *14 h 30, 23, rue de* Sévigné (Musée Carnavalet).

« Zadkine : atelier et œuvres », 14 h 30, 100 *bis*, rue d'Assas (Musée Zadkine).

« De la place des Vosges aux hôtels de Sens et de Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Port-Royal de Paris, histoire du jansénisme », 14 h 30, 123, boulevard de Port-Royal (Pierre-Yves Jaslet).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« *Hôtels* et *église* de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Pont-Marie (Gilles Botteau).

« Donation Duhem et collections Claude Monet », 14 h 30, Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (Approche de l'art).

« L'Opéra », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

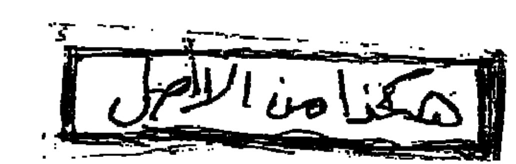
11, avenue du Président-Wilson, petit *auditorium, 14 h 30* : « Fernand Léger, la partie de cartes », par Serge Lemoine (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

3, rue Rousselet, 14 h 30 et *19 heures* : « *Le védisme, naissance du* brahmanisme et du bouddhisme » (Arcus).

Salle des ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Pétra et Neguev nabatéen » (Odette Boucher).







Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 1er février

TF 1

20.40 Cinéma : Train d'enfer. ■ Film français de Roger Hanin (1984). Avec Roger Hanin, Gérard Klein, Christine Pascal, Robin Renucci. **22.15 Magazine : Santé à la Une.** Emission d'Igor Barrère, présentée par Anne Barrère et Robert Namias. Thème : Les maladies transmissibles animal-homme. Avec les professeurs Gentilini, Mollaret, Moraillon et le vétérinaire Pierre Affre. **23.30 Journal. 0.00 La Bourse. 0.05 Magazine : Panique sur le 16** (rediff.).

A 2

▶ **20.30 L'heure de vérité.** Invité : Pierre Juquin. Le chef de file des « rénovateurs » répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Louis Lescène et Dominique Jamet. **22.10 Cinéma : Les magiciens.** ■ Film français de Claude Chabrol (1975). Avec Jean Rochefort, Stéfania Sandrelli, Franco Nero. **23.40 Magazine : Strophes. 23.55 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

20.30 Cinéma : Un dimanche de flics. ■ Film français de Michel Vianney (1982). Avec Victor Lanoux, Jean Rochefort, Barbara Sukowa, Maurice Biraud. **22.20 Journal. 22.40 Magazine : Océaniques.** Roland Barthes (1re partie). Entretien avec Jean-José Marchand. **23.35 Documentaire : 1988, l'année de la danse.** L'Angélus, de Millet.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Link. □ Film britannique de Richard Franklin (1985). Avec Elisabeth Shue, Terence Stamp, Steven Pinner. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Magazine : Canal foot. 22.50 Les K.O. de Canal +. 23.50 Cinéma : Bronco Billy.** ■■ Film américain de Clint Eastwood (1979). Avec Clint Eastwood, Sandra Locke, Geoffrey Lewis, Scatman Crothers (v.o.). **1.45 Série : Le retour de Mike Hammer.**

LA 5

20.30 Cinéma : Série noire. ■ Film français d'Alain Corneau (1980). Avec Patrick Dewaere, Bernard Blier, Marie Trintignant. **22.25 Série : Arabesque.** A mourir de rire. **23.15 Série : Mission impossible.** La veuve (rediff.). **0.10 Série : Maigret** (rediff.). **1.55 Série : La grande vallée** Coup monté (rediff.). **3.15 Aria de rêves.** Concert de musique classique.

M 6

20.50 Téléfilm : La troisième guerre mondiale. (1re partie). De David Greene, avec David Soul, Rock Hudson, Brian Keith. **22.30 Feuilleton : Pot-Bouille.** 5e épisode (rediff.). **23.20 Journal et météo. 23.35 Magazine : Club 6. 0.20 Magazine : Charmes** (rediff.). **0.50 Documentaire : Justice blanche.** La justice chez les Esquimaux. **1.30 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. La débâcle de juin 1940. **21.30 Dramatique : Zeta Zani Rag, de Nancy Huston. 22.40 La nuit sur un plateau. 0.05 Du jour au lendemain. 0.05 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 11 janvier 1988 en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois) : Musique de la Renaissance anglaise (œuvres de Sheppard, Byrd, Tallis, par les Tallis Scholars, dir. Peter Phillips ; à 22.30, Feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Loewe, un génie méconnu du Lied et de la ballade) ; à 23.07, Lied der Waldtaube, de Schoenberg, et Concerto pour piano et orchestre op. 61, de Kalkbrenner. **0.00 Musique de chambre.**

Mardi 2 février

TF 1

14.45 Variétés : La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. Avec Jack Lantier, Romuald, Rosalie Dubois, Luc Barney, Josy Andrieu. **15.10 Cinéma : L'ironie du sort.** Film français d'Edouard Molinaro (1974). Avec Claude Rich, Pierre Clémenti, Jacques Spiesser, Marie-Hélène Breillat. **16 h 45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16.** Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Jackie Quartz, Xavier Deluc, Jean Marais, Les Calamités, Florent Pagny. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Agence tous risques.** Les mustangs (2e partie). **19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Cinéma : Flic Story.** □ Film français de Jacques Deray (1975). Avec Alain Delon, Jean-Louis Trintignant, Marco Perrin, Renato Salvatori, Claudine Auger. **22.40 Football.** Match international amical : France-Suisse (en différé de Toulouse). **0.15 Journal. 0.45 La Bourse. 0.50 Magazine : Panique sur le 16** (rediff.). Jacky Quartz, Xavier Deluc, Jean Marais, Les Calamités, Florent Pagny.

A 2

14.35 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage, présenté par Marc Bessou. Avec Elli Medeiros, Betty Mars, Le Grand Orchestre du Splendid, 8 1/2, Pascal B. Carmen. **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Fête comme chez vous** (suite). **16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Chansons françaises. Avec Serge Lama, Mylène Farmer, Philippe Lavil, Pascal Chambry. **16.45 Récré A 2.** Barbapapa ; Bogus ; Bouquin copain ; Les Campbells. **17.20 Série : Au fil des jours.** Une urgence. **17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magnum.** Lettre à une duchesse. **18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy.** L'envers du jeu. **20.00 Journal. 20.30 Mardi cinéma : La gitane.** □ Film français de Philippe de Broca (1985). Avec Claude Brasseur, Valérie Kaprisky, Clémentine Célarié, Stéphane Audran, Marie-Anne Chazel. **22.05 Les jeux de Mardi cinéma.** Présentés par Fabrice. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Entrez sans frapper.**

FR 3

15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Mon héros préféré ; Decoramdam ; Top sixties ; La main verte ; La télé du cœur ; Faites-vous des amis ; Province-chic, province-choc ; De Ane à... zèbre ; Papy-Mamy ; Jeu de la séduction. **17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Studio folies.** Folies en grève. **17.30 Jeu : Ascenseur pour l'aventure. 17.35 Dessins animés :** Les entrechats. Le cousin de Brutus ; Les oiseaux. **18.00 Jeu : Génies en herbe. 18.30 Feuilleton : Arthur, roi des Celtes.** Hommes des bois. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.07 à 19.30, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** La vaccination. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.25 INC.** Les droits du couple. **20.30 La dernière séance : Soirée Robert Wise. 20.45 1er film : Hélène de Troie.** ■ Film américain de Robert Wise (1955). Avec Rossana Podesta, Jack Sernas, Sir Cedric Hardwicke, Stanley Baker. **22.40 Dessins animés : Tex Avery ; Tom et Jerry. 23.00 Journal.** ▶ **23.25 2e film : La maison du diable.** ■■ Film américain de Robert Wise (1963). Avec Julie Harris, Claire Bloom, Richard Johnson, Russ Tamblyn, Lois Maxwell.

CANAL PLUS

15.55 Cinéma : Bronco Billy. ■■ Film américain de Clint Eastwood (1979). Avec Clint Eastwood, Sandra Locke, Geoffrey Lewis, Scatman Crothers. **17.45 Cabou cadin.** Alvin et les Chipmunks. **18.10 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Buzy, Roger Pierre, Valérie-Anne Giscard d'Estaing. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : Michel Leeb. **20.30 Cinéma : Le beauf.** ■ Film français d'Yves Amoureux (1987). Avec Gérard Jugnot, Marianne Basler, Gérard Darmon, Zabou. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Elephant man.** ■■■ Film américain de David Lynch (1980). Avec Anthony Hopkins, John Hurt, Anne Bancroft, John Gielgud (v.o.). **0.15 Cinéma : Heroes.** ■■ Film américain de Jeremy Paul Kagan (1977). Avec Henry Winkler, Sally Field, Harrison Ford.

LA 5

15.20 Série : La grande vallée. A la poursuite du métis. **16.30 Série : La cinquième dimension.** Risque de paix mondiale ; Les coulisses du temps. **16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz. 17.20 Dessin animé : Flo et les Robinson suisses. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.10 Série : Mission impossible.** Le condamné. **18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique.** Présenté par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Etat de crise.** De Robert Young. Avec Peter Strauss, Mason Adams, Lew Ayres. **22.35 Série : Spenser.** La fièvre de l'enfer. **23.05 Série : Mission impossible.** Le condamné (rediff.). **0.00 Série : Maigret.** Maigret et l'indicateur (rediff.). **1.45 Série : La grande vallée.** A la poursuite du métis (rediff.). **2.55 Aria de rêves.** Concert de musique classique.

M 6

14.50 Feuilleton : Nans le berger. 13e épisode (rediff.). **15.20 Jeu : Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari.** Judy et le prestidigitateur. **18.00 Journal et météo. 18.10 Cinéma : Les pétroleuses.** □ Film français de Christian-Jaque (1971). Avec Brigitte Bardot, Claudia Cardinale, Micheline Presle, Michaël J. Pollard. **19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis. 20.50 Téléfilm : La troisième guerre mondiale** (2e partie). De David Greene, avec David Soul, Rock Hudson, Brian Keith, Katherine Hellmann. **22.30 Série : Maîtres et valets** Les grandes décisions (rediff.). **23.20 Journal et météo. 23.35 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.20 Documentaire : Les îles du Mingan.** *Ces îles du golfe du Saint-Laurent sont devenues un véritable musée géologique.* **1.15 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Dossier : Enfants battus, la loi et le silence. **21.30 L'agriculture biologique face à l'industrie agro-alimentaire. 22.40 Nuits magnétiques.** Promenons-nous dans les bois. 1. L'arbre. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

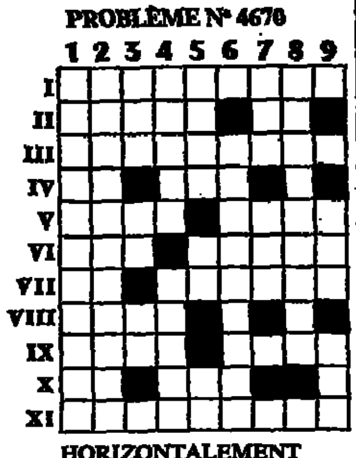
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert de jazz (donné le 2 novembre 1987 au Zénith et le 13 juillet 1987 à Nice) : Sonny Rollins, avec Cliff Anderson, Mark Soskin, Jerome Harris, Tommy Campbell : Dancing in the dark, de Schwartz/Dietz, Saint-Thomas et Promise de Rollins, Autumn nocturne de Roje, Allison de Rollins ; Miles Davis avec Kenny Garrett, Bob Irving, Adam Holzmann, Joe McCreary, Darryl Jones, Ricky Wellman, Mino Cinelu : Human nature de Toto, Wrinckle de Davis, Tutu de Miller, Movie star de Prince, Splatch de Miller, Time after time de Lauper, Full Nelson de Miller, Don't stop me now de Page/Toto, Carnaval time de Larson. **23.07 Club d'archives.** Les pêcheurs de perles. Les premiers concerts de Bruno Walter à la NBC (Weber, Haydn, Brahms) ; Les premiers enregistrements de Stravinski.

Informations

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4670



HORIZONTALEMENT

I. Nom donné à un tout petit os. – II. Court plus de risque quand il est à pied. Donné par le chef. – III. Une femme qui a intérêt à bien ouvrir ses portugaises – IV. Qui a fait son apparition. D'un auxiliaire. – V. Un grand d'autrefois. Parfois due à un choc. – VI. Se servit. Etre très regardant. – VII. La moitié de rien. Un compartiment pour mettre le bidet. – VIII. Pour soutenir. – IX. Coule en Afrique. Loué par des gens de bonne foi. – X. Qui est donc bien rentré. Pas présentable. – XI. Pèse beaucoup quand elle est vide.

VERTICALEMENT

1. Où il n'y a rien de cuit. – 2. N'est évidemment pas un homme de ressources. – 3. Collera. Fleuve. Symbole. – 4. Faire l'appel. Possessif. – 5. Qui avait donc intéressé. Lie. Terme musical. – 6. Pleine de mouches. – 7. Il faut généralement lui faire faire un tour avant de rentrer. Coule à l'étranger. – 8. On aurait tort de dire que ce n'est pas le mauvais cheval. – 9. Celle de la république ne dura pas longtemps. Soufflait comme un bœuf.

Solution du problème n° 4669

Horizontalement

I. Porte-monnaie. Io. – II. Ader. Boas. Ogre. – III. Renifleur. Plies. – IV. Quêteuse. Muet. – V. Ur. Ornières. Air. – VI. Eson. Et. Ur. Anne. – VII. Etêté. Prêt. – VIII. Ebaubi. Altesses. – IX. Uri. Lee. Lège. Su. – X. Ressort. Elan. Ta. – XI. Go. Rus. Sapin. – XII. Punaises. Relent. – XIII. Ré. Peinées. – XIV. Etai. On. Uvéites. – XV. Usines. Pures.

Verticalement

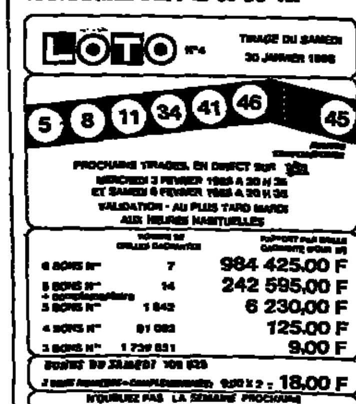
1. Parqueteur. Prés. – 2. Odeurs. Bréguet. – 3. Rêne. Oraison. Au. – 4. Triton. Apis. – 5. Fer. Eblouie. – 6. Lunetier. Sion. – 7. Obésité. Etrenné. – 8. Nouée. Ta. Usé. – 9. Nar. Ruelles. Eu. – 10. As. Mer. Tel. RSVP. – 11. Pus. Pégase. Eu. – 12. Eole. Arsenal. Ir. – 13. Gitanes. Pente. – 14. Ire. Intestin. Es. – 15. Oestre. Suantes.

GUY BROUTY.

● **SÉMINAIRE : autorité, leadership et innovation.** – La Fondation internationale de l'innovation sociale (association agréée par la Fondation de France) organise, du 24 février au 2 mars au FIAP d'Evry (Essonne), son onzième séminaire international sur le thème « Autorité, leadership et innovation ». Ce séminaire, ouvert à tous, a pour objectif d'offrir aux participants un apprentissage de la nature de l'autorité et de son rapport à l'innovation ; la méthode pédagogique repose sur les expériences vécues au cours du séminaire lui-même.

Les droits d'inscription s'élèvent à 8 700 F, hébergement et repas compris. Des bourses peuvent être accordées sous certaines conditions.

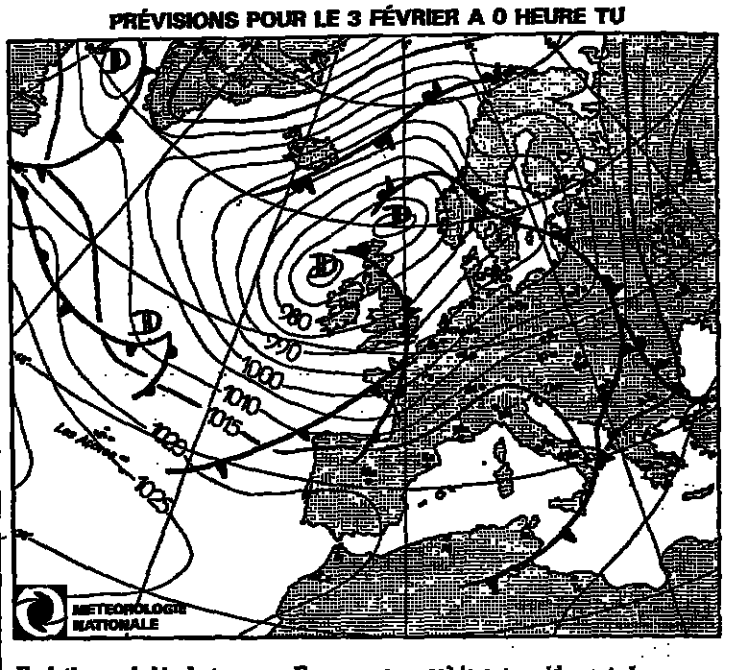
★ **Renseignements et inscriptions :** Mme S. Asquin, FIIS, 5, rue d'Alger, 75001 Paris. Tél. : 42-60-30-48.



MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1er FÉVRIER 1988 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 3 FÉVRIER A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 1er février à 0 h TU et le mardi 2 février à 24 h TU.

Le pays restera sous l'influence d'une vaste dépression centrée sur les îles britanniques. Après un passage rapide d'une perturbation très active lundi, un temps instable et un peu frais s'installera. Des averses parfois fortes et accompagnées de rafales de vent seront fréquentes.

Mardi : averses, vent fort et léger rafraîchissement.

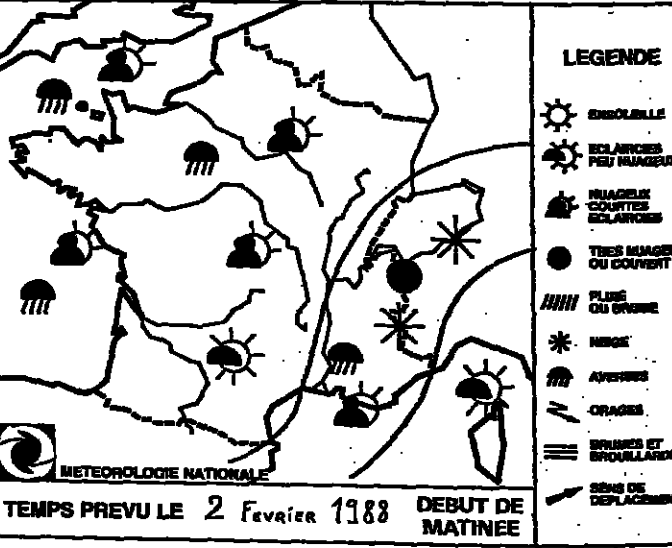
Sur les régions méditerranéennes, après un début de journée temporairement pluvieux, le Mistral et la Tramontane se lèveront. Ils souffleront modérément et dégageront le ciel.

Sur le reste du pays, le temps sera variable. Passages nuageux et éclaircies se succèderont rapidement. Les nuages seront accompagnés d'averses parfois fortes. Grêle et orages sont possibles surtout près des côtes. Il neigera vers 800 m. Les vents d'ouest-sud-ouest souffleront irrégulièrement. En rafales, ils pourront atteindre 150 km/h près des côtes de la Manche, 80 à 120 km/h près de l'Atlantique et dans l'intérieur sur la moitié Nord-Ouest.

En soirée, les pluies deviendront plus continues sur la Bretagne, la Basse-Normandie et la Vendée.

Les températures minimales seront comprises entre 6 degrés et 8 degrés près des côtes, entre 3 degrés et 6 degrés dans les terres.

Les maximales seront comprises entre 6 degrés et 10 degrés suivant l'heure et l'intensité des averses. Elles atteindront 10 degrés à 14 degrés sur les régions du Sud.



TEMPS PREVU LE 2 Février 1988 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima – minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 1er-02-1988 à 6 heures TU et le 2-02-1988 à 6 heures TU — le 1er-02-1988

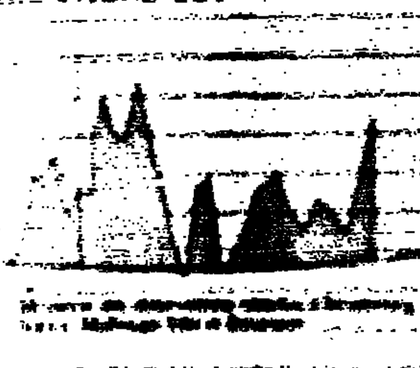
FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	13	2	D
BIARRITZ	13	11	O
BORDEAUX	9	9	O
BOURGES	8	4	P
BREST	9	8	P
CAEN	8	5	P
CHERBOURG	8	4	O
CLERMONT-FERR.	7	7	P
DIJON	8	1	P
GRENOBLE St-M-H	2	0	O
LILLE	8	3	P
LIMOGES	3	3	P
LYON	8	3	C
MARSEILLE-MAR.	11	4	N
NANCY	3	1	*
NANTES	10	7	P
NICE	13	5	N
PARIS-MONTS.	9	4	P
PAU	11	5	C
PERPIGNAN	11	4	P
RENNES	9	5	P
ST-ÉTIENNE	6	4	O
STRASBOURG	5	0	O
TOURS	9	5	N
TOULOUSE	9	6	N
POINTE-A-PITRE			

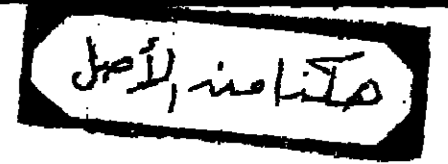
ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	19	5	D
AMSTERDAM	9	2	P
ATHÈNES	15	8	N
BANGKOK	35	26	N
BARCELONE	18	5	N
BELGRADE	7	3	O
BERLIN	6	1	N
BRUXELLES	7	3	P
LE CAIRE	24	13	D
COPENHAGUE	1	1	O
DAKAR	23	13	D
DELHI	24	10	N
DJERBA	18	12	D
GENÈVE	5	−1	*
HONGKONG	20	16	P
ISTANBUL	12	−1	O
JÉRUSALEM	20	8	P
LISBONNE	15	12	A
LONDRES	8	4	P
LOS ANGELES	17	8	D
LUXEMBOURG	2	0	*
MADRID	12	8	O
MARRAKECH	23	7	D
MEXICO	25	6	B
MILAN	12	−2	D
MONTRÉAL	9	5	P
MOSCOU	−14	−24	D
NAIROBI	29	16	N
NEW-YORK	12	−3	O
OSLO	−1	−3	*
PALMA-DE-MAL.	17	4	D
PÉKIN	3	−9	D
RIO-DE-JANEIRO	32	24	D
ROME	12	1	D
SINGAPOUR	28	24	O
STOCKHOLM	−2	−3	C
SYDNEY	22	20	C
TOKYO	12	3	D
TUNIS	17	6	N
VARSOVIE	−5	−9	*
VENISE	10	[illegible]	O
VIENNE	7	−3	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)





« services »

MÉTÉOROLOGIE

En France et sur une bonne partie de l'Europe

Un début d'hiver printanier

La tempête prévue pour la nuit du 29 au 30 janvier par la Météorologie nationale a bien atteint notre pays, avec tout juste quelques heures de retard. Son arrivée a entraîné un léger refroidissement qui est encore perceptible tôt ce 1er février : quelques gelées ont été observées dans l'est et le centre-est. Et la neige est tombée en abondance au-dessus de 1 000 mètres sur les massifs montagneux. Sur tout l'ouest de la France, les températures ont remonté, ce 1er février, au-dessus des normales journalières. Ce qui prolonge la période de temps très doux qui s'est installée le 15 décembre 1987.

La dépression très creuse (955 millibars), qui est actuellement centrée sur l'est de l'Irlande, a provoqué des vents très violents, générateurs de catastrophes : un mort à Nantes, écrasé par la chute d'un mur ; deux personnes emportées par les vagues, une à l'île de Bréhat, une à la Turballe (Loire-Atlantique) ; trois marins-pêcheurs d'Arcachon disparus avec leur bateau, le *Surcouf* ; deux automobilistes tués dans un accident dû à une véritable trombe d'eau qui s'est abattue sur la Dordogne ; 20 000 abonnés privés de téléphone dans Tarn-et-Garonne.

Ce régime très pertubé va continuer pendant au mois trois jours. Il sera accompagné de pluies importantes qui augmenteront les crues des cours d'eau. A Paris, le zouave du pont de l'Alma a déjà les pieds dans l'eau ; toutefois, la navigation est encore possible sur la Seine.

Depuis la mi-décembre 1987, les jours se suivent... et se ressemblent. Partout en France – et sur une bonne partie de l'Europe, – les températures sont très sensiblement supérieures, de 2 °C et même de 4 °Celsius, aux normales quotidiennes calculées, pour la France, sur les températures relevées pendant la période allant de 1951 à 1980. Comme en témoignent les chiffres, les graphiques et les comparaisons préparés par les services des renseignements-prévisions et de la climatologie de la Météorologie nationale.

Si on prend les moyennes mensuelles régionales pour les vingt-cinq premiers jours de janvier, ce surplus de chaleur est très net : région Ouest : 8,1 °C (normale du mois : 5 °C) ; région Nord : 6,8 °C (2,8 °C) ; région Nord-Est : 5,4 °C (1 °C) ; région Centre-Est : 6,5 °C (2,3 °C) ; région Sud-Ouest ; 8,8 °C (4,3 °C) ; région Sud-Est : 9,2 °C (6,4 °C) ; Corse : 11,2 °C (9,2 °C).

Les moyennes régionales de décembre 1987 sont, elles aussi, supérieures aux normales, mais d'une façon moindre étant donné les températures très souvent inférieures à la normale de la première quinzaine du mois.

Mais, même pour janvier, les moyennes régionales quotidiennes battent de peu ou même pas du tout les records des janviers chauds que nous avons connus depuis 1957. Un seul exemple : la moyenne régionale de janvier 1982 dans le Sud-Ouest a été de 8,5 °C. En revanche, la durée de cette période tiède est exceptionnelle. Mais, là encore, les records sont battus de peu pour l'ensemble des deux mois, en raison du froid qui a régné pendant la première quinzaine de décembre. Ainsi dans le Nord qui, pour la Météorologie nationale, va de Lille à Châteauroux, la moyenne régionale de l'ensemble décembre 1987 et janvier 1988 est de 7,45 °C (normale 5,5 °C), mais elle était de 7,1 °C pour la période correspondante 1974-1975 ; pour mémoire, elle n'était que de – 1,1 °C en 1962-1963 et de + 0,3 °C en 1963-1964.

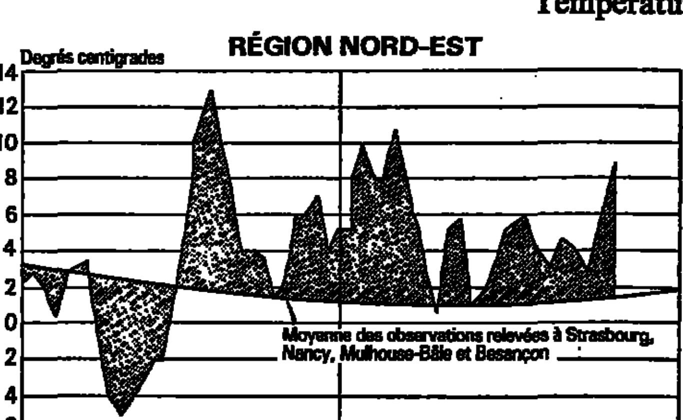
Si l'on considère l'ensemble des températures journalières du mois de décembre, un record a été battu à Paris-Montsouris le 17 décembre 1987 : le minimum de cette journée a été de 11,5 °C (record précédent : 10,9 °C le 17 décembre 1902, pour la période 1873-1987). Record de chaleur des mois de décembre à Hyères (Var) le 20 décembre 1987 avec 21,8 °C (20 °C le 23 décembre 1984).

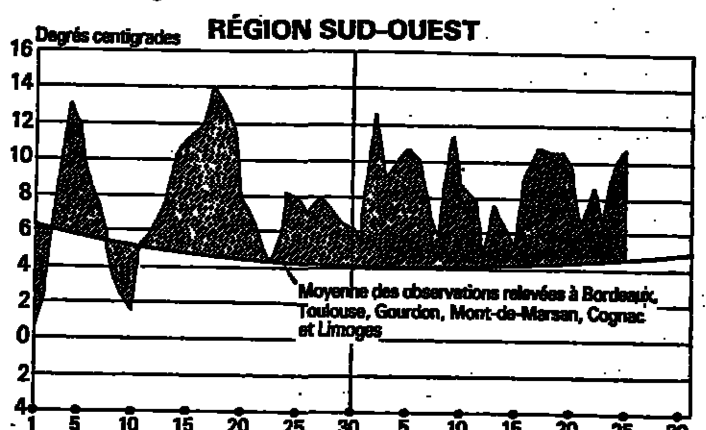
Record toujours à Paris-Montsouris depuis 1873 : la moyenne calculée pour la période 1er-25 janvier 1988 est de 7,7 °C et elle augmentera encore un peu avec la prise en compte des six derniers jours du mois.

La Météorologie nationale, en effet, ne prévoit aucun changement de type de temps pour les jours à venir. L'anticyclone continental qui s'étend souvent à cette saison sur l'Europe occidentale reste obstinément centré sur les confins de la Russie d'Europe et de la Sibérie. Rien ne s'oppose donc au passage des perturbations venues de l'Ouest, qui sont accompagnées de vents soufflant, pour nous, surtout de l'ouest et du sud-ouest, par conséquent humides et tièdes.

YVONNE REBEYROL

Températures au jour le jour





Institut

M. Henri Metzger à l'Académie des inscriptions et belles lettres

L'Académie des inscriptions et belles lettres – à laquelle appartenait déjà M. Georges Duby avant d'entrer à l'Académie Janson – a élu M. Henri Metzger au siège précisément occupé par Paul Imbs, décédé le 27 août 1987.

[Déjà correspondant de l'Académie des inscriptions, M. Henri Metzger est né le 19 août 1912 à La Tronche (Isère). Elève à l'Ecole normale supérieure de 1932 à 1935, professeur au gymnase protestant de Strasbourg de 1936 à 1937, agrégé des lettres en 1937, membre de l'Ecole française d'Athènes de 1938 à 1945, puis de l'Institut français d'archéologie d'Istanbul, professeur associé puis maître de conférences à la faculté des lettres de Lyon (grec archéologique) de 1948 à 1957, docteur ès lettres en 1950, professeur d'histoire de l'art antique à la même faculté de 1957 à 1975, il est directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul de 1975 à 1980.]

M. Gaston Defossé à l'Académie des sciences morales et politiques

L'Académie des sciences morales et politiques a élu, dans la section d'économie, au fauteuil de Robert Marjolin, décédé le 15 avril 1986, M. Gaston Defossé, directeur général honoraire de la BNP.

[Né le 19 janvier 1908 à Gouzeaucourt dans le Nord, M. Gaston Defossé est docteur en droit et diplômé HEC. Après avoir organisé le contrôle des sociétés coopératives de consommation et dirigé leur société générale, il a été, de 1945 à 1963, sous-directeur, directeur adjoint, directeur financier et directeur général de la BNCI et, de 1966 à 1975, directeur général adjoint, puis directeur général de la BNP. Entre temps, il avait été membre de la Commission d'études des méthodes de placement des obligations et de la Commission des opérations de Bourse. Il a publié de nombreux ouvrages, dont *la Gestion financière des entreprises, la Bourse des valeurs et les opérations de Bourse, les Valeurs mobilières*, etc.]



Le Carnet du Monde

Décès

– Mme Roger Bruneau,
son épouse,
M. Michel Bruneau,
son fils,
Gwénolé, Lucien et Gaëlle,
ses petits-enfants,
Mme Suzanne Ollier,
sa belle-sœur,
Les familles Bruneau et Merle,
ses cousins,
Ses amis et proches,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger BRUNEAU,
ancien président du Groupe des sociétés Mutuelle générale française,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 janvier 1988, à l'âge de soixante-quinze ans, en son domicile.

Le service religieux a eu lieu dans l'intimité, en l'église Saint-Christophe de Javel, suivi de l'inhumation au cimetière de Vaugirard.

– Mme Paulette Chapson,
M. et Mme Jean-Paul Chapson,
Cyril et Céline Chapson,
ont la douleur de faire part de la mort de

André CHAPSON,
croix de guerre,

survenue le 26 janvier 1988, à Paris.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 29 janvier 1988, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Dammartin-en-Goële, à 14 h 30, et l'inhumation au cimetière de Longperrier, dans le caveau de famille.

2, avenue de l'Eau-Bonne,
77230 Dammartin-en-Goële.

– Elisabeth Fontaine
et Bernard Pudal,
Sandrine Sagan,
Marie-Madeleine Fontaine,
Geneviève et François André,
Delphine et Julien,
Pierre et Hélène Fontaine,
Cécile, Alice et Thomas,
Fernand Terrisse,
Ginette Berthonneau,
Les familles Blanc, Mahieu et Van Roon,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Henriette FONTAINE,
née Blanc,
veuve d'Alfred Fontaine,

survenu le 28 janvier 1988, à l'âge de soixante-quinze ans.

La levée de corps aura lieu le 3 février, à 7 h 30, 59, avenue Reille, Paris-14e, et l'inhumation le 4 février, à 10 heures, en l'église de Lacaze, Tarn.

13, rue des Fulmins,
92330 Sceaux.

– Mme René Hauser,
son épouse,
M. et Mme Daniel Hauser,
ses enfants,
Adrienne Hauser,
sa petite-fille,
Mme Robert Beau,
sa belle-mère,
M. et Mme Philippe Beau
et leurs enfants,
ses beau-frère, belle-sœur, neveu et nièces
Et tous ses proches,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. René HAUSER,
chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des évadés,
médaille de Syrte-Cilicie,
chef d'escadrons honoraire de réserve,

survenu à Paris, le 22 janvier 1988.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylau, Paris-16e, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Dijon.

11, rue de Magdebourg,
75116 Paris.
Les Terrasses du Cap-Brun,
83100 Toulon.

– Les familles Lerossignol, Marniquet, Loisnard,
font part du décès de

Mme Pierre LEROSSIGNOL,

leur épouse, mère et grand-mère.

Les obsèques auront lieu le mardi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-Aubin de Houlgate (Calvados).

– Mme Charley Masurel,
son épouse,
M. et Mme Teddy Bondnel,
M. et Mme Edouard Derreumaux,
M. Thierry Masurel,
M. et Mme Jean-François Delcourt,
M. et Mme Pascal Jourdain,
ses enfants,
Et ses vingt petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charley MASUREL,
croix de guerre 1939-1945,
ancien président national du négoce de laine,

survenu à Croix, le 29 janvier 1988, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin, à Croix (Nord).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Hem.

15-51, résidence Flandres,
59170 Croix.

– M. Louis Saulgeot,
Yves et Marie-Odile Saulgeot
et leurs enfants,
Jean et Marie-Noëlle Mangin,
leurs enfants et petits-enfants,
François et Odile Saulgeot
et leurs enfants,
Michel et Monique Benoit-Cattin
et leurs enfants,
Bernard et Marie-France Saulgeot
et leurs enfants,
Dominique et Chantal Vielliard
et leurs enfants,
Marie-Cécile Saulgeot,
Jacques et Ghislaine Saulgeot
et leurs enfants,
M. et Mme Hubert Cromback,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et Mme Roger Gillet,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Michel Cromback,
ses enfants et petits-enfants,
Mlle Jeanne Saulgeot,
Sœur Bernadette-Marie Saulgeot,
M. et Mme Hubert Loriferne,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Robert Chatouillot,
ses enfants et petits-enfants,
M. Bernard Chatouillot
et ses enfants,
M. et Mme Hubert Chatouillot
et leurs enfants,

Les familles Baumel, Mairesse, Thomé, Droulers, Menant, Couder, Le Touzé, Cammet, Picard, Argand, Montguers,
Mlle Maria del Romeo,

Toute l'équipe de

Pénélope,

font part du rappel à Dieu de

Mme Louis SAULGEOT,
née Edith Cromback,

le 29 janvier, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février 1988, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons pour Pénélope, dont elle fut fondatrice.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, chaussée de la Muette,
75116 Paris.
Pénélope,
19, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

– Mme Jean-Alain Schvartz,
Arnaud, Pascal, Fabien,
Mme Jean Schvartz,
ses enfants et petits-enfants,
Le professeur et Mme Claude Laroche,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme René Schvartz,
M. Fernand Rivier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Alain SCHVARTZ,

survenu accidentellement le 29 janvier 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le 2 février 1988, à 14 heures, au temple protestant de Versailles, 8, rue Hoche.

20, rue des Princes,
31000 Toulouse.
23, rue Joseph-Mougin,
54000 Nancy.
34, rue Bassano,
75008 Paris.

Anniversaires

– Il y a cinq ans, disparaissait tragiquement, à l'âge de vingt et un ans, notre fille chérie

Sophie WINTER,
née Rosenthal.

Pensez à elle.

Communications diverses

– M. Dominique Baudis, président du conseil régional, maire de Toulouse, a offert et présidé, à la Maison des Pyrénées, à Paris, une réception pour les « Toulousains et Haut-Garonnais à Paris ».

Renseignement sur l'association : 47-99-14-19.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 30 janvier :

UN DÉCRET

● No 88-104 du 29 janvier 1988 relatif à la rémunération des apprentis dans les départements de la métropole.

DES ARRÊTÉS

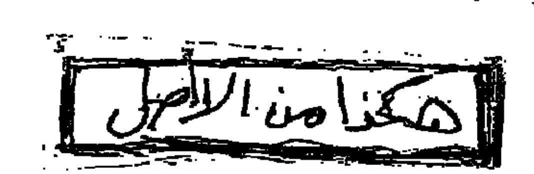
● Du 21 janvier 1988 portant création du Conseil supérieur des archives.

● Du 25 janvier 1988 fixant la liste des académies dans lesquelles peuvent être subies certaines épreuves de langues étrangères à la session de 1988 du baccalauréat de l'enseignement du second degré.

DES LISTES

● Des élèves du centre universitaire des sciences et techniques de l'université de Clermont-Ferrand-II ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Toulouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986.



Sports

FOOTBALL AMÉRICAIN : le superbowl

Sur le sentier des Red Skins

Les Red Skins (Peaux rouges) de Washington ont battu, dimanche 31 janvier à San Diego (Californie) les Broncos de Denver par 42 points à 10, lors de la grande finale annuelle du football américain. Ce 22e « superbowl » a offert aux 74 000 spectateurs américains une pluie de records. Grande vedette de la partie, Douglas Williams, le premier quater back noir de l'histoire du football américain, a fait marquer quatre « touch down » (l'équivalent de l'essai au rugby) à ses coéquipiers des Peaux rouges. Alors que le jeune « coureur » Tommy Smith battait le record des yards gagnés ballon en main.

WASHINGTON
correspondance

Avec l'appui du Colonel North mais en comptant surtout sur Dieu, les Red Skins (Peaux rouges) de Washington ont battu 42-10, dimanche 31 janvier, les Broncos (Chevaux sauvages) de Denver lors de la grande finale du football américain, le « superbowl », opposant à San Diego (Californie les vainqueurs des deux ligues, la NFL et la AFL.

En tout cas, la bataille de San Diego est historique. Pour la première fois dans l'histoire du « superbowl » un Noir, Douglas Williams a tenu le poste-clé de « quater back », le stratège commandant les multiples combinaisons offensives et les exécutant par des passes précises destinées aux « receivers », spécialisés dans la réception du ballon. Une tache dont il s'est acquitté avec le plus grand succès dimanche : il a marqué quatre « touch down » (essai). Douglas Williams, relativement âgé (trente-deux ans), a connu beaucoup d'épreuves personnelles (sa femme est morte récemment d'une tumeur au cerveau) et professionnelles (il fut longtemps un remplaçant). Mais il a bien résisté à l'assaut d'un millier de journalistes voyant en sa promotion les signes prometteurs d'un changement. Williams, modeste, répète : *« Je représente les Red Skins et non pas tous les Noirs... »*

A dire vrai, les joueurs des deux équipes paraissent les moins affectés par la fièvre qui sévit dans tout le pays et particulièrement à Washington et à Denver. Les signes extérieurs de cette fièvre abondent. Dans les rues on croise des groupes portant casquettes, bonnets, maillots de corps, fanions, certains même ont mis sur leur nez des groins de porc (les attaquants des Red Skins sont ainsi appelés). Des chiens courent, revêtus d'un paletot miniature aux couleurs jaune et or et bordeaux du club.

Grand-messe et kermesse

Le match est plus qu'un événement sportif. San Diego est devenu en fait un haut lieu accueillant des dévôts communiant dans l'amour d'un sport, mettant en évidence à leurs yeux des qualités intrinsèquement américaines : discipline, application au travail, volonté de gagner. Un sport où la subtilité d'une stratégie soigneusement préparée au tableau noir aboutit sur le terrain à un affrontement physique très violent mais rarement brutal.

Plusieurs sociologues assimilent la semaine du « superbowl » à un service religieux national pendant lequel le public veut tout savoir sur les joueurs : leur appétit, leur vie personnelle, leur sommeil, et même leurs selles... Les médias ne leur épargnent aucun détail et entretiennent la fièvre qui pousse le Congrès à s'ajourner et aux supermarchés à fermer leurs portes plus tôt. *« Il faut être anti-américain et même communiste pour ne pas regarder le superbowl »*, ont dit quelques supporters fanatiques.

Mais il y a relativement peu d'élus admis à cette grand-messe : le stade de San Diego n'a que 73 000 places. Comme le dit cyniquement un revendeur de billets : *« Le « superbowl » n'est pas pour le grand public... C'est trop cher »*. En effet, les petites annonces des journaux offrent des tickets de 100 dollars pour 400, 700, 1 000 et 2000 dollars. Au pays de la libre entreprise l'offre et la demande fonctionnent bien. Plus on se rapproche du match plus les prix des billets ont baissé, les revendeurs craignant d'être finalement perdants.

Les billets sont achetés à prix d'or par des grandes sociétés qui les utilisent pour leur promotion en les offrant à leurs bons clients ou pour récompenser leurs cadres. Dans l'enceinte du parking du stade de grandes tentes ont été dressées où le « big business » offre une sorte de pique-nique. Mais les affaires sont les affaires... La Ligue prend environ 10 % sur toutes les ventes de souvenirs qui, cette année, devraient dépasser 12 millions de dollars... Pendant cette kermesse l'argent ne compte pas et l'extravagance est de rigueur, illustrée par exemple par le multimillionnaire propriétaire des Red Skins, affrétant un gros avion pour transporter les familles des joueurs et ses meilleurs amis et connaissances. Les bookmakers anticipent un chiffre d'affaires record de 45 millions de dollars, un accroissement de 5 millions sur l'an dernier et cela parce que les « quarter backs », beaux garçons, stimulent les paris des femmes.

Mais le « superbowl » est avant tout la grande fête de la télévision. L'audience est évaluée à 150 millions de personnes, auxquelles les grands réseaux des chaînes câblées offrent au moins six heures de spectacle.

La diffusion du match étant assurée par rotation, c'est la chaîne ABC qui, cette année, fera de substantiels bénéfices. Elle avait prévu en effet 51 spots publicitaires de 30 secondes vendus chacun au prix de 675 000 dollars ! L'indice d'écoute dépasse celui des Jeux olympiques et, selon les réseaux, le « superbowl » est l'événement sportif captant la plus grande audience du monde.

Chaque joueur de l'équipe gagnante touchera 36 000 dollars (18 000 dollars pour chaque joueur de l'équipe perdante). A ces sommes il faut ajouter des primes de l'ordre de 60 000 dollars.

Indifférents à ce brassage d'argent, les supporters se préoccupent seulement de leurs héros. les Red Skins se différencient des autres équipes par leur chant de guerre, chanté dans les écoles, les bars, au Congrès, dans les prisons et même dans certaines églises. Il est le mot de passe discrètement sifflé par les timides qui hésitent à afficher leurs couleurs : *« Hall to the Red Skins. Heal Victory* (Salut aux Reds Skins. Salut la victoire). »

HENRI PIERRE.



Ricky Sanders des Red Skins de Washington poursuivi par Mark Haynes des Broncos de Denver inscrit un essai sur une passe de son « quarter back » Douglas Williams dans le deuxième quart-temps de la finale.

ESCALADE : les masters de Bercy

Vaincre le toit des stades

L'Américaine Lynn Hill et le Français Didier Raboutou ont remporté les masters d'escalade en salle disputés le samedi 30 janvier au palais omnisports de Paris-Bercy. Lynn Hill s'est imposée devant les Françaises Catherine Destivelle et Isabelle Patissier. Chez les messieurs, l'un des favoris de l'épreuve, le Français Jacky Godoffe, a été éliminé dès le premier tour. Le public parisien a répondu mollement à l'événement sportif organisé par la Fédération française de montagne et d'escalade (FFME) pour servir de tremplin à un ambitieux programme de développement de cette discipline.

En plein air il y a les falaises. A l'intérieur, il y a les murs. L'escalade s'offre de nouveaux terrains d'aventure : la ville et la compétition. Elle ne se contente plus de héros inventant, dans le sillage de Patrick Edlinger, d'incroyables ballets entre ciel et rocher.

Elle veut des champions, des titres, des podiums. Elle rêve même d'entrer dans la prestigieuse famille des disciplines olympiques. Art de vivre et de grimper en pleine nature, cette douce religion minérale a conquis ses fidèles à partir de calanques dorées ou de cascades de roc reculées et silencieuses. Elle s'est forgée une légende éclair, loin des trépidations de ce siècle.

La voici qui se frotte aux sponsors, cherche la lumière des projecteurs, équipe des parois de béton au cœur même des cités, fait appel à des architectes pour réinventer des portions de montagne en bois et résine sous le toit des stades.

Elle organise son « mundial », son « master » prépare un championnat de France pour l'automne 1988, un circuit international pour 1989. Et songe sérieusement à un championnat et une coupe du monde pour 1990.

Bref, l'escalade se structure, se professionnalise, cherche à sculpter sa place de sport à part entière. Le master de Bercy, survenant après les premières épreuves en salle de Vaulx-en-Velin 86 et 87, puis de Grenoble au mois de novembre dernier, témoigne de cette volonté d'atteindre une nouvelle dimension. Faire de l'opéra vertical une véritable compétition sportive, tel était l'enjeu d'un sommet confrontant les meilleurs grimpeurs mondiaux sélectionnés sur leurs résultats dans les quatre principales épreuves 1987 en salle et en site naturel (Vaulx-en-Velin, Troubat dans les Hautes-Pyrénées, Arco en Italie et Grenoble).

Un grand absent toutefois sur le mur de Bercy : Patrick Edlinger. Le jeune père de l'escalade moderne a tendance à bouder des compétitions qui se heurtaient jusque-là à des problèmes de crédibilité sportive. Manque de clarté des règlements, dérapages du jury, failles dans l'organisation chargée de placer tous les concurrents sur un pied d'égalité face à des parcours dits « à vue » qu'ils étaient censés découvrir au dernier moment, étaient autant de péchés de jeunesse dont le master de Bercy a soigneusement voulu se débarrasser.

Les grimpeurs n'ont eu que quelques minutes, la veille de l'épreuve pour jauger, à l'œil et au toucher, la paroi de résine grise imaginée par l'architecte Jean-Marc Blanche et sur laquelle les ouvreurs Fabrice Guillot et Antoine Le Menestrel ont tracé les voies de la compétition. Samedi tout le monde était au secret dans les entrailles de Bercy, sans possibilité ni de contacter l'extérieur, ni de voir évoluer les adversaires.

Précautions draconiennes qui font du Toulousain Didier Raboutou et de la très volontaire Californienne Lynn Hill des champions du jour au-dessus de tout soupçon. *« La compétition est une donnée encore toute neuve dans l'escalade*, souligne le directeur sportif de l'épreuve Jean-Marc Troussier, trente et un ans. *Les grimpeurs ne sont pas habitués à respecter un jury. Beaucoup se sont montrés réticents à l'égard de ces confrontations et ne voulaient pas entrer dans un circuit professionnel. Les enjeux économiques les ont poussés à accepter un tel système. Patrick Edlinger et Catherine Destivelle ont acquis une très forte renommée médiatique. D'autres sont en quête de cette reconnaissance à travers des performances sportives. »*

La mutation de l'escalade s'accélère. Non sans tiraillements. Comme en témoigne la réunification forcée en octobre 1987, sous la houlette du secrétariat à la jeunesse et aux sports, de la « traditionaliste » Fédération française de montagne (FFM) et de la « dissidente » Fédération française d'escalade (FFE), ouverte à la compétition. La nouvelle FFME, décidée à populariser l'escalade en équipant les murs des villes – on en compte plus de cent trente aujourd'hui – et en organisant, très vite, des circuits de compétition réguliers, veut propager la fièvre grimpeuse bien au-delà des 100 000 pratiquants officieux et officiels. Cette ambition clairement affichée de développer un véritable sport-système à la mode verticale attire des sponsors autres que les fabricants de matériel, soutien et employeurs traditionnels des grimpeurs. *« Mais il ne faudrait surtout pas que tout cela devienne trop gros, trop vite,* prévient Georges Daguenet, responsable pour la France de la marque de cordage ouest-allemande Edelrid. *Imaginez un drame lors d'une compétition. Il n'en faudrait pas plus pour faire reculer un partenaire peu familiarisé avec le milieu. »*

Pour l'heure, les budgets sont à la hausse ; 1 million de francs à Thonon en juin 1987, 1,2 million à Bercy. Mais le succès populaire n'est pas pour autant assuré : 3 500 spectateurs payants à Paris. L'escalade ne fait pas encore monter l'affluence dans les grandes villes.

MICHEL DESFONTAINES.

VOILE : championnat du monde de Star

Marc Pajot s'affale

Dans sa quête d'une nouvelle médaille olympique aux Jeux de Séoul, Marc Pajot n'arborera pas, au sommet de sa grand voile, l'étoile d'or qui distingue le champion du monde des *« stars »*. Le titre qui s'est disputé en Argentine dans l'estuaire boueux du rio de la Plata n'a pas échappé, le samedi 30 janvier, à l'une de ses vieilles connaissances : le Californien de père français, Paul Cayard, technicien à bord d'*USA*, le 12 m J.I. de Tom Blackaller, lors de la dernière Coupe de l'America. Associé à Steve Ericksson, déjà champion du monde et champion olympique en Star, (série à quille monotype) Paul Cayard a remporté trois des six régates, et a réduit ses adversaires au rôle de comparses.

En choisissant de tenter à nouveau l'aventure olympique, l'ancien skipper d'*Elf-Aquitaine* puis de *French Kiss* n'a pas opté pour la facilité. Les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la Coupe de l'America, et surtout les difficultés rencontrées pour réunir le budget de 200 millions de francs qu'il estime nécessaire pour son prochain défi, l'ont presque contraint à monter une opération susceptible de le ramener au premier plan de l'actualité.

Or, la *« Star Class »* n'est pas seulement un art de vivre et un club un peu fermé, dont le siège est à Chicago. C'est aussi la plus ancienne (1911) et la plus prestigieuse des séries olympiques, puisqu'on trouve à son palmarès les *« super-stars »* de la voile : Dennis Conner, Tom Blackaller et Paul Elvström qui comptent chacun deux titres mondiaux.

La présence au palmarès des Stars de quelques-uns des meilleurs barreurs de la Coupe de l'América n'est d'ailleurs pas fortuite. Par son lest impressionnant – plus de 400 kg pour un déplacement de 730 kg, son gréement qui privilégie le réglage de la grand-voile – le Star ne manque pas de points communs avec un 12 m JI. Les régates de Stars, qui requièrent une grande subtilité de réglage et une belle maîtrise tactique, ne peuvent que servir Marc Pajot et son équipier Stéphan Poughon, second régleur de grand-voile de *French Kiss* dans la perspective d'un second défi en Coupe de l'America.

L'expérience acquise dans cette épreuve est pourtant loin d'être suffisante pour jouer d'emblée les premiers rôles en Star. Après trois mois de préparation et malgré une musculation intensive d'une heure et demie par jour, Marc Pajot et Stéphan Poughon se sont vite aperçus qu'ils étaient encore loin de faire le poids. Au propre – 180 kg à eux deux contre 220 à 240 kg pour les meilleurs équipages – comme au figuré. Trop absorbés par leurs réglages, manquant de vitesse au près, ils ont navigué dans la deuxième moitié de la flotte des soixante-dix engagés. Ils termineront finalement quarante-sixième au classement général derrière l'autre équipage français Jacques Fouroux-Philippe Rinaldi.

Après ce dur apprentissage, Marc Pajot et Stéphan Poughon vont devoir vite progresser s'ils veulent être sélectionnables par la Fédération française de voile pour les Jeux.

Il leur faudrait terminer au moins une fois dans les huit premiers lors des prochains rendez-vous de Stars : Championnat des Etats-Unis (20-27 février à Miami), Championnat d'Europe (24 au 30 avril en Yougoslavie), Semaine de Medemblick (Pays-Bas, 25 au 29 mai) et de Kiel (18 au 24 juin).

Toutefois, une sélection ne suffirait pas à l'ancien médaillé d'argent des Jeux de Kiel en 1972, puisqu'il se rendra seulement à Séoul s'il *« considère avoir une chance de figurer dans les cinq premiers »*.

G. A.

Les résultats

Automobilisme

24 HEURES DE DAYTONA

A nouveau présente dans les compétitions d'endurance depuis deux ans, la firme Jaguar a mis fin à sept ans de domination Porsche à Daytona : la XJR-9 du Brésilien Raul Boesel, du Danois John Nielsen et de l'Anglais Martin Brundle a couvert, les 30 et 31 janvier, 728 tours à la moyenne de 174 km/h devançant ainsi la Porsche 962 du Français Bob Wolleck, de l'Italien Mauro Baldi et de l'Anglais Brian Redman.

Basket-ball

MATCH INTERNATIONAL AMICAL

Quatre jours avant le match de l'Euro 89 contre l'URSS, l'équipe de France de basket-ball a battu au cours d'une rencontre amicale celle de Grèce, championne d'Europe en titre, par 91 à 90.

Boxe

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES COQ

Le Français Fabrice Bénichou, vingt-deux ans, a conquis le 30 janvier à Calais le titre de champion d'Europe des coq laissé vacant par le Toulonnais Louis Gomis. Bénichou a mis KO à la neuvième reprise Thierry Jacob, bon technicien mais incapable d'endiguer la puissance de son adversaire. C'est le quatrième Français détenteur d'un titre européen avec Tex N'Kalankete (super-légers), René Jaquot (super-welters) et Pierre Joly (moyens).

Cyclisme

CHAMPIONNATS DU MONDE DE CYCLO-CROSS A HAGENDORF (SUISSE)

Sur un parcours extrêmement boueux, le Suisse Pascal Richard est devenu champion du monde 1988 de cyclo-cross dimanche 31 janvier en précédent le Néerlandais Arie Van Der Poel et deux de ses compatriotes, Breu et Zweiffler. Le Français Christophe Lavainne s'est classé cinquième à plus de cinq minutes du vainqueur.

Escrime

CHALLENGE MARTINI A PARIS

Le Hongrois Paal Szekeres a gagné dimanche 31 janvier au stade Coubertin de Paris le Challenge Martini au fleuret, comptant pour la Coupe du monde. Il a battu le Français Youssef Hocine 10 touches à 6.

Judo

TOURNOI INTERNATIONAL JUNIORS DE POISSY

Les Français de moins de vingt et un ans se sont imposés dans quatre catégories sur sept le 30 janvier à Poissy au cours du tournoi international disputé par les concurrents de douze nations : Franck Moreau (60 kg). Patrick Rosso (65 kg). Fabrice Guenet (95 kg) et David Douillet (plus de 95 kg).

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(première journée retour de la deuxième phase)

Poule 1

*Tarbes b. Grenoble	15- 9
*Agen b. Saint-Jean-de-Luz	25- 3
Lourdes b. *Pau	6- 4
Toulon b. *Béziers	15-12

Classement. – 1. Toulon, 23 pts ; 2. Agen, 19 ; 3. Grenoble, 17.

Poule 2

Dax b. *Valence	16-10
*Perpignan-R. b. Graulhet	18- 3
*Aurillac et Bègles-Bordeaux	(reporté)
*Auch et Tulle	(reporté)

Classement. – 1. Dax, 21 pts ; 2. Bègles-Bordeaux, Perpignan-R. et Graulhet, 17.

Poule 3

*Racing-CF b. Montferrand	15-10
Bayonne b. *Montchanin	7- 4
Bourgoin-J. b. *Biarritz	17- 9
*Toulouse b. Romans	54-15

Classement. – 1. Toulouse, 22 pts ; 2. Bourgoin-J. et Bayonne, 19.

Poule 4

Narbonne b. *Hyères	19- 3
*Brive b. Nice	47-13
*Bagnères b. Marmande	13- 3
*Mont-de-Marsan b. Tyrosse	17- 9

Classement. – 1. Narbonne, 21 pts ; 2. Brive et Bagnères, 20.

Ski alpin

COUPE DU MONDE

● *Slalom géant messieurs de Schladming (Autriche)* : samedi 30 janvier. – 1. Rudolf Nierlich ; 2. Hubert Strolz ; 3. Helmut Mayer (tous trois Autrichiens). *Le premier Français, Yves Tavernier, se classe onzième.*

● *Slalom géant dames de Kranjska-Gora (Yougoslavie)* : samedi 30 janvier. – 1. Mateja Svet (Youg.) ; 2. Vreni Schneider (Sui.) ; 3. Blanca Fernandez-Ochoa (Esp.) ; (...) 5. Catherine Quittet.

● *Slalom spécial dames de Kranjska-Gora* : dimanche 31 janvier. – 1. Mateja Svet ; 2. Vreni Schneider ; 3. Roswitha Steiner ; (...) 8. Christelle Guignard.

Tennis

TOURNOI CARE A MULHOUSE

Disputé quelques jours avant la rencontre de Coupe Davis Suisse-France à Bâle, le tournoi Care, organisé au profit des enfants du Mozambique, a été gagné par Guy Forget, vainqueur en finale de Thierry Tulasne (6-0, 7-6).

HIPPISME : le Prix d'Amérique

Ourasi, Hourra !

Il est venu, il a couru, il a vaincu. Contrat rempli pour Ourasi, qui a remporté, dimanche 31 janvier à Vincennes, son troisième Prix d'Amérique d'affilée devant Permissionnaire et Mack the Knife. Surnommé le Roi fainéant, le champion a, comme d'habitude, attendu la dernière ligne droite pour allonger la foulée et ajouter un nouveau titre à sa gloire. Véritable athlète du trot, ce cheval de huit ans ne fait jamais d'effort inutile, dosant parfaitement ses courses sous la conduite du maître driver Jean-René Gougeon qui, à soixante ans, a bouclé victorieusement son huitième Prix d'Amérique.

Révélé il y a cinq ans, Ourasi a signé 22 victoires consécutives en 1987, une série record dans l'histoire du trot. Dimanche, son allure puissante a encore fait passer un frisson d'émotion dans la tribune archicomble (30 000 spectateurs) de l'hippodrome parisien, et si sa victoire a paru moins nette que naguère, le chronomètre est formel : 3 mn 20 s 6/10, record de l'épreuve battu.

En remportant cette course condidérée comme le championnat du monde des trotteurs et dotée de 2,5 millions de prix, Ourasi a augmenté un peu plus la fortune de son propriétaire, M. Raoul Ostheimer. Celui-ci est actuellement au centre d'un procès intenté par son ex-épouse. Elle lui reproche d'avoir vendu la moitié du cheval (20 parts de 600 000 F) sans la consulter, et surtout de ne plus partager avec elle les gains du crack depuis son remariage en 1987.

Dimanche, le record des enjeux, toutes formes de paris confondues, a été battu : 213 millions de francs ont été joués par les Français.

LADE : les masters de Bercy

cre le toit des stades

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable commercial
chimie de spécialités
STRASBOURG

Une importante société chimique, rattachée à l'un des tous premiers groupes industriels français, recherche un responsable commercial.

Une expérience de la vente et de l'assistance technique à la clientèle est nécessaire. Il sera l'interlocuteur des services techniques et commerciaux de la société pour répondre aux besoins de la clientèle.

Il aura une bonne culture technique générale (ingénieur éventuellement DUT chimie) lui permettant de s'adapter tout à la fois à une clientèle industrielle et à une gamme de produits et d'applications diversifiées.
Connaissance de l'anglais fortement appréciée.
Perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Poste basé à Strasbourg.

Ecrire sous réf. 4 A 896-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Société industrielle française (950 personnes, 650 millions de CA) possédant une forte notoriété dans son domaine et dotée d'outils de production performants (robotique, commandes numériques, découpe laser...) recherche pour l'une de ses unités situées dans l'Ouest de la France

• Jeune ingénieur de production
2 ans d'expérience

Dans un premier temps, un an environ, rattaché au Directeur de l'usine (500 personnes), il lui sera confié des missions devant lui permettre une excellente connaissance des différents secteurs de cette unité de production performante. Il sera ensuite affecté comme ingénieur de production au sein de l'un des départements.

Diplômé AM, ECL, CESTI..., il disposera d'une première expérience dans un site industriel (méthode, gestion de production...).

Poste évolutif pour candidat de valeur.

réf. 4 A 870-8 M

• Chef de service maintenance et installations nouvelles

Rattaché au Directeur d'usine, il succèdera à l'actuel responsable amené à prendre sa retraite.

Animateur et gestionnaire d'un service d'environ 35 personnes, il aura également comme objectif de concevoir et de mettre en œuvre une politique efficace de maintenance préventive. Par ailleurs, il sera responsable, en étroite liaison avec le service méthodes de l'étude et de la mise en place d'investissements.

Ingénieur AM ou équivalent, il possédera une expérience de 8 ans environ dans le même type de fonction et ainsi que des connaissances approfondies en électromécanique et automatismes. De fortes capacités d'organisation et d'animation sont indispensables.

réf. 4 A 871-8 M

Postes : ville 50 km du Mans.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Un opérationnel de la fonction personnel

Une PMI (150 personnes), des Pays de Loire, appartenant à un Groupe dynamique du secteur emballage, recherche son Responsable des Ressources Humaines.

Sensibilisé par sa formation et une expérience d'environ 5 ans en milieu industriel aux volets administratif et juridique de la fonction, il sera avant tout très présent et à l'écoute du terrain, proposera, "vendra" et animera les actions qui concourront au développement de la société et de son potentiel humain.

Il s'impliquera en tant que membre de l'équipe de Direction dans les réflexions politiques de l'entreprise mais saura aussi gérer avec pragmatisme le quotidien.

Ecrire sous réf. 4 A 894-8 M
Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé - 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap

PUBLIPANEL

Société industrielle française (950 personnes, 650 millions de CA), possédant une forte notoriété dans son domaine et dotée d'outils de production performants (robotique, commandes numériques, découpe laser...) recherche un

Jeune ingénieur
AM, ECL...
3 ans d'expérience

pour mettre en œuvre un investissement lourd (36 millions de francs) et stratégique pour le développement de ses activités.
Il prendra en charge ce projet dont il assurera l'implantation et le suivi.

Cette mission d'une durée minimale de 2 ans débouchera sur des responsabilités plus larges au sein de cette société qui pratique une gestion de personnel originale et participative.
Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé possédant une première expérience dans une unité de production (méthodes, investissements, entretien...).
La connaissance des techniques d'emboutissage serait un atout important. Des qualités de pragmatisme et d'imagination technique sont indispensables.
Poste basé à Beauchamp (95).

Ecrire sous réf. 4 A 872-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Cap sur une direction de production

Un groupe papetier dynamique bâtit son expansion sur des valeurs de créativité et de décentralisation des responsabilités au service de la performance et de la qualité. Il propose des opportunités de carrière attractives à un

Ingénieur débutant
fort potentiel
Centrale, Mines, AM

mobile géographiquement et désireux de s'affirmer sur le terrain de la production. Il collaborera dans un premier temps avec la Direction Générale d'une filiale industrielle sur des missions d'organisation en liaison avec la conception et la mise en œuvre d'un nouveau plan informatique (gestion et process). Ayant ainsi affiné son sens du dialogue et de l'animation, expérimenté les différents rouages d'une entreprise, il sera en mesure de valoriser son potentiel dans une responsabilité opérationnelle de production.

Ecrire sous réf. 4 B 656-7 M
Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé - 33000 Bordeaux.

etap

PUBLIPANEL

Gérer et négocier

Diriger les services financiers et juridiques du n°1 de la CFAO en Europe (filiale d'un groupe aéronautique international).
Participer aux négociations commerciales au plus haut niveau (France et étranger).
Ce sont les fonctions essentielles du

Secrétaire général

Membre du Comité Directeur, il est chargé de l'établissement, du suivi et du reporting des activités budgétaires, comptables, financières et administratives ; il participe à la négociation et supervise la rédaction et le suivi des contrats ; il sélectionne, développe et installe les moyens informatiques de gestion ; il contrôle la production et la distribution des produits (supports magnétiques et documentations), il anime les moyens généraux.

Ces 5 services regroupent 25 collaborateurs.
De formation supérieure, il possède une solide expérience des fonctions financières et a su s'imposer par son charisme dans une structure évolutive.
Ce poste est basé à Paris, il nécessite la pratique courante de l'anglais.
Ecrivez sous référence 704186/LM.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS LYON STRASBOURG LILLE

la seigneurie

Patron des achats les bons fournisseurs font les belles couleurs.

Acheter, c'est votre métier depuis au moins 6 ou 7 ans. Vous le pratiquez dans l'industrie. Votre formation Sup. de Co. ou ingénieur vous a donné la culture générale nécessaire pour bien comprendre les impératifs de production, les contraintes du laboratoire, les critères d'efficacité d'un fournisseur. Et depuis, vous avez appris à bien négocier, à détecter les entreprises fiables en France comme à l'étranger. Vous parlez anglais.

Notre société, filiale du groupe Elf Aquitaine est le premier producteur français de peintures et revêtements pour le bâtiment. Notre patron des achats nous quitte. Il a atteint l'âge d'une retraite bien méritée. Nous sommes prêts à vous accueillir dans ce poste important : 300 MF d'achats, la responsabilité des approvisionnements, des fournisseurs partout en Europe, des critères de qualité très sévères.

Vous travaillerez en liaison étroite avec la direction du laboratoire et celle de l'usine. Nos bureaux sont en banlieue de Paris. Si vous voulez continuer votre développement personnel avec nous dans une société riche en perspectives, alors adressez votre CV sous la réf. 814 241 M aux consultants de Sirca - 64 rue La Boétie - 75008 Paris qui examineront votre candidature confidentiellement.



Membre de Syntec



Après un premier essai en production réussissez la transformation en devenant

Responsable d'un atelier de conditionnement
(site industriel d'Evry)

De formation ingénieur généraliste, vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 3 ans, acquise dans le secteur conditionnement d'une industrie de grande consommation (de préférence alimentaire ou pharmaceutique).
Vous avez acquis de solides compétences techniques notamment en automatisme et en gestion d'un parc de machines. Vos qualités d'animateur sont fortes et reconnues.

Prenez au sein de notre établissement la responsabilité de notre atelier de conditionnement. Vous y serez chargé d'assurer la réalisation des objectifs de production à court et moyen terme (quantité à produire, délais, coût...).
A la tête d'une équipe d'agents de maîtrise que vous devrez former et motiver, vous serez chargé d'améliorer en permanence la qualité et la productivité.

Une pratique de la langue anglaise constituerait un atout pour ce poste qui porte la référence RAC/MO 88. Merci de nous adresser votre CV et vos prétentions à Bernard Franot NBF, BP 93 - 91003 EVRY Cédex.



Filiale d'un grand Groupe industriel français, nous sommes un BUREAU D'ETUDES de 200 personnes, spécialisé en ETUDES DE STRUCTURES (ouvrages d'art, génie civil, bâtiments).
Nous intervenons dans de nombreux pays et nous voulons renforcer notre implantation régionale française.
Nous recherchons, pour la région du Nord, un

RESPONSABLE D'AGENCE
(Bureau d'Etudes)

Patron d'un centre de profit, il a pour mission de prospecter, établir des devis, négocier, suivre la réalisation des études, animer et développer l'Agence.
Vous avez environ 30/35 ans, une formation d'INGENIEUR (Centrale, Ponts et Chaussées, TP) et une expérience de dix années dans les études et le suivi d'affaires en ouvrages d'art et bâtiments.
Gestionnaire efficace, excellent négociateur et animateur d'équipe, vous voulez vous affirmer dans un poste autonome de patron de centre de profit.
Nous vous offrons une rémunération attractive et des possibilités d'évolution réelle au sein de notre Société ou du Groupe.
Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 2310 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

20 rue Pergolèse 75116 Paris
Actiman



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Imprimerie Offset Feuille, 100 personnes, spécialisée en travaux de grande qualité, d'étiquettes et de boîtages haut de gamme (dorures à chaud, gaufrage etc.) recherche

RESPONSABLE FABRICATION

POSTE BASE EN CHARENTE

Il aura en charge la coordination des ateliers, la faisabilité des travaux, la préparation et le lancement des ordres de fabrication.

Pour réussir à ce poste, clef de voûte de l'entreprise, il nous faut un ingénieur expérimenté qui a su prouver ses capacités d'animateur, qui connaisse notre métier en évolution constante. Nous saurons lui faire sa place dans notre entreprise.

Si vous pensez correspondre à ce profil, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 88101 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU
56, Avenue de Suffren, 75015 PARIS.

Organisation et Publicité

---

nodet gougis

Machinisme agricole

Les achats... une nouvelle étape pour votre carrière

Notre Société, leader sur son marché, conçoit, produit et commercialise des machines agricoles (semoirs, distributeurs d'engrais, pulvérisateurs) (C.A. 1988 prévu : 200 MF). Pour contribuer à la réalisation de nos performances, nous recherchons notre

Responsable des achats

Au sein de la fonction de Production, vous serez notre STRATEGE en matière d'achats : dans le cadre des programmes de production qui ont été arrêtés, vous définirez notre politique globale Achats à moyen et long terme, exploiterez d'autres sources d'approvisionnements en tenant compte des technologies nouvelles, négocierez les contrats, améliorerez notre maîtrise des coûts et de la flexibilité des livraisons en obtenant une collaboration plus active des fournisseurs et sous-traitants, chez qui vous aurez, par ailleurs, à mettre en place l'assurance qualité indispensable à la Société.

Jeune ingénieur (ou technicien supérieur expérimenté), avec peut-être une spécialité (Commerce ou Gestion), vous avez une expérience réussie en milieu industriel. Le poste est situé à 80 km au Sud-Est de Paris.

Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. S/RA/LM, à notre Conseil Denis SESBOÜÉ, qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MÉDIA PA



1er groupe mondial, constructeur de matériel pour les industries agro-alimentaires, pharmaceutiques et chimiques (40 usines, 13 000 personnes environ)

Société APV-BAKER à EVREUX (230 personnes)

Vend, conçoit et installe des lignes complètes dans les techniques : traitement thermique avant conditionnement aseptique, colorants naturels, arômes, protéines... avec mise au point et automatisation de nouveaux procédés.

APV-BAKER Division Evaporation recherche un

INGENIEUR EXPERIMENTE pour

CONCEVOIR, MONTER, METTRE EN SERVICE des installations complètes.

Il faut maîtriser les techniques d'échanges thermiques et de transfert de fluides et parler anglais.

Ce poste à fortes responsabilités techniques et relationnelles permet une rémunération et une reconnaissance des compétences. *Réf. APV/E*

APV-BAKER Direction Technique recherche également un

JEUNE INGENIEUR

ENSIA, Génie chimique (ou équivalent)

débutant, ou 1 à 2 ans d'expérience, anglais courant pour lui proposer un développement de carrière. *Réf. APV/ID*

Recrutement immédiat, réponse rapide à toute candidature.

Envoyer lettre man., CV, photo à J.N. TRINH Rue des Roches 27930 BROSVILLE/EVREUX, consultant chargé de ce recrutement Tél. : (32) 34 36 44 — (32) 34 35 84

PUBLIVAL

Au sein d'un grand groupe
UNE BANQUE
à taille humaine
recherche pour son SIÈGE
à PARIS

Celui qui au sein de la Direction de l'Exploitation participera a la définition et à la conduite de l'action des agences auprès des Particuliers.

Il s'intéresse à la formation des hommes, à la mise au point des produits, à la définition des techniques de vente.

Il veut être jugé sur son dynamisme, ses capacités de travail en commun, son sens des responsabilités.

Une formation supérieure est exigée.

Écrire avec c.v., photo, lettre manuscrite, prétentions sous nº 8 379 M

LE MONDE PUBLICITÉ — 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

LE CONSEIL GENERAL DE LA LOIRE

recrute par voie de détachement ou de mutation

UN INSPECTEUR PRINCIPAL ou ATTACHE PRINCIPAL pour SA DIRECTION DE LA PROTECTION SOCIALE

Outre l'encadrement du service de l'Aide et Actions Sociales, l'intéressé(e) sera chargé(e) des fonctions d'adjoint au Directeur de la Protection Sociale.

Les candidats devront justifier d'un intérêt particulier pour la gestion des ressources humaines et pour les techniques nouvelles de communication et informations (tableaux de bord, informatisation, schéma directeur).

Les dossiers de candidature, comprenant curriculum vitae et photographie, devront parvenir, au plus tard, le 25 février 1988, à l'adresse suivante sous référence 48249

HOTEL DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE Service du Personnel
2, rue Charles-de-Gaulle 42022 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

(Tous renseignements complémentaires pourront être obtenus au 77.33.42.45, poste 5245)

CONTESSE

Biens d'Equipements

INGENIEUR ETUDES

Cette filiale de grands groupes industriels européens recherche pour renforcer le service technique de son établissement situé dans une ville agréable de la **Côte Atlantique** un Ingénieur Etudes.

Rattaché au Responsable du service et en autorité sur une petite équipe, sa mission sera de concevoir et définir les différents éléments d'installation de moteurs diesels. Il s'attachera à l'analyse des besoins des clients afin de rechercher les solutions optimales tant sur le plan technique que commercial.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un candidat âgé d'environ 28 ans, de formation ingénieur grandes écoles à dominante mécanique (AM, ENSI, ENSPM, ENSM etc...) possédant une expérience de trois années au sein d'un bureau d'études de mécanique, d'ingénierie, d'installation d'équipements lourds. La réussite à ce poste nécessite de bonnes aptitudes à la communication, à la direction d'une petite équipe. La pratique de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 17/2324 E à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

---

comia·fao

Nous sommes spécialisés dans la fourniture de biens d'équipement agro-industriel et réalisons 20 % de notre C.A. à l'export. Nous recherchons des

Ingénieurs d'affaires

NORD	OUEST	EXPORT
(Réf. F/LM/10)	(Réf. F/LM/11)	(Réf. F/LM/12)

De l'analyse du besoin à l'installation du produit, vous négocierez au plus haut niveau la réalisation d'équipements lourds dans le domaine agro-industriel.

Ingénieur de formation (A.M. ou équivalent), une expérience d'au moins 5 ans a confirmé vos talents de négociateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. choisie à Gilles CLEMENT - B.P. 158 - 35408 SAINT-MALO Cedex



La société COMIA-FAO, 150 personnes, 80 MF de C.A., appartient au groupe ROULLIER. Le Groupe Roullier de dimension internationale est leader en agro-fourniture, et emploie 2000 personnes. Son C.A. est de [illegible] milliards de F.

Organisation et Publicité



ROHM AND HAAS COMPANY est un des plus importants groupes chimiques américains dans le domaine des spécialités chimiques pour l'industrie et l'agriculture (C.A. mondial 2 milliards de dollars, résultat net 140 millions de dollars en 1986).

En France, nous fabriquons et commercialisons avec succés une part importante de nos gammes de produits (C.A. plus de 2 milliards en F.F. en 1986).

Le développement de notre usine de **LAUTERBOURG** (630 personnes) située au nord de Strasbourg, nous conduit à recruter un :

INGENIEUR DE MAINTENANCE

De formation ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, vous avez déjà une première expérience industrielle, si possible dans l'industrie chimique où vous avez pu acquérir des connaissances en génie chimique.

Vous parlez anglais, peut-être allemand et vos qualités personnelles font de vous un homme de terrain capable d'animer une équipe efficacement et en collaboration avec les responsables de production.

Nous vous confierons la maintenance d'équipements existants et vous participerez au choix des nouveaux. Vous animerez une équipe d'une trentaine de personnes de différents corps de métier.

Nous vous remerçions d'envoyer votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et de votre photo sans oublier d'indiquer votre rémunération actuelle sous référence LTBG 1 au :

Directeur Adjoint du Personnel Sté ROHM AND HAAS FRANCE S.A
La Tour de Lyon, 185, rue de Bercy – 75579 Paris Cedex 12

GERLAND Routes

7ème entreprise Routière Française

CENTRALE - ETP - A et M - - MINES - INSA - ...

JEUNES DIPLOMÉS, les postes d'entrée que nous vous proposons ont tous comme caractéristique d'être rapidement opérationnels.

Ils constituent une première étape dans un développement qui doit vous amener à devenir un manager et, pour certains d'entre vous, à accéder au plus haut niveau de notre groupe.

Venez exercer et développer vos compétences sur un champ d'action où s'affirmera votre goût des responsabilités, de la polyvalence et de la mobilité, dans une entreprise accueillante, formatrice et en développement.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) sous la réf. 518 M, à notre Conseil :

A 2 M
Martine CORNILLET
381, rue Garibaldi, 69007 LYON
Tél. 78.69.20.95.



Pour préparer notre expansion **BASF Peintures + Encres s.a.** Filiale d'un des premiers groupes de l'industrie chimique (1200 personnes 6 établissements, recherche pour sa Direction Ingénierie et travaux neufs au siège à **CLERMONT DE L'OISE**

1 INGENIEUR A.M. - ECAM - IDN - INSA

14 ha pour concevoir nos installations futures, voilà le challenge que nous pouvons vous proposer.

Ingénieur vous avez acquis une expérience solide de 5 à 10 ans dans la réalisation de projets de bâtiments (magasins, usines, laboratoires, bureaux...). La connaissance de l'anglais est indispensable et l'allemand serait apprécié. *réf. TN 1/88*

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. + prétentions à Mr BIEHLER
BASF Peintures + Encres s.a.
B.P. 26 - 60602 CLERMONT CEDEX.

BASF

Etablissement financier

recherche pour Siège Social à Paris un

ANALYSTE-PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

- 28 ans environ.
- Connaissances indispensables : BULL CGOS7, COBOL, TDS (MERISE et MANTIS appréciés).

***Adresser C.V. et prétentions** sous nº 8388*
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

CRESERFI

Société financière du Crédit social des fonctionnaires.

Le GROUPE BERNARD JULHIET, spécialisé en Stratégie/Développement Marketing/Commercial/Ressources Humaines, a rejoint fin 1987 le 1er Groupe français de Communication : EUROCOM. La synergie des 2 Groupes, les courants d'affaires qu'elle entraine, nous amènent à élargir nos équipes et à vous proposer une nouvelle piste pour votre carrière à Strasbourg, où nous recherchons un nouveau

Consultant recrutement

Strasbourg

Après avoir prospecté et négocié les solutions les mieux adaptées aux besoins de vos interlocuteurs que sont les dirigeants d'Entreprise, vous conduisez à l'aide des moyens du Groupe et en toute autonomie vos missions de recherche de Cadres et de Commerciaux.

De formation supérieure (Bac + 4) vous avez une expérience de l'Entreprise d'au *moins* 5 ans, plutôt dans les fonctions Marketing/Commercial.

Aujourd'hui votre maturité, votre efficacité et votre goût pour le recrutement constituent les atouts que nous recherchons. Nous avons hâte de vous convaincre de partager notre passion et notre développement.

Merci de nous adresser votre dossier (lettre, CV, photo) sous référence 5237 M au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 4, quai Kléber - 67056 Strasbourg Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES ALSACE

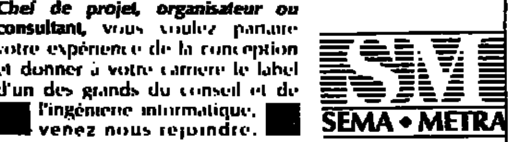
Membre de Syntec

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SEMA◆METRA
Conception et Méthodes



Notre Division Formation Méthodes Outils regroupe des experts de la conception de systèmes d'information. Nous intervenons dans tous les secteurs économiques pour diffuser les méthodes (RACINES, MERISE, AXIAL) et outils du Groupe (DIAMANT III, METRA-DOC, METRA SFD) dans le cadre d'opérations de type schéma directeur, étude préalable et étude détaillée.

Chef de projet, organisateur ou consultant, vous voulez parfaire votre expérience de la conception et donner à votre carrière le label d'un des grands du conseil et de l'ingénierie informatique, venez nous rejoindre.

SEMA • METRA

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence LM/57, à Marie-France BURQ, 16-18, rue Barbès – 92126 Montrouge cedex

dièse

Faire progresser la protection sociale

Un important organisme de retraite et de prévoyance implanté en région parisienne offre l'opportunité à un professionnel des produits d'assurances collectives et individuelles de devenir son

Responsable du département prévoyance

Votre mission s'articulera autour de 3 domaines de compétence :

LA GESTION : pour développer un régime assurant des garanties contre les risques maladie - chirurgie - incapacité - décès...

L'ANIMATION : pour encadrer et motiver une équipe de 80 personnes.

L'INNOVATION : pour étudier et proposer le lancement de nouveaux produits destinés à la clientèle d'entreprises et de particuliers.

Votre profil pour réussir dans cette fonction :
De formation supérieure (grande école d'Ingénieur type ENSAE ou de gestion : HEC, ESSEC, IEP...), vous pouvez justifier d'une expérience d'environ 10 ans dans le secteur des produits d'assurances et avez déjà impérativement exercé des responsabilités d'encadrement.

Poste basé en proche banlieue sud de Paris.

Ecrire sous réf. 4 A 891-8 M Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris — etap

PUBLIPANEL

Equipements électroniques

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL
Sud-Ouest

Cette Société, Filiale du leader de la distribution électrique basse tension, est spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels électroniques : radio télécommande, taxateur, dispatcher, domotique avec transmission minitel, transmission fibres optiques...

Pour faire face à son expansion, le Directeur recherche un véritable homme de développement dont les missions principales seront le suivi et la négociation de la clientèle actuelle (PTT,...) sur l'ensemble du territoire français et la prospection de nouveaux clients.

Agé d'environ 27 ans, de formation supérieure (Ingénieur), il aura une première expérience commerciale réussie (produits industriels).

Les conditions offertes, les projets de développement au sein d'un Groupe en pleine évolution constituent une opportunité pour un jeune de valeur en raison des contacts de haut niveau, des produits et du challenge proposé.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 43/670 L, à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

aurm.

FUTUR DIRECTEUR GENERAL
350 - 400 KF/AN

Ingénieur de formation ou équivalent, votre expérience de manager dans une entreprise du Second Œuvre (climatisation de préférence) vous a donné l'occasion de prouver vos qualités de gestionnaire et de négociateur à haut niveau.

A 35-40 ans environ, vous vous sentez prêt à seconder notre Directeur Général sur le plan technique et commercial tout en animant un service de 35 personnes dont une équipe de 7 commerciaux.

Vous prendrez ainsi la mesure de notre entreprise bien positionnée *sur le marché de la climatisation et de la réfrigération sur la région* parisienne (90 personnes - 58 millions de C.A.).

Fort de cet acquis, vous intégrerez le directoire et aurez accès au capital pour vous permettre d'assurer la totale responsabilité de cette entreprise.

Si cette opportunité s'inscrit dans la ligne de vos ambitions, adressez votre dossier de candidature (C.V. + photo + lettre manuscrite) s/réf. 462 à Christine d'AUBIGNY qui vous assure de sa totale discrétion

VALEURS

VALEURS PLUS
3, rue de Liège - 75009 PARIS
qui vous assure de sa totale discrétion.

VALENS CONSEIL

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Société internationale présente dans 170 pays et en forte croissance (effectif total de 2500 personnes dont 450 en France), renforce ses structures et recherche un

Adjoint du chef du personnel
France

Adjoint du Chef de Service pour tous les aspects de la fonction, il sera chargé plus particulièrement de mettre en œuvre une politique de gestion prévisionnelle de l'emploi et des carrières ainsi que les outils et méthodes nécessaires à cette mission : analyse et évaluation des fonctions, recrutement, intégration, suivi des carrières et des rémunérations... en relation avec les différentes directions.

Ce poste sera confié à un cadre
- de formation supérieure école de gestion/commerce, IEP ou équivalent, d'une trentaine d'années,
- possédant une expérience en gestion de personnel et recrutement acquise de préférence dans les secteurs de pointe et dans un environnement international,
- anglais courant indispensable.

Perspective réelle d'évolution vers une responsabilité plus globale à horizon 2 à 5 ans, en France ou à l'étranger.

Poste : Neuilly (92)

Rémunération **250.000 F +** selon expérience

Ecrire sous réf. 4 A 893-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris — etap

PUBLIPANEL

Lectra Systèmes
Véritable Chef d'Orchestre

Conception - Fabrication - Commercialisation de biens d'équipement haute technologie. C.A. croissance annuelle 50% - 17 filiales. Vocation exportatrice très marquée.

recherche pour l'Autriche

DIRECTEUR FILIALE VIENNE

A 30-35 *ans, de nationalité française ou autrichienne et parfaitement bilingue* (Français/Allemand), *vous avez une formation supérieure commerciale complétée par une pratique technique ou inversement.* Dans tous les cas, vous connaissez les biens d'équipements si possible de haute technologie. La connaissance du commerce avec les pays de l'Est sera appréciée. *Chargé du management général de notre filiale* (environ 25 pers.) vous *intervendrez plus particulièrement sur les sujets suivants :*
- *Gestion du personnel de la filiale.*
- *Suivi du budget.*
- *Reporting maison mère.*
- *Animation du réseau commercial et fidélisation de notre clientèle sur les pays de l'Est.*

Merci d'adresser lettre manuscrite. C.V., *photo en précisant la réf.* DFV
LECTRA SYSTÈMES S.A. *Chemin du Marticot* - 33610 Cestas.

P.A. Service

NOUS SOMMES LE LEADER MONDIAL DE LA FORMATION AUX TECHNOLOGIES AVANCEES

Notre forte croissance (35 % en moyenne annuelle) liée à l'essor de notre marché nous conduit à recruter notre

Directeur marketing - ventes cours publics
300 KF +

Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison régulière avec l'international, vous serez chargé d'organiser et d'animer votre département dont la vocation est la promotion de nos cours par mailings et télémarketing.

A 30 ans environ, diplômé d'une grande école de commerce, vous avez plusieurs années d'expérience du marketing ou de la vente, acquise en SSII ou chez un constructeur informatique, et vous parlez parfaitement l'anglais. Vous connaissez et êtes motivé par les techniques du Marketing direct.

Notre professionnalisme nous a permis d'acquérir une réputation sans équivalent dans notre domaine. Vous voulez y contribuer et en bénéficier, en donnant une nouvelle dimension à votre carrière.

Poste basé à Paris - Nord.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet à MERCURI URVAL, 14bis rue Daru, 75008 PARIS sous la réf. 51.1154 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

BECTON DICKINSON — Venez relayer notre D.R.H. Europe

Présente dans chaque pays européen, la Division Europe de BECTON DICKINSON, avec 300 millions de dollars de C.A. et une croissance de 20 % l'an, justifie sa position de leader sur le marché de la santé.

Chez nous, ce succès, c'est celui des hommes de chaque pays. Pour eux, notre Direction des Ressources Humaines, au Siège européen, à **GRENOBLE**, assure un rôle d'animation, de développement et de coordination.

Dans un tel contexte, vous relayez l'actuel D.R.H. pour lui permettre de consacrer tout le temps et l'attention nécessaires aux discussions et aux décisions de niveau stratégique. Vous gérez donc, en Directeur autonome, les principaux domaines de la fonction Personnel : politique des salaires, procédures de recrutement interne et externe, adaptation des hommes et des fonctions aux mutations technologiques, négociations Direction-Syndicats, système de communication de la Division, élaboration et suivi des budgets.

Vous êtes de surcroît le Chef du personnel du Siège (100 personnes). Vos réalisations vous amènent tout naturellement à participer à l'élaboration des stratégies du groupe en matière de ressources humaines.

Diplômé d'études supérieures (Droit, Psycho, I.E.P., Sup de Co...). Votre expérience, acquise dans une multinationale importante, si possible au siège et en usine, a enraciné la gestion du personnel dans les objectifs économiques de l'Entreprise.

Vos interlocuteurs de la fonction, opérant dans des pays aux réglementations différentes, exigent de vous une aisance relationnelle parfaite, incluant la pratique d'un **ANGLAIS** courant.

SEFOP Rhône-Alpes vous remercie d'adresser votre dossier sous référence 611 LM

SEFOP Rhône-Alpes
17, avenue du Granier
38240 MEYLAN

SOURCES

La Secours Catholique
recherche pour son secteur
ACTION INTERNATIONALE

Chef de zone
Amérique du Sud

Basé(e) à Paris, mais avec d'importants déplacements, il ou elle sera chargé(e) d'assumer le suivi des relations générales avec les Caritas d'Amérique du Sud et de répercuter auprès des équipes françaises - siège et délégations - les connaissances et informations acquises sur le terrain.

En plus d'une bonne formation, il lui sera demandé de justifier de réelles qualités d'écoute, de compréhension des autres, pour faire face à une fonction exigeante.

La motivation à œuvrer pour un service d'Eglise est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet (en précisant vos prétentions), sous la référence O/CZA/LM, à notre Conseil Nicole LEBARTZ.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

CHASSEUR DE TETES... et ASSOCIE

Nous sommes un Cabinet connu d'Executive Search, partenaire d'un important réseau international.

Dans notre activité nous ne passons pas d'annonce. Cependant aujourd'hui nous faisons une exception en ouvrant une offre à un très large potentiel de candidatures pour un cas particulier :
notre propre développement passe par une organisation par marchés et nous recherchons des Responsables de centres de profit connaissant bien certains secteurs. Nos priorités : HIGH TECH, FINANCE, GRAND PUBLIC, mais aussi SANTE, BTP, COMMUNICATION LOISIRS.

Vous êtes actuellement dans le Conseil ou en entreprise à des fonctions de Direction (générale, commerciale, RH...).
Doté d'une bonne formation supérieure et d'un réel sens commercial, vous disposez d'un solide réseau d'introductions à haut niveau dans des entreprises importantes.
Rigueur, ténacité, implication sont des qualités qu'on vous attribue généralement.
Vous souhaitez vivre des structures plus légères, des prises de décision plus rapides, à la fois plus d'indépendance et un vrai travail d'équipe.

Nous vous proposons de développer un centre de profit, de générer et mener des missions de qualité, d'intervenir comme conseil auprès des principaux décideurs des entreprises.
Vous participerez au management d'une organisation aujourd'hui financièrement solide, demain parmi les premières à l'ouverture du Marché Unique Européen. Vos preuves faites, votre accession au "partnership" interviendra rapidement.
Vos revenus assez fortement liés aux résultats devraient en vitesse de croisière atteindre 700 KF/an, voire nettement plus.

Envoyer lettre + CV sous réf. 3930 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**



SLIGOS
Les Hommes de Tête

Nous sommes une importante société de Service et d'Ingénierie Informatique et recherchons dans le cadre de notre développement un

JURISTE

Directement rattaché au Responsable Juridique, il prendra en charge le suivi des dossiers juridiques.
Nous souhaitons rencontrer un candidat agé de 25 à 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Maîtrise de Droit des Affaires) et ayant une expérience de 2 ans en cabinet juridique.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence 257/MT à Martine TURPIN, SLIGOS - Direction du Personnel et des Ressources Humaines - Immeuble Ile de France - Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE 9.

HAVAS CONTACT

SODEXHO, Groupe International
en croissance dans le secteur des services recherche un

Attaché juridique

Rattaché au service juridique de la Holding, il aura notamment pour mission :
- la préparation et le suivi du secrétariat juridique de la Holding et de filiales françaises : préparation et suivi de conseils d'administration, assemblées...
- la réalisation d'études (créations de sociétés, contrats...)
- le suivi de la documentation juridique.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure juridique (maîtrise droit privé) ayant de préférence acquis une première expérience en entreprise ou en cabinet, et possédant de solides connaissances en droit des sociétés.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. LM32 JUR à SODEXHO - B.P. 36 78391 BOIS D'ARCY.



CONTESSE

Une importante Société d'ASSURANCES IARD

recherche pour son Siège parisien, un

REDACTEUR SINISTRES CONTENTIEUX CORPOREL H / F motivé par son métier

Il conseillera, guidera les délégations régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres. En liaison avec ces délégations régionales, il gérera des sinistres corporels importants.

Ce poste convient à un candidat à potentiel, de formation juridique supérieure, ayant une expérience d'au moins 2 ans dans la fonction. Il alliera la rigueur du juriste à la qualité relationnelle, la capacité d'analyse à la synthèse, la réflexion à un esprit décisionnel.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions sous réf.. GUM.1 à notre Conseil.



ceforpe — marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Jeune entreprise implantée sur le plan national, cherche

Cadre commercial

mission :
- Création et animation d'un réseau de revendeurs.
- Exploitation auprès de particuliers d'un produit haut de gamme.

Profil : commercial expérimenté pour être opérationnel dès sa rentrée en fonction. Autonome, dynamique.

Rémunération : fixe mensuel **12 000 F + frais + commissions** par tranche de chiffre d'affaires.

Merci de nous faire parvenir une lettre manuscrite + c.v. + photo et dernière rémunération annuelle.

GUYOT SARL
58300 DECIZE



Filiale d'un grand groupe international, nous recherchons un cadre pour notre Département du Contentieux qui, intégré à la direction financière et juridique, gère l'ensemble du contentieux commercial.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 30 ans environ, possédant une maîtrise de droit, option droit des affaires et si possible le certificat d'aptitude à la profession d'avocat.

Vous avez une expérience réussie dans le domaine de la procédure commerciale et civile acquise, de préférence, chez un avocat.

Une bonne connaissance de l'anglais constituera un atout appréciable.

Lieu de travail : Paris 8e.

Nous examinerons les candidatures formulées par lettre manuscrite indiquant la rémunération brute annuelle souhaitée et accompagnée d'un C.V. et d'une photo (réponse et discrétion assurées).

Ecrire, sous la réf. 5121, à

MEDIA PA
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

CADRE COMMERCIAL

Pour Paris, niveau DECS ou équivalent. Au sein d'une petite équipe du siège social d'un groupe industriel en pleine expansion, sera chargé en particulier de la gestion centralisée de trésorerie du groupe et de la comptabilité du holding.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à P. BERNOT,
CARTONNERIES ASSOCIÉES
262, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 PARIS.

RESSOURCES HUMAINES

venez partager notre engagement

Dotée d'un projet, notre société, située parmi les plus importants établissements de crédit, s'est résolument tournée vers l'avenir. Nos compétences et notre efficacité s'appuient sur le développement des ressources humaines. La formation -composante essentielle pour la réussite de notre mutation- se trouve placée au premier rang de nos priorités.

intégré(e) à l'équipe formation

Cadre, vous serez plus spécialement chargé(e)

- de la réflexion stratégique sur
  - l'évolution de nos métiers incorporant les nouvelles technologies
  - la prise en compte de projets personnels réalistes rejoignant notre ambition.
- de son application
  - apporter les réponses aux responsables des services quant à l'orientation des collaborateurs vers des formations appropriées
  - conseiller -proposer les filières -suivre les actions de formation pour soutenir les démarches entreprises individuellement.
- de l'évaluation de chacune des actions tant collectives qu'individuelles.

Cette fonction réclame une formation supérieure, une bonne expérience dans ce domaine, une grande motivation à l'égard de ce type de poste et le goût du travail en équipe.

La rémunération pourra atteindre 250 000 F si l'expérience la justifie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. FCM au

Discrétion assurée

cog hébert conseil
Poissonnière Commercial Building
11, Faubourg Poissonnière 75009 Paris

Un challenge à votre mesure

Groupe international, leader dans son domaine, recherche pour la Région RHONE-ALPES

DIRECTEUR COMMERCIAL 300 000 F

Véritable manager, vous prendrez la Direction complète et le développement d'une de nos principales unités commerciales (CA : 40 MF).
Ainsi vous valoriserez au plus haut niveau une solide formation (ESCAE, HEC, ESSEC, ...) et une expérience réussie de l'animation d'une équipe commerciale.

Nous recherchons, avant tout, une «Personnalité» possédant de réelles qualités humaines, capable de jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de la politique commerciale du groupe.

Votre carrière avec nous c'est l'avenir avec en plus l'opportunité de mettre en évidence vos talents et compétences.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 34903 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

NOUS SOMMES

UN DES PLUS GRANDS CABINETS D'AUDIT FRANÇAIS IMPLANTÉ EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS

NOUS RECHERCHONS

DES RESPONSABLES DE MISSION

- Vous avez une vision dynamique de l'audit : il recouvre toute la vie de l'entreprise.
- Pour vous, l'audit nécessite des équipes pluridisciplinaires : pour nous aussi, et la diversité de notre recrutement le démontre.
- L'environnement international vous stimule.
- Votre compétence et votre implication personnelle justifient une rémunération motivante.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous réf. P 102 à :
ALINE MOTTE
31-33, rue de la Baume, 75008 PARIS.

CONFIDENTIALITÉ ET RÉPONSE ASSURÉES.

DERIEUX SA

Recrutement informatique

Nous sommes une SSII qui compte un effectif de 100 personnes et nous avons la volonté de doubler ce chiffre sur 2 ans. Nous intervenons dans les domaines les plus divers (aéronautique, secteur automobile, électronique et informatique); toujours sur des techniques de pointe. Pour assurer ce développement, nous recherchons aujourd'hui

UN RESPONSABLE RECRUTEMENT ET UN CONSULTANT CONFIRME

- Responsable recrutement :
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans le recrutement en informatique, principalement sur des postes de responsabilité ou de haute technicité, chez un constructeur ou une SSII. Vous avez su vous constituer, au cours de ces années, une clientèle propre ou un carnet d'adresses.
Nous vous proposons de créer et de développer un véritable centre de profit au même titre que nos autres divisions (Ingénierie, Clabs, Bureautique, Formation) pour qui vous recruterez également. Responsable à part entière, vous managerez votre équipe (3 personnes) et serez membre du Comité de Direction. Réf. RR/LM.

- Consultant confirmé :
De formation supérieure, vous avez une première expérience de 2 ans au moins dans le domaine informatique et vous en avez compris aujourd'hui la diversité, les spécificités... et les abréviations.
Vous intégrerez une équipe jeune, et participerez à la mise en place de la Division Recrutement.
Toute clientèle personnelle sera la bienvenue.
Réf. CC/LM.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à



DERIEUX SA
DIRECTION GENERALE
27 avenue de St-Mandé
75012 Paris.

média-system



Chargé d'Affaires Senior

Chargé d'Affaires Junior

Michael Page Commercial

ADJOINT DIRECTEUR JURIDIQUE

EGOR S.A.

EGOR

RESPONSABLE ADMINISTRATION PERSONNEL

LE MONDE PUBLICITÉ

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

de rencontre des grandes ambitions.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEURS COMMERCIAUX REGIONAUX

RHONE-ALPES BOURGOGNE

A 28-35 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce, de gestion ou de formation générale [illegible] aujourd'hui riche de votre expérience professionnelle, vous êtes familiarisé au management des hommes, aux contacts clients ainsi qu'à la gestion.

Aujourd'hui, vous recherchez l'entreprise qui vous permettra de concrétiser vos ambitions.

Grand Groupe Industriel, nous sommes au tout premier plan de la compétition internationale avec des implantations en France et aux Etats-Unis. Nous devons notre développement à la diversification de nos activités, à une remise en question permanente de nos équipements et de nos techniques de production, à un réel investissement dans le potentiel de nos collaborateurs.

Après une période de formation et d'intégration, vous mettrez en œuvre vos talents de négociateur, de gestionnaire et d'animateur en prenant une Direction Commerciale Régionale. Une mission à haut challenge [illegible] avec votre équipe de vente la commercialisation de nos produits [illegible] auprès d'une clientèle variée de grandes entreprises.

Si ces perspectives de carrière qu'offre notre Groupe vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite, CV et photo [illegible] sous la référence [illegible] à

C.V. 53, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

TOUS LES EMPLOIS TOUS LES TRANSPORTS

Filiale d'un Groupe important recherche le

DIRECTEUR

de sa division spécialisée dans l'entreposage et l'expédition de matériels publicitaires et de documentations.

Véritable patron, responsable de votre budget, vous dirigez une unité créée il y a 3 ans et en très fort développement.

Vous devez donc être le moteur et le garant d'une politique dynamique.

Rigoureux, de formation supérieure, vous avez l'expérience d'une direction, le sens pratique et de l'imagination.

Merci d'adresser votre candidature
sous réf. 1807, à Ghislaine CAIRE
L.T.M. Ressources Humaines
63, avenue de Villiers
75017 PARIS

L.T.M.

JEUNE COMMERCIAL PUBLICITE H/F

AUTO - MOTO - EQUIPEMENTIERS - Un important support de presse nationale recherche pour son service marketing direct un jeune commercial motivé par la vente d'espaces publicitaires dans le secteur automobile. Il recevra une formation très complète aux techniques de vente (mailings, téléphone, prises de rendez-vous...) ainsi qu'une rémunération attractive directement liée aux résultats. Le candidat doit être âgé d'au moins 25 ans et posséder le baccalauréat. Une première expérience de la vente des services est un atout. Ecrire à PS Conseil 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex - Réf. A/D281M.

PS Conseil

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

"Première Monte"

Injection Diesel Allemagne

Un des leaders mondiaux de l'injection Diesel recherche un CHEF DE SERVICE COMMERCIAL. Basé au siège de la société en Allemagne, il sera chargé du suivi d'une clientèle composée des constructeurs automobiles français VL et PL. Après consultation du cahier des charges fourni par les constructeurs automobiles, il devra avec les services Études, R & D, Applications et Essais de la société mère, adapter et développer des produits répondant aux spécifications du marché français. Il suivra personnellement les essais proto, endurance, présérie, et il portera une particulière attention aux problèmes de qualité. Il mènera les études de marché permettant de déceler les évolutions de tendances afin d'orienter les études et recherches. Il dirigera une équipe de 5 personnes. Le titulaire du poste possédera une formation grande École d'ingénieurs type Polytechnique, Centrale, les Mines, ENSPM, A & M et 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction études, applications et développement acquise soit chez un constructeur de moteurs, soit chez un constructeur automobile. Il parlera allemand. Ce poste basé en Allemagne implique de fréquents déplacements en France.

Écrire sous référence 989/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur – 75007 PARIS – Discrétion assurée.

RESSOURCES HUMAINES

Organisme de Formation/Conseil cherche pour Franche-Comté

Responsable/Animateur de Formation

Conseil en Entreprise

Mission : mettre en œuvre et développer ses actions Formation/Conseil. Participer aux développements de ses produits et de sa clientèle.

Profil : expérience en secteurs public et privé. Fort potentiel commercial.

Formation : issu des filières Sciences-Po, Eco. Sociales de l'éducation, Gestion entreprises.

Envoyer c.v. + photo sous nº 8377, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



INGENIEURS DEBUTANTS

Vous êtes de formation grandes écoles ou universitaires scientifiques (DEA au minimum).

Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais. (De plus, une bonne connaissance de l'allemand constituerait un atout très positif.)

Vous êtes très motivés pour un travail de terrain à l'étranger et désireux d'assumer rapidement des responsabilités techniques et de gestion d'une équipe.

Célibataires et libérés des obligations militaires, vous êtes parfaitement mobiles et prêts à partir pour des missions de prospection dans le monde entier. (Le permis poids lourds serait également apprécié).

Merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite, sous la référence 5181, à

MEDIA P.A.
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



Ingénieur statisticien

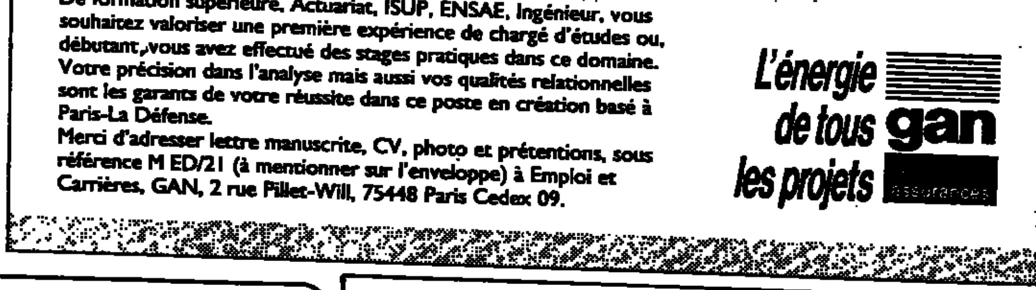
Au sein d'une petite équipe, vous assurez les études statistiques nécessaires à l'établissement de nouveaux tarifs de produits de particuliers (Auto, Incendie, Risques divers) : vous développez les moyens pour affiner ces études.

Vous avez la responsabilité complète d'une étude, de la recherche de données - tant auprès des services internes qu'auprès d'organismes professionnels - jusqu'à **l'élaboration de propositions tarifaires.** Vous utilisez des méthodes d'analyse de données telles que le scoring, l'analyse de correspondances, sur un matériel informatique très performant.

De formation supérieure, Actuariat, ISUP, ENSAE, Ingénieur, vous souhaitez valoriser une première expérience de chargé d'études ou, débutant, vous avez effectué des stages pratiques dans ce domaine.

Votre précision dans l'analyse mais aussi vos qualités relationnelles sont les garants de votre réussite dans ce poste en création basé à Paris-La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence M ED/21 (à mentionner sur l'enveloppe) à Emploi et Carrières, GAN, 2 rue Pillet-Will, 75448 Paris Cedex 09.





Récoltez le fruit de votre expérience !

L'un des leaders sur le marché Européen des Semences recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

FONCTION : Autonome et responsable, il se verra confier la commercialisation de nos semences auprès des distributeurs – coopératives et négociants – il devra également créer et entretenir des relations étroites avec les principaux prescripteurs et intervenants du monde agricole. Il sera bien sûr à l'écoute de leurs besoins.

Outre la négociation, il assurera l'assistance technique et participera à la promotion de nos produits en tenant compte de l'évolution du marché.

Il aura la responsabilité de la Région Nord Bassin Parisien (poste basé à Compiègne).

PROFIL : De formation supérieure commerciale ou ingénieur Agri-Agro, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans la vente (La connaissance du milieu agro-fourniture sera un plus).

Si vous êtes un battant... nous récolterons ensemble !

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) et salaire actuel à :
COOP DE PAU Direction des Ressources Humaines
Avenue Gaston-Phœbus 64230 LESCAR.

P.A. Service



Société, **Leader International** dans le domaine des systèmes d'automatismes, de péages et de contrôle de trafic, destinés aux parkings et aux infrastructures de transports, (Ponts, autoroutes, tunnels)

C.A. 185 MF – 250 personnes dont 180 ingénieurs et techniciens, située à Paris, avec filiales aux U.S.A., en Espagne et R.F.A., recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJETS
basé à Paris

ayant la responsabilité globale d'Affaires tant en France qu'à l'Étranger.
Expérience professionnelle confirmée de 3 à 5 ans.
Formation École d'Ingénieurs – Anglais courant.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV avec photo sous référence 010
ELSYDEL – TRINDEL – Ressources Humaines
63, boulevard Bessières – 75017 PARIS

REGION AIX-EN-PROVENCE

Notre jeune Société, spécialisée en communication pour l'entreprise (interne, externe et institutionnelle), a acquis en 7 ans la confiance des plus importantes entreprises du Sud de la France.

Pour apporter une réponse globale à notre clientèle, nous souhaitons intégrer les compétences d'un(e)

CONSEIL EN STRATEGIE DE COMMUNICATION

Votre solide expérience en entreprise ou en agence vous permet maintenant d'accompagner et de conseiller les dirigeants dans la conception et la mise en place de leur stratégie de communication (Journal d'entreprise, conception rédactionnelle des messages, Groupes progrès...) tout en intégrant les données psycho-sociaux-économiques de l'entreprise.

Nous vous introduirons auprès de nos clients, nous vous apporterons les compétences d'une agence sérieuse, motivée par le monde industriel.

Vous prendrez en charge l'ensemble du contrat d'intervention.

Nous vous proposons ce challenge. Etes-vous partant ?

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV. + lettre + prétentions) à notre Conseil sous la réf. 48014 M. CPA. 3, rue de Liège, 75009 PARIS.



1er GROUPE EUROPEEN DE JEANS
recherche

1 PROMOTEUR DES VENTES

Sa mission : • Participer aux actions promotionnelles (mise en valeur des produits sur le lieu de vente, agencement des magasins, plans de publicité groupés) • Mise en œuvre de la politique d'assistance au réseau de distribution • Assurer une remontée de l'ensemble des informations du marché.

Le promoteur des ventes est l'adjoint direct sur le terrain du responsable marketing et communication. Ce poste permet à un cadre commercial dynamique et motivé, de formation supérieure et disposant d'une première expérience dans le marketing grande distribution, de progresser au sein de la société dont le dynamisme est reconnu.

Poste basé à Amiens.

Adresser lettre manuscrite, Curric.-Vitae et photo à la Direction des Relations Sociales **Lee Cooper** – 7, rue Anne Frank, 80045 Rivery les Amiens Cedex.

PRB

Bureau d'études national

spécialisé conseil aux collectivités locales

recherche pour **PROVENCE-COTE D'AZUR**

COLLABORATEUR

expérimenté pour conduite d'études d'urbanisme et d'aménagement. Bonnes connaissances des procédures. Expérience et compréhension des processus de décision des collectivités locales et de leurs rapports avec leur environnement administratif et économique.

Ecrire s/nº 8374 - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ASSISTANT(E) DE RECRUTEMENT

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

INGÉNIEUR COMMERCIAL GRANDE ÉCOLE

UN JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

DIRECTEUR(TRICE) DES ÉTUDES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES

COLLABORATEURS

pour assistance téléphonique de nuit, week-ends et jours fériés, pour grande banlieue Sud Ouest.

هكذا من الاصل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ASSISTANT(E) DE RECRUTEMENT

Après une formation supérieure en Psychologie (maîtrise ou DESS), vous avez acquis, en Entreprise ou en Cabinet, une première expérience d'une année minimum dans la fonction Recrutement.

Nous vous proposons, au sein de notre SSII, de prendre en charge le recrutement d'Ingénieurs et de Techniciens.

Votre autonomie, votre sens de l'organisation, votre aisance dans les contacts, votre capacité d'écoute seront des atouts qui vous permettront de réussir dans ce poste évolutif.

Des compétences en graphologie, ainsi que la connaissance du secteur informatique, seraient des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. sous la référence PSEI à :
EUROPE INFORMATIQUE
12, rue Godot de Mauroy
75009 PARIS.

La compétence pas l'aventure

Pierre Lichau

UN GROUPE QUI RESPONSABILISE... UN DIRECTEUR D'USINE QUI ATTEND SON BRAS DROIT

CHEF DE PERSONNEL

La responsabilisation est un des mots clefs de notre système de fonctionnement et certainement la base de notre brillante réussite. Avec 17 000 pers., nous sommes l'un des Groupes les plus performants (et profitables) dans le Monde des technologies de pointe.

Vous y prendrez en mains l'ensemble de la fonction *aux côtés du Directeur de l'un de nos sites de Production* (400 pers., 20 % de Cadres). Vous animerez avec lui les relations paritaires et la gestion prévisionnelle de nos ressources humaines. Vous développerez ainsi une politique sociale adaptée aux particularismes locaux.

Créatif et novateur, vous mettrez également en place toutes les actions de fond (et de forme) susceptibles de dynamiser l'Usine (cercles de qualité, formation, motivation, communication...). C'est donc un poste à la hauteur de vos compétences.

La réussite de cette première mission est bien sûr le meilleur viatique pour votre évolution ultérieure (2 ou 3 ans), puisque pour nous toute situation acquise est un point de départ.

Poste basé dans le site de la France.

Merci d'adresser votre dossier complet, s/réf. 5201/LM, à

MEDIA PA
53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

cog hébert conseil

Répondre à un développement régulier c'est aujourd'hui renforcer notre département "recrutement" pour lequel nous intégrons deux nouveaux collaborateurs.
L'un sera basé à Rouen, l'autre à Paris.

psychologue H/F

Votre compétence vous permet de
- maîtriser l'entretien
- évaluer une personnalité
- rédiger vos conclusions

Titulaire d'un DESS, vous disposez de solides connaissances en méthodes projectives (Rorschach, TAT).
Votre plus : une première connaissance de l'entreprise ou du recrutement.
Pour ces postes au niveau desquels des déplacements sont à prévoir en province, merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. PFM au
Discrétion assurée.

COG hébert conseil
231, rue Louis Blanc 76100 ROUEN.

LSN-TOURNAY/ASSCOM — MEMBRE DE SYNTEC

La Qualité par et... pour les Hommes !

Nous sommes la filiale française d'un groupe multinational **technologie de pointe** - 500 personnes.
Nous recherchons notre

Responsable des Ressources Humaines

Vous avez acquis, au cours de ces 6/10 dernières années, une expertise solide en matière de COMMUNICATION, de FORMATION et de GESTION PREVISIONNELLE des ressources humaines, en milieu industriel.
Vous désirez élargir votre champ de responsabilités et utiliser au mieux vos qualités d'animateur.
Vous saurez, au sein de notre équipe de Direction, proposer et mettre en place la politique de gestion des ressources humaines dont nous avons besoin pour aborder, en confiance, l'an 2 000.
Vous avez entre 30 et 35 ans, êtes diplômé d'études supérieures et votre maîtrise de l'anglais est un atout complémentaire.

Pour que nous puissions nous rencontrer rapidement, merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 9986 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne -75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

Membre du SNPAC

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
leader mondial dans ses domaines d'activités

recherche

pour sa filiale installée à RUEIL-MALMAISON (à proximité du RER)

1) POUR SA DIVISION INGÉNIERIE :

UN JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL GRANDE ÉCOLE

- Généraliste de formation et commercial de tempérament, il prendra en charge, en France et à l'étranger, la vente de divers produits de la société.
- Une première expérience de la vente de biens d'équipements ou d'ensembles industriels serait souhaitée.
- Age : 30 ans environ.

2) POUR SA DIVISION ÉQUIPEMENTS DE TRAVAUX PUBLICS ET CARRIÈRES :

UN JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

- Chargé de la commercialisation de nos engins et matériels de travaux publics et carrières.
- Formation Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce.
- Expérience du secteur souhaitée.
- Age : 30 ans minimum.

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'allemand et de l'anglais serait vivement appréciée.

Ecrire sous n° 8375 - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Consultant

Développement des Ressources Humaines

Le CORT, l'un des premiers Cabinets de Conseils d'Entreprises en France, a acquis en 40 ans une réputation nationale et internationale *auprès des plus grandes entreprises françaises* et souhaite élargir son équipe "HOMMES, STRUCTURES ET COMMUNICATIONS" pour faire face au développement de son activité.
Le consultant recherché doit avoir 35 ans environ, être Diplômé d'Etudes Supérieures en Sciences Sociales et posséder une formation complémentaire (IFG, CPA, IAE...) Il mobilisera son expérience précédemment acquise en Cabinet et/ou en Entreprise dans un ou plusieurs des aspects suivants : audit social, stratégies et gestion prévisionnelle de personnel, classification des emplois, cercles de qualité, formation active, communications, structures...
Dans ce poste, il devra appréhender une large palette de problèmes, établir des synthèses, intervenir personnellement, être animateur dans *des situations comportant des aspects humains et sociaux très divers.*
Après une formation à des méthodes éprouvées et une période d'expérience approfondie dans les différents domaines d'intervention, il **contribuera à l'enrichissement des méthodologies et développera de nouveaux contacts.**
Il a le goût des voyages en France et éventuellement à l'étranger. Il apprécie d'être autonome et de s'intégrer à une équipe.
Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser CV, photo et prét. s/réf. 3275.



MEMBRE DE SYNTEC

65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg-Marseille

LSN-TOURNAY/ASSCOM

Nous sommes une société leader dans la production de maïs doux en Aquitaine. Nous recherchons notre

RESPONSABLE DU SERVICE AGRONOMIQUE

Le candidat retenu devra :

- posséder une formation supérieure agricole (ingénieur ou équivalent
- avoir le goût des responsabilités concrètes et de très bonnes qualités d'organisateur
- être dynamique et motivé.

Sa mission :

- assurer l'approvisionnement de l'usine en maïs doux, dans le cadre d'une gestion budgétaire très précise :
  - élaboration des plannings de production.
  - négociation des contrats avec les agriculteurs.
  - suivi des cultures.
  - opérations de récolte et transport.

Une expérience de quelques années, acquise en entreprise est souhaitée.
La connaissance de l'anglais - ou la volonté de l'acquérir rapidement - est indispensable en raison de fréquents contacts avec les Etats-Unis.
Adresser lettre manuscrite + CV + photo + salaire actuel à

SERETRAM
Direction Générale
Route Royale
Labatut
40300 PEYREHORADE

R.E. Service

Jeune société d'études économiques et financières

en croissance très rapide (C.A. en progression de 100 % en 1987) spécialisée dans l'analyse des entreprises recherche son futur

DIRECTEUR(TRICE) DES ÉTUDES

- Diplômé(e) Grandes Ecoles et/ou Doctorat en Sciences économiques et gestion.
- 5 ans d'expérience dans les études économiques et financières.

Envoyer C.V., lettre et prétentions sous n° 8376 M,
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES

RECHERCHE

COLLABORATEURS HF

pour assistance téléphonique de nuit, week-ends et jours fériés, pour grande banlieue Sud Ouest.

PROFIL DU CANDIDAT :
- 27 ans environ
- minimum BAC + 2
- de préférence formation juridique et ayant une expérience de l'Assistance.

Adresser C.V., photo sous réf. 71291 à Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

LE BON CAP POUR VOTRE AVENIR

C'est ce qu'offre
L'une des premières sociétés françaises
d'**ASSURANCES I.A.R.D.**
qui recherche pour son siège parisien, un

JEUNE COLLABORATEUR

à fort potentiel
débutant ou avec première expérience
pour intégrer

UN SERVICE DE CONCEPTION DE PRODUITS

Dans le cadre d'un travail individuel et d'équipe, il participera à la création de produits nouveaux, à l'aménagement de produits existants et à des études ponctuelles sur l'évolution ou l'adaptation des garanties.

Ce poste peut convenir à un jeune collaborateur de formation supérieure, débutant ou justifiant d'une première expérience significative de l'assurance. Il devra avoir le sens de l'essentiel, de la volonté, une forte capacité de travail, de la finesse et de bonnes qualités relationnelles.

Si cette proposition vous tente, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence SCPM.1.



ceforpe — *marc forget et associés*
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

EN VAL-DE-LOIRE,

OBJECTIF : le MANAGEMENT par la QUALITE

Notre société (900 personnes, CA : 1 milliard), fait partie d'un des tout premiers groupes alimentaires.
Pour améliorer notre performance globale, nous réalisons actuellement un ensemble d'actions pour la mise en place d'un management par la qualité.
Nous recherchons donc un jeune

INGENIEUR AGRO-ALIMENTAIRE + formation Gestion «Qualité»

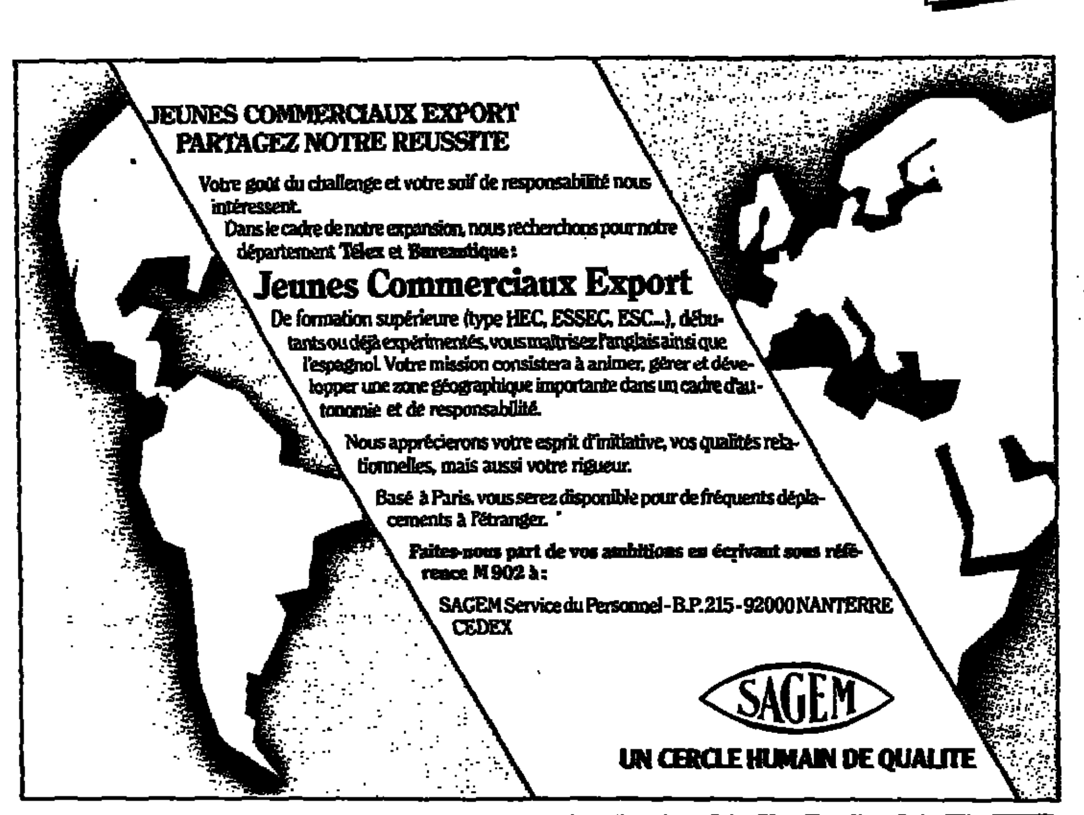
Il aura deux fonctions principales :
- responsable du Labo de Contrôle (une dizaine de collaborateurs), il assure le contrôle des matières premières, des matériaux de conditionnement, le suivi de qualité de la production, les contrôles particuliers répondant aux remarques de la clientèle ou de services internes,
- *«FACILITEUR», il aura un rôle primordial dans la mise en place et le* développement de CERCLES DE QUALITE.

Il a environ 5 ans d'expérience en milieu industriel, et est déjà sensibilisé aux impératifs du management par la qualité.

Merci d'écrire avec CV, photo et salaire actuel sous référence 8023 M aux consultants chargés de cette recherche.

Gallos & Associés
116, Champs Elysées
75008 Paris

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



Ashland-Avèbène

Filiale de multinationale américaine, nous sommes leader sur le marché français des liants pour sables de fonderie. Nous avons aujourd'hui la volonté de nous diversifier dans le domaine des polymères thermodurcissables où notre maison mère a déjà un savoir-faire et des moyens. Nous recherchons pour cela un Ingénieur Chimiste,

Spécialiste des thermodurcissables pour développer nos produits

Très en amont, vous participez aux études de marché et déterminez les cibles privilégiées de votre action. En étroite collaboration avec notre directeur technique, vous étudiez et développez les produits et procédés nouveaux qui répondront aux besoins du marché ou même qui les anticiperont. De l'élaboration des cahiers des charges aux essais et à la qualification des produits, vous êtes l'homme des solutions utiles aux problèmes de vos clients.

35 ans environ, chimiste, votre expérience dans ce domaine se situe chez un fabricant ou un utilisateur. Au-delà de votre rigueur de technicien, nous souhaitons trouver en vous de la créativité et le sens de la communication. Autonomie, esprit d'entreprise et enthousiasme, sont quelques qualités qui vous feront réussir à ce poste basé en région parisienne. L'anglais est indispensable, l'allemand souhaité.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous réf. 1026/M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79-83, rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Membre de Syntec

Notre Société de Conseil en Marketing opérationnel et Ingénierie de formation a pris en quelques années la place de **Leader dans le Secteur Bancaire et d'Assurances** (parmi nos clients, les tous premiers grands groupes d'assurances et plusieurs réseaux bancaires de première importance).

Nous souhaitons renforcer notre équipe en nous adjoignant un :

Animateur concepteur de formation

Vous intégrez une équipe ayant une conception critique et créative de son métier, qui apporte dans ses méthodes de travail la rigueur et le professionnalisme.

D'abord très opérationnelle, la fonction implique la diffusion de nos produits chez nos clients : vous faites passer des messages, guidez, conseillez et accompagnez des groupes de stagiaires (pour la plupart des collaborateurs commerciaux).

Evolutive, votre mission vous permettra de vous affirmer comme un homme de marketing et un concepteur imaginatif de produits de formation.

Ce challenge convient à un professionnel de la formation. Il implique une grande disponibilité.

Martine HAUTEKIET vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous réf. B865.

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS.
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

CERG FINANCE, filiale du Groupe ROTHSCHILD, nous sommes la référence dans le domaine des logiciels financiers (gestion de trésorie, analyse financière, gestion d'immobilisation). Nous recherchons une

ATTACHÉE DE PRESSE

Nous souhaitons rencontrer une candidate diplômée de l'enseignement supérieur ou d'une Ecole d'Attachés de Presse.

Vous avez déjà fait preuve de vos compétences au cours d'une expérience d'environ 2 à 4 ans, dans le domaine de la presse financière de préférence.

Au sein de notre Département Commercial, vous serez responsable de nos relations avec la presse spécialisée.

Vous serez chargée de l'organisation de manifestations importantes (salons, journées portes ouvertes...) et de l'animation du club des utilisateurs.

Votre dynamisme, votre goût pour la communication et vos talents d'organisatrice feront de vous notre candidate idéale.

Ce poste vous intéresse ? Alors, prouvez-le-nous, en adressant votre dossier (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à Marc CEBRIAN - CERG FINANCE - Tour d'Asnières - 4, av. Laurent-Cély - 92606 ASNIERES Cedex.

CERG FINANCE

MEDIA PA

BRED

DIPLOMÉ DE SCIENCES ECONOMIQUES
(DEA de Politique Economique, Banque et Finance, ou Maîtrise de Sciences Economiques...).

Nous vous proposons de rejoindre le Service d'études et de prévisions économiques de notre Direction des Activités Financières, en qualité de :

Responsable des études économiques

(Environnement économique, stratégie d'investissement, notes de conjoncture...).

Une expérience d'un ou deux ans dans une fonction similaire et une bonne connaissance du monde bancaire et financier seront appréciées.

Merci d'adresser lettre, CV à BRED - Monsieur LEBON - 9 rue d'Argenson - 75008 PARIS.

LA HAUTE TECHNOLOGIE BANCAIRE



Nous sommes l'organisme central d'un important groupe bancaire. Nous recherchons un :

COLLABORATEUR CHARGE DE RECRUTEMENT

Vous êtes passionné par le recrutement et la gestion des ressources humaines.
Vous êtes diplômé d'études supérieures.
Vous avez un début d'expérience significative du recrutement dans le secteur tertiaire (banque, assurance, etc...).

Si vous êtes le collaborateur que nous recherchons, alors venez rejoindre une petite équipe intégrée au Département des Relations Humaines.
Il vous sera confié dans un premier temps essentiellement des missions de recrutement.
Vous serez associé progressivement aux diverses activités du département où vous pourrez trouver des perspectives d'évolution à moyen terme.

Merci de nous adresser votre candidature qui sera traitée en toute confidentialité, avec lettre manuscrite, photo et C.V. s/réf. 2205 à :
PIERRE LICHAU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS.

CHIMIE : Styréniques spéciaux

Chef de Marché France

Paris ***260 KF+***

Ingénieur chimiste, vous avez une formation complémentaire de type ESC.

Vous aurez la responsabilité des marchés électronique, électrotechnique, électroménager pour les produits styréniques et nos technopolymères.

Votre bonne connaissance des applications des plastiques dans ces secteurs vous permettra d'évoluer rapidement au sein de cette multinationale.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions sous réf. 934. à

ETATS MAJORS CONSULTANTS
27-29, villa Wagram St-Honoré - 75008 Paris.
Ressources Humaines High Tech

Un important groupe national spécialisé dans l'**aménagement** recherche pour des sociétés filiales des

CHARGES D'OPERATION

pour assurer le montage et le suivi d'opérations complexes de maîtrise d'ouvrage auprès des collectivités locales.

Ces postes conviennent à des ingénieurs et/ou gestionnaires (INSA, ESTP, TPE, Sciences Po, Sup de Co...) ayant une expérience confirmée dans l'aménagement et la construction.

Postes à pourvoir dans les régions suivantes :

Rhône-Alpes (opérations de tourisme-montagne avec nécessité de résider en station).
l'Ain (tourisme et superstructures).
Normandie (aménagement et immobilier d'entreprises)
Pyrénées-Atlantiques (responsabilité d'une agence de construction et de tourisme montagne).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Média System, 6-8 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, sous la réf. 24867/M.

média-system

Groupe important (+ de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, 4 000 personnes, produits de grande technicité en mécanique de précision pour toutes industries) recherche, pour une de ses divisions, un

RESPONSABLE EXPORTATION

ANGLAIS ET ALLEMAND COURANTS

Objectif et missions : chargé de suivre et d'animer les ventes de produits, hors automobile, commercialisés par la Division. Ce poste implique :

- l'établissement des offres de prix, la négociation directe de contrats avec les clients, dans le cadre de la politique Marketing,
- des contacts externes fréquents avec l'ensemble des filiales commerciales, nos partenaires : suisse et américain établis en Europe ; ainsi que les clients directs européens y compris dans les pays de l'Est,
- des contacts internes, en conséquence, avec les services centraux de la Division pour la gestion et le développement des produits,
- la participation, grâce à toutes les informations recueillies, à la réalisation des prévisions de ventes.

Profil :

- outre l'anglais et l'allemand courants, le candidat aura exclusivement une formation de grande école :
  - commerciale (de préférence),
  - éventuellement ingénieur avec option ou spécialité mécanique, assortie d'une formation complémentaire (commerce ou gestion),
- qualités relationnelles et de présence,
- expérience souhaitée ; mais débutant à fort potentiel accepté,
- disponibilité pour des déplacements en Europe : le 5ème du temps environ par mission d'un ou deux jours.

La Division est située en proche banlieue parisienne Ouest, et accessible par le R.E.R.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + vœu de rémunération à
PIERRE LICHAU - s/réf. 5235
12, rue Président Carnot
69002 LYON qui transmettra.

Société de CONSEIL et de FORMATION de haut niveau, 50 consultants, intervenant auprès des plus grandes entreprises, bénéficiant d'une excellente image de qualité, doit faire face à un développement important, et recherche

● CONSULTANTS et FORMATEURS CONFIRMÉS

Spécialités recherchées : **Management, Qualité, Informatique.**

● CONSULTANTS JUNIORS

diplômés de GRANDES ÉCOLES (scientif. ou commerc.) au moins 4 ans d'expérience en entreprise.

Ils seront chargés d'interventions auprès des entreprises, d'abord sous la conduite de consultants un seniors, puis évolueront rapidement vers une grande autonomie.

Leurs missions requièrent talent commercial et brillantes qualités d'animateur.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prét. s/nº 8351 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Directeur de l'organisation

PA

Directeur commercial



Adjoint directeur contrôle financier

C·F·S



Organisateur

Jeune diplômé grandes écoles

CRÉDIT AGRICOLE

PA

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur de l'organisation

Banque - 350.000 F

Paris - Une banque moyenne à fort développement recherche son directeur de l'organisation. Basé à Paris, il aura la responsabilité de l'ensemble de l'organisation de ce groupe bancaire et s'*impliquera* plus directement sur des projets importants. A ce titre, il sera chargé d'animer une équipe d'une quinzaine de personnes constituée essentiellement de cadres. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, ENSI...) ayant acquis une expérience de 5 années minimum, soit dans un département organisation d'une banque, soit dans un cabinet spécialisé ayant une clientèle bancaire. Il devra justifier par ailleurs, d'une bonne expérience d'animation d'équipe. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9356M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur administratif comptable et financier

Futur directeur général - Cette entreprise française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens de consommation courante, connaît une progression très importante de son chiffre d'affaires. Elle distribue ses produits principalement dans les circuits modernes de la distribution et emploie une centaine de personnes. Ses objectifs de développement sont ambitieux et elle s'oriente aujourd'hui vers une diversification de ses produits. Rattaché au président, le directeur administratif et financier animera une équipe de six personnes et prendra en charge l'ensemble de la fonction administrative, comptable et financière. Il sera également responsable de la mise en place de la comptabilité analytique et du contrôle de gestion dans l'entreprise. Ce poste qui évoluera à terme vers un poste de directeur général s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (type ESC) complétée par le DECS et possédant une expérience professionnelle à des responsabilités similaires, acquise au sein d'une entreprise industrielle. Il aura déjà participé à l'implantation d'une comptabilité analytique, disposera d'un fort potentiel, de solides aptitudes relationnelles et d'une autorité naturelle. Le poste est à pourvoir en Auvergne dans un premier temps et sera basé en région parisienne d'ici deux ans environ. La rémunération motivante sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à Frédérique CHEMARIN en précisant la référence S8276M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur commercial

Banque - 300/350.000 F

Vesoul - Une importante banque régionale, filiale d'un groupe bancaire de tout premier plan recherche son futur directeur commercial. Basé au siège à Vesoul et placé sous l'autorité immédiate du directeur, il participera à la définition de la politique générale de la banque. Responsable du réseau (environ 220 personnes), il développera l'activité commerciale de la banque dans le cadre d'une organisation de fonctionnement par marché. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 32 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (ESC,...) ayant une expérience confirmée du réseau et de l'animation d'équipes. Il s'adresse soit à un directeur commercial ou à un adjoint, soit à un directeur de groupe d'agences souhaitant évoluer. La rémunération de l'ordre de 300/350.000 francs sera assortie d'un logement et d'une voiture de fonction. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9349M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur d'agence

Banque - 300.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche un directeur d'agence. Basé à Paris et rattaché au directeur de l'exploitation, il prendra en charge la gestion du point de vente et définira son propre plan d'action commerciale. Il développera une clientèle composée de PME/PMI et de particuliers haut de gamme. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 32 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience d'au moins six ans de la clientèle PME/PMI. Il s'adresse à un directeur d'agence ou à un adjoint souhaitant évoluer. La candidature d'un exploitant de très bon niveau pourra également être examinée. La rémunération de l'ordre de 300.000 francs pourra éventuellement être supérieure en fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9355M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Adjoint directeur contrôle financier



Membre du groupe Compagnie de Navigation Mixte, la Compagnie Française de Sucrerie (850 salariés, chiffre d'affaires 1,3 milliard de francs, quatre établissements industriels et deux filiales) recherche le numéro deux du service contrôle financier. Chargé dans un premier temps du lancement et de la mise en application de progiciels de comptabilité générale, analytique et budgétaire, il participera également à l'élaboration du bilan et des comptes de fin d'année et coordonnera les divers services comptables de la société. En liaison avec les usines il aura aussi la responsabilité de la mise en place de la comptabilité analytique et du reporting mensuel. En outre, il assurera la consolidation des filiales. Basé à Paris, ce poste riche et évolutif au sein de la société, s'adresse à un candidat diplômé d'une école supérieure de commerce, titulaire du DECS et possédant au moins trois ans d'expérience de l'audit comptable en cabinet ou dans un grand groupe. La rémunération, fonction des compétences pourra atteindre 300.000 francs. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence D/2928M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable d'exploitation

Banque

Lille - Une banque à taille humaine, filiale de groupes importants, s'implante dans l'agglomération lilloise et cherche son responsable d'exploitation. Rendant compte au directeur général, il aura pour mission de développer une clientèle d'entreprises en utilisant notamment les méthodes du marketing direct ; il participera, par ailleurs, à la définition des approches commerciales ainsi qu'à la création de produits nouveaux (clientèle particuliers et entreprises) et à la mise en place des guichets. Ce poste évolutif convient à un cadre bancaire, diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 35 ans au moins, et ayant une expérience de trois ans minimum de l'exploitation (entreprise ou particulier) ou dans l'idéal, de la direction d'une agence. L'expérience de la gestion d'une équipe (recrutement, animation) constituerait un plus. Des déplacements réguliers sont à prévoir. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à Marie-Françoise DESROUSSEAUX en précisant la référence A/4914M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Organisateur

Jeune diplômé grandes écoles



La caisse régionale du Crédit Agricole de l'Ain est aujourd'hui la première banque de sa région. Pour conforter sa position et développer la qualité de ses services, elle recherche un jeune organisateur. Rattaché au chef du service organisation, il interviendra en qualité de conseil auprès des agences et mènera en totale autonomie les études dont il aura la responsabilité (schémas fonctionnels d'informations administratives, commerciales, informatiques...). Fortement impliqué dans la mise en œuvre des solutions proposées, il travaillera en relation avec l'ensemble des services (siège et exploitation). Travaillant en collaboration avec l'ensemble des services (marketing, informatique, exploitation...) il mettra en place les structures de demain. Par ailleurs, il participera progressivement à la gestion des libres-services bancaires (implantation, rentabilité, etc...). Ce poste s'adresse à de jeunes ingénieurs, école supérieure de commerce ou I.E.P., débutants ou première expérience, qui souhaitent évoluer dans un contexte dynamique et en mutation profonde. Votre goût pour les nouvelles technologies, vos aptitudes à la communication et votre créativité sont les atouts qui vous permettront d'évoluer très vite vers des fonctions clefs de l'entreprise. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/3052M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.98.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune adjoint au responsable du personnel



La caisse régionale du Crédit Agricole de l'Ain (800 personnes réparties dans 60 agences et au siège) recherche un jeune adjoint au responsable du personnel. Il devra très vite s'intégrer dans une équipe jeune et prendra progressivement en charge des missions de recrutement et de gestion prévisionnelle de carrières. Très autonome, il sera impliqué dans les projets du service : mise en place de nouveaux systèmes de rémunération... Pour ce poste très rapidement évolutif vers des fonctions personnel globales, nous recherchons un candidat ayant un fort potentiel. Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou DESS sciences humaines ou sociales), vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience de la fonction. La rémunération sera fonction de vos compétences et de votre valeur. Votre personnalité faite de dynamisme, de finesse d'esprit et de contact devrait être le garant de votre réussite dans le poste et de votre évolution future. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/3051M. (PA Minitel 36.14 code PA)

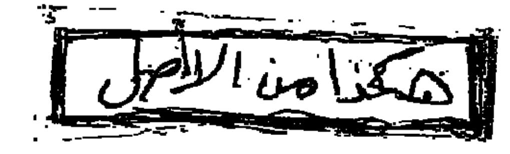
MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Et maintenant...
le contrôle de gestion !

Nous sommes un établissement financier (2 000 personnes) situé en région parisienne, filiale d'un grand groupe industriel. Compte tenu de notre expansion, nous voulons étoffer notre Direction du Contrôle de Gestion en intégrant un jeune cadre à potentiel.

Il aura pour mission de participer au développement des méthodes et des outils d'analyse pour contribuer, dans le secteur qui lui sera confié, à la maîtrise des coûts à l'élaboration de budgets et au suivi de leur réalisation.

De formation supérieure (HEC, ESSEC ou Ecole d'Ingénieur), les candidats auront découvert le monde du travail au cours d'une première expérience professionnelle en entreprise ou dans un cabinet d'audit.

En plus de leur rigueur, de leur méthode et de leur sens du dialogue, nous serons sensibles au dynamisme des candidats et à leur volonté de faire une carrière en évoluant ensuite dans d'autres secteurs du Groupe.

Notre Conseil, Denis SESBOÜÉ, attend votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions), sous la référence S/CG/LM, et vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Important Groupe de Sociétés d'Investissement Immobilier
à caractère industriel et commercial (Paris 8e), recherche

ADJOINT (H/F) AU DIRECTEUR DE SON DEPARTEMENT GESTION

De formation supérieure (Ecoles, Universités), et fort d'une expérience de 5 à 6 années dans une activité de même nature (département immobilier d'une grande compagnie d'assurance, SICOMI, SCPI, ...) il aura exercé des responsabilités d'encadrement.

Il se verra confier :
- l'animation et le suivi des équipes de gestionnaires immobiliers,
- les relations avec nos principaux clients,
- le suivi des dossiers et des contentieux importants,
- l'intérim du responsable du département en son absence.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. AG, à Madame **ROBIN**
37, rue de Surène – 75008 PARIS

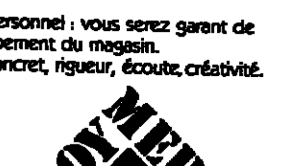
P.R. Bley

Patron des services de gestion : une mission opérationnelle de 1er plan

A 28/30 ans de formation supérieure, vous possédez une solide expérience de plusieurs années et surtout une forte capacité à manager.
LEROY MERLIN c'est une entreprise leader dans un secteur de pointe, la distribution du Bricolage-Loisirs (3 300 collaborateurs, plus de 3 milliards de CA, 30 % de croissance annuelle) : une réussite toute indiquée pour donner un sens à votre orientation.
Prendre en charge la gestion de l'un de nos magasins, c'est être patron des services de gestion d'une véritable PME.

Chefs de secteur gestion et services

Organiser, contrôler et animer les services, optimiser les performances du personnel : vous serez garant de la gestion vis-à-vis du directeur et définirez avec lui la stratégie de développement du magasin.
Ce poste vous permettra d'exprimer l'ensemble de vos qualités : sens du concret, rigueur, écoute, créativité.
Vos capacités de communication, de réflexion et d'action vous permettront d'exercer toute l'influence qu'exige cette mission opérationnelle de premier plan pour évoluer ensuite vers de plus larges responsabilités.
Nos postes sont à pourvoir sur toute la France, en particulier sur la région parisienne.
Envoyez-nous votre dossier de candidature sous réf. RPM1, nous vous accueillerons rapidement pour un premier entretien. Brigitte PETROVITCH (Région Paris), Hervé de GALBERT (Région Ouest), LEROY-MERLIN, 4 rue de Sèze, 75009 Paris.



Banque **Nord**

Financement aux PME : un responsable de marché

Cette banque a les moyens de ses ambitions : une forte notoriété, des ressources à taux faibles, une politique commerciale offensive et créative, un réseau dense et proche de ses clients, une décentralisation qui favorise l'autonomie et permet la mise en œuvre de moyens adaptés.

Dans la région Nord/Pas-de-Calais, vous aurez à contribuer efficacement au développement du marché des entreprises. En collaboration directe avec le Directeur du Développement, vous aurez à participer à la conception du marketing mix : définition des cibles, des produits, et à concevoir le plan d'action : moyens d'approche ; sensibilisation et formation du réseau, détermination d'objectifs et suivi.

Vous êtes un homme de la banque, après une solide formation de base, vous avez acquis des compétences reconnues dans le domaine des opérations de crédits et des méthodes de gestion marketing (en tant que décideur ou gestionnaire).

Nous vous garantissons une confidentialité absolue et vous remercions d'écrire à Martine HAUTEKIET, notre conseil, sous la réf. B987 en indiquant les banques auxquelles vous ne souhaitez pas transmettre votre dossier. Les entretiens auront lieu à Lille ou à Paris.

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS -
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

Jeunes Sup de Co en route pour la gestion terrain !

Plus de 19000 personnes, 9,5 milliards de Francs de chiffre d'affaires, une présence internationale dans près de 40 pays, tel est aujourd'hui le poids de COLAS, leader européen des travaux publics.
Diplôme d'une école supérieure de commerce en poche, vous souhaitez mettre à profit votre formation dans une entreprise qui va de l'avant, qui bouge. ***Devenez le véritable bras droit du responsable de l'une de nos agences.*** *Vous assurerez à moyen terme l'ensemble des tâches administratives : comptabilité clients-fournisseurs, problèmes juridiques ou fiscaux, gestion du personnel...*
Vous aimez l'initiative, la variété et la multitude des responsabilités ne vous font pas peur.

Vous intégrerez dans un premier temps notre filiale Est.
Vous évoluerez ensuite au sein de notre groupe vers des responsabilités élargies.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 48 M à :
Gisèle MULARSKI
Service Recrutement Formation
39 rue du Colisée
75008 Paris.

COLAS
La route avance

CHARLES RILEY CONSULTANTS
INTERNATIONAL

Le Groupe Charles Riley recherche pour sa filiale Conseil en Stratégie IDS Consultants.

CONSULTANTS SENIOR
FUTURS DIRECTEURS ASSOCIÉS

Ils devront prendre la responsabilité de la direction de contrats de planification et de mise en place de systèmes de gestion, participer au développement commercial et animer des équipes de haut niveau.

Les candidats, de 35 ans environ, auront une expérience réussie de l'industrie et du conseil en cabinet ainsi qu'une bonne maîtrise des systèmes de planification, d'information et de gestion.

Anglais courant, autre langue appréciée.



Ecrire à
Pierre Guyon
Directeur Général
du Groupe,
18 rue Louis Rouquier,
92300 Levallois.



CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes la Société d'Exploitation du Parc des Expositions de Paris. Nous louons, sur une année, le plus grand nombre de m2 d'expositions dans le monde. Notre CA actuel se situe autour de 350 MF et notre effectif permanent est de 150 personnes.

Véritable entreprise multi-services, nous nous préparons à d'importants développements et venons de mettre en place une nouvelle organisation.

Il nous faut en particulier reconcevoir notre système de gestion, et dans ce but, nous recherchons un jeune professionnel qui créera la fonction de Contrôleur de Gestion, concevra les outils nécessaires, puis assurera leur mise en œuvre.

Votre profil : La trentaine, de formation supérieure, vous avez une bonne expérience de la gestion au sein d'une PME ou d'une division de grande entreprise de services. Vous utilisez couramment la micro-informatique.
Vos qualités : Dynamisme et ouverture, capacité d'écoute et de dialogue, aptitude au travail en équipe, méthode et rigueur.

Merci d'adresser votre CV, avec lettre manuscrite et prétentions sous réf. 1338 M au cabinet PLEIN CADRE 350 rue de Vaugirard 75015 PARIS

Etablissement industriel région clermontoise
recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour travail en équipe
Gestion personnel - Paie - Pointage - Formation.
Expérience de conduite de projet appréciée.
DUT ou BTS informatique exigé.
Envoyer C.V. à HAVAS - 63002 CLERMONT-FERRAND, qui transmettra.

BANQUE ETRANGERE PARIS
recherche

RESPONSABLE DE LA TRESORERIE ET DES MARCHES FINANCIERS

Si possible, diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat aura la responsabilité de la Gestion de la Trésorerie ainsi que des interventions auprès des institutions et des marchés financiers. Il aura acquis une expérience d'environ 4 ou 5 ans dans la fonction, et un très bon niveau d'anglais. Des connaissances en espagnol seront appréciées. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, sous la référence 174/LM, à

O.C.B.F. SERVICES
66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

MEDIA BA

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT
spécialisé dans le crédit aux particuliers recherche

CHEF DU CONTENTIEUX

- Vous êtes titulaire d'une maîtrise de droit et vous avez de solides connaissances en droit bancaire et en informatique.
- Vous possédez 5 ans d'expérience dans le secteur contentieux bancaire

Envoyez vos lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 71336 à Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.



Leader sur le marché français du chocolat (Lion, Nuts, Smarties...)
1,4 milliard CA - 1 400 personnes, recherche pour sa Direction Commerciale de Marne-la-Vallée

ASSISTANT CHEF DE PROMOTION H/F

Rattaché à notre Chef de Promotion, vous aurez plus particulièrement en charge sur une importante gamme de produits distribués tous circuits (grande distribution et grossistes) :
- la gestion et le suivi des outils de vente (argumentaires ; stimulation ; PLV) sur gamme permanente et fin d'année,
- l'analyse de la rentabilité des investissements promotionnels.

Ouvert, dynamique et créatif, ayant le sens de la gestion, votre formation ESCAE ou équivalent, votre jeune expérience dans la vente marketing ou promotion des ventes produits de grande consommation, votre pratique de l'anglais vous autorisent à nous contacter en adressant lettre, CV, photo et prétentions s/réf. ACP à Lucien Belda - ROWNTREE MACKINTOSH SA - Noisiel, 77422 Marne-la-Vallée Cedex 2.

CONTESSE

Important groupe financier recherche pour son département crédit-bail immobilier

UN CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant l'expérience des contacts clientèle dans le milieu bancaire.

Transmettre lettre, c.v. manuscrit et prétentions sous n° 8 336 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Audit financier et Organisation dans un environnement international

Schlumberger

La Direction de l'Audit de Schlumberger Limited souhaite intégrer un

AUDITEUR INTERNE

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion, titulaire d'un MBA, DECS..., parfaitement bilingue Anglais.

Vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans dans un grand Cabinet d'Audit et vous souhaitez donner à votre carrière une dimension internationale.

Nous vous confierons dans un premier temps des missions d'organisation et d'audit financier afin de compléter votre formation.

La connaissance du groupe, jointe à vos capacités d'initiative et de responsabilité, vous permettra d'évoluer à moyen terme vers un poste opérationnel de Contrôleur de Gestion au sein de Schlumberger Industries, de Schlumberger Technologies ou de Schlumberger Services pétroliers.

La rigueur professionnelle, le sens des contacts et la mobilité seront les garants de votre réussite chez Schlumberger.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée, sous la référence CG/SL, au Département du Personnel.

SCHLUMBERGER LIMITED
42, Rue Saint-Dominique
75340 PARIS Cedex 07

AD'COM.

Dans le cadre du renforcement des structures régionales et de la décentralisation de son management, la FNAC recherche pour sa région Nord un :

Contrôleur régional comptabilité gestion

basé à Paris

Votre action sera dirigée principalement vers les magasins de la région Nord (10 unités représentant près de 1 Milliard de Francs de CA) pour lesquels vous aurez une mission d'assistance et de contrôle dans la réalisation des travaux comptables et de gestion.
Auprès du Directeur Régional, vous serez chargé également de la mise en place et du suivi d'instruments de gestion et de contrôle destinés à faciliter sa prise de décision et son management.
Par ailleurs, vous assurerez la liaison avec la Direction de la Comptabilité de la Société.

Diplômé d'une Ecole de Commerce option finance-comptabilité ou équivalent, vous avez 2 à 3 ans de pratique de la comptabilité et de la gestion, acquise si possible dans le secteur de la distribution.



Merci d'adresser lettre manuscrite et CV mentionnant impérativement vos prétentions sous la référence 07 SQ à : FNAC, Service Recrutement, 11 boulevard Sébastopol - 75001 PARIS.

média-system



Nous sommes un important groupe français connaissant une forte expansion, renforçant ses positions en Europe et dans d'autres parties du monde. En conséquence, nous étoffons notre équipe d'

AUDITEURS INTERNES

CONFIRMES

Rattaché à la Direction générale, vous assurerez des missions de révision au sein du groupe et des missions de reprise de sociétés diverses.

EVOLUER A TERME VERS UN POSTE DE RESPONSABILITE AU SEIN DU GROUPE, C'EST LE CHALLENGE QUE NOUS VOUS PROPOSONS.

Vous êtes de formation supérieure, titulaire d'un DECS, expertise comptable et possédez une solide expérience dans un cabinet d'audit. Votre mobilité géographique et votre connaissance de l'anglais sont indispensables pour mener à bien vos différentes missions.
Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 35133 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui nous transmettra. Nous vous assurons de toute notre discrétion.

CONTESSE



Jeune Chef de Marché Export, donnez du punch à nos ventes !

De formation supérieure commerciale, vous avez une expérience de 3 ans, de préférence en marketing ; l'export, les ventes et peut-être mieux encore l'agro-alimentaire vous sont familiers. Vous pratiquez couramment l'anglais et si possible l'espagnol.

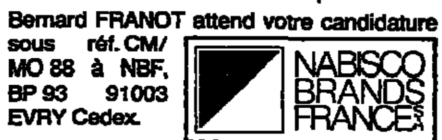
Votre sens de l'autonomie et de la créativité n'est plus à démontrer, et vous êtes très à l'aise dans les négociations.

Rejoignez-nous ! Nous sommes prêts à vous confier un poste d'envergure : vous prendrez en charge les marchés de l'Europe du Sud.

Vous serez responsable des résultats de la zone qui vous sera confiée. Vous travaillerez en direct avec les Directions Marketing de nos sociétés sœurs dans les pays concernés. Pour stimuler nos ventes, vous devrez mettre en place une politique de promotion adéquate, assurer l'animation de nos clients directs et le développement des nouveaux projets.

Notre dimension internationale et notre ambiance novatrice vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe.

Bernard FRANOT attend votre candidature sous réf. CM/MO 88 à NBF, BP 93 91003 EVRY Cedex.



SOURCES

Responsable d'agence

Toulouse



AIPAL est un groupe financier en pleine expansion comprenant un CIL collecteur du 1% logement, une société de crédit immobilier et une S.A. d'H.L.M. Dans le cadre de la poursuite de son fort développement, il recherche un responsable d'agence à Toulouse. A la tête d'une petite équipe et dans un cadre autonome, il aura à développer la présence d'AIPAL sur la région auprès des entreprises et des prescripteurs. Nous recherchons un professionnel de la banque, ayant acquis une solide connaissance du crédit immobilier et capable de s'imposer par ses qualités de management et son sens du contact. Le niveau de rémunération est susceptible d'attirer des candidats de valeur. Pour ce poste, écrire à L.PEYSALE en précisant la référence A/T7211M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

2 Bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Second d'agence

Banque - 200/260.000 F

Toulon - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international, recherche son second d'agence pour son point de vente de Toulon. Placé sous l'autorité directe du chef d'agence, il l'assistera dans la gestion quotidienne et sera plus particulièrement chargé des relations avec une clientèle d'entreprises de taille moyenne dont il développera le portefeuille. Ce poste s'adresse à un candidat fortement motivé par le commercial, âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po., ESC ou équivalent) et ayant une expérience d'au moins trois ans de la clientèle PME/PMI. Il s'adresse soit à un directeur de petite agence, soit à un adjoint, soit à un exploitant souhaitant évoluer. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9352M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable service affaires internationales

Banque - 200.000 F +

Ville universitaire à une heure trente de Paris - Une importante banque régionale, rattachée à un groupe bancaire de premier plan, et spécialisée dans les relations avec les entreprises agro-alimentaires, recherche son responsable du service affaires internationales. Basé au siège de la banque et placé sous l'autorité du responsable du secteur entreprise, il supervisera une équipe d'une douzaine de personnes et assurera la centralisation des opérations d'import/export (crédits documentaires, transferts, rapatriements, financements en devises, négoce international et couvertures à terme...). Il participera de manière active à la mise en place de nouveaux produits ou services dans le domaine de l'international. Ce poste évolutif ne peut convenir qu'à un cadre bancaire âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience d'au moins 4 ans dans le domaine des opérations internationales. La rémunération, de l'ordre de 200.000 francs, pourra éventuellement être supérieure en fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9351M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

Provence



Le Crédit Agricole des Alpes de Haute Provence est une banque à taille humaine en plein essor. Dans le cadre de son développement et pour mettre en œuvre ses nombreux projets, elle recherche plusieurs jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, titulaires d'un diplôme d'école de commerce, d'IAE ou d'université (DESS, maîtrise), débutants ou disposant d'une courte expérience. Après formation sur le terrain ou en agence, ils évolueront rapidement vers des responsabilités opérationnelles (commerciales, marketing ou techniques). Les perspectives de développement personnel sont motivantes pour des candidats de valeur. Ces postes sont basés dans les Alpes de Haute Provence et impliquent d'être mobiles sur le département. Adresser C.V. photo et prétentions à B. COULANGE en précisant la référence AX/5038M. (PA Minitel 36.14 code PA)

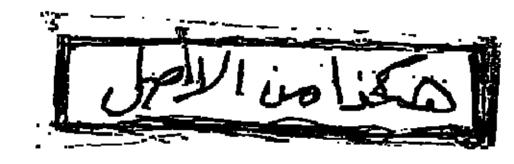
MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Nous vous offrons l'opportunité de vous intégrer dans une banque jeune et dynamique, la CASDEN BANQUE POPULAIRE (330 personnes, 450 000 clients, plus de 12 milliards de total bilan), située dans un cadre agréable à MARNE-LA-VALLEE (25 mn en RER depuis Châtelet).

Pour faire face à ce fort développement, nous créons les postes de :

RESPONSABLE ORGANISATION

Superviser une équipe d'organisateurs dans tous les domaines (analyse des disfonctionnements et des besoins, recherche et propositions de solutions, mise en place des circuits et procédures...), telle sera la mission nouvelle et passionnante que nous vous proposons.

Etre âgé d'environ 35 ans, de formation Ingénieur (ou issu d'une Ecole de Gestion), et justifier d'une expérience acquise dans le monde bancaire : tels seront vos atouts déterminants. (Réf. 706/LM)

ORGANISATEUR DEBUTANT

Intégrer une cellule d'organisateurs et, sous la direction de notre Responsable Organisation, participer à l'analyse des disfonctionnements et à la mise en place des normes et des procédures, tel sera votre challenge.

Vos atouts pour réussir : âgé d'environ 25 ans, vous êtes issu d'une École de Gestion et avez, peut-être, une petite expérience dans un poste similaire. Nous vous offrirons une formation d'un an (type ISTO...). (Réf. 707/LM)

Participez à notre développement vous motive : prouvez-le-nous et contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h. Précisez la référence du poste choisi).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. du poste choisi, à ALLO-CARRIERES 53, av. V.-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



MEDIA B4



L'équipement Automobile
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux - 27500 personnes
C.A. 12,1 milliards de francs dont 46 % réalisés à l'étranger

recherche pour sa Division ALTERNATEURS (h/f)

Contrôleur de Gestion Usine

Rattaché à la Direction Usine, il aura sous sa responsabilité :

- le contrôle de gestion industrielle,
- la gestion des prix de revient,
- l'élaboration des budgets,
- le tableau de marche de l'usine,
- le contrôle de gestion des stocks,
- l'organisation et le suivi des procédures administratives.

Afin de mener à bien cette mission, agé de 30 ans minimum, il devra avoir une formation supérieure et maîtriser la comptabilité générale et analytique (École Supérieure de Commerce, DECS, Maîtrise...). Une première expérience professionnelle dans ce domaine est indispensable.
La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, prétentions C.V. et photo à **Valeo Equipements Electriques Moteurs** - Service du Personnel A l'attention de Monsieur LAUNAY - Route de Montreuil 62630 ETAPLES SUR MER.



FINANCER LES ENTREPRISES DU BTP

Premier secteur économique, le BTP compte 350 000 entreprises et réalise un CA de 400 milliards. Pour financer les investissements considérables de ce secteur, nos délégations régionales commercialisent une gamme complète de services (crédits MT, crédit bail, cautions, etc...).

Votre rôle, en tant que cadre financier, consistera à développer le portefeuille de clientèle, analyser ses besoins en financement, monter les dossiers, promouvoir notre image auprès de nos partenaires, entreprises, banques, organismes profesionnels etc...

Une mission passionnante mais difficile que nous ne confierons qu'à de jeunes diplômés (maîtrise de gestion, ESC ou équivalent) débutants ou justifiant d'une première expérience, et/ou attirés par une carrière commerciale et financière. Postes à pourvoir à PARIS - RENNES.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prét.) en précisant l'affectation de votre choix. CCME - Serge DELETRE -128, rue de la Boétie, 75008 PARIS.

GROUPE CCME

LYON

Importante société de service lié à l'immobilier (75 personnes) recherche un

Adjoint du Directeur Financier

De formation HEC, ESSEC, ESC + formation complémentaire de type juridique, financière (MBA) ou linguistique, vous avez environ 30 ans, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en cabinet d'audit international dans une banque d'affaires ou dans une société internationale.
Directement rattaché au Directeur Financier, vous aurez en charge :
- *la gestion de projets internationaux d'aménagements urbains en France et à l'étranger,*
- *l'assistance et conseil auprès d'ingénieurs chefs de projets pour le montage juridique et financier de dossiers,*
- *l'audit auprès de nos services internes et reporting auprès de la D.G.*

La mission à responsabilités que nous vous proposons vous permet de mettre en avant vos qualités relationnelles, votre sens de l'organisation et de l'initiative.
Bien sûr, vous saurez faire preuve d'ingéniosité et de clairvoyance pour répondre aux besoins de vos divers interlocuteurs, tant en France qu'à l'étranger.
Ce poste nécessite des missions de plusieurs semaines à l'étranger : la connaissance parfaite de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence 2701, à notre Conseil



Jean-Pierre Pornet
56, rue Sully - 69006 Lyon

SCMC MONEP

Jeunes DUT... du secteur bancaire...

Votre spécialisation Finances-Compta et une première expérience au sein d'un Grand Réseau Bancaire vous permettent de rejoindre, à Paris, notre

Département contrôle

dans lequel vous aurez l'occasion de contrôler les négociations effectuées sur le marché des Options Négociables de la Bourse de Paris, le MONEP, en liaison étroite avec l'ensemble des Adhérents, Charges d'Agents de Change, Banques... Votre mission ? Veiller à l'application de la réglementation par une analyse et un audit des opérations qui se traitent sur ce Marché, évaluer les risques encourus par les divers intervenants, et vous assurer de la régularité des écritures comptables enregistrant les positions des uns et des autres. Un rôle essentiel où vos qualités de diagnostic, d'entregent ainsi que vos capacités rédactionnelles doivent vous permettrent de réussir. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/TRO/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA B4

Un tempérament de gestionnaire !

HCA (Havas Contact / Aum Publicité) est une agence spécialisée dans la communication des Ressources Humaines et filiale du Groupe EUROCOM. [redacted] recherche un

CHEF COMPTABLE [redacted]

Rattaché au P.D.G., le candidat aura l'entière responsabilité de la comptabilité et des services administratifs. Il aura également pour mission d'effectuer le reporting, le suivi de la trésorerie et de la comptabilité analytique. Il encadrera une équipe de 3 personnes. Le candidat, âgé d'au moins 28 ans, aura une compétence comptable solide, un tempérament de gestionnaire, une expérience acquise en cabinet ou en PME.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence M 2394 à :



[redacted]CA
1, place du Palais Royal
75001 PARIS

Secrétaire Général

Région Lyonnaise

Filiale d'un des plus importants groupes industriels français, notre Société (2000 personnes, 1,3 M. de CA dont 80 % à l'export dans 80 pays) est leader européen dans son domaine d'activité : production et commercialisation de biens d'équipements électromécaniques de grande série.
Membre du Comité de Direction, le Secrétaire Général que nous recherchons prendra en charge l'ensemble de la fonction administrative et financière. Il animera et supervisera les services Comptabilité Générale et Industrielle, Fiscalité, Trésorerie, Contrôle de Gestion, Administration Generale (Immobilier - Juridique - Assurances)... Ce poste de premier plan s'adresse à un candidat âgé d'environ 35 ans, diplômé HEC, ESSEC, Sciences Po ou ESC, désireux de s'intégrer à une équipe dirigeante jeune, performante et dynamique. L'expérience de la gestion de trésorerie (francs et devises) et du reporting sous forme anglo-saxonne serait très appréciée.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 802 588 M

35, rue du Rocher 75008 Paris



LEVI-TOURNAY/ASSCOM

ORGANISME DE FORMATION PERMANENTE, CONSEIL ET RECHERCHE EN GESTION
Leader dans son domaine, souhaite intégrer à son équipe

UN PROFESSEUR ET CONSULTANT

capable de développer, avec l'assistance de jeunes collègues, des actions dans le domaine de la comptabilité, des finances publiques et de la gestion financière.

Ce poste est ouvert à une personne de haut niveau (grande école de gestion, I.E.P., université, avec formation complémentaire : doctorat, Ph. D) ayant une expérience d'enseignement ou de conseil de 5 à 7 ans.

Possibilité de position de détachement pour les fonctionnaires.
Lieu de travail : Paris et proche banlieue.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. 1738, à PIERRE LICHAU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

BANQUE à taille humaine

recrute pour les Régions MIDI et RHONE-ALPES

DES RESPONSABLES D'AGENCES A DÉVELOPPER

Ces postes conviendraient à des candidats ayant de l'ambition, voulant être jugés sur leurs résultats et ayant une bonne expérience professionnelle et commerciale de la clientèle de PARTICULIERS et COMMERÇANTS.

Ecrire avec c.v., photo, lettre manuscrite, prétentions sous nº 8 378.

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

BANQUE OUEST DE PARIS

Filiale d'un groupe industriel important recherche

CHARGE DE COMPTE ENTREPRISE

pour développer sa clientèle d'entreprise ayant un C.A. entre 100 et 500 MF.

Au sein d'une petite équipe performante, il bénéficiera d'une large autonomie.

Rémunération intéressante.

Voiture de fonction.

Expérience bancaire d'au moins 5 ans souhaitée.

Envoyer dossier de candidature sous réf. 9040 à **VALENS CONSEIL**
10, rue de Louvois
75002 PARIS qui transmettra.



rencontre des grandes ambitions.

trôleur de Gestion

Adjoint du Directeur Financier

tempérament de gestionnaire !

HEF COMPTABLE H/F

BANQUE OUEST DE PARIS

CHARGE DE COMPTE ENTREPRISE

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La filiale (2 Milliards de C.A.) d'un important groupe industriel américain recherche un

Contrôleur de Gestion

Grenoble **320 KF**

Rattaché au Directeur Financier, il aura, outre les plans budgets et reports, la responsabilité des études de coûts et de rentabilité. Il devra également mettre en place dans le cadre du plan de modernisation et d'investissement de la société, une structure par centre de coût. Il sera assisté pour cela d'une équipe de 12 personnes.
De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP,...) agé de 30-35 ans environ, il aura une expérience similaire acquise dans un environnement industriel et dominera parfaitement l'anglais.

Envoyer CV + lettre manuscrite + tél + rémunération actuelle à **Jérôme Lancrenon, Michael Page Rhône-Alpes**, 9, quai Jean Moulin, 69001 LYON sous ref. JL 1122 MO.

MP
Michael Page Rhône-Alpes
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

ADICOM

Un des premiers groupes de **Négoce Agro-Alimentaire** du monde recherche un

Forex-Dealer

Paris **Réf. YB 84 MO**

Sous la responsabilité directe du chef cambiste, il aura pour mission de participer à la gestion de la position de change du Groupe au niveau mondial. *Il devra donc participer à la réflexion stratégique du groupe sur* les marchés des changes et opérer sur les marchés en conformité avec cette réflexion et avec la stratégie arrêtée.
De formation supérieure, parlant couramment l'anglais, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans de la fonction de trader sur le marché des changes et vous connaissez les nouveaux outils de la fonction (options de change...).
Contacter **Yves Boissonnat** au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + N° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

L'équipe à rejoindre a, dans sa totalité, été informée de cette recherche.

MP
Michael Page Banking
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

ADICOM

La filiale française d'un groupe américain recherche son

Contrôleur Financier

Paris Ouest **220 KF+**

Rattaché au Directeur Général, le candidat retenu sera responsable de la comptabilité générale, du reporting à la maison-mère, des budgets de la filiale et du contrôle de gestion.
Agé d'environ 30 ans, possédant une formation supérieure de type Ecole de Commerce, complétée par un DECS, le candidat retenu aura acquis une première expérience de 3 à 5 ans dans une société anglo-saxonne. Bon niveau d'anglais exigé.
Contacter **Ivan Pacaud** au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. IP 1130 MO.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

ADICOM

Une importante entreprise internationale de services (CA 1.2 Milliard de F) recherche, pour sa direction financière, un jeune

Auditeur

Paris-Nord (RER) **FF 200/220 KF**

Rattaché au Directeur financier, il aura pour tâche de réaliser des audits de révision d'établissements et filiales du Groupe, et *d'assister la direction financière pour différents* travaux (budgets, comptabilité...).
Ce poste s'adresse à un candidat titulaire du DECS ou équivalent, doté d'une première expérience en cabinet, et ayant une bonne pratique de l'anglais. *Il sera appelé à se déplacer* pendant le tiers de son temps.
Contacter **Christophe Aubry** au (1)40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1124 MO.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

ADICOM

Filiale Française d'un groupe de communication anglo-saxon recherche

Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur du magasin, le candidat sélectionné sera responsable de la mise en place, du suivi et du contrôle : des budgets et de l'analyse des écarts, des tableaux de bord, des procédures de gestion et comptables des systèmes informatiques de gestion.

De formation Grande Ecole de Commerce, complétée par 2 à 3 ans d'expérience en cabinet d'audit "big eight", le candidat très motivé par la distribution aura un excellent niveau d'anglais.

Contacter **Ivan Pacaud** au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + Rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Finance**, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf.IP 850 MO.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

ADICOM

Un important groupe français de distribution (CA FF 1,3 Milliards - 320 personnes), recherche son

Directeur Financier

Paris **400/450 KF**

Rattaché au PDG, la personne sélectionnée sera principalement chargée des comptabilités, de la consolidation (10 sociétés), de la trésorerie et du contrôle budgétaire.
Grâce à la croissance rapide du groupe, elle sera amenée dans un deuxième temps à mettre en place de nouveaux contrôles internes et procédures.

Le candidat idéal -de formation ESC ou équivalent et âgé entre 32 et 40 ans- aura d'excellentes connaissances de la comptabilité générale et de la trésorerie et une bonne maîtrise de la micro-informatique.
Une première expérience en audit ou le DECS/expertise comptable seront des atouts.

Contacter **Ivor Alex** au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + rémunération actuelle à **Michael Page Executive**, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. IA 1377 MO.

MP
Michael Page Executive
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

ADICOM

Paris

auditeur

Votre connaissance des nouveaux instruments financiers et des cartes de crédit vous permettra d'assurer la régularité des comptes et la qualité de l'information.
Vous serez autonome et responsable des travaux qui vous seront confiés (études, audit des filiales et contrôle de nos magasins...).

Vous avez un DECS et quelques années d'expériences acquises dans une société de crédit, une banque financière ou un cabinet d'audit.

Nous sommes un groupe de distribution (14 milliards FF) multi-spécialisé.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous réf. 957-02 à notre Conseil.

ONOMA 26 rue de Berri 75008 PARIS

FILIALE FRANÇAISE GROUPE INTERNATIONAL
1 200 personnes. SECTEUR DES SERVICES
SOCIETE DIVERSIFIEE ET PERFORMANTE

Recherche dans le cadre de son expansion

CHEF DE SERVICE FINANCIER

rattaché au Directeur Administratif et Financier

DECS - Solides connaissances en Fiscalité, apte au *conseil des sociétés du groupe*. Expérience de la consolidation appréciée. Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions sous référence DAF 88.2 à **PARFRANCE ANNONCES** 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra.

Membre du SNPAC

CENTRE INTERNATIONAL D'ETUDES ET DE FORMATION (30 permanents - 250 scientifiques vacataires), recherche pour SOPHIA-ANTIPOLIS, un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

H/F

Travaillant dans un environnement international, vous êtes diplômé(e) d'études supérieures et possédez une expérience dans tout ou partie de la fonction (*gestion, comptabilité, personnel, juridique...*). La parfaite maîtrise de l'anglais est impérative et une connaissance de l'International appréciée.
Ecrire, sous la référence 5197, à

MEDIA PA 53, av. Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

PARIS - EVRY

EXPLOITANTS *expérimentés*

ENTREPRISES ASSOCIATIONS

La BANQUE CENTRALE DES COOPERATIVES et DES MUTUELLES - Groupe GMF renforce ses équipes en créant 2 postes sur PARIS et un sur EVRY.

Votre solide expérience bancaire au niveau entreprise, alliée à votre bonne connaissance en matière d'engagement et de risque commercial vous permettront d'assurer le suivi et le développement de portefeuilles d'entreprises et d'associations.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Maîtrise de Sciences Eco, ITB), aujourd'hui vous recherchez l'entreprise qui saura valoriser vos compétences techniques et commerciales.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à Paul Henry VIELLE - BCCM - 12, place de la Bourse - 75002 PARIS.

bccm

MEDIA PA

Stratus

Filiale d'un Groupe Informatique Américain (185 Mns de $ de C.A. en 1987) en forte croissance, récemment implantée en France, recherche un

Responsable administratif et financier

Situé sous l'autorité du Directeur Général de la filiale (10 personnes), il sera chargé de la gestion de la Société sous ses aspects comptabilité, finances, personnel, commandes et fournisseurs.
Ce poste conviendrait à un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ayant 2 à 3 années d'expérience de la comptabilité et du reporting dans un groupe anglo-saxon.
D.E.C.S., droit apprécié, pratique de l'Anglais indispensable.
Rémunération en relation avec la taille de la Société en rapide évolution. Poste à PARIS.
Envoyer lettre de motivation, C.V., photo et prétentions sous référence 710-M à STRUCTURES, 31, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

STRVCTVRES

Nous sommes un groupe INDUSTRIEL en pleine croissance :
Effectif total : 6 000. — C.A. : 4 *Milliards*. — Filiales industrielles françaises : 4, étrangères : 6. Nombre d'établissements industriels : 25.
Nous créons un poste de

CONTROLEUR CENTRAL DE GESTION

rattaché au Directeur du Contrôle

Il se verra confier, selon leurs besoins propres, la responsabilité du suivi de gestion des filiales françaises et étrangères. Les domaines d'intervention privilégiés sont : planification, budgets, investissements, suivi trimestriel... Il aura son bureau en banlieue ouest de Paris mais devra voyager une grande partie de son temps.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 35 ans ± 3, vous avez une formation supérieure ingénieur et/ou Gestion et si vous avez acquis une expérience de gestion de 10 ans environ dont au moins 4 ans dans un établissement industriel de taille significative (au moins 400 personnes). Bien entendu vous parlez réellement couramment anglais et peut-être une autre langue.

Merci d'adresser C.V. et lettre de motivation sous référence M/122/D (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale d'un important groupe industriel américain, leader sur un marché de haute technologie, nous assurons la **Recherche et le Développement** pour les différentes unités européennes. Nous regroupons environ 150 chercheurs et techniciens et recherchons notre



Rattaché au Directeur Général vous prendrez en charge une responsabilité très complète concernant le **contrôle de gestion** : budget, reporting USA, plans, comptabilité, trésorerie, fiscalité... ; la **gestion du personnel** : y compris celle des expatriés et **l'administration** : achats, assurance...

Vous superviserez une équipe et disposerez d'importants moyens informatiques. Les contacts internationaux étant fréquents, la connaissance de l'anglais est nécessaire. Bien entendu, vous ferez partie de notre **Comité de Direction.**

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure disposant d'une expérience de 5 ans minimum dans des fonctions similaires, (notamment contrôle de gestion) et souhaitant élargir ses responsabilités. Ultérieurement de réelles opportunités s'ouvriront vers les fonctions financières ou du personnel. Agréable localisation : 80 km Sud de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. SG/M à MEDIA-SYSTEM, 6/8 impasse des-Deux-Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER :

planifiez notre croissance exceptionnelle

Filiale de distribution alimentaire d'un important groupe pétrolier, notre rythme de croissance concrétise notre réussite. Notre effectif, 200 personnes aujourd'hui, 1000 demain en est la preuve et c'est dans ce cadre que nous recherchons notre directeur Administratif et Financier.

A 35 ans, c'est votre sensibilité commerciale qui vous permet d'être une force de proposition et de pouvoir faire évoluer votre poste au même rythme que l'entreprise. Directement rattaché au PDG, vous serez responsable de la gestion et de l'administration des ventes, de la comptabilité, du personnel, du social, de l'informatique, de l'audit, du juridique et des assurances. Vous avez une formation supérieure et êtes avant tout un généraliste avec une expérience confirmée de l'organisation, de la gestion et du personnel, si possible, dans un groupe. Anglais courant indispensable.

Niveau de rémunération : 300.000 Francs.

Poste à pourvoir le plus rapidement possible en banlieue nord ouest de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence LM288 à Maryvonne LABEILLE

Cabinet Panissod-Suhner
109 rue de Turenne 75003 Paris

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT ETUDES FINANCIERES

I.O.S, Groupe Générale des Eaux recherche un expert pour une de ses filiales de service aux collectivités locales.

De formation supérieure économique, 10 ans d'expérience minimum dans le domaine des finances locales, vous êtes rompu aux contacts de très haut niveau. Reconnu comme un authentique "spécialiste", vous avez tissé un important réseau relationnel.

Dans un premier temps, vous assurerez la direction des travaux de l'équipe actuelle et exécuterez vous-même des missions d'expertise.

Vous prendrez en charge l'action commerciale du département sur la base d'objectifs et de moyens définis avec la Direction Générale.

Ambition et réussite dans ce poste vous ouvriront des perspectives d'évolution au sein du Groupe I.O.S.

Pour en savoir plus, prenez contact avec nous :
- par téléphone (1) 42 61 82 81 (de 8 h 30 à 18 h 30, (le samedi de 10 h à 13 h)
- par minitel, 3615 CODE MSAGE (accès provisoire à CVCOM) ou adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV) ss réf. 980 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

CONTACT-TELEPHONE 16 (1) 42 61 82 81

Jeune juriste
fonction personnel

Juriste spécialisé en législation sociale, vous avez une première expérience, même courte (voire des stages significatifs). Nous vous offrons l'opportunité d'approcher la fonction personnel de façon plus globale auprès de notre D.R.H. : contentieux, assistance-conseil en droit social, statistiques, bilan social, tableaux de bord, formation, préparation des réunions avec les représentants du personnel, sécurité.

Nous sommes une Société Industrielle réputée, à taille humaine (600 personnes), en proche banlieue Ouest.

Si vous souhaitez vous investir dans un poste formateur comme l'est celui-ci, écrivez vite à notre Conseil, sous la référence V/JJ/LM, qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Venez diriger notre département Comptabilité - Groupe

Important groupe international (CA : 6 milliards de FF, 8500 personnes, 100 filiales France et étranger), appartenant à l'un des tout premiers groupes industriels français, nous renforçons les structures de notre Direction Administrative et Financière.

Nous souhaitons intégrer le **DIRECTEUR** de notre département **COMPTABILITE-GROUPE.**

De formation supérieure (Expertise Comptable, ESC...), vous avez une expérience de 5 ans minimum de la comptabilité à haut niveau, en cabinet ou en entreprise.

Vous êtes rigoureux et capable de dépasser les techniques comptables que vous maîtrisez pour les transformer en véritable outil de gestion. Dynamique, ambitieux, bon communicateur, vous managerez une équipe jeune et performante de 12 collaborateurs.

Vous bénéficierez d'une grande autonomie et serez responsable de vos objectifs. Vous pourrez évoluer ultérieurement vers une fonction de D.A.F. d'une de nos filiales importantes.

Le poste est basé en Centre Ouest, proche de deux métropoles régionales universitaires. + 300 KF et voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous référence 957, à notre Conseil Multiconsult Recrutement, 20, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris, qui traitera votre dossier confidentiellement.

multiconsult RECRUTEMENT

Responsable Financier et comptable
Région Nord

Cette jeune société est filiale d'un très grand groupe industriel français. Leader mondial dans son activité, elle réalise la majeure partie de son chiffre d'affaires (200 MF) à l'export et elle a elle-même des filiales à l'étranger.

En lien direct avec la Direction Générale, le responsable financier et comptable assurera le bon fonctionnement des comptabilités générale et analytique, le suivi des budgets, la gestion de trésorerie (francs et devises), la fiscalité française et étrangère. Il développera les outils comptables et de gestion existants, dans un environnement informatique récent et performant. Il assurera le suivi des résultats des filiales et effectuera une pré-consolation. Il transmettra les informations comptables et financières nécessaires au groupe. Il sera entouré d'une équipe de 4 à 5 collaborateurs.

Ce poste évolutif nécessite une formation supérieure (ESC + DECS minimum) et une expérience de 5 à 7 ans de la comptabilité et de la gestion acquise en milieu industriel international. La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne est nécessaire. Anglais indispensable.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 72301, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de l'Université
75007 Paris

Ressources Humaines



---

rollin — **Alsace**

Jeune contrôleur de gestion
si vous pensez que votre carrière piétine

Entrez dans une entreprise en forte croissance qui vous entraînera dans son développement en vous intégrant dans une équipe dynamique. 260 MF de CA dont 70% à l'export : nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits de Haute Technologie destinés à des industries diversifiées.

Filiale du groupe chimique américain GRACE dont nous appliquons - en les adaptant avec succès - les méthodes de management, notre contrôle de gestion s'appuie donc très largement sur les procédés anglo-saxons.

Les tâches qui vous seront confiées par le Directeur Administratif et Financier sont indispensables à la Direction Générale : • tableaux de bord avec analyse des résultats et des écarts, • planification à moyen et long terme (en collaboration avec les différents responsables de la société), • analyse et préparation des éléments d'aide à la décision dans le cas d'investissements ou de projets spéciaux, • contrôle des systèmes et procédures de gestion : cohérence, fiabilité, respect des normes définies par le groupe...

Nous recherchons un jeune professionnel disposant d'une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction pour le compte d'un groupe US ou en qualité d'audit au sein d'un cabinet anglo-saxon. Connaissance des procédures comptables américaines, pratique courante de l'anglais et formation Grande Ecole de Gestion sont impératives.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant à Carole de Chilly, sous la référence 227 M.

ALGOE, 9 Bis route de Champagne
69134 ECULLY Cédex.

ALGOE

TOULOUSE

Société industrielle de dimension nationale recherche (h/f)

Organisateur

De formation Grandes Ecoles (ingénieur ou de gestion), il conduira des missions d'organisation dans les domaines production, achats, ventes, administration...

Les missions menées avec autonomie dans le cadre des objectifs et moyens convenus au préalable comprendront : analyse de l'existant, conception de solutions nouvelles, suivi de réalisation, formation des utilisateurs et mise en place.

Les candidats dotés d'excellentes qualités relationnelles auront une expérience de 5 ans minimum d'organisation en grandes entreprises ou en cabinet d'organisation.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 23-4 M à

nicole maury * dominique sperte conseil
1, place Wilson 31000 Toulouse

GROUPE INTERNATIONAL, pour l'une de ses divisions Industrielles (150 M. de US $; 12 Unités implantées dans 9 pays) recherche :

JEUNE ASSISTANT "CONTROLLER"

Rattaché au CONTROLLER de la division, il sera chargé de la consolidation des informations comptables et financières de la Division, selon les procédures du Groupe, avec utilisation d'outils informatiques. En outre, il assurera auprès des différentes Unités de la Division, des missions ponctuelles en Europe et en Amérique du Sud. Agé de 27 ans environ, de formation supérieure (DECS : ESCAE... ou équivalent), ce candidat devra justifier d'une expérience minimum de 2 ans en matière de consolidation (pratique exigée de IBM PC et LOTUS 1, 2, 3) acquise dans un environnement anglo-saxon (entreprises industrielles de préférence). Une parfaite maîtrise de la langue anglaise est exigée ; la connaissance de l'allemand serait appréciée. Dynamisme, curiosité, motivation pour le travail d'équipe, forte capacité de mobilisation, pertinence des analyses, sont des atouts importants pour ce jeune cadre qui devra démontrer ses capacités à conseiller et à convaincre sur le terrain. Evolution possible à moyen terme, vers une direction financière d'Unité. Ce poste est basé dans la proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous la référence RP 106/M à

CREA CONSULTANTS
Creative Resources for European Access
conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué 75583 PARIS CEDEX 12

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE RECRUTE

RESPONSABLE CONTENTIEUX
(pour Social, Droit des affaires et construction)

Il gérera les litiges et le contentieux. Il mettra en œuvre les procédures devant les tribunaux compétents, avec le concours des professionnels concernés. Il rédigera toute correspondance avec les clients et les professionnels. Il travaillera en liaison avec les services du Groupe concernés, par ses actions (comptabilité, gestion clientèle). Il représentera le GROUPE auprès des corps judiciaires.

Expérience minimale de 5 ans - avoir exercé en tant qu'Avocat ou dans d'autres professions similaires.

RESPONSABLE DEPARTEMENT DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION

Il devra établir les règlements de co-propriété, assurer le suivi des dossiers d'association syndicale de co-propriétaires. Il devra gérer les dossiers de pré-financement P.A.P. Il sera le correspondant des notaires pour le montage des opérations immobilières. D'une manière générale, il supervisera l'ensemble des contacts et devra faire évoluer leurs cadres pour mieux répondre aux projets de développement.

Expérience minimale de 5 ans - avoir exercé dans le notariat ou un poste similaire.

COLLABORATEUR RESPONSABLE SERVICE FINANCEMENT CLIENTELE

Il devra procéder à l'analyse et à l'étude des dossiers clients et coordonner l'instruction des demandes de financement, auprès des banques. Le but final de la tâche est la signature de l'acte notarié d'acquisition.

Le poste requiert un bon sens de l'organisation et le goût du travail en équipe.

Necessité : Expérience bancaire ou similaire ou expérience identique dans l'immobilier.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi sous réf. 2439 à HAVAS 136 avenue Charles de Gaulle - 95522 NEUILLY CEDEX qui transmettra

---

GROUPE FINANCIER PRIVÉ - PARIS-8e

recherche

RESPONSABLE DE CLIENTÈLE INSTITUTIONNELLE ADJOINT DU DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

- Il sera chargé de développer et d'entretenir des relations commerciales auprès de compagnies d'assurances et caisses de retraites.
- Agé(e) d'une trentaine d'années et titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures (Ecole de Commerce, Université de Gestion...).
- Le(la) candidat(e) pourra justifier d'une première expérience commerciale au sein d'une institution financière lui ayant permis d'acquérir une bonne connaissance des produits et des marchés financiers.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence n° 885 à :

APC INTERNATIONAL - 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION

GESTION INDUSTRIELLE - ORDONNANCEMENT/LANCEMENT APPROS

Prestigieuse marque de Maroquinerie et Bagages de luxe, notre notoriété mondiale est à l'image de notre développement exceptionnel.

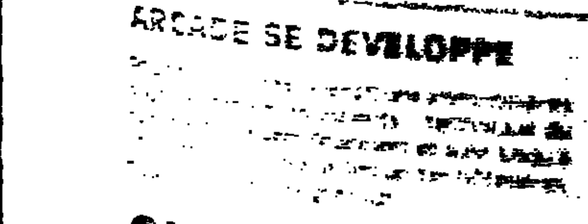
Au sein d'un centre de production regroupant 3 Unités, nous créons, en Vallée du Rhône, le poste de "Contrôleur de Gestion".

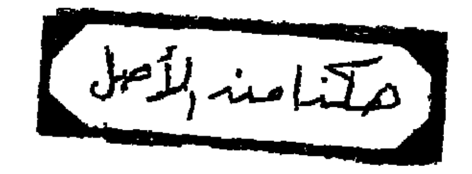
Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, de Commerce, de Gestion, vous avez complété votre formation par un DECS. A 38 ans environ, votre expérience s'est élargie en ayant abordé ces problèmes en production, ordonnancement/lancement et appros. L'utilisation de la micro-informatique vous est familière. Nous sommes équipés en IBM XT et pratiquons Framework II ainsi que DBase III Plus.

Nous offrons une réelle opportunité pour un Collaborateur de valeur, qui saura s'imposer par ses compétences, son professionnalisme, la qualité de ses contacts et par sa forte personnalité.

Cette offre doit retenir votre intérêt, pour en savoir plus, adressez votre candidature, sous référence 203.PA.007 M, à notre Conseil Michel BARBEY qui vous documentera avant de vous rencontrer en toute confidentialité.

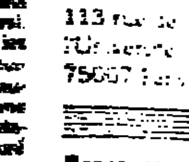
centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



High Tech

Jeune filiale d'un puissant groupe industriel français, notre rapide progression (3 ans d'existence, 100 personnes, 85 MF de CA) et nos objectifs ambitieux (500 MF et 20 % du marché à l'horizon 1992) nous conduisent à renforcer notre département financier en créant le poste de

Controller

Basé à Toulon **env. 260 000 F**

L'animation du contrôle de gestion et la supervision de notre service comptable seront placés sous votre responsabilité. Votre objectif : fiabiliser l'information comptable et financière, analyser les performances, suggérer les améliorations nécessaires. Plus généralement, vous serez associé aux diverses études économiques à réaliser dans le cadre de notre expansion.

28/30 ans, ESC + DECS, 2 à 3 ans d'audit en cabinet et une première expérience du contrôle de gestion acquise en entreprise, vos qualités professionnelles sont complétées d'un goût marqué pour l'environnement «haute technologie» et d'une réelle aptitude à l'encadrement d'équipes.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV), sous référence C130M, à Ernst & Whinney, 150 Bd Haussmann 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

DESSEIN

Ernst & Whinney Conseil

IMMOFFICE GROUPE AXA

De la comptabilité... au contrôle de gestion

Une première expérience de l'Entreprise vous a permis de mettre à profit les méthodes acquises avec votre diplôme (Ecole Supérieure de Commerce, Université option Finances, DECS...).

Aujourd'hui, la trentaine professionnelle et dynamique, vous avez compris que la comptabilité c'est l'art de faire parler les chiffres.

Voulez-vous rejoindre une équipe de 28 personnes motivées, ayant du punch à revendre ?

D'ABORD, en vous appuyant sur une équipe de 3 personnes, vous simplifierez et optimiserez nos méthodes comptables actuelles, et participerez activement à la mise en place de notre système d'exploitation informatique.

ENSUITE, vous pourrez pratiquer votre art en élaborant les tableaux de bord nécessaires pour créer la fonction contrôle de gestion... votre raison d'être.

Filiale du Groupe AXA, notre métier c'est le Crédit-Bail pour l'Immobilier d'Entreprise, où nous avons l'ambition de jouer un rôle moteur.

Si vous vous sentez capable de vous investir... avec nous dans le Crédit-Bail, écrivez à notre Conseil Denis SESBOÜÉ, qui vous remercie de lui envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence S/CG/LM, et vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants *74, rue de la Fédération - 75015 PARIS*

Valeo

N° 1 français de l'équipement automobile leader européen sur ses marchés. 46 % du CA à l'étranger.

recherche un jeune Ingénieur Grande Ecole ou HEC... (27 ans environ) pour une fonction de

Contrôle de Gestion
Paris

afin de lui confier la responsabilité, en étroite liaison avec le service informatique et les contrôleurs de gestion usine, de moderniser le système de contrôle de gestion d'une de ses divisions.

Le candidat recherché possèdera de préférence une première expérience réussie en milieu industriel. Il évoluera rapidement à l'intérieur du Groupe après le succès de cette mission.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence 67384/M à Valeo Essuyage - Affaires Sociales Recrutement des Cadres - 21 boulevard Gambetta - 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

PARFRANCE ASSOCIÉS

CURRICULUM

Grand éditeur parisien,
nous renforçons notre structure et nous recherchons l'

Assistant du directeur financier

Vous assurerez la Direction des comptabilités qui comprend un effectif de 10 personnes et vous participerez à l'audit et au contrôle des filiales du groupe. Diplômé d'une grande école de gestion, titulaire du DECS, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet d'audit, et vous désirez évoluer vers des responsabilités opérationnelles.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre à Claude Jacquemain sous référence 713/M.



26, rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris.



BRISTOL-MYERS S.A. Filiale d'un des tout premiers groupes pharmaceutiques Américains en pleine expansion, nous réalisons en France un CA de 1 milliard de francs pour un effectif de 1000 personnes réparties dans plusieurs laboratoires et sociétés, une usine, un centre de recherche.

Pour le seconder dans sa mission de développement des outils de planification, le Directeur du contrôle de gestion recherche un :

Financial Analyst

En relation permanente avec les structures françaises et internationales, il aura pour mission : de consolider les résultats mensuels, de les analyser par rapport aux prévisions, d'effectuer le reporting à la maison mère. Il participera à l'élaboration de tous les travaux prévisionnels mensuels, budgets, plans à long terme et effectuera toutes les analyses et estimations diverses.

Ce poste s'adresse à de jeunes diplômés d'écoles de commerce, passionnés par les chiffres et familiarisés avec les techniques anglo-saxonnes après une première expérience de 3 ans environ de gestion, d'analyse financière ou d'audit.

La maîtrise de l'anglais est impérative ainsi que des connaissances solides en micro-informatique.

Les qualités de rigueur, de dynamisme et de contact sont les atouts de réussite à ce poste et le gage d'une évolution ultérieure.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 72402, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de l'Université
75007 Paris

Ressources Humaines



DESSEIN

Région Normandie

Afin d'aider ses Dirigeants à définir de nouvelles orientations, cette Société de Construction Immobilière de 220 personnes recherche un

Contrôleur de gestion

Le candidat retenu devra posséder une première expérience probante en comptabilité et en informatique de gestion, une formation ICG, IAE, ESC, DECS...

Rigoureux, il sera l'animateur du système d'information de gestion, devra participer à l'élaboration des plans et budgets, redéfinir un plan comptable, un outil informatique performant sera mis à sa disposition.

S'agissant d'une création de poste, il donnera à ce dernier une dimension à sa mesure, travaillera en collaboration avec la Direction, fera des déplacements fréquents dans la région. Cette fonction laisse des possibilités d'évolution à une personne motivée, ayant le sens des relations humaines.

Le poste est situé au Havre.



Merci d'adresser lettre manuscrite,
C.V. et photo sous référence CG4/(M)
à notre Conseil. Michel Lochet,
BP 193, 91006 Evry cédex.

Nous sommes une entreprise située à Paris, parmi les leaders dans un secteur très porteur.
Nous sommes en rapide expansion et afin d'assurer cette expansion nous avons créé un nouveau

CENTRE DE PROFIT

dont le Responsable recherche un

ADJOINT
INGENIEUR ESC
OU EQUIVALENT

Jeune, il aura quelques années d'expérience dans le domaine financier (Contrôle de Gestion, Audit, Direction Administrative/Financière) ou informatique lui permettant une vue globale de l'entreprise.

Il aimera utiliser cette expérience financière ou informatique comme tremplin afin d'étendre son rayonnement d'action vers le Marketing opérationnel.

Dépendant du Responsable du Département, il l'assistera dans le développement de cette nouvelle activité. Il devra posséder l'esprit d'un chef d'entreprise. Il sera un gestionnaire par formation et expérience et un homme de marketing par vocation. Formation assurée par nos soins. Anglais souhaitable.

Nous offrons une rémunération motivante, une grande délégation et d'excellentes possibilités de carrière dans une entreprise dynamique.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et rémunération actuelle, sous réf. 6350-M à Manrégies, 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER
RECHERCHE POUR SA FILIALE DE
CREDIT - BAIL

UN JEUNE FINANCIER

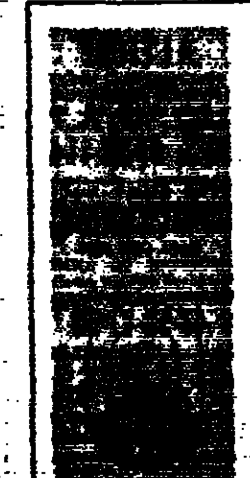
Intégré dans une petite équipe, il prendra en charge les différents aspects du développement de produits financiers de crédit bail commercialisés par notre réseau et destinés à une clientèle spécialisée (professions libérales, collectivités locales...).

A ce titre : ■ il conçoit les produits ■ il assure leur promotion au sein du réseau ■ il forme les chargés de clientèle des agences de ce réseau ■ il analyse les résultats.

Ce poste évolutif nécessite une formation supérieure associée à une première expérience du crédit bail et/ou une connaissance des clientèles cibles.

Le poste, basé à Paris nécessite de courts déplacements en Province.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence 3072 à JONCTION,
32, Avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.



ARCADE SE DEVELOPPE

Pour monter ses opérations immobilières sous les différents aspects : technique du bâtiment, dossiers financiers et suivi jusqu'à l'ouverture des nouvelles unités hôtelières, nous voulons intégrer un

CHARGÉ D'AFFAIRES

Négociateur à fort potentiel, après une formation Supérieure Commerciale doublée d'une courte expérience, vous serez rapidement opérationnel.

La maîtrise de l'anglais ou l'allemand est indispensable.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à P.I.H., Service Recrutement 12, rue Portalis 75008 Paris (Réf. 27 M)

membre de
PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS

EN VAL DE LOIRE,
GESTION DE PRODUCTION

Importante société agro-alimentaire (800 personnes, près de 1 milliard de CA) recherche pour son unité de production principale un

SUP de CO ou INGENIEUR + IAE, ...

Rattaché au Directeur d'unité, il sera responsable d'une petite équipe assurant les programmes de fabrication, les approvisionnements, le contrôle quantitatif de production (quantité, coûts, rendements, contrôle des écarts).

Il participera à la définition et à la mise en place d'une GPAO.

De formation supérieure en gestion ou technique, il a environ *4 ans d'expérience* en milieu industriel dans un contexte de production informatisé.

Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo et salaire actuel sous réf. 8024 aux consultants chargés de cette recherche.



116, Champs Elysées
75008 Paris



UN DES PREMIERS ASSUREURS-VIE RECHERCHE

CHARGÉ D'ÉTUDES PRODUITS - VIE

Au sein de la Direction Technique et Juridique de notre Etablissement et en liaison avec sa Direction Commerciale, il prendra en charge :

– le suivi de l'évolution sur le marché de 2 ou 3 produits et leurs éventuelles modifications techniques.

– l'étude et l'élaboration de nouveaux produits pour lesquels il assurera, de plus, la bonne coordination des projets avec les autres secteurs concernés (actuariat, contrôle de gestion, marketing...).

Par ailleurs, il se verra confier des études pour le compte de la Direction Générale et l'animation de séances de formation interne.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole supérieure de gestion ou de commerce, par exemple) possédant une première expérience professionnelle et désireux de valoriser ses qualités de contacts et d'initiatives par des compétences spécialisées.

Merci d'envoyer lettre avec C.V. s/réf. 34525 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE






GRENOBLE

N°1 mondial du matériel de travaux publics, nous occupons cette place parce que rigueur et participation sont les valeurs partagées par les hommes de notre entreprise.
Nous recherchons le futur

Responsable de la comptabilité générale (h/f)

Rattaché au chef du Service Finances, au sein de la Direction Financière, sa mission comprendra notamment la consolidation des résultats avec le siège, en comptabilité anglo-saxonne, et l'amélioration incessante de la comptabilité matières, en liaison avec le Service Ordonnancement. Pendant un an, il assurera la gestion de la trésorerie et de la comptabilité clients avant d'être nommé à ce poste.

Vous avez 30 ans maximum, et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, de préférence dans un contexte anglo-saxon. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (option finances - comptabilité), vous êtes parfaitement bilingue anglais.

Vous savez communiquer, donc écouter, et possédez fondamentalement le sens de la gestion comptable. Nous offrons une rémunération de bon niveau et des perspectives d'évolution.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L2003/M à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

57, Vivier Merle 69429 LYON 03

Actiman

MÉDIA PA

Importante Société de Négoce et Grande Distribution

recherche d'urgence pour le GABON

PATRON des COMPTABILITÉS

Sa puissance de travail et sa parfaite connaissance de la comptabilité lui permettent de maîtriser des volumes importants et les contraintes d'une exploitation reposant sur une dizaine de centres de profits informatisés et plusieurs entités juridiques.

Agé de 35 à 40 ans, ses qualités de meneur d'hommes lui permettront d'animer, de former et de contrôler en permanence une équipe d'une dizaine de locaux.
Expérience Afrique Noire appréciée.
Poste basé à LIBREVILLE pour lequel il est offert une rémunération attractive et les avantages liés à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo à Société I.T.A
15, rue Georges Bouzerait - 92120 MONTROUGE

Bleu Publicité

BANQUE POPULAIRE DE LA REGION NORD DE PARIS

Nous appartenons au cinquième groupe bancaire français (28 700 personnes, 1 850 agences, plus de 3 millions de clients), nous sommes une banque régionale à taille humaine (850 personnes - total de bilan : 5 MMF), basée à Paris-Nord.
Nous nous développons sur le marché des services hors produits bancaires classiques et pour accompagner cette décision, nous cherchons un

Fiscaliste

Dans un premier temps responsable de la gestion de notre fiscalité interne (déclarations, expertise de nos propres opérations commerciales), vous devrez ensuite proposer votre conseil à notre clientèle. Votre prestation sera vendue, comme un produit bancaire.
Titulaire d'un DESS de fiscalité, acquis après une maîtrise en économie, en gestion, voire en droit, vous avez un minimum de 2 à 3 ans d'expérience. Votre compétence est solide, mais vous avez également des dispositions relationnelles et commerciales.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 613, à Catherine de La Roche Saint André - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.



MÉDIA PA

FORMATION PROFESSIONNELLE

ECOLE DES MINES DE PARIS

MASTERE MATERIAUX ET MISE EN FORME

OBJECTIF

Donner une formation pluridisciplinaire couvrant l'important domaine de la transformation des matériaux (métaux, polymères, composites). Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Mastère Spécialisé) délivré par l'Ecole des Mines de Paris et habilité par la Conférence des Grandes Ecoles, cette formation s'adresse à des ingénieurs et des titulaires de DEA et est destinée à favoriser leur insertion ou leur évolution dans un secteur économique à haute technicité.

Formation accessible également aux ingénieurs de l'industrie dans le cadre de la formation permanente.

DUREE ET LIEU

Un an dont quatre mois de stage. Début des cours : 3 octobre 1988, à Sophia Antipolis (Alpes Maritimes), au Centre de Mise en Forme des Matériaux (CEMEF), centre de recherche de renommée internationale, en liaison constante avec l'industrie.

FRAIS DE SCOLARITE

30.000 F. Possibilité de bourse ou de préembauche industrielle.

INSCRIPTIONS

CEMEF, Ecole des Mines de Paris, Sophia-Antipolis
06565 VALBONNE CEDEX - Tél. 93.95.75.75

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Le Monde CADRES

ORGANISME HLM banlieue Nord

recherche

CHARGÉS D'ÉTUDES

pour mission de concertation. Ces personnes, dipl. de l'enseig. sup., seront chargées dans le cadre d'opérations de réhabilitation d'informer les locataires des travaux envisagés, d'exposer les conséquences et de recueillir les remarques et suggestions. Outre de réelles capacités d'écoute et d'initiative, une compréhension effective du mécanisme du logement social, ce poste exige une large disponibilité pour la tenue des permanences. Contrat à durée déterminée de 3 à 6 mois susceptible d'être poursuivi par contrat de 3 ans.

Lettre d'intention, prétentions, photo et c.v. à faire parvenir sous n° 8 360 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy,
75007 Paris.

ÉCOLE PRIVÉE recrute
Profs math., phis., chimie, gest. et animat. format. niv. univ. et term. Réf. exig.
Tél. : 40-16-99-00.

CIVIS CONSEIL

RECRUTE

Un(e) chargé(e) d'information, d'environ 30 ans, de formation supérieure.

Expérience confirmée dans les domaines de la communication institutionnelle (connaissance approfondie des collectivités locales et pouvoirs publics exigée).

Aimant le travail en équipe. Disponible rapidement.

Env. C.V. et lettre candid., Soizic Bevan, CIVIS CONSEIL, 175-177, rue d'Aguesseau, 92100 BOULOGNE.

STÉ PLURAL SERVICES

recherche

AGENT TECHNICO-CCIAL EN TÉLÉPHONIE

Spécialisé Thomson et Northern Telecom.

Env. CV et prétentions sous n° 8352 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

FOCEL cherche formateur(trice) pour stage jeunes 18-25 ans, préqualif. Vente, à Roissy-en-Brie, du 8-02 au 11-08. Exp. souhaitée, niv. Bac+2.
Tél. : 64-37-13-90.

RÉGION CENTRE-OUEST

Organisme culturel de dimension régionale à vocation scientifique et technique souhaitant développer et dynamiser son partenariat avec les entreprises, l'université et les collectivités territoriales

NOUS RECHERCHONS

UN CADRE

pour définir et diffuser nos produits.
Le poste, directement rattaché à la direction, nécessite une expérience et une ouverture aux mondes de la culture scientifique et de l'entreprise.

Candidature, C.V. et photo devront parvenir le 1er mars au plus tard à

HAVAS

B.P. 239, 86006 POITIERS, sous réf. 882.865.

Etabliss. hospitalier privé + 400 lits, 30 km Sud Paris recherche

GESTIONNAIRE

CADRE SUPÉRIEUR

50 ans environ. Expérience ENTRETIEN, TRAVAUX, ACHATS, SERV. GÉNÉRAUX. Logement sur place. Adr. C.V. et réf. n° 9989 à Parfrance, 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris, q.t.

Société d'études et de conseil

orientée vers le secteur bancaire et financier (France, Europe, Internat.)

RECHERCHE

● CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

Ils interviendront sur des études financières et stratégiques : stratégies des banques internationales, politiques sectorielles en France, nouveaux métiers et produits bancaires, banques, assurances, capital-risques, etc.
Différents types de collaboration possibles.

● CHARGÉS D'ÉTUDES

financières et stratégiques (grandes écoles ou université + prem. expér. du secteur). Domaines mentionnés ci-dessus. Pratique micro-informat. Langues étrang. Votre doss. de cand. (lettre et C.V. ou simple carte de visite pour les consultants) sera envoyé s/n° 8382,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

Société recherche un.

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

- Le candidat, âgé de 30-35 ans, devra justifier d'une expér. industrielle d'environ 5 ans.
- Il aura, dans un premier temps et dans le cadre d'un contrat d'expatrié, à conduire des modernisations et des constructions d'usines en Afrique :
  - ● conception et plans en FRANCE/PARIS,
  - ● suivi montage et mise en route sur site.
- Ce travail suppose un esprit concret, une grande disponibilité et la connaissance de l'anglais.
- Le poste réclame une personnalité dynamique, autonome rapidement et un esprit de grande adaptation à des problèmes tant techniques que pratiques.
- Connaissances techniques appréciées :
  - ● hydraulique,
  - ● pneumatique, basse pression,
  - ● automates.
- Qualités habituelles pr l'expatriation.
- Poste susceptible d'évoluer vers une affectation en Afrique en tant que Directeur industriel.

Adresser lettre man. + C.V. avec photo et prét. s/réf. 3939 à :
LEVI TOURNAY ASSCOM
31, bd Bonne-Nouvelle,
75002 PARIS,
qui transmettra.

Société rech. pour son siège parisien un

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

- min. 2 années d'expér. professionnelle,
- bonnes connaiss. en distribution BT, MT et automates programmables,
- disponible rapidement.

Adr. lettre man. + C.V. + photo s/réf. 3940 à
LÉVI TOURNAY ASSCOM
31, bd Bonne-Nouvelle (2e).

Ville d'Epinay-sur-Seine

recherche

- ● 1 adjoint technique bâtiments.
- ● 1 adjoint technique V.R.D. B.T. ou B.T.S.
- ● 1 attaché service des sports (gestion administrative et financière).
- ● 1 attaché services techniques (finances marchés).
- ● 1 attaché secrétariat général.

Adresser c.v. et candidature

à Monsieur le député maire,
3, rue Quétigny,
93800 Epinay-sur-Seine.

L'A.I.B. recrute à temps plein

● 1 FORMATEUR

Connaissance des publics, niveaux V à III, expérience formation.

● 1 FORMATEUR COORDINATEUR

Connaissance des publics, niveaux V à III, exp. de dispositif, formation de l'Etat, exp. animateur d'équipe et entreprise.

Env. C.V. + lettre manuscrite à A.I.B., C.S.C.B., 2, rue du Dr-Roux, 92 SCEAUX.
A l'attention de M. Lecerf. Réponse et discrét. assur.

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

pour PARIS, méthodique, aimant et sachant présenter les chiffres, expér. du traitement de texte appréciée.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :

P. BERNOT
Cartonneries Associées
262, rue du Fbg-St-Honoré, 75008 PARIS.

ASSOCIATION CULTURELLE DE TOURISME
RECHERCHE
pour son service information publications

ASSISTANT(E) D'ÉDITION

connaissant le suivi et la fabrication des brochures. Notions calibrage, mise en page appréciées.
Dactylo indispensable.
Ecrire sous le n° 8381
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

M.P.T. CALAIS
rech. Animateur, jeunes niv. BAFD obligatoire, DUT ou C.S. ou 20 u. DESA ou 5 a. exp. prof. même secteur. C.V. M.P.T., 81, bd Jacquard, 62100 CALAIS avant le 11-02-88.

Société recherche en

CADRE

de formation comptable

pr poste sans possibilité de scolarisation pr les enfants, en Afrique noire francophone, sous contrat d'expatriés. Le candidat devra justifier d'une expérience min. de 5 ans en cabinet ou PME et être rapidement disponible.

Adresser lettre man. + C.V. avec photo et prétentions s/réf. 3938 à
Lévi Tournay Asscom,
31, bd Bonne-Nouvelle (2e),
qui transmettra.

Organisme professionnel Pts Dauphine, recherche

HOTESSE STANDARDISTE

mi-temps après-midi
EXPÉRIMENTÉE
Adresser C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 29471, BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DIFFUSION ET DISTRIBUTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉDITION
RECHERCHE

RESPONSABLE COMPTABLE

RATTACHÉ AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Ses principales fonctions seront les suivantes :
- ● tenue des comptabilités auxiliaires, générales et analytiques ;
- ● analyse des comptes analytiques mensuels, afin d'établir des résultats fiables ;
- ● établissement des documents fiscaux.

Le candidat idéal aura une expérience d'environ 5 ans, en tant que chef comptable ou adjoint à chef comptable. Une première expérience de l'informatique est nécessaire.
Esprit novateur, ce cadre devra allier des qualités de rigueur et de dynamisme à une grande capacité de travail.

Ce poste est situé à DOURDAN (Essonne).

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à :
PUBLIART, 27, rue Garnier, 92200 NEUILLY-S/SEINE, sous référence 125/88.

ENCYCLOPÉDIA UNIVERSALIS

recherche

COLLABORATEURS (TRICES)

souhaitant s'intégrer à une équipe de vente (pas de porte-à-porte).
SI VOUS AVEZ :
- minimum 23 ans,
- un bon niveau de culture générale,
- le goût des contacts humains.

Votre candid. nous intér.
Tél. : 45-38-66-73.

ASSISTANT DE DIRECTION

28 a. minimum, allemand/anglais, très grande disponibilité, expérience hôtelière non exigée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et précis (nom et téléphone des employeurs) à :
C. GUILLEMOT,
Hôtel-Résidence de Camargue,
30240 PORT-CAMARGUE.

Recherchons

CHEF DE TRAVAUX PRATIQUES MÉCANIQUE

30 ans environ.
Ingénieur ou titulaire d'une thèse, passionné par : mécanique, mécanique des fluides, pédagogie.
Env. lettre manuscrite + C.V. à ESTACA,
3, rue Pablo-Neruda,
92300 LEVALLOIS-PERRET.

Cabinet international en propriété industrielle recherche

● 1 INGÉNIEUR BREVETS

de préférence diplômé CEIPI (anglais, allemand courant).

● 1 JURISTE EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

D.E.S.S. Expérimenté (anglais courant).
Droit des brevets, marques, modèles.

Envoyer C.V.
Ct. Claude RODHAIN, 30, rue la Boétie, 75008 PARIS.

ASSOCIAT. RESTAURAT. IMMOBILIÈRE

Rég. EST- RECHERCHE

SON DIRECTEUR

Connaiss. urbaine opérat. quart. anciens, expérience, gestion.
Ecrire sous le n° 8395
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

MAIRIE DE MARLY-LE-ROI (Yvelines)

17.000 habitants

RECRUTE

1 Attaché financier

Contrôleur de Gestion.
Formation en Gestion comptabilité minimum. Maîtrise, Supérieur de Comm., ESCP ou équival. Pratique de l'informat.
Il contrôlera l'ensemble des frais de fonctionnement et d'investissement.
Il s'occupera du suivi du budget de l'analyse des écarts de la Gestion comptabilité en tant que respons.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo à M. le Maire de Marly-le-Roi (78160).

---

représentation offres

Cherche cadres sup. dans secteur vente avec professionnels, poste itinér. sur région paris., envir. 25 a., salaire moyen 40.000 F mens., pouvant être doublé suivant capac. Ecr. avec C.V. dét. à HAVAS MÉDIA RÉGIONS, 6, r. du Chevalier-Martin, 06800 CAGNES-SUR-MER. Réf. 3719.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 23 ans
D.E.A. de Sc. Eco, goût pour la communication, rech. poste dans service économique ou financier
Ecrire sous le n° 8384 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

JOURNALISTE INDÉPENDANTE

10 ans d'exp., haut niveau secteurs économique, social, scientifique.
Spécialiste problème de formation.
Recherche tout forme collaboration rédactionnelle.
Ecrire sous le n° 8319
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

CONTROLLER

Rech. poste équivalent ou D.A.F. dans P.M.E. MAITRISE de la fonction dans tous ses aspects. ANGLAIS cour. 39 ans, préf. PARIS, BANL. EST et NORD.

Ecrire sous le n° 8383
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

ING. CENTRAL PARIS 34 A. EXP. DÉV. LOG. C.F.A.O. 3 D. RECH. POSTE DS CE DOMAINE EN RÉG. PARIS. DISP. IMMÉD. 43-61-96-69.

J.H. 25 ans, ch. emploi sérieux dans ts secteurs (manutention, aide-restauration, etc.). Prêt à recevoir formation si nécessaire.
Ecrire sous le n° 8010
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

Je sais écrire, Animateur et Débatteur, j'ai le sens du dialogue et une bonne expérience des médias. Attiré par proposition nécessitant responsabilités et initiatives. Mes préférences : politique, société et bien plus. Je suis un journaliste de 55 ans.
Tél. : (1) 43-38-98-90.

J.H., 24 ans, CAP dessinateur industriel en construction mécanique, recherche emploi stable. Etudie toutes propos. Tél. : 69-40-87-72 (répondeur).

AGENT ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL

gestion — saisie commandes — stock

cherche place stable.

Claude FREMY,
44, rue d'Aulnay-Bazemon,
78580 MAULE.

ORGANISATEUR INFORMATICIEN
cherche
poste, temps partiel
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
CONTROLEUR DE GESTION
TRÉSORIER
capable redresser situation financière très difficile.
(1) 46-66-49-81 à 19 h.

J.H. 27 a., D.E.A. droit des affaires, exp. 1 a. 1/2 cab. jur. et 16 mois serv. cult. ambass. (coop.), cherche emploi serv. jur. ou(et) cultur. Paris et rég. paris.
Tél. : 43-73-79-29.

---

capitaux propositions commerciales

Groupe international de centres de formation, siège à Londres, déjà implanté en France, cherche Partners

DIRECTEURS/DIRECTRICES

pour ouverture de nouveaux centres en France.
CAPITAL REQUIS :
800.000 F à 1.200.000 F.
Investiss. solide, gérance. Idéal pour top-carrière indépendante.
Ecrire sous le n° 8380
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

---

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Vends très belle 505 GTI 84, 76.000 km. 45.000 F. Tél. travail : 64-93-81-50, domicile : 69-06-25-23.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

2e arrdt

BOURSE, 63 m², living + 2 ch., 3e ét., CHARME, CALME. Px 1.200.000 F. 42-50-04-28, 46-44-89-07.

4e arrdt

MARAIS, plein soleil, lumineux 6/7 e étage, 58 m², terrasse 22 m², 3 pièces. 1.580.000 F. 45-61-00-96.

5e arrdt

PR. JDIN DES PLANTES

ESPACE UNIQUE

HORS DU COMMUN
Aménagé comme une maison ayant son entrée particulière, gd séj. en duplex, cheminée, cuis., s. à manger, 5 chbres, mezzanine, bur., 300 m² env. + cour plantée privative.
CHARME EXCEPTIONNEL
USAGE PROFESS. POSS.
SERGE KAYSER
(1) 43-29-60-60.

PL. DE L'ESTRAPADE

Récent en duplex, liv., 2 ch., 90 m². 2.500.000 F. CSA le matin : 42-60-42-20.

5e ST-MICHEL ds imm. 18e pierre de t., beau et vrai 2 p. cuis., bns, 47 m² env., cour et rue, chem., à rénov. ou non. 43-36-01-94.

15e arrdt

AV. SÉGUR 4/5 P.

Bel ancien, 2e ét., ascens., clair, refait neuf. CHARME, dégagé. 130 m² env. Prix 3.500.000 F. 42-27-39-03.

78-Yvelines

FONTENAY-LE-FLEURY (78)

Parc Montaigne, piscine, tennis, appart 97 m² + loggia 10 m², séjour double, 3 chambres, 2 salles de bns cave, parking, exp. Sud-Est très bon état, verdure.
Prix : 900.000 F.
Tél. : 34-60-32-93.

appartements achats

Paie comptant appts et murs boutiques libres.
Tél. au 48-04-85-85.

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

locations non meublées offres

Région parisienne

LA VARENNE, dans résidence de stand. studio 4e ét. avec park et cave. 2.100 F + 250 F charges. Libre de suite. POG : 45-67-71-00.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GDE CLASSE, belles récept., avec minimum 3 chambres.

T. (1) 45-62-78-99.

RÉSIDENCE CITY

rech. VIDES OU MEUBLÉS ou à l'achat pr stés et banques APPTS ET VILLAS. Très gd stand. quart. résid.

TÉL. : 45-27-12-19.

INTERNATIONAL SERVICE

Rech. pour SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ 4, 5, 6 PCES et MAISONS banlieue Ouest. BON STANDING. L.S.I. - Tél. : 45-26-18-85.

Jeune couple recherche urgent petit deux pièces ou studio, loyer maxi 2.800 F TTC, quartier 13e souhaité. Appeler le soir au 42-03-04-43.

appartements occupés

ST-GERMAIN MAUBERT

Dans bel imm. pierre de t., 5e ét., sans asc., 85 m². TRÈS BON PLAN. 1.400.000 F. 42-60-30-15.

terrains

91 GIF : 3 200 m²

en pente, fac. 30 m COS : 0,14. VUE, pl. sud (poss. + 2 000 m²). 64-88-35-39.

maisons individuelles

PROVENCE
Côte d'Azur
Part. vd à 32 km de St-Tropez et de Ste-Maxime petite maison de village ancienne, entièrement restaurée, rustique, poutres, chem., sur 2 niv., 60 m² hab., cuis. équip., s. d'eau + w.c. séparés, placard, cellier + terrasse, belle vue dans pays provençal, tous comm., école, PTT. Px 290.000 F.
TÉL. : 94-60-00-56.

boutiques

Locations

MUNICH
A louer à partir de juillet 1988 au cœur des rues piétonnes les plus chics et les plus fréquentées de la ville des boutiques exclusives de 110 m² et de 230 m², idéales pour des produits haut de gamme de fabricants prestigieux ou de filiales. Couture, prêt-à-porter, chaussures, bijoux.
Pour informat. : JARA GmbH, Delp. str. 8, D-8000 MUNICH 80. Tél. : 089/982424. Télex 524101.

fonds de commerce

Ventes

GRASSE (Alpes-Maritimes) Cause santé, cède droit au bail tous commerces 60 m², r.d.c., 60 m² s/sol, 12 m vitrine, 180.000 F.
Tél. : 93-36-88-00.

bureaux

Locations

DOMICILIATIONS

Forum des Halles. Bureaux, constitution de sociétés, télex, secrétariat.
ACCESS - 40-26-15-12.

Domiciliat. depuis 90 F/Ms. Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. Constitut. SARL 1.500 F HT. INTER DOM - 43-40-31-45.

RUE DE SEINE

dans imm. 18e sur jardin, 250 m² de burx. Loyer annuel 500.000 F, bail 3-6-9 ans. JM LEVET S.A.

42-25-12-03.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx, secrét., tél., télex. Domiciliat. : 170 à 390 F/M.

CIDES, 47-20-41-08.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.

43-55-17-50.

DOMICIL. CCIALE 8e.
Bureaux, secrét., télex, télécopie, traitement textes.

AGECO, 42-94-95-28.

Votre adresse commerc. ou

SIÈGE SOCIAL

burx, secrétariat, télex.

CONSTITUTION STÉS

Prix compét. Délais rap.

ASPAC 42-93-60-50 +

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + bureaux meubl. Démarche R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Ch.-Elysées . . 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

Le Monde

ECONOMIE

AVANT LE CONSEIL EUROPÉEN DE BRUXELLES

Le calendrier comme destin

Après l'échec de Copenhague, les Douze pensent au sommet de Toronto et à la rencontre de Hanovre fin juin.

LE calendrier met les Douze sous pression. Un nouvel échec au conseil européen de Bruxelles les 11 et 12 février, succédant à celui de Copenhague des 4 et 5 décembre, assombrirait la présidence allemande. Elle obligerait les chefs d'Etat et de gouvernement à reprendre une troisième fois les dossiers agricoles et budgétaires lors de leur rendez-vous des 27 et 28 juin à Hanovre.

Le chancelier Kohl, qui a d'autres ambitions pour ce conseil européen de printemps, paraît disposé à consentir un effort important pour que le débat budgétaro-agricole soit conclu à Bruxelles. Il sait, par ailleurs, qu'il aura d'autant plus les mains libres, face à des propositions éventuelles de M. Mikhaïl Gorbatchev, que son enracinement européen, et atlantique, serait incontestable et incontesté.

« Cela demeure un problème, ce n'est plus un obstacle », commente un haut fonctionnaire bruxellois à propos du dossier agricole. La politique de maîtrise des dépenses, sur laquelle la majorité des ministres de l'agriculture sont tombés d'accord il y a quinze jours, ne correspond pas à la grande opération de correction des prix, qu'auraient désirée les Britanniques et les Néerlandais. Mais était-il possible et souhaitable d'imposer un nouvel ajustement aux agriculteurs ?

Il reste que le virage est pris, que les Allemands acceptent pour la première fois des baisses significatives des prix, que ceux des céréales vont diminuer d'au moins 10-12 % en trois ans et ceux des oléagineux d'environ 8-10 % en 1988 (après un recul de 12 % en 1987). Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Hove, a élevé la voix la semaine passée, indiquant qu'il n'y aura pas d'augmentation des ressources de la Communauté sans décision permettant un strict contrôle des dépenses agricoles.

A tort ou à raison, à Paris comme à Bruxelles, on ne semble pas effrayé par ces mises en garde, convaincu que quelques aménagements de l'actuel projet de compromis, allant dans le sens qu'ils souhaitnent — plus d'automaticité en matière de baisses des prix des céréales, — suffiront pour convaincre les Britanniques et les Néerlandais.

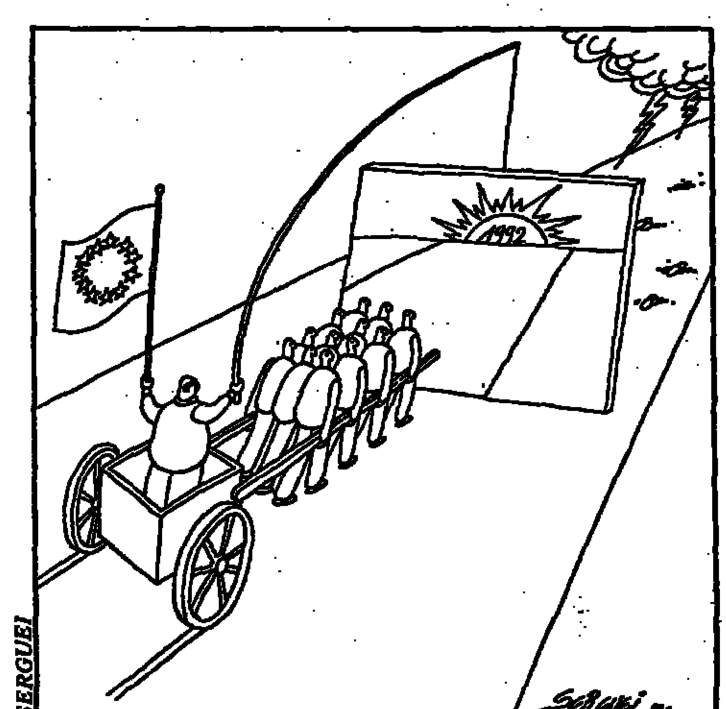
Une quatrième ressource

Une fois entendu le couplet d'usage sur l'imprévisibilité de Mme Margaret Thatcher, imputée elle-même à la tiédeur de ses sentiments européens, on s'aperçoit que les Français ne considèrent pas le problème de la compensation budgétaire britannique comme susceptible de constituer un obstacle infranchissable. Le nouveau mode de calcul de la contribution de chacun des Etats membres au budget européen, autrement dit la création d'une « quatrième ressource » liée au PNB, se traduira par une diminution relative des sommes que le Royaume-Uni devra verser à la tire-lire commune.

Cela permettra de réduire d'autant le « chèque » à verser à Londres. Mais les Français et les Allemands voudraient que, au-delà de cet ajustement purement optique, Mme Thatcher consente un geste en acceptant une diminution effective de sa compensation. *« Personne ne lui demandera la lune »* dit-on à Paris. Toutefois, *« les Italiens, de manière claire, jouent l'échec »*, accuse un diplomate français. La création d'une quatrième ressource va les faire payer davantage même s'ils sont assurés de rester « créditeurs nets » (ils reçoivent plus du budget européen qu'ils n'y versent). Le refus des Français de doubler les crédits qui leur sont affectés au titre du fonds structurel (lesquels sont destinés en priorité aux pays les moins prospères) accroît leur mauvaise humeur.

« L'Italie est plus faible politiquement qu'elle n'a jamais été et rien n'est plus dangereux. Pandolfi, le ministre de l'agriculture, s'en est très bien sorti : les agriculteurs italiens passeront à travers les gouttes. Mais Andreotti, le ministre des affaires étrangères, ne voudra pas, sur le volet budgétaire, réussir moins bien que Pandolfi, et Goria redoute les critiques de Craxi », commente notre haut fonctionnaire bruxellois. Sans doute faudra-t-il, pour calmer les Italiens, que MM. François Mitterrand et Jacques Chirac acceptent une augmentation des crédits du fonds structurel allant au-delà des plafonds qu'ils se sont jusqu'ici fixés.

La Commission propose leur doublement d'ici à 1992, les Français ont jusqu'ici accepté un accroissement de 50 %, ce qui permettrait de doubler les versements au profit de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de l'Irlande, mais se traduirait par un traitement nettement moins favorable pour les pays *« prospères »* de la CEE, dont désormais, au dire des statisticiens de M. Craxi, l'Italie. *« M. Kohl est prêt à aller assez loin »*, nous dit-on à Bruxelles en espérant à l'évidence qu'il parviendra à entraîner ses amis français.



SERGUEI

L'action concertée

Personne ne doute, en effet, que le chancelier Kohl pense davantage à l'avenir, c'est-à-dire, à Hanovre, au devoir de l'Europe de définir, avant et après le sommet économique occidental de Toronto (20 et 21 juin), une politique économique commune susceptible de répondre au ralentissement vraisemblable de la croissance aux Etats-Unis. L'élection présidentielle en France ne favorisera évidemment pas la maturation d'une telle action concertée.

Les Douze pourraient néanmoins approuver quelques orientations « stratégiques » : ils rechercheront, sous une forme ou sous une autre, à renforcer une coopération monétaire que désormais une majorité, même en Allemagne où la prudence est de mise, estime souhaitable. On peut se demander si les ballons d'essai, lancés à Paris, repris à Bonn, sur la création d'une banque centrale européenne, n'auront pas eu comme principal résultat de troubler le jeu.

La nécessaire *musculation* du système monétaire européen (SME) à laquelle songent prioritairement MM. Edouard Balladur, Karl Otto Poehl, gouverneur de la Bundesbank, n'implique pas forcément qu'on prenne dès maintenant en compte un projet aussi ambitieux. Mais les Douze essaieront aussi, tentative difficile, de parvenir à une coordination des politiques économiques qui permette de gagner quelques points de croissance.

Le chancelier, qui est en train d'expliquer aux Allemands qu'ils pourraient en être les principaux bénéficiaires, — poussera à l'adoption des textes relatifs à l'établissement du marché unique, en plaçant probablement en bonne place le projet de directive sur la libre circulation complète des mouvements de capitaux. Il faut mentionner aussi le souhait évident de M. Kohl comme de M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, de donner un maximum d'impulsions aux diverses tentatives en cours visant à normaliser pleinement les relations entre la Communauté et les pays de l'Est.

Ce programme de travail de la présidence allemande, en forme de course au calendrier, *risque-t-il de se développer dans une ambiance institutionnelle troublée ?* Le Parlement *européen*, qui n'a toujours pas trouvé ses marques, paraît malheureux et agacé. Les récents propos de M. Jacques Chirac sur *« la nécessité pour le conseil des ministres de reprendre en main le contrôle politique de l'Europe »* risquent de jeter le trouble au sein d'une Commission déjà peu homogène.

Le premier ministre n'impute-t-il pas un peu vite aux faiblesses de la Commission les difficultés rencontrées pour concrétiser la volonté politique proclamée par les Douze — et sans doute sincère — d'aller de l'avant. Il admet lui-même, il est vrai, qu'il est à un stade inachevé de sa réflexion. Si les performances de la Commission sont parfois décevantes — dans ses relations avec les Etats-Unis, avec le Japon par exemple — n'est-ce pas aussi précisément parce qu'on lui refuse le poids politique allant de pair avec l'importante mission qui lui est confiée ?

de Bruxelles
PHILIPPE LEMAITRE.

L'ÉTAT DE L'EUROPE

L'escargot contre les dragons

par LIONEL STOLERU (*)

NI les perspectives économiques de l'OCDE de décembre 1987 ni les scénarios de l'IPECODE de janvier 1988 ne sont rassérénants pour la France. L'OCDE, qui note une performance *« mitigée »* de la France en 1987, insiste sur *« l'ampleur des pertes de parts de marché, alors même que la compétitivité-prix tend à se rétablir »* et prévoit un *« ralentissement économique marqué jusqu'au premier semestre 1989 »*, avec une hausse sensible du chômage.

L'IPECODE prévoit aussi un retour à une croissance de 1 % (contre 1,7 % en 1987 et 2 % en 1986) *pouvant même tomber* à 0,6% si le dollar continue à baisser et si les taux d'intérêt restent élevés. Les autres organismes de prévision (BIPE, GAMA, OFCE, COE) ont des prévisions de croissance de 1 à 1,5 %.

Pour moi, la morale de ces pronostics n'est ni dans l'autosatisfaction électorale *ni dans* le pessimisme du déclin ; elle est dans une priorité économique de plus en plus évidente : la France n'a qu'une issue : *cesser de faire cocorico et jouer à fond la carte européenne.* Seule l'Europe peut nous sortir de nos perspectives médiocres pour nous donner nos pleines capacités de réussir.

Quatre exemples

Mais, dira-t-on, c'est là une banalité, puisque tout le monde est d'accord là-dessus. Non. Il n'y a accord qu'au niveau du *discours, mais, dans les faits*, la France ne fait pas ce qu'elle doit pour construire l'Europe. J'en donnerai *quatre exemples :*

● **La monnaie** : notre discours réclame une monnaie européenne mais nos actes s'y accordent peu. De 1981 à 1986, les socialistes n'ont pas cessé de dévaluer le franc. Depuis 1986, la majorité a arrêté cette hémorragie, mais n'a *pu mettre en chantier les* réformes nécessaires : le statut de la Banque de France n'a pas été changé, ce qui interdit tout espoir de créer une banque centrale européenne ; le taux d'inflation n'a pu rejoindre le taux allemand ; nous avons refusé, à Nyborg, d'abdiquer notre souveraineté sur les taux d'intérêt, pour renforcer le système monétaire européen.

Toutes ces décisions ou ces absences de décision montrent bien nos réticences pratiques à remettre certains de nos pouvoirs au niveau européen. Les réalités se chargent souvent de nous le faire sentir : le 10 septembre 1987 à Nyborg, en toute sérénité, les pays membres refusent de coordonner leurs taux d'intérêt. Un mois plus tard, le krach boursier survient, s'étend aux monnaies et, un vendredi, en catastrophe, la France et l'Allemagne décident de modifier leurs taux d'intérêt : 0,5 point de moins en Allemagne, 0,75 point de plus en France. Etait-il impensable d'accepter à froid à Nyborg ce que l'on a finalement accepté à chaud, sous la pression des événements ?

● **Le Marché unique 1992** : l'unification du marché implique une harmonisation de la TVA, sous une forme ou sous une autre. Il est impossible à la France de faire tout le chemin pour baisser sa TVA si les pays à TVA faible ne vont pas à sa rencontre. Or l'Allemagne *travaille sur* une réforme fiscale 1988-1990 où elle baisse les charges des entreprises sans *augmenter* la TVA. Comment construire l'Europe si, à un moment où notre déficit avec l'Allemagne est tragique, nous devons détériorer la compétitivité de nos entreprises par la TVA *alors que l'Allemagne fait* l'inverse ?

● **Le budget** : l'échec de Copenhague et la renégociation de février 1988 montrent que l'Europe achoppe sur son budget et que ce budget est lui-même dominé par les dépenses agricoles. Peut-on accepter longtemps que l'Europe soit immobilisée par ses contradictions agricoles, alors que l'agriculture ne représente que 10 % de l'activité européenne ?

● **La volonté politique** : rien n'est plus *tentant* pour un chef d'Etat ou un ministre que d'aller à Washington discuter avec les Etats-Unis et le Japon. Ainsi voit-on le G-5 ou le G-7 essayer de se réunir sur la baisse du dollar, la Bourse ou tout autre problème mondial. Mais ces réunions sont celles du cheval et de l'alouette : quand les choses deviennent sérieuses, Etats-Unis et Japon discutent tout seuls, par-dessus l'Europe. Ou, pis encore,... Etats-Unis et Japon discutent avec le seul autre pays *« sérieux »* : l'Allemagne.

Au bout des possibilités

On rêve du jour, où, invité à Washington pour une réunion internationale, notre ministre des finances répondrait : *« Non, merci, c'est inutile, mes collègues et moi avons chargé M. Untel de parler au nom de l'Europe, en notre nom commun. »*

Si l'on additionne ces quatre exemples, et bien d'autres, on arrive vite à une conclusion évidente : la construction européenne est parvenue au bout de ses possibilités *« techniques »*. Seul un progrès politique peut permettre d'avancer, et ce progrès implique *un transfert d'une part de souveraineté nationale au niveau européen.*

Cet acte politique, je le dis avec force, seule la France en est capable. Des *« grands »* pays membres, l'Italie n'a pas le poids politique nécessaire, l'Angleterre n'a *pas la volonté politique* appropriée, l'Allemagne n'a pas la capacité politique suffisante.

L'Italie, dont les succès économiques actuels sont remarquables, est peut-être le plus européen des « grands pays », et on la trouve toujours prête à soutenir les avancées institutionnelles de l'Europe. Mais la relative faiblesse de ses institutions politiques ne lui permet pas de les initier.

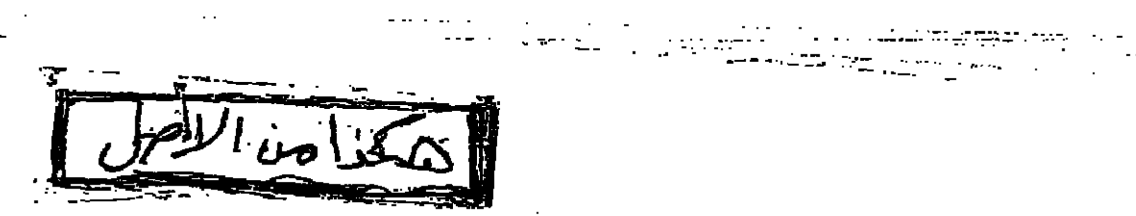
L'Angleterre, dont l'adhésion à l'Europe est à mon avis irréversible, garde trop de liens atlantiques avec les Etats-Unis, avec le Commonwealth, pour avoir les coudées franches en Europe : on le voit avec la monnaie, où la livre sterling continue à faire cavalier seul. Je ne crois pas que l'Angleterre soit ce « frein » à l'Europe que l'on dénonce, mais ce ne peut en être le moteur.

L'Allemagne, dont le poids économique est déterminant, est plus que jamais tiraillée entre l'Est et l'Ouest, entre deux choix contradictoires : *faire l'Europe ou faire* l'Allemagne. Le nouveau style Gorbatchev a certainement pour effet d'infléchir vers l'Est la politique allemande, si la CEE ne sait pas lui proposer une alternative attrayante.

La France, elle, est aujourd'hui 100 % européenne et n'a aucune alternative ni à l'Est ni à l'Ouest. L'UDF d'abord, le RPR ensuite, le PS enfin depuis le choix historique de juin 1982 de changer de politique plutôt que de sortir de l'Europe, sont européens, et ils représentent la totalité des forces vives de notre pays. Sur une assise politique aussi solide, il est incompréhensible que nos propositions soient timorées.

(Lire la suite page 38.)

(*) Ancien secrétaire d'Etat.



LA ROUTE ET LE RAIL DANS LA CEE

1992 ou la fin du cocon national

par ÉMILE QUINET (*)

LA politique commune des transports est explicitement citée dans le traité de Rome au même titre que la politique agricole ou la politique extérieure. Mais elle n'avait pratiquement pas connu de mise en œuvre jusque vers 1980. De nombreuses études avaient été faites, notamment sur l'harmonisation des taxations et de la gestion des infrastructures ; mais les seules mesures efficaces concernaient la facilitation des passages en douane.

Puis, dans les années 80, le système s'est dégelé, sous l'impulsion de l'arrêt en carence du 22 mai 1985 émis à l'encontre de la Commission européenne par la Cour de justice en ce qui concerne la politique des transports. Une série de décisions de plus en plus significatives ont été couronnées par l'Acte unique européen, qui prévoit pour fin 1992 la libre circulation des biens et des personnes, la liberté d'établissement et de fourniture des prestations sur le territoire de la Communauté.

Une réglementation ancienne

Les développements en matière de transports de personnes ont été évoqués dans l'opinion publique, avec les conflits entre compagnies aériennes, charters et régulières. Mais les transports de marchandises — dont il sera exclusivement question ici — méritent aussi l'attention en raison des conséquences intérieures qu'auront les décisions prises à Bruxelles.

En France, comme dans la plupart des autres pays européens, le transport routier de marchandises est, en effet, régi par une réglementation ancienne mise en place autour des années 40, et dans laquelle l'intervention des pouvoirs se caractérise par la place qu'y tiennent les préoccupations financières de l'Etat. C'est en raison des besoins du budget et non sur des critères d'équité entre modes de transport que sont fixées les taxes sur l'essence et le gazole.

C'est pour limiter le déficit des chemins de fer et préserver ses parts de marché qu'ont été mises en place les mesures qui enserrent le transport routier de marchandises et qui peuvent donner l'impression d'un pouvoir très fort de la puissance publique : les contingents limitent la capacité globale de transport ; les prix doivent être fixés à l'intérieur d'une fourchette étroite ; les vitesses, les dimensions maximales sont également fixées.

La réalité est autre ; de nombreuses dispositions ont successivement adouci les rigueurs de certaines de ces dispositions, en ce qui concerne notamment la tarification et le contingentement. Mais surtout, le taux de respect des règlements est faible : la proportion de véhicules en infraction est très élevée en ce qui concerne notamment les charges par essieu et les horaires de conduite. L'expérience courante de la conduite automobile montre que les vitesses limites imposées aux poids lourds restent purement théoriques.

Cette réglementation n'a d'ailleurs empêché ni le développement du trafic routier — qui assurait 34 % du marché en 1960 et plus de 60 % en 1986, — ni le déséquilibre financier du rail, souci chronique des gouvernements. Une telle situation hybride, caractérisée par une régulation molle et peu efficace, est en voie de modification profonde, à la suite d'abord de l'adoption d'une ligne d'action libérale qui s'est affirmée avec l'arrivée de la nouvelle majorité en 1986 et surtout par l'approbation de l'Acte unique européen, qui prévoit pour 1993 la liberté d'installation et la liberté de prestations à l'intérieur de l'ensemble des pays de la CEE.

La mise en œuvre de cette décision pose des problèmes particuliers immédiats : unifier les documents liés au transport, les formalités de passage des frontières, qui seront singulièrement simplifiées, les règles d'installation et d'exécution des prestations ; harmoniser les réglementations concernant les horaires de travail et de conduite — c'est très largement fait, — et les poids et dimensions des véhicules, domaine où beaucoup reste à faire.

Le surcroît de compétition

Mais surtout, il ressort que le transport international sera libre de tout contingentement (il y a actuellement un contingentement, mais il est suffisamment large pour ne pas constituer une entrave aux échanges), et que les transporteurs étrangers pourront opérer sur le territoire français au même titre que les transporteurs nationaux.

On voit mal comment un tel système sera gérable en présence de règlements nationaux différents sur les quantités et les prix, que de toute façon la volonté de libéralisation conduit à supprimer. Ainsi, la France, pays qui n'est pas le moins libéral en Europe, va transformer la tarification routière obligatoire (TRO) en tarification indicative.

Le carcan, déjà lâche, qui s'exerçait sur le transport routier intérieur va donc sauter. Quelles conséquences peut-on en attendre pour le marché des transports ? D'abord la concurrence entre les entreprises routières sera plus forte : les entreprises intérieures seront libérées, les entreprises étrangères pourront exercer en France. Avait-on besoin de ce surcroît de compétition ? On peut en douter ; le marché des transports routiers est déjà suréquipé, le taux de faillite y est particulièrement élevé, et nombre d'entreprises marginales ne survivent que par le non-respect des règles sur les poids et dimensions et sur les horaires de travail.

Deux issues pour ces entreprises : d'abord se tourner vers le transport à l'étranger, avec ce qu'on appelle le cabotage ; mais nos entreprises sont moins bien placées que celles des autres nations en raison de la taille de notre pays, proie plus facile que les autres, en général plus petits. Ensuite accomplir un effort de productivité : nos entreprises ne pourraient-elles accélérer leur mutation vers des prestations logistiques plus complètes conduisant à intégrer davantage le transport dans le processus de production et à le lier à la manutention et au stockage dans le but de minimiser le prix de revient de l'ensemble de ces opérations ?

En conséquence, le rail va supporter plus durement encore que par le passé la concurrence routière, qu'elle soit nationale ou étrangère, et la dégradation de sa part de marché risque d'aller en s'accélérant, entraînant une aggravation des déficits. A terme, c'est l'existence même du transport de marchandises par rail qui pourrait être menacée.

Quelles perspectives s'offrent au chemin de fer dans cette situation ? On peut songer pour le chemin de fer aussi à une évolution vers la logistique, mais le rail, spécialisé dans le transport de pondéreux, tient une place relativement faible dans le transport de marchandises justiciables de traitement logistique, qui sont des biens de forte valeur à la tonne et pour lesquels les délais d'acheminement jouent un rôle important.

Des compagnies intégrées

Une intégration de la gestion des chemins de fer européens serait aussi souhaitable. Sur le plan technique, des efforts sont entrepris depuis longtemps et la coopération instaurée devrait être plus poussée en ce qui concerne les matériels et les modes d'exploitation. Mais c'est surtout la gestion commerciale qui devrait être mieux coordonnée. Il faudrait que les chargeurs, dont les besoins seront de plus en plus internationaux, aient affaire à un interlocuteur unique, comme c'est le cas s'ils choisissent le mode routier.

Et à plus longue échéance, ne peut-on imaginer une intégration des compagnies de chemin de fer à l'intérieur d'une ou plusieurs sociétés internationales de chemin de fer, par exemple l'une chargée des infrastructures, l'autre (ou les autres) chargée (s) de leur exploitation ? Ne serait-ce pas un moyen de profiter des rendements croissants de cette activité pour en diminuer le prix de reviem ?

Toutefois l'action la plus évidente pour assurer au chemin de fer la place qui lui revient reste encore bien sûr de réaliser l'égalité des conditions de concurrence, ce que la Communauté a essayé de réaliser sans succès dans le passé car il manquait une volonté politique qui maintenant existe. Cette harmonisation doit porter sur la réglementation sociale, et il convient de renforcer les contrôles d'horaires de conduite ; elle doit porter aussi sur les taxes, qu'il est urgent d'harmoniser.

Elle doit porter enfin sur la gestion des infrastructures, qui est à la charge des compagnies pour le rail, mais dépend du pouvoir discrétionnaire des Etats pour la route. Il faut que ces derniers appliquent dans ce mode de transport les mêmes règles que celles qui régissent le rail, tant pour ce qui concerne les choix d'investissements que pour leur tarification.

Mais une fois cela fait, les Etats n'auront plus les moyens d'influer sur l'équilibre du marché des transports qui, comme c'est le cas déjà pour la politique agricole, se fixera à Bruxelles. Les pouvoirs publics ne pourront plus, en France, moduler cet équilibre en fonction de la situation du chemin de fer. Et finalement, le marché unique, qui dessaisira les Etats d'une partie de leur pouvoir en matière de transports, aura peut-être comme conséquence inattendue que la politique des transports dépendra moins de considérations de finances publiques, et sera davantage orientée vers la satisfaction des entreprises clientes.

(*) Professeur à l'Ecole nationale des ponts et chaussées.

L'escargot contre les dragons

(Suite de la page 37.)

Dans le débat social sur les avantages acquis et les rigidités, tout le monde a bien compris que, aujourd'hui, trop de protection tue la protection, trop de sécurité tue la sécurité. Dans le débat politique, ne peut-on convaincre, de même, que trop de souveraineté nationale tue la souveraineté nationale, que mieux vaut avoir une influence partielle sur un avenir européen florissant que d'avoir la maîtrise d'un avenir national rétréci ?

Aujourd'hui, le décalage est net, en France, entre la génération aux commandes, celle des adultes, qui garde une attitude frileuse vis-à-vis de l'Europe, et la génération des jeunes, qui se sent totalement européenne, sans complexe, sans état d'âme, sans déchirement schizophrénique entre l'appartenance nationale et l'appartenance européenne.

Etre bon Européen et bon Français, c'est possible. Etre bon Européen parce que bon Français, c'est nécessaire. Commentant le krach boursier, Jacques Delors disait récemment : *« A économie mondiale, gouvernement mondial »*. Cette vérité de bon sens montre le décalage fantastique qui existe entre une interdépendance galopante des marchés et le cheminement d'escargot de la construction européenne et de la concertation mondiale.

Comme des sangsues

A dire vrai, lorsqu'on regarde la réalité récente, on s'aperçoit même d'un phénomène encore peu sensible : c'est aujourd'hui le marché qui commande à l'Etat. C'est évident dans le domaine financier : les euromarchés dominent les marchés nationaux, les sucent et les aspirent comme des sangsues, au point que les Etats sont obligés partout de déréglementer leurs marchés nationaux pour éviter de les voir se vider. Il en est de même du Big Bang et des réformes boursières, qui ne font qu'entériner les lois du marché mondial.

C'est aussi évident dans le domaine industriel : les privatisations ne sont pas une revanche de la droite sur la gauche. Elles sont la conséquence obligatoire du commerce mondial, qui exige des entreprises plus internationales, donc moins nationales, donc moins nationalisées. Aussi le mouvement de privatisation est-il mondial : l'Angleterre a commencé, la France suit, ainsi que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Japon.

On feint de croire que le monde est désormais saisi d'une idéologie libérale qui a porté au pouvoir les gouvernements de droite : Ronald Reagan, Margaret Thatcher, Helmut Kohl, Jacques Chirac. Quelle erreur ! Ce sont les réalités mondiales qui imposent des politiques libérales. Le libéralisme actuel est un libéralisme subi et non un libéralisme voulu.

Si nous ne voulons pas jouer à l'apprenti sorcier, il est donc urgent que nous contrôlions la machine : un pouvoir politique européen et une coordination mondiale en sont les points de passage obligés. Et la coordination mondiale ne peut s'exercer efficacement ni au niveau de 150 pays de l'ONU ni au niveau de cinq ou sept pays riches.

Un gouvernement mondial

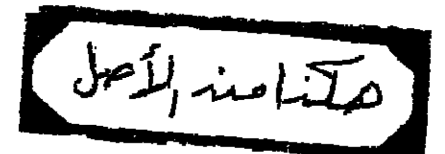
Il faut un *« gouvernement mondial »* formé des représentants des huit à dix grandes zones mondiales : Etats-Unis, Europe, Japon, OPEP, Pacte Andin, OUA-ASEAN, Nouveaux pays industrialisés, etc. Les organisations régionales existent, mais il manque une structure mondiale de représentation de ces zones.

Descartes, c'est la France, écrit André Glücksmann. Peut-être. Mais le monde actuel, ce n'est plus Descartes. Il n'est plus possible de diviser l'économie mondiale pour en résoudre séparément les problèmes : le déséquilibre Etats-Unis-Japon touche au dollar, qui touche à la dette des pays latino-américains, qui touche au développement du tiers-monde, etc.

Le monde d'aujourd'hui est plus « kissingérien » que cartésien : c'est une démarche de petits pas vers la solution du problème mondial qui, seule, peut permettre de progresser. C'est pourquoi une structure de décision mondiale est indispensable ; c'est pourquoi un pouvoir politique européen est urgent.

1988 est, paraît-il, l'année du Dragon. Ce n'est pas en faisant cocorico que le coq gaulois triomphera du dragon, c'est en unissant ses forces à celles de ses partenaires européens et en œuvrant sans relâche à une mobilisation mondiale contre les dragons qui, c'est bien vrai, menacent notre système économique international.

LIONEL STOLERU.



LA CONJONCTURE

Le dilemme européen

par JACQUES SAUVANT

Face à l'incapacité de relance en RFA, les autres pays d'Europe doivent trouver les moyens d'une meilleure croissance

IL y a un pays d'Europe dont le PNB a progressé de 4 % en 1987, et qui a réduit le nombre de ses chômeurs de plus de cinq cent mille en quinze mois ; ce pays est tout proche, c'est la Grande-Bretagne. Il en est un autre dont la croissance a été plus forte encore (environ 4,5 %) et s'est traduite par une augmentation de l'emploi de 3,5 % ; ce second pays, c'est l'Espagne. L'image d'une Europe languissante, asphyxiée par la baisse du dollar et résignée à la montée du chômage souffre donc des exceptions.

Les performances économiques de 1987 opposent deux groupes de pays : d'un côté les lièvres : Espagne, Grande-Bretagne et, à un moindre degré, Italie, qui ont payé leur expansion rapide d'une détérioration de leurs comptes extérieurs ; de l'autre les tortues : Allemagne, Belgique, Pays-bas, qui accumulent les excédents.

La France, on le verra, est difficile à classer ; elle a tendance à cumuler les inconvénients des uns et des autres. Ce qui distingue les deux groupes, c'est principalement le dynamisme de la demande intérieure : plus de 3,5 % pour les uns, moins de 3 % pour les autres. Mais d'autres facteurs, variables selon les pays, ont également joué un rôle.

La Grande-Bretagne est ainsi le seul des grands pays européens à avoir accru ses exportations de manière substantielle (environ 5 %). Telle est la conséquence du décrochage de la livre par rapport aux monnaies du SME (de 25 % vis-à-vis du DM ; de 15 % par rapport au franc depuis l'automne 1985), qui a donné un regain de compétitivité aux produits britanniques : une opération réussie dans la mesure où elle a soutenu la croissance sans relancer l'inflation.

Les autorités britanniques ont su négocier avec habileté la passe délicate que constituait pour leur économie la chute du prix du pétrole. Londres présente actuellement le meilleur « carré magique » des pays de la CEE. Mais un danger menace cette belle configuration : le déficit des paiements courants, encore modeste en 1987 (l'équivalent de 25 milliards de francs), se creuse rapidement et pourrait imposer la mise en place d'une politique plus restrictive en 1988-1989.

Dans le cas de l'Espagne, c'est l'adhésion au Marché commun qui a donné un coup de fouet à la croissance. Les capitaux étrangers affluent (55 milliards de francs d'entrées nettes de capitaux à long terme en 1987) et le pays connaît une véritable explosion d'investissements (près de 30 % (en deux ans). Là encore, les problèmes viendront du commerce extérieur : le rythme récent des importations (près de 20 % l'an en volume) n'est pas tenable longtemps et les recettes touristiques ne suffiront bientôt plus à compenser un déficit commercial qui s'élargit de trimestre en trimestre.

Pâle figure

Face à ces deux champions, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, font pâle figure, avec des taux de croissance voisins de 1,5 % en 1987. Dans ce groupe, c'est évidemment l'Allemagne qui donne le la. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle a bien du mal à jouer le rôle de locomotive que justifierait l'excédent considérable de ses paiements extérieurs. Est-ce la conséquence d'une politique conjoncturelle excessivement prudente, ou le reflet d'une incapacité profonde? La question est depuis longtemps un objet de polémique. Les évolutions des deux dernières années donnent un certain poids à la seconde hypothèse.

La relance de la croissance allemande bute sur deux types de difficultés : *sa forte dépendance* de l'étranger (les exportations représentent 30 % du PNB) et le manque d'allant de ses consommateurs et de ses entreprises. En deux ans, le pouvoir d'achat des salaires a *augmenté d'environ 8 %* (quatre fois plus qu'en France). Sous l'effet des allégements fiscaux, le déficit des administrations publiques s'est élargi de 1 % du PNB en 1985 à 1,8 % en 1987 ; et il pourrait monter à 2,5 % en 1988.

Indiscutablement, le réglage conjoncturel de l'économie allemande est expansif depuis 1986. Et pourtant la demande intérieure, sans être négligeable, a progressé un peu moins vite en Allemagne que dans d'autres pays européens *a priori* moins favorisés pour la distribution des revenus.

Faut-il attribuer cette réserve, au demeurant constante depuis le début des années 80, aux premiers effets du vieillissement démographique? Toujours est-il qu'il paraît bien difficile, au vu de l'expérience récente, de porter la croissance de la demande intérieure allemande au-delà du rythme de 3 %. Après deux années exceptionnelles, c'est plutôt sur un rythme de 2-2,5 % qu'il faut tabler en 1988 et 1989. Cette tendance s'accompagnera d'une lente diminution de l'excédent extérieur, *mais qui sera insuffisante* pour tirer le convoi européen.

Et la France? Elle se range dans le premier groupe pour la vigueur de sa demande intérieure et la détérioration de ses paiements courants, mais plutôt dans le second pour le taux de croissance. Une performance médiocre qui s'explique par une évolution très défavorable des échanges extérieurs en volume : quasi-*stagnation des exportations, flambée* d'importations (environ 9 % pour les seuls produits industriels).

Circonstance aggravante : la France est, d'après les statistiques de *l'OCDE, le seul* des grands pays industrialisés à n'avoir pas créé d'emplois en 1987. Les progrès de l'économie française — modération exemplaire des coûts de production, amélioration de la rentabilité des entreprises — n'apparaissent pas — pas encore ? — au niveau des éléments du « carré magique » (croissance, hausse des prix, emploi, commerce extérieur).

Un monde plus rude

De cette revue des économies européennes, on peut tirer plusieurs enseignements pour les prochaines années, qui seront dominées, au plan international, par la réduction du déficit des paiements courants américains. On ne sait ni quand celle-ci s'amorcera — dans un mois, dans six mois ? — ni quelle forme elle prendra — nouvelle baisse du dollar, récession aux Etats-Unis ?, — mais on sait qu'elle nous promet un monde plus rude. Les données du problème européen sont assez simples.

Le rééquilibrage américain se fera au moins pour une part au détriment de l'Europe. Prise dans son ensemble, la CEE a dégagé un excédent de paiements courants de 40 milliards de dollars en 1987, soit à peu près la moitié de l'excédent japonais. Mais l'excédent de la CEE est concentré dans trois pays : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas. Tous les autres sont déjà déficitaires et devraient l'être encore davantage en 1988 (10 milliards de dollars en 1987 et le double en 1988, selon l'OCDE)

Aux déséquilibres entre grands pôles mondiaux se superpose donc un problème intra-européen dont la solution logique et unanimement souhaitée serait une relance de l'économie allemande, qui réduirait l'excédent de la République fédérale tout en soutenant la croissance de la CEE. Mais l'Allemagne ne semble pas en mesure de jouer efficacement son rôle de « locomotive ». Qui plus est, le déclin de sa population active qui se profile pour le début des années 90 (celle-ci devrait diminuer de 0,5 % par an sur la décennie 1990-2000) lui permettra de s'accommoder d'une croissance modeste.

C'est bien là le fond du problème : le seul pays d'Europe qui dispose actuellement de marges de manœuvre pour une relance, du fait de l'excédent de ses échanges extérieurs, se trouve être en même temps celui qui en a le moins besoin. Dans ces conditions, les autres pays d'Europe, et en particulier ceux dont la force de travail continuera d'augmenter (France, Grande-Bretagne), *paraissent condamnés à choisir* entre deux solutions aussi inacceptables l'une que l'autre : privilégier la croissance et l'emploi au prix d'une détérioration profonde de leurs paiements extérieurs ; ou ramener leur croissance au voisinage du rythme allemand, voire légèrement en deçà, pour limiter le déficit de leurs échanges, mais en se résignant à la montée du chômage.

Les voies possibles

Comment sortir de ce dilemme ? D'abord en continuant de faire pression sur l'Allemagne pour qu'elle pousse sa croissance ; mais il ne faut pas en faire un alibi qui dispense de tout autre effort d'imagination : ce ne peut être qu'une partie de la solution. Ensuite en cherchant les moyens d'assurer à l'ensemble de l'Europe une croissance supérieure à celle de la RFA.

● L'acceptation temporaire d'un certain niveau de déficit extérieur par les pays qui souhaitent privilégier la croissance, assortie d'incitations aux entrées de capitaux en provenance des pays excédentaires. Mais c'est une voie qui trouve rapidement ses limites dans la réticence à l'endettement ou à la dépendance étrangère.

● Les modifications de parités. C'est l'alternative logique à une relance de la demande intérieure allemande, et plusieurs pays européens y recourront vraisemblablement dans les prochaines années. En France, le débat sur la question a pris un tour quasi théologique ; les positions des protagonistes, y compris celles des économistes, relèvent davantage de l'acte de foi que de la démonstration technique.

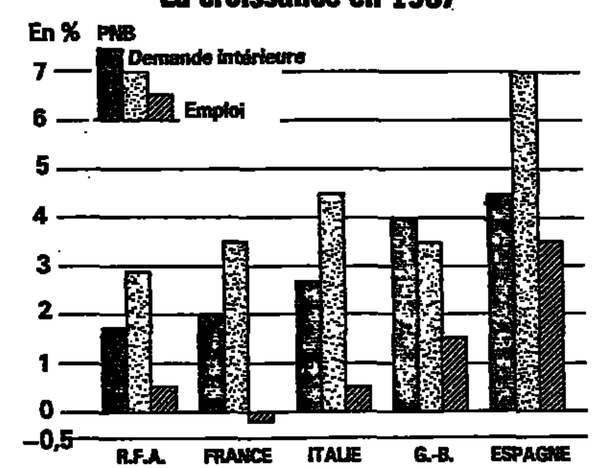
Il y a des arguments solides — d'ordre à la fois économique et politique — à l'appui de la thèse d'une monnaie forte. Inversement, il n'est pas sérieux de nier toute efficacité aux ajustements monétaires : l'évolution récente des échanges extérieurs européens (gestion active du taux de change en Suède et en Grande-Bretagne, et *a contrario* médiocrité de la performance italienne en 1987) apporte la preuve du contraire.

Il faut dépassionner le sujet et renouveler ses bases techniques en analysant les expériences étrangères et en tenant compte de l'évolution du contexte économique : la modération générale de l'inflation, le relâchement des mécanismes d'indexation et la réduction des factures énergétiques — c'est-à-dire de la part des importations « incompressibles » — *créent des conditions nouvelles.* Dans tous les pays, la question est par ailleurs étroitement liée au type de spécialisation industrielle qui est recherché ;

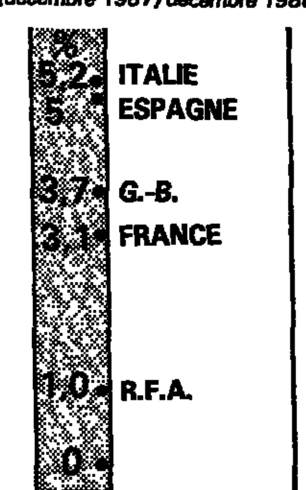
● La recherche de gains de compétitivité internes : c'est la stratégie qui consiste à essayer de battre l'Allemagne sur son propre terrain, par la réduction des coûts de production des entreprises et le développement de l'investissement. La France s'est engagée le plus loin dans cette voie, parvenant même à ramener la progression de ses coûts unitaires en deçà du rythme allemand en 1986-1987.

Mais cette stratégie « vertueuse » demande beaucoup de temps ; et elle doit être poursuivie pendant plusieurs années sans aucun écart. Le gouvernement français le sait bien qui, pour avoir accepté deux ajustements de la parité du franc en moins d'un an et avoir paru hésiter sur la ligne à tenir, a bien du mal à imposer la crédibilité de sa politique économique et doit aujourd'hui supporter les taux d'intérêt réels les plus élevés du monde industrialisé.

La croissance en 1987



Les prix de détail
(décembre 1987/décembre 1986)



Les échanges

	Paiements courants (en milliards de francs)	Paiements courants (en pourcentage du PNB)	Balance commerciale Exportations (évolution en volume)	Balance commerciale Importations (évolution en volume)	Contribution des échanges à la croissance (en pourcentage)
France	− 25	− 0,5	0,6 %	6,1 %	− 1,5
Grande-Bretagne	− 25	− 0,6	5,5 %	5,7 %	0
Italie	− 12	− 0,3	− 1 %	6,2 %	− 1,7
Espagne	10	0,5	7 %	19 %	− 2,5
Allemagne	260	3,9	0,3 %	4 %	− 1,2

La chronique de Paul Fabra

Actionnariat populaire ou déréglementation ?

Si on en laisse tomber à l'occasion de chaque repas, c'est tous les jours qu'il faut compter les pots cassés. Tel est aujourd'hui le spectacle de la Bourse. L'indice CAC (Compagnie des agents de change) a perdu environ 40 % depuis le début d'octobre dernier (veille du krach), dont 10 % au mois de janvier. Le phénomène est universel. Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés.

Le *Financial Times* calcule un indice mondial (FT-Actuaries World Index) regroupant 2 443 valeurs de premier rang réparties dans vingt-quatre pays. Cet indice mondial avait chuté de 10 % le 19 octobre 1987, où l'on avait vu l'indice Dow Jones tomber de 22,6 % et les autres places accuser plus ou moins rudement le coup, Tokyo baissant ce jour-là de 2,35 %, Paris de 4,65 %, Francfort de 7,14 %, Londres de 10,1 %, Hongkong et Singapour de respectivement 11,1 % et 12,2 %.

Depuis ce lundi noir, l'indice FT a de nouveau reculé de 10 %. Comme Wall Street est pratiquement seul (avec Milan) à se retrouver aujourd'hui à un niveau plus élevé que celui auquel ce marché était brusquement descendu le jour du krach, la nouvelle dégringolade de cet indice, où New-York a la pondération la plus forte, est entièrement imputable à la très mauvaise tenue de la plupart des autres Bourses. Depuis le 19 octobre, la bulle financière parisienne s'est dégonflée de 28 %, la bulle de Francfort de 30,2 %.

Le climat n'est pas pour autant à Wall Street sensiblement meilleur qu'en Europe continentale, où il est, notamment sur les deux places qui viennent d'être citées, exécrable. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Bourse, aux Etats-Unis comme ailleurs, se comporte comme un casino, n'en déplaise aux théoriciens de l'« efficience » du marché et des anticipations dites rationnelles. Mais, depuis le mois d'octobre, elle s'est dépassée. Les écarts en baisse et en hausse ont été d'une telle ampleur qu'ils ont laissé pantois les opérateurs les plus aguerris. L'un d'eux déclarait au journaliste new-yorkais qui l'interrogeait le mardi 19 janvier : « *Les gens usent leurs nerfs pour essayer de savoir la seule chose qui les préoccupe vraiment : dans quel sens se fera la prochaine variation de 100 points du Dow* » (cité dans l'*International Herald Tribune*).

Parmi tous les souvenirs cuisants qui hantent la mémoire des boursiers figure en bonne place la baisse de 140 points survenue le 8 janvier – la troisième par ordre d'importance, après celle du 19 octobre (508 points) et celle du 26 octobre (156,83 points). Personne n'avait prévu cette rechute. La veille, 7 janvier, un professionnel en vue d'Atlanta exprimait le sentiment dominant du marché au début de cette année en disant : « *Ce qui se passe actuellement est très encourageant, un consensus est en train de s'établir pour prévoir une période de calme.* » L'événement passé, personne n'a été non plus capable de l'expliquer : « *les opérateurs sont depuis ce jour comme orphelins de la notion de valeur, ils ne sentent plus à quoi cela peut bien correspondre ; beaucoup d'argent est dépensé pour essayer, comme à tâtons, d'identifier cette ombre* », remarquait un autre boursier de la même ville.

Le mois de janvier s'est toutefois terminé sur une éclaircie. Un petit bout de terre promise paraissait en vue. Pourquoi ? Parce que les gens de Wall Street se sont avisés d'un seul coup et tous ensemble – dans nos sociétés libres, les hommes ne reçoivent pas de mot d'ordre du gouvernement, ils se les donnent à eux-mêmes – que les autorités politiques et monétaires confondues feront tout, absolument tout, pour empêcher une récession à quelques mois des élections. Cette fausse découverte faisait naître l'espoir de voir la baisse des taux américains se poursuivre. On en oubliait les énormes dangers qu'une telle manœuvre comporterait. Une dévalorisation supplémentaire du dollar ne déstabiliserait pas que les marchés financiers. Elle déboucherait presque immanquablement sur une reprise de la hausse des taux d'intérêt.

Il est depuis quelques semaines de bon ton de prétendre que le krach boursier n'aura pas ou aura peu de conséquences économiques. Les spectres sont une compagnie incommode. L'évocation de la Grande Dépression des années 30 avait donné le frisson. Comme il ne s'est rien produit de très nouveau depuis lors, on en conclut qu'on a eu tort de comparer ce qui n'est pas comparable. En réalité, le soulagement n'est pas plus probant que ne l'était l'alarme. Les phases de déflation (précédée ou non d'un regain d'*inflation*) ne s'annoncent pas comme une déclaration de guerre.

Les incertitudes boursières ne peuvent pas ne pas peser d'une façon ou d'une autre sur la conjoncture générale, ne serait-ce qu'à cause du fort ralentissement des émissions nouvelles, notamment de celles émanant des sociétés de moyenne taille. Le phénomène n'est pas seulement européen. En Amérique aussi, on note la diminution, sinon l'arrêt total, des appels au marché des capitaux en provenance de cette catégorie d'entreprises. Dans tous les pays, les épargnants individuels se détournent de la Bourse.

En France, où l'objectif déclaré du gouvernement était de développer le « capitalisme populaire », ce mouvement devrait avoir aussi des conséquences politiques encore difficilement mesurables. Si personne ne sait et ne peut savoir ce qu'elle sera, dans les mois (pour ne pas parler des années) à venir, l'évolution des grands marchés de titres, on peut de l'expérience récente tirer déjà quelques conclusions.

Il est vain d'abord d'espérer une amélioration de la situation, par le biais de telle ou telle mesure (comme celles recommandées aux Etats-Unis par la commission Brady), si celles-ci sont inspirées par l'illusion persistante selon laquelle l'instabilité est avant tout affaire de technique. L'informatisation, il est vrai, joue un grand rôle. Les programmes automatiquement mis en branle de vente ou d'achat sont susceptibles d'accélérer le mouvement. Mais ce n'est pas en empêchant les ordinateurs de tourner qu'on résoudra, fût-ce très partiellement, le problème. Le directeur de la Bourse de Madrid, M. Mariano Bengoecchea (cité par le *Wall Street Journal* dans son édition du 12 janvier), a donné le fin mot de l'histoire : « *Nous avons appris en octobre que la seule chose qui aille encore plus vite que l'informatique et les techniques de communications modernes, c'est la panique.* »

La panique, heureusement, n'intervient que dans des occasions exceptionnelles. Elle explique le krach, mais pas les écarts considérables de cours devenus monnaie courante. Ce qui détraque ordinairement les marchés, c'est que telle méthode de gestion de portefeuille qui apparaît rationnelle à l'échelle du gérant de SICAV (ou de l'investisseur individuel) qui l'applique, se révèle destructrice du système dans son ensemble dès lors qu'elle se généralise.

Citons, très schématiquement, un exemple. On pratique couramment à Wall Street – et cette pratique est, au nom de la « compétitivité », en train de s'introduire en France (il faut être à la page n'est-ce pas ?) – ce qu'on appelle l'assurance de portefeuille. A dire vrai, le vocabulaire est approximatif (*portfolio insurance*). Selon les techniques traditionnelles (non exemptes elles non plus de ratés), mises au point sur les marchés à terme, on ne peut limiter ou supprimer un risque de pertes qu'en renonçant au gain d'une hausse éventuelle. On autorise aujourd'hui, au nom de la déréglementation et de la promotion de l'innovation, des opérations beaucoup plus sophistiquées, qui permettent de jouer sur les deux tableaux. On s'appuie pour cela sur l'évolution de l'indice de la cote.

Le gestionnaire offrira à son client de limiter pendant la période de placement la perte subie par son portefeuille en cas de baisse de l'indice mais lui garantira le bénéfice plein et entier de la hausse si elle vient à se produire. Comment le gestionnaire s'y prend-il pour assurer le meilleur des mondes possible à l'investisseur ? Il modifie, au gré des fluctuations de l'indice, la composition du portefeuille entre actions et obligations. Tant et si bien que si, par exemple, le marché est à la baisse, les programmes transmettent automatiquement les ordres de vente d'actions et d'achat d'obligations puisque ces dernières sont réputées plus stables.

On a tout simplement oublié, comme l'a fait remarquer il y a plusieurs années le directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI), M. Alexandre Lamfalussy, de se demander qui supporte le risque final. Il est évident, ou il devrait l'être, que si le preneur de risque n'est pas clairement identifié, c'est le marché lui-même qui en assume la charge sous forme de décapitalisation brutale. Mais les dangereux apôtres de la déréglementation à tout va (prisonniers, entre autres, des sophismes de la « théorie de l'efficience » des marchés sur laquelle nous reviendrons dans une autre chronique) ne raisonnent pas de cette façon. Pour eux, tout ce qui est concevable est possible.

S'il est, en France, donné à l'actuelle majorité de pouvoir, après l'élection présidentielle, relancer son programme de privatisation – ce serait, en soi, très souhaitable pour de multiples raisons étrangères à la Bourse, – il conviendra qu'elle s'avise, enfin, qu'il est contradictoire de vouloir simultanément augmenter le nombre des petits porteurs, en vertu de la louable politique dite de l'actionnariat populaire, et de confier les épargnes ainsi collectées à un marché aveuglément déréglementé. Entre les intérêts des petits porteurs et ceux des grandes banques, il faudra sans doute un jour choisir.

La réforme de la Bourse qui vient d'être publiée au *Journal officiel* ne tranche pas la question, c'est le moins qu'on puisse dire. Elle risque de faire de ces banques les maîtresses quasi absolues de la place sous prétexte qu'elles disposent du capital nécessaire pour racheter – à des prix devenus du reste, et pour cause, plus avantageux – les charges d'agents de change appelées à disparaître dans cinq ans. On croyait pourtant nos établissements financiers sous-capitalisés !

Les cent ans de la « Revue d'économie politique »

par HENRI GUITTON (*)

C'EST en 1887 que la *Revue* a été fondée. Le *Giornale degli economisti* avait pris naissance en 1875 et l'*Economic Journal* en 1890. La date intermédiaire que nous célébrons aujourd'hui marque ainsi la place de la France dans l'expression de la science économique.

Des trois fondateurs, c'est Charles Gide qui s'est le plus consacré à la direction de la *Revue*. Il voulait assurer une mission délibérément universaliste du savoir économique en donnant la priorité aux idées par rapport à la description des réalités.

J'aime reproduire les phrases qu'il écrivait en 1931, peu avant sa mort (1932) : « *La* Revue *n'a pas dévié du programme qu'elle s'était fixé. Elle n'a pas fait de réclame. Elle n'a pas fait de polémique. Elle a travaillé. Elle est fière de voir parmi les hommes arrivés à une haute situation dans l'enseignement, dans les affaires ou dans la politique quelques-uns de ceux dont elle accueillit les premiers essais.*

Après une enfance difficile, après une jeunesse orageuse, voici la Revue *arrivée à l'âge mûr. L'âge critique est passé pour elle, et l'avenir lui est assuré.* »

Un avenir assuré

Je suis fier à mon tour de voir après cent ans cet avenir toujours assuré. J'ai eu le grand privilège de connaître les premiers successeurs de Gide, ceux qui furent mes maîtres : Charle Rist (1932-1955), Gaëtan Pirou (1934-1946). J'ai eu la chance de siéger à la rédaction avec René Courtin et Georges Lutfalla. Lorsqu'ils ont, trop tôt, disparu, avec une grande émotion je me suis trouvé seul responsable. J'ai fait appel à ceux dont j'ai apprécié le dévouement et la compétence et qui, à des titres divers, ont assuré la réputation de la *Revue*. Je voudrais particulièrement rendre hommage à Claude Ponsard dont j'ai apprécié la rigueur scientifique qui a donné sa marque à la *Revue*.

Je sais que les générations d'aujourd'hui n'aiment pas tellement se référer au passé. L'avenir, à juste titre du reste, les intéresse davantage ; mais je suis de ceux qui aiment relier les années futures à toutes celles qui les ont précédées.

Dès 1887, Walras était présent. Durkheim et Tarde en 1888. Böhm-Bawerk et Schmoller en 1889. Edgeworth en 1891, Menger, Cauwes, Pantaleoni en 1892. Landry en 1897, Rist dès 1897, ainsi que Bouglé. Nous pourrions continuer en suivant la *Revue* au fil des années. Fisher en 1913. De 1908 à 1938, Albert Aftalion nous a consacré une vingtaine d'articles ; en 1910, Jean Lescure. C'était pour nos maîtres d'alors une sorte de banc d'essai, avant de publier les grands ouvrages que nous avons tous pratiqués.

Je n'aurais garde d'oublier tous ceux qui ont suivi telle ou telle branche de l'économie pour en faire rapport à notre Annuaire qui était alors le seul de son genre, et qui fut tellement apprécié de tous nos lecteurs. Il est toujours, quoique d'une autre manière, un de nos numéros toujours très estimés. Je glane un peu au hasard les Dessirier, Depoid, Dugède, Bernouville, Augé-Laribé, Antonelli, Laufenbruger, Meynial, Fromont, Trotabas...

De célèbres auteurs étrangers ont continué la tradition des premières années : Frisch, Tinbergen, Kaluki, Sraffa, Harrod, et je ne puis les nommer tous. Pour la France, dans la lignée de l'ingénieur Dupuis, de Clément Colson, de Jacques Rueff, ce furent Divisia et Roy, plus près de nous Sauvy, Allais, Boiteux et celui qui vient de nous quitter si brutalement, l'éminent Pierre Massé.

Nous ne nous dissimulons pas que la science économique a emprunté un langage moins accessible que celui des premières années, adoptant en particulier les formes mathématiques. Je ne me repens certes pas des efforts que j'ai suscités dans ce sens ; mais il n'en est pas moins vrai que ce langage peut devenir pour certains un obstacle.

Il ne faudrait pas se laisser aller à faire de la mathématique plus que de l'économie. Mais ce n'est pas une raison pour consentir un abandon. C'est un nouvel équilibre à trouver et à constamment respecter. Nous ne voudrions pas que la *Revue* devienne un organe de vulgarisation et se laisse tenter par une facilité de mauvais aloi.

Culture et technique

Au moment de sa naissance et de ses premières années, elle était en France seule de son espèce. Après cent ans, il n'en est plus de même. Cela tient à l'importance qu'ont prise les problèmes économiques dans notre univers. L'opinion publique parfois si mal éduquée s'en est emparée.

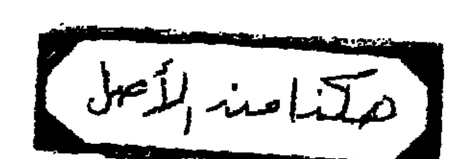
Devant la multitude des chroniques qui envahissent la presse et notamment les hebdomadaires, devant les nouvelles revues, les documents des grandes banques, des multiples centres de recherches nationaux et internationaux, on pourrait penser que la *Revue* n'a plus de raison d'être ; ce serait une grave erreur. Elle doit certes être rigoureuse et cependant rester claire et compréhensible.

Nos collègues britanniques et américains nous trouvent trop clairs. Ne vont-ils pas jusqu'à prétendre qu'une certaine obscurité accompagne toute recherche scientifique et toute vérité commençante ? Keynes est un modèle inimitable pour un chercheur français.

Il ne s'agit pas d'imiter les grandes revues étrangères. Ce qu'on attend de la France, c'est autre chose. Nous avons une mission qui nous incombe : nous imprégner des enseignements de la philosophie, de la sociologie, de la psychologie, de l'histoire, et en montrer les relations avec l'économie.

Cette mission qui est à la fois de culture et de technique, plusieurs nous confient que seule la France peut en prendre la charge. C'est un autre génie qu'elle devrait incarner. Puisse la *Revue d'économie politique* en être le porte-parole !

(*) Membre de l'Institut.



Le Monde

REGIONS

L'AVENIR DU PORT AUTONOME

Paris sur fleuves

Drôle de port que celui de Paris ! Ses installations ne sont guère apparentes et il faut bien chercher en banlieue, dans les boucles de la Seine, de la Marne et de l'Oise, pour trouver les hangars, les grues et les quais familiers. Pourtant, le port autonome de Paris, établissement public, gère le premier port fluvial de France et le deuxième d'Europe — derrière celui de Duisbourg-Ruhrort — avec 19,2 millions de tonnes chargées et déchargées dans ses installations. Plus du cinquième des approvisionnements — en tonnage — des dix millions d'habitants de la région sont assurés par la voie d'eau.

Drôle de port qui est composé de trois cents installations portuaires réparties le long des 500 kilomètres de voies navigables de l'Ile-de-France, dans les boucles de la Seine, de la Marne et de l'Oise. En *réalité, il compte* quatre-vingts ports. Les uns stockent et distribuent, comme ceux de la capitale qui traitent les sables et graviers nécessaires au bâtiment. D'autres sont des zones industrielles où les entreprises trouvent la route, le fer et l'eau. Il y a le port de Gennevilliers et ses 386 hectares, celui de Bonneuil avec 160 hectares, mais aussi Limay (108 hectares), Saint-Ouen-l'Aumône ou Lagny. On y troque des produits pétroliers contre des céréales et des automobiles.

Malheureusement, le port de Paris subit de plein fouet les conséquences de la régression de la voie fluviale. La dématérialisation de l'économie — on achemine moins de matières premières et plus de produits finis, — la chute du secteur du bâtiment, la réduction des importations de charbon et la concurrence des camions ont fait tomber le trafic de plus de 35 millions de tonnes, au début des années 70, à 20,5 millions en 1984, 19,4 millions en 1985 et 19,2 millions en 1986.

Il fallait compenser la disparition de ces recettes. Le Port autonome de Paris a donc choisi de démarcher une clientèle nouvelle. Celle-ci *« est composée d'entreprises diverses qui souhaitent s'implanter au bord de l'eau par souci de compétitivité »*, expliquent Jacques Trorial, le président du port, et Bruno Grange, son directeur. *« Cette clientèle, pour laquelle nous sommes en compétition avec l'étranger, est plus exigeante quant au niveau des équipements et souhaite que le port lui loue des entrepôts et des terre-pleins aménagés plutôt que des terrains sur lesquels elle construirait elle-même. »*

Désormais, le port prend donc des risques. Il construit des entrepôts sans les avoir vendus au préalable aux industriels. Il investit massivement : 67,6 millions de francs ont été consacrés, l'an dernier, à la modernisation des équipements et de l'outillage. Il étudie gratuitement pour ses clients la chaîne de transport la plus efficace pour leurs marchandises. Il loue des terrains nus ou des mètres carrés construits, il stocke, il groupe, il dédouane, il manutentionne, il vide et remplit les conteneurs.



Port de Javel

Cette politique a commencé à payer. Le port a augmenté, en francs constants, de 38,7 % son chiffre d'affaires en six ans. Les 116 millions de francs de 1980 sont devenus 161 millions en 1986. Le bénéfice brut d'exploitation ? 78 millions de francs en 1985 et 92 millions l'année dernière.

En Couleur

Mais d'autres menaces pèsent sur l'avenir du Port de Paris. Il y a les communes, notamment celle de Paris, qui regardent avec convoitise les rives et les quais où elles aimeraient installer des jardins, des voies rapides, des immeubles.

Au Port autonome de Paris, on fait remarquer que, en supprimant les ports étalés sur les rives des fleuves et rivières d'Ile-de-France, ce sont 17 millions de tonnes de marchandises, qui viendraient chaque année engorger les routes et les voies ferrées.

Cela dit, le port s'applique à mieux intégrer ses installations dans le site. Il a mobilisé architectes et paysagistes pour réaménager le port de Solférino et les abords du musée du XIXe siècle à Paris, pour colorier les centrales à béton et rendre plus plaisantes les enfilades de hangars du môle 2-3 à Gennevilliers. Il suffit souvent de peu de chose pour joindre l'agréable à l'utile...

ALAIN FAUJAS.

BRETAGNE

Quatre mille emplois sur Rennes-Atalante

L'association Rennes-Atalante, qui gère la technopole rennaise, a trois ans.

Au cours de ces trois années, son comité d'agrément a étudié 46 candidatures d'entreprise, et 36 ont donné lieu à la création de *330 emplois. Si l'on* ajoute les emplois nouveaux liés à la croissance des entreprises présentes avant 1984 (352), les emplois transférés (963), ce sont 1 643 emplois qui sont venus sur ce pôle technologique de l'est de Rennes qui en compte aujourd'hui 4 000.

ILE-DE-FRANCE

La technologie à Créteil

La construction du nouveau Créteil, dans le Val-de-Marne, entre aujourd'hui, dans sa phase finale avec l'urbanisation de trois secteurs répartis sur une cinquantaine d'hectares au sud de la ville. Il s'agit de deux quartiers d'habitations (la Source et les Sarrasins, dont les constructions sont prévues à partir de 1989 et 1992) et d'un parc d'activités technologiques.

Lancé officiellement le 28 janvier, le parc d'activités technologiques de Créteil ne sera achevé que dans huit ans environ. Dans le prolongement de la base de loisirs, véritable village industriel, il mêlera, sur 25 hectares, espaces verts (un minimum de 35 % de la surface) et PME performantes aux activités innovantes, soucieuses d'une certaine qualité de la vie sur leur lieu de travail.

Un « groupe de pilotage », rassemblant plusieurs partenaires locaux (ville, université, chambre de commerce, entreprises, etc.), sera chargé de suivre le développement du parc, installé et promu par la société Europarc. Les travaux de construction du premier bâtiment (architecte Roger Schott) débuteront en octobre prochain.

ILE-DE-FRANCE

Les cinémas de Saint-Quentin

Pour pallier la défaillance des entrepreneurs privés qui, crise du cinéma oblige, ont renoncé, au dernier moment, à ouvrir six salles de cinéma dans le nouveau centre commercial régional de Saint-Quentin-en-Yvelines, inauguré en octobre dernier, dans le quartier de la gare, le Syndicat d'agglomération nouvelle «SAN» a décidé d'acheter la moitié de ces salles pour le prix de 5 millions de francs.

En contrepartie, un autre exploitant privé, Cinéma Plus, s'est engagé à aménager les 6 salles et à verser au SAN un loyer de 200 000 francs par an qui sera majoré de 50 000 francs dès que le seuil des 500 000 francs de recettes sera atteint par l'exploitant.

Une solution mixte qui permettra aux habitants de la ville nouvelle d'avoir enfin leurs salles en... avril 88. La programmation sera établie en coordination et en concertation avec le SAN.

LIMOUSIN

La bataille de l'autoroute

Les Limousins préparent une grande campagne en faveur de l'« Euro 20 », l'autoroute à péage nord-sud, Paris-Toulouse par Vierzon et Limoges. Le ministre des transports, M. Pierre Méhaignerie, souhaite que ce soit une route « deux fois deux voies » empruntant le tracé de l'actuelle nationale 20 — mais une décision définitive devrait être prise en conseil des ministres le 10 février prochain. Ce délai va être mis à profit par l'association Euro 20, groupe de pression de six mille cotisants présidé par Jean Valentin, ancien député des Charentes, pour tenter d'arracher la solution autoroutière. Les représentants des chambres consulaires concernées par cet axe autoroutier : Chartres, Orléans, Châteauroux, Brive, Cahors, Montauban, Toulouse, Foix et de Perpignan, l'association pour le percement du tunnel de Puymorens fondée par les responsables de Foix et Perpignan devraient aussi participer à cette campagne.

Une autoroute paraît préférable parce qu'une fois qu'elle a été concédée elle ne peut plus être remise en cause, ce qui n'est pas le cas pour une *« deux fois deux voies »* qui est à la merci des budgets annuels d'investissement de l'Etat et des régions.

Derrière l'unanimité des élus qui se sont maintenant tous ralliés au projet, les arrière- pensées ne sont pas absentes. Accusés d'avoir *« raté le coche entre 1981 et 1986 quand ils étaient au pouvoir »*, socialistes et communistes majoritaires au conseil régional soupçonnant le gouvernement de vouloir *« isoler la Haute-Vienne majoritairement à gauche »* avec ce qu'ils appellent l'*« autoroute Giscard »*, Paris-Clermont, et l'*« autoroute Chaban »*, Paris-Bordeaux.

Elu corrézien, Jacques Chirac a indiqué lors de son dernier passage à Brive-La-Gaillarde que cette agglomération était appelée à devenir un « nœud autoroutier », grâce notamment à la transversale Bordeaux-Clermont-Ferrand par Périgueux décidée lors du comité interministériel d'aménagement du territoire du 13 avril dernier.

LORRAINE

L'orthographe au collège

Au lieu de parler, par exemple, d'opération de relance pédagogique de l'orthographe dans les collèges, l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle, Pierre Schaeffer, a eu l'idée de lancer un concours plus exactement un championnat départemental d'orthographe.

Constatant l'engouement des jeunes Lorrains pour le dernier championnat de France d'orthographe de Bernard Pivot, l'inspecteur a lancé un « ballon d'essai » vers les classes de quatrième, appuyé en cela par son recteur, Claude Mesliand. *« Je n'ai rien d'hostile à des épreuves à caractère sportif dans la mesure où elles peuvent stimuler les élèves »*, commentait ce dernier.

Les inscriptions, désormais closes, sont parlantes : 77 collèges publics ou privés, sur les 96 du département, se sont inscrits ; 5 495 élèves se sont déclarés candidats, sur un effectif de 8 652 élèves de quatrième. L'épreuve de sélection aura lieu, durant les cours, le 25 février, les demi-finales, le 23 mars. La finale, le mercredi 18 mai, couronnera les trois meilleurs élèves et les trois établissements ayant eu le plus fort taux de participation.

Carte à tout faire à Metz

Réserver un court de tennis et en acquitter la location, choisir sa place au théâtre, payer l'entrée de la piscine ou la cantine des enfants, ces opérations pourront, progressivement, à partir de l'automne prochain, s'effectuer à Metz avec une carte à mémoire. C'est le projet « Metz Plus », que lance Jean-Marie Rausch, initiative unique en France, pour laquelle 11 millions de francs seront inscrits au budget 1988.

Il suffira aux Messins d'introduire sa carte dans le lecteur d'une des bornes publiques installées dans la ville — une quinzaine au départ, — mais on en prévoit une cinquantaine. Ces bornes devraient être équipées, outre du lecteur de carte, de deux téléviseurs couleur haute définition et d'une imprimante. Ainsi, avant d'aller au théâtre, par exemple, il sera possible de choisir son spectacle : quelques extraits seront diffusés sur l'un des écrans, tandis que sur l'autre, le plan des places sera présenté. Après validation du choix, les billets seront automatiquement imprimés et délivrés à l'usager.

L'objectif du projet s'inscrit dans la logique que défend le sénateur et maire de Metz depuis dix ans. Apporter à ses administrés les moyens et les services facilitant leur vie quotidienne tout en mettant en place des outils permettant aux industriels travaillant dans la ville ou venant s'y installer d'expérimenter en vraie grandeur les nouvelles technologies. Dans le même esprit, le réseau câblé de télédistribution a été lancé en 1979. Il est aujourd'hui celui qui compte le plus d'abonnés payants (21 000). De même, en 1982 a été installé le serveur télématique municipal Mirabel. *Les programmes* d'exploitation de « Metz Plus » qui seront inscrits dans ce circuit lui donneront un nouveau souffle.

MIDI-PYRÉNÉES

Bonne tenue du logement

Amélioration sur le front du logement. C'est ce qui ressort de l'étude, la cinquième, que vient de publier l'AUAT, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine.

L'agglomération toulousaine (46 communes), qui compte près de 590 000 habitants (estimations 1987) connaît une croissance démographique de 7 000 à 8 000 personnes par an. La population de Toulouse intra-muros semble en effet stabilisée autour de 350 000 habitants (elle était en baisse ces dernières années), tandis que les communes de la périphérie connaissent une croissance soutenue.

Les naissances l'emportent toujours sur les décès, le reste du département de la Haute-Garonne connaissant en revanche un solde négatif, à l'instar des autres départements de la région Midi-Pyrénées.

Si les achats de terrains à bâtir sont plutôt en régression, le prix du mètre carré connaît une réelle inflation : 70 francs le mètre carré en 1985, 100 francs en 1986. Cela ne freine pas la construction de logements neufs : 4 800 sur l'ensemble de l'agglomération, dont 2 250 à Toulouse, avec un attrait à nouveau affirmé pour le collectif qui représente la moitié de la production. 850 logements HLM, dont 460 sur la commune-centre, ont été livrés en 1986, ce qui confirme la reprise de ce secteur après le creux de 1980-1982.

Par ailleurs, la réhabilitation s'est poursuivie, elle a porté, sur 1000 logements en 1986. Des opérations importantes sont programmées dans de nombreux quartiers de Toulouse. Les HLM représentent 13 % environ du parc de logements locatifs, estimés à 100 000 dans l'agglomération. Le parc de logements anciens, très nombreux au centre de Toulouse, bénéficie également de telles opérations. Ce sont quelque 5 300 logements qui ont ainsi été réhabilités dans l'agglomération en 1986.

Le colloque de Clermont

L'Association des maires des grandes villes de France, qui a organisé les 20 et 21 janvier une rencontre sur le « dialogue villes-entreprises » *(le Monde* daté 24-25 janvier), rassemble cinquante-trois villes de plus de cent mille habitants. Elle est présidée par Jean-Marie Rausch, maire de Metz. Cette rencontre avait été préparée avec le concours de l'Institut d'économie urbaine dont le directeur est Gérard Moine.

★ Sénat — Palais du Luxembourg, 75291 Paris cedex 06. Tél. : (1) 45-48-14-16.

★ L'édition 1988 du *Guide local pour entreprendre* vient de paraître. Edité par la revue *Défis* cet ouvrage de 250 pages donne pour chacune des vingt-deux régions : une radioscopie de la région, une description des réussites exemplaires dans la *région, un carnet d'adresses* pour la région et pour chacun des départements. Dans les kiosques : 149 francs.

CORRESPONDANCE

Cep ou Cèpe ?

Les gastronomes amis du *Monde* ont tous, j'imagine, levé la fourchette et froncé le sourcil en découvrant dans l'édition daté 27-28 décembre, page 12, l'articulet sur le Midi-Pyrénées au long duquel étaient allègrement confondus « cep » des vignes et « cèpes » des bois. Rappelons donc au rédacteur, sans doute trop urbain, que le fruit du cep de Bordeaux se boit sans aïl et que le cèpe à tête rouge n'a aucun *dérivé blanc ou rosé. Et, pour tout* dire d'un mot, que ce sont des champignons qu'on tente de cultiver à La Bastide d'Armagnac.

JEAN-PIERRE RIOUX
Paris.

[*Le Monde*, trop urbain peut-être, en tout cas trop inattentif, a bien mérité cette volée de vieux bois. *Cep* c'est le pied de vigne, cèpe c'est le champignon ; comment le contester, comment se faire pardonner cette bourde aveuglante ? Même si, comme souvent, on peut toujours chercher des excuses à l'inexcusable.

Le Petit Robert donne bien *cèpe* ou *ceps* pour *« cette variété de champignon appelé bolet comestible »*. Il s'appuie, sans doute, sur le Grand Dictionnaire universel de Pierre Larousse qui, à l'article *cep*, écrit, entre autres : *« Nom vulgaire du bolet comestible [...] On écrit aussi cèpe et ceps. »* Et le Littré ? Il fait, bien entendu, une petite distinction orthographique entre les deux mots, mais en ajoutant : *« Ce mot* (cèpe ou cep) *est probablement le même que cep à cause de la comparaison de ce champignon avec un tronc »*. Reste, reconnaissons-le encore, que jamais comparaison n'a été aussi peu raison...]

Cette page a été réalisée par nos correspondants :
Jean-Louis Bemer ;
Georges Chatain ;
Francis Gouge ;
Jean-Louis Thís ;
Gérard Vallès.
Coordination :
Jacques-François Simon.

UN LIVRE DE RENÉ UHRICH

Le nouveau visage du territoire

LES régions ont acquis de nouveaux pouvoirs, de nouveaux moyens. Leurs responsables continuent souvent à raisonner sur des schémas anciens : la toute-puissance de Paris et... de l'Etat, l'opposition absolue entre les pauvres agriculteurs et les riches industriels... Ils restent, surtout, empêtrés dans des réflexes hexagonaux que ne parvient pas à dissimuler la référence rituelle à l'échéance 1992. Le dernier livre de René Uhrich devrait les aider à rompre ce ronronnement intellectuel. Economiste, enseignant, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg depuis 1978, il est de ceux qui ont réfléchi de la façon la plus suivie et la plus concrète à l'avenir de l'Alsace et, au-delà, de nos économies régionales.

La thèse qu'il propose dans sa *France inverse ?* est contenue dans ce titre. Traditionnellement les économistes divisent l'Hexagone par une ligne imaginaire Le Havre-Marseille : au nord les régions riches, au sud les régions pauvres. Cette opposition ne vaut plus, estime René Uhrich. La ligne Le Havre-Marseille existe toujours, mais elle sépare désormais les vieilles régions riches qui stagnent ou croissent moins vite des régions qui n'ont pas bénéficié des deux premières révolutions industrielles mais ont en tous domaines un taux de progression tout à fait supérieur à la moyenne.

Le progrès des communications, l'*« impressionnante »* montée des activités tertiaires, le fait surtout que les contraintes géographiques ont, de nos jours, un poids infiniment plus faible dans la localisation des industries et favorise une dispersion volontaire des zones d'innovation, expliquent cette *« nouvelle donne spatiale »* caractérisée par la montée en puissance des *« pays du soleil »*.

Héliotropisme

Ce constat, d'autres l'ont fait, mais le mérite de René Uhrich est d'abord de l'étayer par une analyse fouillée et méthodique. Son livre n'est pas un de ces essais rapides qui glose avec style autour de deux ou trois idées inattendues. C'est une étude sérieuse, chiffrée, abondamment illustrée de cartes parlantes, des causes et des conséquences du progrès des *« régions du retard »*.

Deuxième originalité : ce Strasbourgeois n'est pas Alsacien pour rien, c'est-à-dire à l'habitude de porter son regard hors des frontières, notamment vers l'Allemagne et l'Europe proche. L'héliotropisme qui est, pourrait-on dire, la tendance lourde des industries innovatrices modernes, on en a eu des descriptions nombreuses pour la Californie ou notre Midi français. On sait moins à quel point la même évolution caractérise nos voisins d'outre-Rhin. René Uhrich décrit en expert, avec des précisions mal connues, la véritable explosion économique de la Bavière, de la Hesse ou du Bade-Wurtemberg.

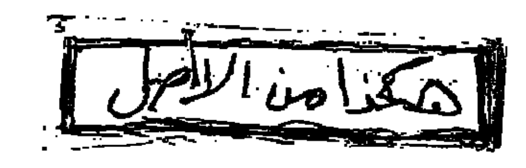
C'est ce qui lui permet de plaider une fois de plus pour un dossier qu'il a depuis de longues années établi et défendu : la nécessité d'organiser le « bassin d'innovation du Rhin supérieur » qui rassemblerait les considérables ressources en universitaires, chercheurs, industriels, de l'Alsace et des Etats allemands riverains du fleuve.

Il a toutefois enrichi ses réflexions et ses propositions d'une dimension nouvelle dont devraient tenir compte tous ceux qui ont à imaginer l'avenir non seulement de l'Alsace mais de l'ensemble du territoire. Il n'est plus possible, estime-t-il, de ne pas tenir compte dans tous les projets d'organisation de l'espace culturel, inséparable aujourd'hui de l'aspect industriel ou technologique.

« Si l'on veut bien comprendre l'expression « produit nouveau » comme recouvrant toutes les formes de recherche et d'innovation, écrit dans sa conclusion René Uhrich, *le mot « musée » comme l'expression de toutes les formes de culture et d'humanisme, et le mot « autoroute » comme la synthèse de toutes les formes modernes de communication, on dira volontiers que, pour préparer le troisième millénaire, l'aménagement du territoire, c'est un produit nouveau, un musée, plus une autoroute ! »*

J.-F.

★ LA FRANCE INVERSE ? LES RÉGIONS EN MUTATION. Préface de Pierre Pflimlin, postface de Jean-François Gravier. *Economica*, 385 p, 125 F.



Economie

SOMMAIRE

■ Les quatre « Tigres » (Corée du Sud, Kongkong, Singapour et Taiwan) ont réagi de manière différente à l'annonce de la suppression des privilèges tarifaires dont ils bénéficiaient sur le marché américain (*lire ci-dessous*).

■ En Suède, la Fédération des ateliers mécaniques a annoncé le lock-out des cent mille membres du syndicat auquel elle est opposée (*lire page 44*).

■ Le Japon a connu l'an dernier un boom sur la construction, celle-ci étant devenue le moteur de la croissance (*lire ci-dessous*).

■ Pour la première fois, en 1987, les Français ont utilisé moins de chèques que l'année précédente, ayant plus volontiers recours à la carte bancaire (*lire page 43*).

■ Moins de naissances, plus de mariages : telle est la conclusion que l'INSEE tire de son bilan annuel sur la démographie française (*lire ci-contre*).

BILLET

Ordre dispersé

Voilà des mois que, victimes de leurs propres succès, les quatre nouveaux pays industriels d'Asie (1) sont sur la sellette. Timidement d'abord, puis de plus en plus ouvertement, les puissances industrielles ont souligné lors de chacune de leurs rencontres, au Sommet de Venise au printemps 1987 ou au « groupe des sept », la nécessité pour les quatre « Tigres » d'accepter leurs responsabilités de nouvelles puissances. Les dernières « perspectives économiques » de l'OCDE enfonçaient le clou en décembre 1987, chiffres à l'appui.

Dans un monde en quête de correction des grands déséquilibres commerciaux qui le minent, la percée de la « bande des quatre » est impressionnante : leur part de marché a doublé en dix ans et l'excédent cumulé de leur balance des comptes courants, de l'ordre de 35 milliards de dollars en 1987 dépasse 10 % de leur produit national brut.

La conclusion s'impose désormais aux organismes multilatéraux, le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus l'a confirmé, la semaine dernière, à Singapour : le temps des mesures artificielles de soutien de l'économie — monnaies sous-évaluées, protections douanières — est révolu et les quatre « Tigres » doivent mieux s'intégrer à l'effort général de concertation pour que leur propre gestion ne vienne pas détruire les laborieux efforts des pays de vieille tradition industrielle.

Forts de ce consensus, les Etats-Unis sont à nouveau passés à l'action. En décrétant que les quatre « Tigres » ne pouvaient plus figurer parmi les bénéficiaires du système de préférences douanières accordées aux pays en développement, Washington suit sa propre logique plus que l'intérêt de la communauté internationale. La Maison Blanche a beau faire valoir que sa décision est un moindre mal et permettra d'éviter des mesures ouvertement protectionnistes du Congrès , le but est clair : lutter contre les fauteurs de déficit américain qui, comme la « bande des quatre », ont eu la tranquille audace de s'appuyer sur la politique monétaire de Washington et d'accompagner la dépréciation du dollar pour s'assurer une compétitivité accrue.

Exutoires

Le temps n'est plus où le président Reagan se félicitait de voir ces mêmes pays appliquer les thèses libérales qui lui sont chères. Les élèves dérangent le maître. Les excédents qu'ils ont engrangés vis-à-vis des Etats-Unis en témoignent : 28,8 milliards de dollars en 1986, 35,1 milliards durant les onze premiers mois de 1987 soit quelque 20 % du déficit global américain. Les Européens pourraient prendre la relève. Ils ont vu les exportations des « quatre » progresser de 90 % entre 1985 et 1987 et s'inquiètent à juste titre à l'idée de devenir des exutoires au cas où le marché américain se fermerait partiellement aux exportations des nouveaux pays industriels d'Asie. Cette approche en ordre dispersé s'explique. Elle risque de mal répondre à un double défit : une part grandissante des exportations japonaises va s'effectuer par le truchement des quatre « Tigres », pays où les industriels nippons ont lourdement investi depuis la flambée du yen. Et, si l'on en croit l'OCDE, les exportations de produits manufacturés de Corée du Sud, de Taiwan, de Hongkong et de Singapour représenteront 80 % de celles du Japon à l'horizon de 1989.

F. CROUIGNEAU.

(1) Corée du Sud, Taiwan, Hongkong, Singapour.

La suppression de concessions tarifaires américaines

Singapour proteste, la Corée du Sud s'apprête à contre-attaquer

TOKYO
de notre correspondant

Les nouveaux pays industriels d'Asie, les quatre « Tigres » (Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Taiwan), ont réagi de manière différente à la décision de Washington, annoncée, le vendredi 29 janvier, de supprimer les privilèges tarifaires dont bénéficient certains de leurs produits sur le marché américain. Hongkong et Taiwan ont estimé que leurs économies souffriraient marginalement de la décision américaine tandis que Singagour exprimait sa déception et que la Corée du Sud annonçait qu'elle entendait faire appel dans le cadre du GATT.

Les Etats-Unis ont décidé de révoquer les concessions qui, dans le cadre du système de préférence généralisé, permettent aux quatre « Tigres » de bénéficier d'exonération de droits de douane pour certains de leurs produits sur le marché américain estimant que ces pays, compte tenu de leur développement et de leurs prouesses commerciales (en 1987, les exportations des quatre « Tigres » ont augmenté de 25 % pour Singapour à 31 % dans le cas de Hongkong) ne doivent plus bénéficier d'un traitement de faveur accordé aux nations en voie de développement.

Contenir la poussée protectionniste

La décision américaine, qui entrera en vigueur le 2 janvier 1989, affectera pour 10 milliards de dollars d'exportations en provenance des quatre « Tigres » sur un total, en 1987, de 50 milliards. L'année dernière, les Etats-Unis ont enregistré un déficit commercial de 35 milliards de dollars dans leurs échanges avec les quatre pays concernés.

Bien que la Maison Blanche ait déclaré que sa décision ne constituait pas une sanction à l'égard de ces derniers, il est significatif qu'elle intervienne précisément à un moment où les Etats-Unis exercent de fortes pressions sur les nouveaux pays industriels d'Asie pour qu'ils ouvrent leur marché et réévaluent leur monnaie par rapport au dollar. On fait remarquer, de source américaine, que la décision de Washington vise à contenir la poussée protectionniste qui se manifeste au Congrès.

Aux termes des dispositions du système de préférence généralisé, un pays dont le produit national par habitant dépasse 8 500 dollars est automatiquement exclu de la liste des bénéficiaires (actuellement cent quarante et un pays). Malgré leurs succès économiques, ce n'est pas le cas des « Tigres » d'Asie : le PNB par habitant est inférieur à 3 000 dollars en Corée du Sud et il s'élève à 4 000 dollars à Taiwan, 6 000 à Hongkong et 7 200 à Singapour.

C'est en invoquant cet argument que la Corée du Sud entend porter la décision américaine devant le GATT. Mille deux cents produits coréens bénéficient du traitement préférentiel et la décision américaine coûtera aux exportateurs coréens quelque 270 millions de dollars par an (soit le montant de 1,5 % des exportations sud-coréennes vers les Etats-Unis). Les petites et moyennes entreprises seront les plus affectées par ces mesures mais les Coréens redoutent surtout que la décision américaine n'incite les Japonais à en faire autant.

Les conséquences de la suppression des privilèges tarifaires américains sur l'économie de Hongkong seront modérées, estime-t-on dans la colonie : 15 % de ses exportations vers les Etats-Unis bénéficient de ces avantages. Au cours des dix premiers mois de 1987, les exportations de Hongkong vers les Etats-Unis se sont élevées à 7,8 milliards de dollars.

A Singapour en revanche, dont l'excédent commercial avec les Etats-Unis est relativement modéré (2 milliards de dollars, contre 6 milliards de dollars pour Hongkong par exemple) comme le montant des exportations affecté par la décision américaine (841 millions de dollars), la réaction a été beaucoup plus vive : le ministre du commerce et de l'industrie estimant que cette révocation des tarifs préférentiels « *affecte la crédibilité de Washington* ».

A Taiwan, dont environ 2,2 milliards d'exportations à destination des Etats-Unis bénéficient de concessions tarifaires, on estime en revanche que la suppression de ceux-ci, qui était attendue, affectera modérément l'économie : elle coûtera aux exportateurs quelque 75 millions de dollars par an qui devraient être résorbés grâce à une réduction des coûts de production. En 1987, l'excédent commercial global de Taiwan a augmenté de 22 %, se chiffrant à 19 milliards de dollars et de 18,5 % avec les Etats-Unis.

PHILIPPE PONS.

● **Forte augmentation des échanges commerciaux entre la Chine et Taiwan.** — Les échanges commerciaux entre Pékin et Taipeh ont connu une augmentation considérable en 1987. Selon la revue officielle *Pékin Information*, ils sont passés de 959 millions de dollars, en 1986, à 1,5 milliard l'an dernier. Ces échanges s'effectuent de manière indirecte, en particulier à travers Hongkong, Taiwan n'autorisant pas le commerce direct avec le régime rival de Chine populaire. Taiwan exporte vers la Chine des matières premières pour les fibres chimiques, des textiles synthétiques, des produits électroniques, tandis que la Chine lui vend essentiellement des herbes médicinales et des produits alimentaires. — *(AFP.)*

Avec un accroissement de 22 % des mises en chantier

La construction a été le moteur de la croissance au Japon

TOKYO
correspondance

On connaît de façon plus précise la formule du carburant qui a alimenté l'an dernier la reprise spectaculaire de l'économie japonaise. Le ministère de la construction a annoncé, le jeudi 28 janvier, la performance réalisée par le secteur immobilier : impressionnant.

Les mises en chantier de logements ont augmenté de 22,7 % en 1987 pour atteindre 1,674 million d'unités, le chiffre le plus élevé depuis quatorze ans. Mis à part le record de 1973 (1,905 million de mises en chantier) et le résultat de 1972 (1,807 million), l'archipel n'avait jamais fait mieux.

La contribution de cette activité débordante à la progression du produit national brut au cours de l'exercice budgétaire qui s'achève le 31 mars prochain aura été considérable : 0,9 point de croissance sur une hausse globale estimée à 3,7 %, selon l'Agence de planification économique (EPA).

Les ravages de la spéculation foncière

Le gouvernement de Tokyo recueille ainsi les fruits d'une politique de très bas taux d'intérêt et d'augmentation des plafonds des crédits accordés par la Housing Loan Corporation.

Cependant, tout n'est pas vertueux dans ce bon résultat. Comme le remarque l'Institut de recherche Nomura, « cerveau » de la première maison de courtage japonaise, « *avec la hausse des prix du terrain, il y a un investissement très important dans les appartements à usage locatif, un moyen* [pour les propriétaires fonciers] *d'éviter de payer des impôts plus élevés sur les successions* ». Les mises en chantier de logements locatifs (studios ou deux-pièces en général) ont progressé de 33 % et représentent 51,3 % du total. Ces chiffres soulignent la crise que traverse l'accession à la propriété dans les grands centres urbains, où l'acquisition d'un appartement ou d'un terrain à bâtir est devenue totalement inaccessible pour l'immense majorité des japonais. Si elle paraît s'essouffler actuellement, la spéculation foncière a fait des ravages l'an dernier dans le centre des grandes villes, notamment à Tokyo.

Il y a d'autres raisons derrière ce redémarrage de la construction de logements, qui a d'ailleurs commencé pendant l'année budgétaire fiscale 1986. Le Japon, c'est le moins que l'on puisse dire, ne construit pas pour l'éternité. Le Daiwa Securities Research Institute estime que le cycle de vie d'un immeuble à usage locatif est de quinze ans. En 1986, nombre de logements ont bénéficié de la reconstruction des bâtiments édifiés pendant le boom de 1972 et de 1973, et cet effet positif se manifestera moins vigoureusement pendant l'exercice budgétaire 1988 (avril 1988-mars 1989).

Autre facteur : les enfants du baby-boom de l'après-guerre sont arrivés à l'âge où il leur faut acheter une maison, si du moins ils en ont les moyens.

Les mises en chantier de logements ne pourront maintenir en 1988 la performance de croissance de l'an dernier. Pour la prochaine année budgétaire, l'EPA table sur une progression en termes réels de 1,9 % de l'investissement résidentiel privé, contre 16,5 % pendant l'exercice en cours. La contribution à la croissance du PNB reviendrait à un modeste 0,1 point.

Une hausse bien accueillie

Mais, en volume, les mises en chantier se maintiendront à un niveau élevé, les incitations fiscales, de même que le loyer de l'argent à ses plus bas niveaux historiques, continuant à produire leurs effets. Les prévisions pessimistes, celles de la Sanwa Bank par exemple, tablent sur 1,55 million d'unités, les optimistes, à la Tokai Bank, parient sur 1,65 million.

La pause dans le secteur immobilier sera bien accueillie par la Banque du Japon, qui a tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme devant la progression excessive des prix des matériaux de construction, bois de charpente et contre-plaqué notamment. La Banque voyait resurgir de ce côté-là une des têtes de l'hydre inflationniste.

Il reviendra à l'investissement productif et à la consommation des ménages de soutenir une conjoncture intérieure qui doit rester brillante, pour compenser la « déprime » des exportations. A cet égard, les résultats de l'an dernier sont encourageants. En 1987 (année calendaire), la consommation des ménages japonais a augmenté de 4,9 %, la plus forte hausse depuis 1981, selon le MITI.

BERNARD HAMP.

Le bilan démographique de 1987 en France

Moins de naissances et de décès plus de mariages

Moins de naissances, mais encore moins de décès, et, surprise, pas moins de mariages : le bilan démographique de 1987, que publie l'INSEE (1), montre la fragilité de la fécondité en France (même si elle est supérieure à celle de la plupart des pays d'Europe occidentale, et la poursuite du vieillissement de la population.

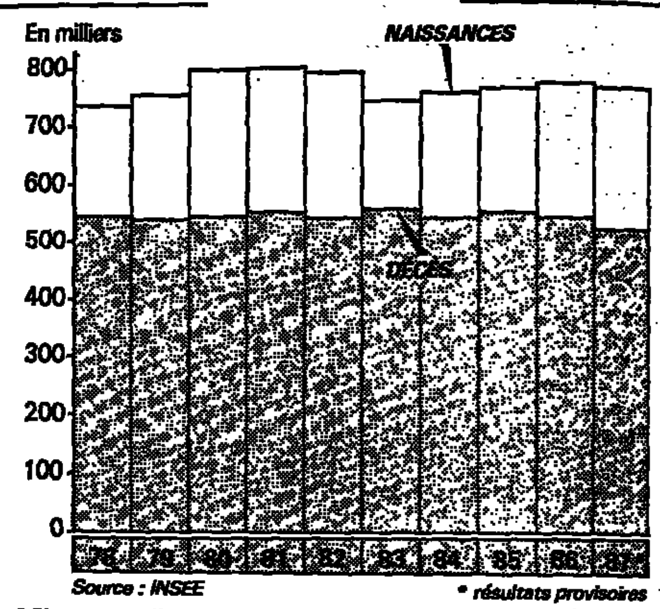
Après une forte diminution en 1983, le nombre des naissances avait augmenté pendant trois ans, atteignant 778 500 en 1986, contre 748 500 en 1983. En 1987, au contraire, on a constaté à nouveau une baisse, plus limitée, ramenant le chiffre à 770 000, et l'indice de fécondité (nombre d'enfants par femme en âge d'en avoir) de 1,84 à 1,82, comme en 1978 et en 1985. On ignore encore la répartition de ces naissances selon le rang des enfants : au cours des dernières années, on avait constaté une remontée du nombre des enfants de rang 3 (troisième enfant) et plus, en même temps qu'une quasi-stabilité des naissances de rang 1 et 2. De même avait-on observé une diminution du nombre d'enfants de parents étrangers et une légère hausse de celles des couples mixtes.

La mortalité, en revanche, a continué à baisser : le nombre de décès (526 000) a été inférieur de 21 000 environ à celui de 1986 (année marquée il est vrai par une épidémie de grippe). Cette baisse semble toucher les divers âges, la mortalité infantile descendant à 7,7 pour mille naissances vivantes, un taux comparable à celui des pays scandinaves. Elle entraîne un gain de 0,2 ans d'espérance de vie à la naissance : celle-ci est évaluée à 80,3 ans pour les femmes et 72 ans pour les hommes. Ainsi « *la France figure parmi les pays où la vie moyenne des femmes dépasse 80 ans, comme le Japon et l'Islande* », souligne l'INSEE. Cet allongement de la vie contribue à l'accroissement de la population au prix d'un vieillissement continue depuis 1985 : au 1er janvier 1988, on comptait 55 754 000 personnes en France, contre 55 510 000 un an auparavant : 28,2 % avaient moins de 20 ans, 58,2 % de 20 à 65 ans et 13,6 % 65 ans ou plus.

Moins prévisible est l'évolution du nombre de mariages : 266 000 en 1987 contre 265 678 l'année précédente. La baisse enregistrée depuis 1973 s'est arrêtée, après un ralentissement en 1986. Pour les statisticiens de l'INSER, « *il peut s'agir d'une simple pause ou, plus vraisemblablement, de l'annonce d'une reprise* », comme dans plusieurs autres pays (Allemagne fédérale, Pays-Bas, Danemark, Suède...) depuis quelques années. Si le comportement actuel se maintenait, 47 % des femmes resteraient célibataires. Parallèlement l'âge au premier mariage s'est élevé : en 1986, il atteignait 26,6 ans pour les hommes et 24,6 ans pour les femmes.

G. H.

(1) *Premiers Résultats*, n° 115, janvier 1988.



Même si la fécondité reste relativement basse en France (aux alentours de 1,8 enfant par femme), on est loin de la situation de la RFA : les naissances demeurent largement supérieures aux décès et la population s'accroît. Mais la baisse de la mortalité s'accompagne d'un vieillissement

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Une décision contestée

M. Larrera de Morel devrait être nommé président de l'ANVAR

M. Bertrand Larrera de Morel, nommé administrateur de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) fin janvier, devrait être porté à la présidence lors du prochain conseil des ministres, le 3 février. Il remplacera M. Christian Marbach, nommé président de la Cité des sciences en novembre.

Agé de cinquante-sept ans, M. Larrera de Morel est inspecteur des finances. Il a mené sa carrière à la DREE (Direction des relations économiques extérieures) puis au Crédit national, avant de diriger la Sofaris, société financière pour l'assurance du capital-risque, poste qu'il conserve et cumulera avec la présidence de l'ANVAR.

Sa nomination s'inscrit dans la volonté de M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, de rapprocher l'ANVAR — qui a distribué, en 1987, milliard de francs d'aide à l'innovation aux PME (1 570 projets) du capital risque. M. Madelin réfléchit plus largement à accroître la « demande » d'innovation par les PMI et pas seulement l'« offre » émanant des centres techniques, des laboratoires publics ou des grandes entreprises. Cette politique pourrait le conduire à prendre différentes initiatives ou à lancer des expériences relatives à l'aide à la presse technique, à la définition de « pôles de compétitivité » régionaux (autour des sites industriels des grandes entreprises ou des facultés) ou aux facilités pour encourager la mobilité des chercheurs. Dans ce cadre, l'ANVAR devrait réorienter sa politique et se rapprocher des milieux financiers.

Ce bouleversement stratégique est contesté, tout comme la nomination de M. Larrera de Morel, par les ingénieurs, qui craignent de voir l'ANVAR lâcher la proie pour l'ombre et perdre de sa qualité technique, notamment en province où elle est très utile, au profit du capital-risque, qui n'a, en France, jamais bien fonctionné.

هكذا من الأصل

Économie

Le bilan démographique de 1987 en France

Moins de naissances et de décès plus de mariages

NAISSANCES

DÉCÈS

IAGEMENT DU TERRITOIRE

Une décision contestée

arrera de Morel devrait être nomm

président de l'ANVAR



BANQUES

Une révolution dans les moyens de paiement

Moins de chèques, plus de cartes

En 1987, et pour la première fois, le nombre des chèques émis en France a diminué. La baisse, qui serait d'environ 7 %, a été compensée par une forte progression des règlements par cartes de paiement. Cette substitution traduit une profonde évolution du comportement des Français à l'égard des moyens de paiement.

Les Français font moins de chèques et utilisent de plus en plus les cartes de paiement. Les données globales pour 1987 ne sont pas encore disponibles. Mais, dans toutes les banques, on relève ce même phénomène. Les trois grandes banques (BNP, Crédit lyonnais et Société générale) ont enregistré chacune l'an dernier, et pour la première fois de leur histoire, une diminution du nombre des chèques traités, qui varie entre 5 % et 7 %. Les estimations pour l'ensemble de la *profession bancaire* porteraient sur une baisse d'environ 7 %. En forte progression jusqu'alors, le nombre des chèques émis s'était déjà stabilisé en 1986 (autour de cinq milliards).

La désaffection — encore *toute* relative — à l'égard des chèques se serait accélérée tout au long de l'année dernière, indique-t-on plus précisément à la Société générale. La chute du nombre des chèques tirés par les particuliers serait en outre plus accentuée que celle du nombre des chèques émis par les entreprises. Aux chèques, les Français commencent donc à préférer aujourd'hui les cartes de paiement. Les chiffres du GIE *Cartes bancaires* (groupant l'ensemble des banques émettrices de cartes) sont révélateurs. Le nombre des opérations par cartes bancaires a augmenté en 1987 de 50 % (900 millions, contre 600 en 1986), traduction d'une progression parallèle des opérations de paiement (530 millions contre 330) et des opérations de retrait d'espèces dans les guichets automatiques (370 millions contre 275).

« Payez moderne »

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Tout d'abord, les débats de l'automne 1986, puis du printemps 1987 autour d'une éventuelle facturation des chèques ont sans doute dissuadé certains Français de recourir trop souvent à leurs carnets. La campagne autour du thème *« Payez moderne, économisez votre chéquier »*, engagée par l'ensemble de la profession bancaire en mai-juin, puis à nouveau cet hiver, a été... payante. Les enquêtes menées sur celle-ci font ressortir que plus du tiers des personnes interrogées se déclaraient alors prêtes à évoluer dans leur utilisation de moyens de paiement modernes. L'attitude de certaines banques enfin (retard dans la livraison de nouveaux carnets) a pu freiner le recours aux chèques.

Le développement spectaculaire des paiements par cartes était en revanche favorisé par plusieurs éléments, notamment la multiplication des cartes privatives (par exemple celles délivrées par les grands magasins). L'*explosion des paiements avec la carte* bancaire a bénéficié d'une augmentation du nombre des porteurs de cartes (16,5 millions à la fin de 1987, soit près de 10 % de plus qu'un an auparavant), d'un accroissement du nombre des commerçants acceptant le paiement avec cette carte (400 000 actuellement) et de l'amélioration de la fiabilité des dix mille distributeurs automatiques de billets disséminés dans toute la France.

Les Français trouvent en fait de plus en plus d'avantages à la carte bancaire, le crédit gratuit *accordé grâce au débit différé* n'étant pas le moindre. D'après une enquête réalisée par la société de conseil spécialisée dans les cartes, Bernard Perier Consultants, 54 % des possesseurs de cartes trouvent plus pratique *de payer chez un* commerçant avec une carte qu'avec un chèque. Il y en a cependant encore 38 % à préférer le chèque. Ce dernier conserve un gros atout, aux yeux des Français : il est plus pratique *« pour s'y retrouver dans ses comptes »*.

Un coût élevé

Les chèques nous coûtent cher (entre 3 F et 5 F), expliquaient, il y a encore quelques mois et en chœur, les banquiers. Ils devraient aujourd'hui se réjouir de voir les Français les délaisser au profit du paiement par cartes. Les choses ne sont pas aussi simples, nous explique-t-on maintenant dans les milieux bancaires. Le coût du paiement par cartes est pratiquement équivalent à celui d'un règlement par chèque. Mais il y a *entre les deux une grande différence* : le chèque est gratuit, alors que la « facturette » délivrée par le commerçant à l'occasion d'un paiement par cartes est payable. La charge est partagée, dans ce dernier cas, entre le possesseur de la carte — qui paie une cotisation annuelle — et le commerçant, qui verse à sa banque une commission sur son chiffre d'affaires réalisé avec la carte bancaire.

Sous l'effet de la concurrence

En 1987 à nouveau, et comme l'avait estimé il y a quelques mois M. Raoul Bellanger, l'administrateur du groupement des Cartes bancaires, les banques ont perdu environ un milliard de francs sur la carte (des dépenses de 4 milliards pour des recettes de 3 milliards). Deux facteurs en particulier sont à l'origine de ce constat : le montant minimum des cotisations payées par les porteurs de cartes (entre 75 et 125 francs selon le type de cartes) n'a pas varié depuis septembre 1985, malgré l'augmentation générale des prix ; le taux des commissions perçues par les banques auprès des commerçants a continué en 1987 à diminuer, sous l'effet de la concurrence. Ce taux moyen était de 1,50 % en 1984, il n'est plus que de 0,85 % en 1987.

Malgré cela, et dans la mesure où les chèques restent gratuits, les banquiers ne peuvent qu'encourager la substitution des paiements par cartes aux règlements par chèques. A les entendre, ils perdent moins d'argent sur les cartes que sur les chèques.

ERIK IZRAELEWICZ.

AGRICULTURE

Réunie en congrès à Limoges

La Fédération nationale bovine s'oppose aux projets de M. Guillaume

LIMOGES
de notre correspondant

« C'est la première fois depuis vingt ans que le ministre de l'agriculture en exercice n'assiste pas à nos travaux. » L'assemblée générale de la FNB (Fédération nationale bovine) des 27 et 28 janvier à Limoges n'a pas été très tendre envers M. François Guillaume. Elle a refusé, en tout cas, l'image que le dirigeant syndical devenu ministre *veut donner de lui-même* : *celle du* meilleur combattant aux avant-postes bruxellois de l'agriculture française.

En son absence, c'est son directeur de cabinet, M. Denis Gautier-Savagnac, qui a essuyé la mauvaise humeur des quelque deux cents congressistes venus de soixante-quinze départements d'élevage (races à viande, essentiellement charollais et limousine). C'est qu'aux habituels griefs de la profession contre les *« technocrates de Bruxelles »* s'en est ajouté un nouveau, dont M. François Guillaume est tenu pour directement responsable : le projet de « jachère verte » dans les régions céréalières.

Les habituels griefs d'abord : ils ont trait aux quotas laitiers *« qui ont destabilisé tout le marché bovin »* en *« l'encadrant par des abattages élevés de femelles laitières »*; aux distorsions de concurrence entre pays européens (primes, montants compensatoires monétaires, régimes de TVA différents) qui *« gangrènent la politique agricole commune depuis vingt ans »*; à l'interdiction totale des anabolisants — *« alors que la loi Rocard de 1984*, précise M. Louis Collaudin, président de la FNB, *permettait l'utilisation de trois hormones d'origine naturelle »* et que *« nous ne livrons que des produits testés par des scientifiques »* — les mécanismes de l'intervention; les importations massives de produits de substitution de céréales, etc... Toutes réalités qui contribuent à réduire la France, qui produit à elle seule 26 % de la viande bovine européenne, à un rôle de *« naisseur »*, de *« réservoir d'animaux maigres »* qui partent ensuite vers l'engraissement — et donc vers la valeur ajoutée — aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale ou en Italie. Une situation de type colonial, résume un congressiste.

Le *fait nouveau* : le *retrait* des terres céréalières préconisé par Bruxelles pour lutter contre la surproduction. Depuis dimanche 24 janvier, sur proposition de M. François Guillaume, un accord-cadre prévoit la possibilité pour les *agriculteurs d'utiliser les terres* soustraites à la culture de céréales pour l'élevage extensif; ces « jachères pâturées » pourraient être primées : 2100 F à 4200 F par hectare, selon les estimations.

Cette éventualité présentée par le ministère de l'agriculture comme une victoire française n'est pas appréciée du tout de la même façon par les éleveurs, surtout ceux des régions herbagères *« vouées par la nature à l'élevage »* qui voient poindre là *une nouvelle distorsion* de concurrence, franco-française celle-là, à l'heure où *« en voulant régulariser le seul marché laitier on a déséquilibré celui de la viande bovine et provoqué l'effondrement des cours »*. Il faut donc, a conclu M. Etienne Lapèze, vice-président de la FNSEA, ne plus procéder production par production, filière par filière mais *« reprendre le problème dans son ensemble »* et *« en venir à la seule vraie solution : l'organisation des marchés »*.

GEORGES CHATAIN.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emprunts février 1988

Emprunt à taux fixe : 1 milliard de francs.

Obligations de 5 000 F.
Prix d'émission : 4 904 F.
Durée : 10 ans et 250 jours.
Taux de rendement actuariel : 9,65 %.
Taux nominal : 10 %.
Date de jouissance et règlement : 15 février 1988.
Coupon payable le 22 octobre de chaque année.
Un 1er coupon de 113 F sera payable le 22 octobre 1988.
Amortissement normal : in fine le 22 octobre 1998, soit par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse.
Assimilation : les obligations seront assimilées aux obligations de l'emprunt 10 % octobre 1987 après le paiement du premier coupon.

Emprunt à taux variable "TME" avec bons d'échange : 1 milliard de francs.

Obligations de 5 000 F.
Prix d'émission : 4 965 F.
Date de jouissance et règlement : 15 février 1988.
Durée : 8 ans et 289 jours.
Intérêts : taux d'intérêt variable, égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,30 % l'an.
Marge actuarielle : TME – 0,75 % calculée sur la base d'un TME constant de 9,78 %.
Coupon payable le 30 novembre de chaque année. Le 1er coupon, payable le 30 novembre 1988, est par exception fixé forfaitairement à 191 F.
Amortissement normal : les obligations seront amorties en totalité le 30 novembre 1996 par remboursement au pair.
Assimilation : les obligations seront assimilées aux obligations de l'emprunt TME novembre 1987-1996, après le paiement du 1er coupon.
Bons d'échange : les bons attachés à chaque obligation permettent d'échanger une obligation TME contre une obligation 10 % 1987-1998, procurant un taux de rendement de 9,40 % ou 9 % selon la période d'échange, juillet 1988 ou décembre 1988.

Pour information : à ces deux emprunts publics, viennent s'ajouter deux emprunts à taux variable TME d'un montant total de 500 millions de francs d'ores et déjà entièrement souscrits.

Une fiche d'information (visa COB n° 88-31 du 28/01/88) est disponible, sans frais, sur demande. Balo du 1er février 1988.



crédit foncier de france

S.A. au capital de 1 997 129 520 F - Siège social : 19 rue des Capucines - 75001 Paris

Carnet des entreprises

M. Jean Vetu, cinquante-sept ans, directeur attaché à la direction générale de TNEE, société spécialisée en génie climatique du groupe Saint-Gobain, vient d'être élu à la présidence de la Fédération nationale des activités du déchet (FNAD).

M. Jean Vetu est depuis trois ans vice-président de la Fédération européenne des activités du déchet (FEAD).

SOCIÉTÉ NAVALE ET COMMERCIALE

DELMAS-VIELJEUX

Le conseil d'administration de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux dans sa réunion du 20 janvier 1988 a décidé l'achat de la totalité des actions composant le capital de Chargeurs réunis. Cette transaction est devenue définitive le 25 janvier avec effet rétroactif au 1er janvier 1988.

EDF
Electricité de France

EMPRUNT FEVRIER 1988
4,3 milliards de francs en 3 tranches

Emprunt 9,50 % - F 2 000 000 000

Cet emprunt constitue la souche d'un gisement qui pourra faire l'objet d'assimilations ultérieures.

Durée : 7 ans et 183 jours
Intérêt nominal : 9,50 %
Nominal des obligations : 5 000 F
Date de jouissance et de règlement : 15 février 1988
Date de paiement des coupons : les 16 août de 1988 à 1995
Remboursement : au pair, le 16 août 1995
Prix d'émission : 99,70 %, soit 4 985 F
Taux actuariel à la date de règlement : 9,58 %

Emprunt à taux variable PIBOR 3 mois - F 1 500 000 000
(PIBOR ou Taux Interbancaire Offert à Paris)

EDF lance le premier emprunt domestique référencé sur le PIBOR 3 mois, syndiqué largement. Sa structure est identique à celle des Euro-Emissions à taux variable. Le "Market-Making" sera assuré par la Société Générale, chef de file, Morgan Guaranty, la BNP et la Caisse des Dépôts et Consignations. Cet emprunt constitue la souche d'un gisement qui pourra faire l'objet d'assimilations ultérieures.

Durée : 8 ans et 26 jours
Nominal de l'obligation : 20 000 F
Prix de l'émission : 100,90 %
Date de jouissance et de règlement : 15 février 1988
Remboursement : au pair, le 14 mars 1996
Intérêt : le taux de référence est le TIOP (ou PIBOR) en francs français à 3 mois tel qu'il est établi 2 jours avant le début du trimestre concerné. Une marge de 0,10 % est ajoutée à ce taux de référence. La date de paiement de chacun des termes d'intérêt est le 11e jeudi de chaque trimestre civil ou le 12e quand le premier jour du trimestre est lui-même un jeudi

Emprunt à taux variable TIOP 1 mois - F 800 000 000
(Taux Interbancaire Offert à Paris)

Durée : 10 ans
Prix d'émission : 100 %
Nominal des titres : 5 000 F
Remboursement : au pair, le 15 février 1998 ou au gré de l'Emetteur à partir du 15 février 1995
Intérêt : il est égal au rendement d'un placement mensuel renouvelé chaque fin de mois, à intérêts composés, pendant les 12 mois précédant l'échéance au TIOP moyen du mois concerné. Le taux d'intérêt résultant de la capitalisation sera diminué de 0,35 %

Un fiche d'information (visa COB n° 88-28 du 26 janvier 1988) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement.

La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service des titres
B.A.L.O. du 1er février 1988.

Économie

SOCIAL

Après l'échec des négociations salariales

Lock-out de cent mille cadres et techniciens de l'industrie en Suède

STOCKHOLM
de notre correspondante

Le bras de fer engagé avec le patronat suédois par le Syndicat des cadres et techniciens de l'industrie (SIF) dans les négociations salariales se poursuit. Lundi 1er février, avant 1 heure du matin, la Fédération des ateliers mécaniques a annoncé le lock-out (1), avec effet immédiat, des cent mille membres du syndicat de l'industrie mécanique, dont près de la moitié sont déjà en grève depuis le 18 janvier. Les positions des deux partenaires restent bloquées : le syndicat exige une revalorisation des salaires de 5 % (contre 6 % initialement) pour ses membres, soit un point de plus que le plafond calculé par le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, pour contenir l'inflation en deçà de 3,5 %. Le patronat maintient pour sa part son offre de 0,9 %. Le syndicat revendique par ailleurs une influence accrue dans la fixation des salaires au sein des entreprises, mais cette question semble loin d'être résolue. Malgré l'annonce du lock-out, les négociations devaient reprendre lundi après-midi, et les représentants du syndicat et du patronat ont indiqué qu'ils n'envisageaient pas de demander une médiation.

En réalité, ce lock-out ne devrait pas affecter plus de trente mille membres du SIF, la Fédération des industries mécaniques ne souhaitant pas l'arrêt total de la production, déjà mise à mal par la grève. Deux mille cinq cents entreprises en tout sont touchées par le mouvement, dont toutes les plus grandes sociétés d'exportation. Au premier jour de la grève, Volvo a ainsi dû arrêter ses chaînes de montage, suivi peu après par la quasi-totalité des autres groupes, tels que Saab, ASEA, Electrolux, SKF, pour ne citer que les plus importants.

Cette paralysie de l'industrie aurait déjà coûté, selon les calculs de la Fédération des employeurs (SAF), 5 milliards de couronnes à la Suède (2). L'arrêt total de la production – dans le cas où la Fédération des ateliers mécaniques déciderait d'appliquer le lock-out à tous les membres du Syndicat des cadres et techniciens de l'industrie – pourrait coûter 1 milliard de couronnes par jour.

1 milliard de couronnes par jour

Ce conflit ne semble toutefois pas alarmer outre mesure le ministre des finances. En effet, l'accord conclu dimanche matin entre la Fédération des ateliers mécaniques et le Syndicat des travailleurs de l'industrie indique, à son avis, que les choses sont malgré tout en bonne voie et que *« l'équation économique – plein-emploi et faible inflation – pourra être résolue »*. Reste maintenant l'issue des négociations, très sensibles elles aussi, entre cette même Fédération des industries mécaniques et le Syndicat des ouvriers métallurgistes, qui compte deux cent vingt mille membres. L'accord précédent est arrivé à expiration dimanche à minuit. En ce moment, les partenaires continuent de négocier, et le patronat devrait présenter une nouvelle offre d'augmentation de salaires dès l'après-midi de lundi. Si le syndicat dépose un préavis de grève, celle-ci ne peut avoir lieu qu'une semaine plus tard.

FRANÇOISE NIÉTO.

(1) Fermeture des usines décidée par le patronat pour s'opposer à un mouvement de grève ou riposter à des revendications.

(2) 1 couronne vaut 0,93 F.

BIBLIOGRAPHIE

Trois « guerres de succession » dans le syndicalisme

Journaliste social à l'Agence France-Presse, Claude Lévy est un familier des organisations syndicales, dont il connaît bien les hommes et les rouages. Il s'est toutefois lancé un audacieux pari à lui-même en publiant, plus d'un an avant l'échéance, un ouvrage sur *les Trois Guerres de succession* (1). Ces trois *« guerres »* ce sont celles qui font *« rage dans le secret du sérail »* à la CFDT, à FO et à la CGT pour les relèves de MM. Edmond Maire, André Bergeron et Henri Krasucki. D'emblée, Claude Lévy relève assez justement qu'il règne dans les syndicats à ce propos *« une atmosphère punitive dont la règle non écrite est que tous les actes ne sont pas permis pour parvenir à ses fins »*.

Le livre de Claude Lévy se lit comme un roman policier. Il en a les qualités et... les défauts. Malgré quelques facilités, le style est agréable. Mais on est trop souvent, pour un sujet qui ne mérite pas les approximations, près du roman. L'auteur reprend ainsi le *« fantasme »* du *« complot raté de Mur-de-Bretagne »*. Fin août 1984, selon un scénario *« révélé »* à l'époque par *l'Unité*, les *« droitiers »* de la CFDT auraient tenté de chasser M. Maire... L'ennui, c'est que les principaux intéressés, les *« insurgés »* bien sûr mais aussi la *« cible »* et son entourage, ont nié ce traquenard, qui est plus le fruit de l'imagination de quelques (vrais) intrigants que de la réalité. Les troubles internes qui ont précédé et même suivi le congrès cédédiste de 1985 auraient suffi à donner du piquant au récit.

Bien rapide sur l'importante bataille de la flexibilité, après l'accord manqué de décembre 1984 ; plus que discret sur les grèves SNCF de la fin 1986, qui ont ébranlé le mouvement syndical, Claude Lévy nous réserve d'autres appréciations parfois contestables. Pour FO, il exagère le rôle de M. Claude Jenet, et prive curieusement l'un des deux prétendants, M. Claude Pitous, du soutien de son ancienne fédération, celle des PTT. Pour la CGT, il se livre à un classement partiellement surréaliste des membres du bureau confédéral – où deux communistes bon teint, MMmes Léonard et Poupon, sont qualifiées de *« suivistes non membres du PCF »* – et surévalue la forme de M. Krasucki en écrivant que, au début de 1987, *« le chef a reconquis l'opinion publique »*...

Le livre de Claude Lévy a aussi ses bons côtés. Il décrit bien le fonctionnement des instances syndicales et le jeu des hommes (même s'il fait la part un peu trop belle aux petites révolutions de couloir). Sans réussir toujours à dissimuler ses préférences, il livre une galerie de portraits qui ne manquent pas de saveur. Certains d'entre eux, comme ceux de M. Bergeron – *« le Tintin du syndicalisme »* – et de M. Marc Blondel à FO, de M. Krasucki – avec son *« côté Bourvil »* – comme de MM. Warcholak Duteil et Sainjon à la CGT, sont bien réussis. Il révèle aussi qu'à la CFDT, M. Héritier se présentera s'il ne se reconnaît pas dans les futurs candidats...

Prudent, Claude Lévy se garde de pronostics précis sur les futurs heureux élus. Il donne cependant quelques clés. Mais en privilégiant les rivalités d'hommes, il passe à côté de la plupart des débats de fond qui traversent le syndicalisme. Une occasion manquée : il aurait mieux valu prendre prétexte des successions pour faire apparaître les formidables défis auxquels est confronté le mouvement syndical. Car c'est autour de sa mutation que vont se livrer les vraies *« guerres »*.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Alain Moreau, 186 pages, 99 F.

FISCALITÉ

Le barème applicable en 1988 sur les revenus de 1987 pour une part

Taux en %	Barème 1987	Taux en %	Barème 1988
0	N'excédant pas 16 030 F	0	N'excédant pas 16 560 F
5	de 16 030 à 16 760 F	5	de 16 560 à 17 320 F
10	de 16 760 à 19 870 F	9,6	de 17 320 à 20 530 F
15	de 19 870 à 31 420 F	14,4	de 20 530 à 32 460 F
20	de 31 420 à 40 390 F	19,2	de 32 460 à 41 730 F
25	de 40 390 à 50 740 F	24	de 41 730 à 52 410 F
30	de 50 740 à 61 390 F	28,8	de 52 410 à 63 420 F
35	de 61 390 à 70 830 F	33,6	de 63 420 à 73 170 F
40	de 70 830 à 118 020 F	38,4	de 73 170 à 121 910 F
45	de 118 020 à 162 310 F	43,2	de 121 910 à 167 670 F
50	de 162 310 à 191 990 F	49	de 167 670 à 198 330 F
55	de 191 990 à 218 400 F	53,9	de 198 330 à 225 610 F
58	au-delà de 218 400 F	56,8	au-delà de 225 610 F

Comment tenir compte du quotient familial dans le calcul de l'impôt ? Le plus facile est de se référer au barème. Le revenu imposable du foyer est divisé par le nombre de parts : 2 pour un couple sans enfants, 2,5 pour un couple avec un enfant, 3 pour un couple avec deux enfants, 4 pour trois enfants, 5 pour quatre enfants, etc. Ce revenu est ensuite soumis au jeu du barème pour 1 part. Le résultat obtenu – c'est-à-dire l'impôt trouvé – est ensuite multiplié par le nombre de parts. On a alors l'impôt dû. Si, par exemple, le revenu imposable est de 300 000 F pour un foyer disposant de 3 parts (couple avec deux enfants), on divise 300 000 par 3 et on applique le barème 1 part à 100 000 F. Le résultat obtenu est multiplié par 3 pour avoir l'impôt dû. L'avantage en impôt procuré par le quotient familial sera plafonné en 1988 à 11 130 F pour chaque demi-part (10 770 F cette année). Ensuite s'appliquent les minorations de 11 % à 3 % en fonction du niveau de l'impôt dû : réduction de 11 % pour les contribuables dont l'impôt n'excède pas 23 280 F ; réduction comprise entre 11 % et 6 % pour ceux dont l'impôt est supérieur à 23 280 F et inférieur à 29 091 F ; réduction de 6 % pour ceux dont l'impôt est compris entre 29 090 F et 34 911 F ; réduction comprise entre 6 % et 3 % pour ceux dont l'impôt est compris entre 34 910 F et 41 061 F ; réduction de 3 % pour les contribuables dont le revenu imposable par part n'excède pas 304 740 F

AFFAIRES

Les déboires de la COGEMA

Arbitrage SA et M. Aletti déclinent leurs responsabilités

Après les révélations sur l'escroquerie de 259 millions de francs dont a été victime la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), la société Arbitrage SA et son dirigeant M. Jean-Marc Aletti *« contestent formellement les informations qui mettent en cause la responsabilité de la société, de ses mandataires et de ses salariés »*, au sujet des pertes de cette firme sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers).

Dans un communiqué commun transmis par leurs avocats, Arbitrage SA et M. Aletti estiment que la compagnie *« a bien entendu été régulièrement tenue informée de la tenue et de l'évolution de son compte. A aucun moment la COGEMA n'a émis une quelconque contestation »*. De plus Arbitrage SA a tenu à souligner que *« son rôle était limité à des fonctions de remisiers et de prestataires de services pour le compte de la charge d'agents de change Buisson »*.

Evoquant ces pertes, le communiqué précise qu'elles sont *« intervenues dans le cadre de la politique de gestion délibérément choisie par la COGEMA et qui a dégagé, malgré les pertes sur le MATIF, au niveau général de la trésorerie de cette société un résultat largement bénéficiaire »*. Ces pertes *« sont sans rapport et n'ont aucun lien avec les gains de certains autres intervenants du marché, ainsi que plusieurs mesures de contrôle et d'audits l'ont établi »*.









هكذا من الاصل

nomie

s négociations salariales

ille cadres et techniciens strie en Suède

1 milliard de couronnes par jour

ession »
me

AFFAIRES

Les déboires de

Arbitrage SA et M. Aletti déclinent leurs responsabilités

venus de 1987



Marchés financiers

Naissance du numéro un européen des semi-remorques

METZ
de notre correspondant

Trailor, premier constructeur français de semi-remorques (1 244 salariés pour un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs en 1987), s'associe à Fruehauf-France pour racheter trois filiales européennes du groupe américain Fruehauf Corporation (Ackermann en Allemagne fédérale, Crane Fruehauf en Grande-Bretagne et Netam Fruehauf aux Pays-Bas).

La société holding SESR (Société européenne de semi-remorques) constituée pour sceller le montage financier devient le numéro un européen du semi-remorque avec 5 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de francs et détient 25 % du marché communautaire. Son capital de 90 millions de francs est détenu pour 40 % par Fruehauf Corporation, 45 % par les banques actionnaires de Trailor et 15 % par les managers de Trailor et Fruehauf-France.

Le rapprochement entre le constructeur français implanté à Lunéville, en Meurthe-et-Moselle, et son principal concurrent témoigne, aux yeux de la direction générale de Trailor, du *« redressement réussi »* de la société lorraine. Il s'inscrit dans la perspective de la création du marché unique européen.

Suite à la reprise, il y a deux ans, du groupe Fruehauf Corp., par ses cadres, les obligeant à une réalisation partielle d'actifs, Fruehauf-France a craint que le souhait de désengagement en Europe ne se traduise par une vente séparée des quatre filiales européennes. D'où la volonté de ses dirigeants de racheter les sociétés allemande, anglaise et hollandaise avec l'appui du partenaire. Trailor a répondu présent.

JEAN-LOUIS THIS.

Fiat : croissance de 30 % en 1987

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Fiat a progressé de 30 % en 1987 (à 38 100 milliards de lires soit environ 175 milliards de francs), gonflé par l'intégration de nouvelles activités. A structures comparables, son augmentation se situerait aux alentours de 10 %. Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a dépassé les 18 000 milliards de lires, dont environ 13 milliards en Europe.

Le bénéfice d'exploitation a progressé dans les mêmes proportions que le chiffre d'affaires, s'établissant à 3 220 milliards de lires. Il représentait, en 1987, 8,4 % du chiffre d'affaires, soit le même niveau qu'en 1986. L'autofinancement s'élevait à 4 350 milliards de lires, soit 11,4 % du chiffre d'affaires. L'endettement financier net, qui atteignait 706 milliards de lires, en 1986, ne s'élevait plus qu'à 150 milliards de lires au 31 décembre 1987.

Enfin, le groupe employait à la fin de 1987, 274 500 personnes, soit, 44 000 de plus qu'en 1986, augmentation imputable à l'insertion des nouvelles activités. Le nombre de salariés en *cassa integrazione* (attente de reclassement) est passé de 2 978 personnes en 1986 à 10 800 personnes en 1987, en raison de l'arrivée d'Alfa Romeo dans le groupe. Mais, précise Fiat, leur nombre a *« baissé dans tous les secteurs d'activité, y compris chez Alfa Romeo »*.

● **Machines françaises lourdes : reprise partielle.** – Le tribunal de commerce de Paris a confié le 29 janvier la reprise de Forest Liné, filiale de Machines françaises lourdes (MFL), à la société Brisard-Noguès sous réserve qu'elle exécute son plan de redressement dans les huit mois. En revanche, la société Smits et Lièvre a repoussé d'une semaine la remise du dépôt de sa candidature à la reprise de Berthiez-Saint-Etienne qui constitue la seconde partie de MFL, dernier « pôle » français de la machine-outil constitué par le gouvernement socialiste en 1982.

—— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ——

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1987

	22 janv.	1er fév.
Valeurs franç. à rev. variable	91,8	89,2
Valeurs industrielles	92,9	90,3
Valeurs étrangères	101,9	98,6
Pétroles-Energie	99,7	99,8
Chimie	89,5	86,2
Métallurgie, mécanique	90,1	88,6
Electricité, électronique	89,2	88,4
Bâtiment et matériaux	92,7	87,6
Ind. de consommat. non alim.	92,2	90,2
Agro-alimentaire	97,7	95,4
Distribution	89	86,6
Transports, loisirs, services	93,2	91
Assurances	86,2	81,8
Crédit bancaire	90,2	88,2
Sicomi	97,9	96
Immobilier et foncier	89,5	86,4
Investissement et portefeuille	88,7	86,2
Base 100 : 31 décembre 1987		
Valeurs franç. à revenu fixe	100,2	101,6
Emprunts d'Etat	101,4	102,6
Emprunts garantis et assimilés	99,5	101,2
Sociétés	100,6	101,4
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.		
Valeurs étrangères		
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.		
Valeurs étrangères		
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe		
Emprunt d'Etat		
Emprunts garantis et assimilés		
Sociétés		

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	258,1	251,3
Produits de base	179,8	176,3
Construction	280,1	264,8
Biens d'équipement	182,9	180,5
Biens de consom. durables	343,1	322,7
Biens de consom. non durables	350,8	344,1
Biens de consom. alimentaires	331,3	324,3
Services	248,9	242,1
Sociétés financières	314	303,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	289,6	270,5
Valeurs industrielles	248,8	242,9

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	203,9	198,6

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 29 janv.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	403 890
dont :	
Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	101 334
ECU	60 985
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 222
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	45 998
dont :	
Concours au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	229 794
dont :	
Effets escomptés	60 360
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 911
5) DIVERS	12 096
Total	767 691

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	219 386
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	22 085
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	63 234
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	112 262
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	51 756
5) ECU A LIVRER AU FECOM	74 073
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	259 383
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	14 079
Total	767 691

LONDRES

Premier pour la cotation des actions internationales

Le SEAQ (Stock Exchange Automated Quotations) International, le système informatisé de cotations des actions étrangères à la Bourse de Londres, établi en juin 1985, a consolidé, l'an dernier, sa place de premier marché mondial des actions internationales.

Selon des estimations de SEAQ International, le volume de ses transactions pour les neuf premiers mois de 1987, avant le déclenchement de la crise boursière (le 19 octobre), a atteint environ 154 milliards de dollars, contre 140 milliards pour les cotations d'actions étrangères à New-York. Le krach boursier n'aurait pas remis en cause ce classement. Le volume quotidien des transactions du SEAQ International, calculé en moyenne sur un mois, a plafonné, en août dernier, à plus de 800 millions de livres, contre 400 millions de livres environ au début de l'année, et a même dépassé 1 milliard de livres au cours de quelques journées particulièrement mouvementées de la fin octobre. Il est retombé au-dessous de 300 millions à la fin 1987.

Le nombre des sociétés, toutes non britanniques, cotées au SEAQ International, a progressé de moitié, à 685, en 1987, essentiellement avant le déclenchement de la crise boursière.

TOKYO, 1er février =

Stabilité

La Bourse de Tokyo a clôturé sa première séance du mois sur une très légère hausse. L'indice Nikkeï a gagné 13,19 yens (+ 0,05 %) et a terminé à 23 732,322 yens. Pourtant, le Nikkeï avait achevé la matinée sur une hausse de 45,01 yens, encouragé par la bonne tenue du dollar. Le volume des échanges totalisait alors 360 millions de titres. Les valeurs fortement capitalisées, tels les aciéries et les chantiers navals, ainsi que les électriques, les instruments de précision et les textiles, étaient en hausse. En revanche, les maisons de commerce et les grands magasins étaient en baisse.

Les intervenants ont également apprécié le rapport trimestriel de conjoncture publié en fin de semaine par la Banque du Japon. Il estime que l'économie nippone devrait conserver un rythme de croissance très élevé au cours des mois à venir.

VALEURS	Cours du 29 janv.	Cours du 1er fév.
Akaï	478	480
Bridgestone	1 250	1 290
Canon	947	984
Fuji Bank	3 300	3 250
Honda Motors	1 360	1 380
Matsushita Electric	2 210	2 270
Mitsubishi Heavy	581	583
Sony Corp.	4 700	4 720
Toyota Motors	1 870	1 880

FAITS ET RÉSULTATS

● **Le premier fabricant français de planeurs dépose son bilan.** – La société Centrair, premier fabricant français de planeurs, installée au Blanc (Indre), a déposé son bilan, et un administrateur judiciaire a été nommé. Centrair, qui emploie soixante personnes, construit des planeurs depuis 1982. Après avoir travaillé sous licence allemande, elle avait développé deux modèles, le « Pegase » et le « Marianne ». Les difficultés de la société ont été provoquées par un surcoût du programme « Marianne » de 5 millions de francs et par un effondrement des achats de la Fédération française de vol à voile. L'entreprise pourrait redémarrer en se consacrant à une activité de sous-traitance dans le domaine des matériaux composites pour le compte de l'Aerospatiale, de Matra et de Dassault.

● **Rémy-Martin agit seul dans son OPA sur Bénédictine.** – Le président du groupe Rémy-Martin, M. Marc Heriard-Dubreuil, a affirmé que sa filiale Rémy et Associés avait agi « seule », en lançant une offre publique d'achat (OPA) sur Bénédictine.

M. Heriard-Dubreuil a démenti ainsi, au cours d'une conférence de presse à Paris, les propos tenus au début de la semaine par M. Alain Le Grand, président de Bénédictine, qui laissaient entendre que le groupe britannique Grand Metropolitan était « derrière » l'initiative de Rémy et Associés.

● **Valéo : 12,37 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987.** – Le chiffre d'affaires consolidé du groupe d'équipements automobiles Valéo s'est établi à 12,372 milliards de francs en 1987. Il traduit une progression de 11 % des ventes aux constructeurs automobiles et de 3 % des ventes de pièces détachées de rechange et de remplacement.

Selon le groupe, ce chiffre consolidé prend en compte l'acquisition des activités thermiques de Chausson, mais n'intègre pas l'activité ponts et transmission de l'entreprise SOMA, récemment cédée à l'américain Rockwell. Il n'inclut pas non plus le groupe Neiman, acquis en décembre.

● **Blohm und Voss dans le rouge.** – Blohm und Voss AG, l'un des plus importants chantiers navals ouest-allemands, à Hambourg, s'est enfoncé dans le rouge en 1987. Pour l'exercice, exceptionnellement réduit à neuf mois, il a enregistré des pertes supérieures à celles de l'ensemble de l'année 1986 : 27 millions de deutschemarks, contre 10 millions en 1986. Cet « exercice-croupion » permet de faire coïncider la date de clôture du bilan de l'entreprise avec celle du sidérurgiste Thyssen, qui détient, depuis septembre, 67,6 % de son capital. Les pertes enregistrées par le chantier sont essentiellement imputables à d'importants investissements et à des dépenses exceptionnelles de reconversion sociale. – *(AFP.)*

PARIS

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	720	600
Alain Manoukian	139 20	140
Amault & Associés	316	320
Asystel	257	255
B.A.C.	405	405
B. Demachy & Assoc.	340	333
B.I.C.M.	650	640
B.I.P.	398	398
Bolloré Technologies	655	656
Buitoni	580	580
Câbles de Lyon	830	831
Calberson	530	531
Canal Plus	390	389
Cardif	1006	1002
C.D.M.E.	875	840
C. Equip. Elect.	299 50	299 50
C.E.G.I.D.	407 70	424 d
C.E.G.E.P.	128 50	128 50
C.E.P.-Communication	884	880
C.G.I. Informatique	465	450
Ciments d'Origny	380	354
C.N.I.M.	256 60	257
Concept	198	199
Conforama	390	386
Dafsa	126	122 50
Dauphin O.T.A.	2450	2460
Desquenne	1000	980
Deville	835	830
Drouot-Ob. convert.	....	....
Editions Belfond	87	87
Elect. S. Dassault	330	326
Elysées Investiss.	17 50	17 20
Espand	330	320
Filipacchi	270	271
Finacor	462 30	463
Guintoli	478	485
Guy Degrenne	579	528
I.C.C.	220	220
IDIA	149	150
I.G.F.	85	88 40
IM2	74 70	75 20
Int. Metal Service	160	160
La Commande Electro.	201	200
Le gd livre du mois	160	156
Loca Investissement	246	242
Locamic	145	146
Marasse	216	216

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Marin Immobilier	271 80	271 20
Métallurg. Minière	95	92
Métrologie Internat.	250	240
Métroservice	109	108
M.M.B.M.	395	400
Molex	192	200
Navale-Delmas	435	417
Olivetti-Logabax	134 40	128 o
Om. Gest.Fin.	280	280
Petit Bateau	111 30	115 70
Petrofigaz	228 10	220
Pier Import	135	136
Presbourg (C. In. & Fin.)	100 20	99 70
Razel	584	560
St-Gobain Emballage	1001	1006
St-Honoré Matignon	126	126
S.C.G.P.M.	119 10	104 40 o
Segin	212 30	197 70
Seme-Matra	375	375
S.E.P.	800	800
S.E.P.R.	880	869
Sligos	730	715
S.M.T.Goupil	180	180
Sodiafong	562	530
Sofibus	337	337
Supra	215	215
TF 1	168	167 90
Unilog	102 80	102 80
Union Financ. de Fr.	360	374 40
Valeurs de France	296	281 90

Marché des options négociables le 29 janvier 1988

Nombre de contrats : 12 095

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Elf-Aquitaine	240	15	26	14	20
Lafarge-Coppée	1 200	13	40,50	215	230
Michelin	180	1,40	4,30	47	44
Midi	1 100	25	62	170	185
Paribas	280	8	15	27,80	36
Peugeot	920	40	70	88	120
Saint-Gobain	400	12	26	29	–
Thomson-CSF	152	9	–	18,50	22

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 29 janvier 1988
Nombre de contrats : 78 987

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	101,65	100,30	99,95
Précédent	100,90	99,50	99,20

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 88	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS DE VENTE Mars 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88
102	0,70	1,40	1,06	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,70 F ↑

Le dollar se raffermissait lundi matin à Paris, suivant ainsi l'exemple venant d'Asie. A Tokyo, la monnaie américaine clôturait à 129 yens, contre 127,18 vendredi. Sur le marché français, le billet vert s'échangeait à 5,70 F, contre 5,6530 F au fixing du 29 janvier.

FRANCFORT	30 janv.	1er fév.
Dollar (en DM)	1,6680	1,6920
TOKYO	**30 janv.**	**1er fév.**
Dollar (en yens)	127,18	129

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (1er fév.)	7 5/16-7 7/16 %
New-York (29 janv.)	6 3/4-6 13/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	28 janv.	29 janv.
Valeurs françaises	86,6	87,2
Valeurs étrangères	99,5	99,4
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	253	251,3

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	28 janv.	29 janv.
Industrielles	1 930,04	1 958,22

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	28 janv.	29 janv.
Industrielles	1 421	1 435,7
Mines d'or	279,9	261,5
Fonds d'Etat	88,69	89,72

TOKYO

	29 janv.	1er fév.
Nikkeï Dow Jones	23 719,13	23 732,32
Indice général	1 916,75	1 925,83

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E.-U.	5,7060	5,7090	+ 20	+ 35	+ 50	+ 75	+ 270	+ 350
$ can.	4,4735	4,4812	– 61	– 36	– 108	– 71	– 173	– 76
Yen (100)	4,4079	4,4136	+ 101	+ 123	+ 217	+ 250	+ 763	+ 862
DM	3,3684	3,3721	+ 100	+ 119	+ 224	+ 249	+ 724	+ 794
Florin	2,9984	3,0016	+ 74	+ 88	+ 163	+ 184	+ 543	+ 603
FB (100)	16,1300	16,1431	+ 102	+ 184	+ 244	+ 384	+1 016	+1 473
FS	4,1258	4,1310	+ 185	+ 206	+ 392	+ 420	+1 064	+1 147
L (1 000)	4,5758	4,5819	– 121	– 75	– 243	– 187	– 625	– 492
£	9,9855	9,9965	– 113	– 70	– 233	– 166	– 519	– 329

TAUX DES EUROMONNAIES

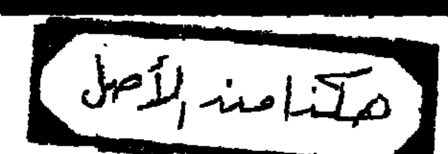
$ E.-U.	6 1/2	6 3/4	6 5/8	6 3/4	6 5/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16
DM	3	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16	3 5/16	3 7/16
Florin	3 3/4	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8	4 1/8	4 1/4
F.B. (100)	6 1/8	6 5/8	6 5/16	6 7/16	6 5/16	6 7/16	6 3/8	6 1/2
F.S.	0 3/4	1 1/4	1 3/16	1 5/16	1 9/16	1 4/16	2 3/8	2 1/2
L (1 000)	9 1/4	10	9 7/8	10 3/8	10 1/8	10 1/2	10 1/2	10 7/8
£	8	8 1/4	8 7/16	8 9/16	8 5/8	8 3/4	8 7/8	9
F. franç.	7 1/8	7 3/8	7 3/8	7 1/2	7 5/8	7 3/4	8 1/4	8 3/8

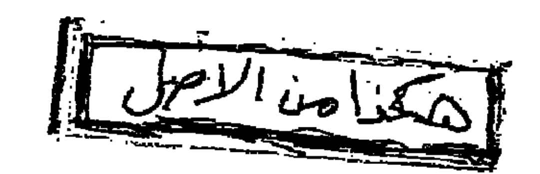
Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

RSE DU 29 JANVIER

Comptant

Marché libre de l'or





Marchés financiers

BOURSE DU 29 JANVIER

Cours relevés à 17 h 34

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
....	4,5 % 1973	1760	1725	1705 10	- 2 57
4000	C.N.E. 3 %	4000	4000	3999 90	....
1023	B.N.P. T.P.	1013	1013	1013	....
984	C.C.F. T.P.	975	977	977	+ 0 21
1030	Créd. Lyon. T.P.	1020	1020	1020	....
1240	Renault T.P.	1169	1168	1171	+ 0 17
1543	Rhone-Poul. T.P.	1345	1290	1300	- 3 34
1250	St-Gobain T.P.	1229	1230	1240	+ 0 90
1112	Thomson T.P.	1110	1100	1100	- 0 89
280	Accor	276	272	272	- 1 45
380	Agence Havas	387 50	410	410	+ 5 81
425	Air Liquide	433 50	429	428 50	- 1 15
1800	Alcatel	1751	1700	1725	- 1 48
1020	Als. Superm.	1000	1020	1020	+ 2
179	A.L.S.P.I.	147	147 80	141 50	- 3 74
190	Alsthom ★	205 90	206	206 10	+ 0 10
1560	Arjom. Prioux	1611	1601	1601	- 0 62
245	Aussedat-Rey	258	250 10	250 10	- 3 06
670	Av. Entrepr. ★	686	690	697	+ 1 75
620	Av. Dassault ★	680	685	675	- 0 74
250	BAFIP	248	243	243	- 2 02
260	Bail-Equipem. ★	260	260	255	- 1 92
930	Bail Investiss.	920	920	914	- 0 65
200	B.N.P. C.I.	200	199	200	....
320	Cie Bancaire ★	314	310	304 10	- 3 15
235	Bazar H.-V.	244 90	246	249 90	+ 2 04
290	Béghin-Say ★	300 50	298 90	295	- 1 83
480	Berger (Mal)	410	400	400	- 2 44
450	Bic ★	435	440	445	+ 2 30
655	B.I.S.	691	705	680	- 1 59
1850	Bongrain S.A.	1825	1760	1760	- 3 56
760	Bouygues ★	752	745	740	- 1 60
51	B.P. France ★	48 50	47	47 90	- 1 24
3970	B.S.N. ★	3830	3820	3780	- 1 31
1310	Cap Gem. S. ★	1204	1210	1175	- 2 41
970	Carnaud	1028	1021	1010	- 1 75
2300	Carrefour ★	2150	2160	2120	- 1 40
109	Casino	110	108 50	111 20	+ 1 09
94	Casino A.D.P.	93 50	93	96 25	+ 2 94
965	C.C.M.C.	920	970	970	+ 5 43
630	Cetelem	600	602	600	....
485	Cerus	479	474	473	- 1 25
1060	C.F.A.O.	980	990	990	+ 1 02
193	C.G.E.	184	180	181 80	- 1 20
645	C.G.I.P. ★	642	638	636	- 0 93
620	Chargeurs S.A. ★	608	612	615	+ 1 15
705	Ciments franç. ★	714	717	705	- 1 26
330	Club Méditerr. ★	339	340	330	- 2 65
154	Codetel ★	156	155 30	155 10	- 0 58
300	Cofimeg	299	291	302	+ 1
1600	Coles	1540	1495	1480	- 3 90
178	Compt. Entrepr.	169 10	169 10	168	- 0 65
490	Compt. Mod. ★	485	470	495	+ 2 06
820	Créd. Foncier	803	790	785	- 2 24
340	Crédit F. Imm.	354 50	350	350	- 1 27
94	C.C.F.	96	94 80	94 80	- 1 25
465	Créd. Lyon. (CI)	469	462 50	465	- 0 86

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
600	Crédit Nat. ★	630	630	630	....
118	Crouzet ★	130 40	128 10	129 60	- 0 61
1620	Damart S.A.	1380	1328	1325	- 3 99
270	Darty ★	283 50	282 60	274 70	- 3 10
230	Darty (DP)	217 60	229	216	- 0 74
1040	De Dietrich	1124	1100	1082	- 3 74
171	Dév. P.d.C. (Li)	155	155	155	....
390	D.M.C.	407 90	410 10	408	+ 0 02
230	Drouot Assur.	225	222	222	- 1 33
1180	Docks France ★	1450	1560	1550	+ 6 90
430	Dumez ★	406	402 20	401 10	- 1 21
855	Eaux (Gén.)	900	910	917	+ 1 89
845	Ecco ★	875	900	890	+ 1 71
560	Electrofinancière	536	537	538	+ 0 37
230	Elf-Aquitaine	241	241	241	....
205	- (certific.)	209	214	214	+ 2 39
400	Epeda-B-Faure	371	345	350	- 5 66
1950	Essilor	2085	2051	2030	- 2 64
1280	Essilor Int. (DP)	1315	1320	1321	+ 0 46
235	Esso S.A.F. ★	288 50	292	300 30	+ 4 09
1160	Eurafrance	1110	1095	1120	+ 0 90
720	Eurocom ★	729	716	748	+ 2 61
2070	Euromarché	2050	2010	2060	+ 0 49
340	Europe n° 1 ★	350 10	360	355	+ 1 40
24	Eurotunnel ★	25 15	25 30	25 15	....
810	Exor ★	789	790	780	+ 1 43
390	Facom	422	424	425	+ 0 71
835	Fichet-Bauche	817	858	841	+ 2 94
215	Financial ★	213 90	210 50	211	- 1 36
65	Fives-Lille	53	54 80	54 50	+ 2 83
830	Fromageries Bel	820	775	790	- 3 66
690	Gal. Lafayette ★	600	620	575	- 4 17
198	Gascogne	203	203	203	....
810	Gaz et Eaux	905	899	880	- 2 76
280	Géophysique ★	262	270	270	+ 3 05
420	Gerland	373	375	375	+ 0 54
330	GTM-Entrepose	315	323	313	- 0 63
395	Guyenne-Gas. ★	380 10	381 10	396	+ 4 18
1610	Hachette ★	1500	1500	1480	- 1 33
405	Hénin (La)	404	405	406	+ 0 50
870	Hutchinson	901	919	919	+ 2
123	Imétal	128 20	129 50	128 80	+ 0 47
290	Imm. Plaine-M.	271 20	275	275	+ 1 40
860	Ingénico	839	836	835	- 0 48
2520	Inst. Mérieux	2540	2547	2465	- 2 95
530	Interbail ★	501	506	499	- 0 40
620	Intertechnique	576	570	570	- 1 04
660	J. Lefebvre	652	653	640	- 1 84
850	Lab. Bellon	850	868	840	- 1 18
1020	Lafarge-Coppée	1012	1020	968	- 4 34
1380	Lebon ★	1625	1652	1599	- 1 60
1900	Legrand ★	1930	1930	1920	- 0 52
1570	Legrand (DP) ★	1560	1579	1560	....
320	Leroy-Somer ★	343	344	350	+ 2 04

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1370	Lesieur	1330	1330	1330	....
770	Locabail Immob.	680	680	700	+ 2 94
340	Locafrance ★	380	383	370	- 2 63
910	Locindus	943	910	943	....
163	Lucbaire	157	157	155	- 1 27
1500	L.V.M.H. ★	1576	1566	1565	- 0 70
1030	Lyonn. Eaux ★	960	965	958	- 0 21
30	Mais. Phénix	34 50	35 45	35 40	+ 2 61
270	Majorette (Ly)	237	235	235	- 0 84
190	Mar. Wendel ★	195 10	200	198	+ 1 49
3180	Martell	3255	3170	3170	- 2 61
1465	Matra	1465	....	....	....
1200	Merlin-Gerin ★	1260	1280	1280	+ 1 59
155	Michelin	143	140 90	136 50	- 4 54
970	Midi (Cie)	950	960	920	- 3 15
165	Midland Bk SA ★	162 50	162	163 50	+ 0 62
390	Min. Salaig. (Ma)	402	409	409	+ 1 74
21	M.M. Penarroya	23 90	24 50	24 70	+ 3 35
38	Moulinex	37 85	38 95	39 80	+ 5 15
600	Navig. Mixtes	597	594	590	- 1 17
86	Nord-Est	84 80	82	82 50	- 2 71
280	Nordon (Ny)	298	276	276	- 7 38
275	Nouvelles Gal.	258	250	249 50	- 2 54
580	Occid. (Gén.) ★	561	562	555	- 1 07
840	Omn. F. Paris	786	784	784	- 0 25
191	Olida-Caby	201 90	195 50	195 50	- 3 17
245	Opfi-Paribas	254	....	....	....
2330	Oréal (L')	2335	2340	2300	- 1 50
270	Paribas	264	260 30	257 50	- 2 45
285	Paris-Réesc. ★	300	301 50	301 50	+ 0 50
530	Pechelbronn ★	533	538	510	- 4 32
198	Penhoet	181	192	191	+ 5 52
....	Pernod-Ricard ★	600	594	608	+ 1 33
820	Peugeot S.A.	806	800	790	- 1 98
....	Poclain	12 20	....	....	....
390	Poliet	344	335	331	- 3 78
590	P.M. Labinal	605	618	618	+ 2 15
2200	Presses Cité ★	2200	2200	2120	- 3 64
1150	Prétabail Sic.	1108	1100	1065	- 3 97
490	Primagaz	460	465	460	....
340	Printemps ★	328	328	325	- 0 91
1320	Promodès	1365	1300	1230	- 9 23
740	Radiotechn.	715	675	677	- 5 31
70	Raff. Dist. Total	62 60	63 50	64 90	+ 3 84
1870	Redoute (La) ★	1990	2000	1950	- 2 01
255	Robur financière	247	246	246	- 0 40
540	Roussel-Uclaf	500	490	490	- 2
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3250	R. Impériale (Ly)	2860	2830	2830	- 1 05
145	Sade	149	140 10	140 10	- 5 97
1210	Sagem ★	1259	1231	1239	- 1 59
390	Saint-Gobain	390 10	385	380 10	- 2 55
855	St-Louis	975	958	958	- 1 74
850	Salomon	865	875	875	+ 1 16

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
425	Selimptr	425	450	450	+ 5 88
445	Sanofi ★	452	449	446	- 1 33
340	S.A.T. ★	315	316	315	....
26	Saulc.-Chât. (ñ)	24	24	24 90	+ 3 75
720	Saupiquet (Na)	685	675	675	- 1 46
230	Schneider ★	248 50	248 60	249 50	+ 0 40
48	S.C.O.A.	41 95	42 50	40	- 4 65
505	S.C.R.E.G.	455	455	455	....
550	Seb ★	534	535	519	- 2 81
416	Sefimeg ★	408	405 20	405 20	- 0 69
990	S.F.I.M.	1040	1040	1043	+ 0 29
22	S.G.E.	21 60	21 80	20 60	- 4 63
255	Signaux ★	274	275 50	276 50	+ 0 91
765	Silic	750	745	745	- 0 67
555	Simco-U.P.H. ★	535	540	526	- 1 68
315	Simnor (Li)	310	310	310	....
640	Skis Rossignol	680	700	718	+ 5 59
695	Slminco	710	714	709	- 0 14
275	Société Générale	263	258	257	- 2 28
165	Sodecco	166	166	166	....
150	Sodero (Na)	153	150	150	- 1 96
1890	Sodexho ★	1680	1685	1700	+ 1 19
86	Sogenal (Ny)	83	83	83	....
225	Sogerap	225	220 50	216	- 4
1860	Somm.-Allib. ★	1720	1710	1680	- 2 33
520	Source Perrier	496 50	476	481	- 3 12
585	Sovac ★	580	569	580	....
285	Spie-Batignol.	276	260	263	- 4 71
325	Strafor ★	320	330	326	+ 1 88
230	Suez	216 90	215	211 90	- 2 31
240	Synthélabo ★	265 30	273	270	+ 1 77
570	Talcs Luzenac	511	499	505	- 1 17
2990	Tél. Elect.	3090	3050	3164	+ 4 42
119	Thomson-C.S.F.	122 10	122 10	121 50	- 0 48
340	Total (CFP) ★	335	335	337 10	+ 0 63
68	- (certific.)	67 70	68	66 50	- 1 77
690	T.R.T. ★	739	755	740	+ 0 14
340	U.F.B.	340	341	341	+ 0 29
545	U.I.C. ★	591	565	571	- 3 38
545	U.I.F. ★	536	540	540	+ 0 75
845	U.I.S.	806	805	795	- 1 36
133	U.C.B. ★	126 20	130	129 90	+ 2 93
720	Unibail	730	729	723	- 0 96
345	Valéo	331	316	316	- 4 53
33	Vallourec	35 40	35	36 10	+ 1 98
245	Via Banque	243	242	236	- 2 88
510	Elf-Gabon	551	536	536	- 2 72
98	Amax Inc.	95 20	96	95 20	....
140	Amer. Express	140 50	141 20	141	+ 0 36
166	Amer. Teleph.	162	168	168	+ 3 70
90	Anglo Amer. C.	92	90	90 10	- 2 07
500	Amgold	490	485	485	- 1 02
760	BASF (Akt)	750	738	738	- 1 60
810	Bayer	795	790	790	- 0 63

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
107	Buffelsfont.	105	104	103 20	- 1 71
117	Chase Manh.	119 50	123 50	123 50	+ 3 35
53	De Beers	51 20	48 90	49 10	- 4 10
1250	Deutsche Bank	1185	1191	1192	+ 0 59
725	Dresdner Bank	705	701	700	- 0 71
68	Driefontein Ctd	66 50	63 50	62 60	- 6 02
435	Du Pont-Nem.	456	468	458	+ 0 44
270	Eastman Kodak	240 10	243 70	243 70	+ 1 50
39	East Rand	33 50	33 10	33 10 •	+ 1 22
183	Electrolux	191	196	196	+ 2 62
161	Ericsson	174 10	182 80	182	+ 4 54
215	Exxon Corp.	227 10	230 50	230 50	+ 1 50
450	Ford Motors	235	244	244	+ 3 83
65	Freegold	64 70	62	61 90	- 4 33
89	Gencor	83	80 10	80 10	- 3 49
245	Gén. Electr.	239 50	250	250	+ 4 38
546	Gén. Belgique	522	548	549	+ 5 17
350	Gen. Motors	355	367	367	+ 3 38
83	Goldfields	81	79 50	79 50	- 1 85
44	GdMetropolitain	44 20	44 80	44 80	+ 1 36
56	Harmony	52 80	50 80	50 20	- 4 92
53	Hitachi	53 80	54 50	54 50	+ 1 30
790	Hoechst Akt.	790	780	780	- 1 27
106	Imp. Chemical	107	106 10	106 10	- 0 84
615	IBM	631	638	638	+ 1 11
255	ITT	252	257 20	257 50	+ 2 18
168	Ito-Yokado	175	177	176 50	+ 0 86
97	Matsushita	98	97	97	- 1 02
810	Merck	820	834	834	+ 1 71
315	Minnesota M.	324	330	330	+ 1 85
225	Mobil Corp.	231 50	242 10	242 10	+ 4 58
183	Morgan J.P.	186 50	190 50	190 50	+ 2 14
32300	Nestlé	32350	32480	32480	+ 0 40
133	Norsk Hydro	136 20	137	137	+ 0 59
164	Ofsil	155 10	153	152 50	- 1 68
1440	Petrofina	1492	1488	1520	+ 1 88
460	Philip Morris	464 50	467	467	+ 0 54
72	Philips	72	72 60	72 60	+ 0 83
78	Placer Dome	70	67 30	67 95	- 2 93
320	Quilmès	322	325	325	+ 0 93
460	Randfontein	461	450	440	- 4 56
605	Royal Dutch	620	633	626	+ 0 97
34	Rio Tinto Zinc	34 50	34 05	34 20	- 0 87
60	St Helena Co	59 50	56 30	56 40	- 5 21
161	Schlumberger	171 20	178 50	178	+ 3 97
100	Shell transp.	101	103 80	104	+ 2 97
1110	Siemens A.G.	1060	1071	1071	+ 1 04
210	Sony	206 10	206 60	205 80	- 0 15
200	T.D.K.	193 20	198	198	+ 2 48
30	Toshiba Corp.	30 40	30 50	30 50	+ 0 33
310	Unilever	318	323	323	+ 1 57
192	Unit. Techn.	210	212 20	212 20	+ 1 05
585	Vaal Reefs	540	538	535	- 0 93
275	Volvo	279 80	285 70	285 70	+ 2 11
215	West Deep	206 20	203	201 10	- 2 47
310	Xerox Corp.	323	313	313	- 3 10
1 29	Zambia Corp.	1 38	1 35	1 36	- 1 45

Comptant (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Castorust (Ny)	177	177	Locatel	560	580	Testut-Aequitas	270	270
Carabati	100	100 20	Louvre (Sté)	998	1015	Tour Eiffel	380	345
Chambourcy (M.)	978	978	Lucia	849	815	Ufiner S.M.D.	478	478

Obligations

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bon-Marché	740	710	Immob. Marseille	6730	6810			
B.T.P.	124	123	Immofice	435	430	Sofioconi	680	670
Cdf	843	585	Invest. (Sté Cent.)	2800	2760	S.O.F.I.P. (M)	132	126 •
Cambodge	635	630	Jaeger	84 80	81 40 •	Sofragi	705	700
C.A.M.E.	84	87 40	Lafitte-Bail	425	415	Soudure Autog.	300	301
Caoutchouc Bern.	150 30	149 •	Lambert Frères	145	143	Sovabail	580	556
Citram-Laminage	400	384	Lille-Bonnières	360	359	S.P.I.	500	500
C.E.G.Frig.	440	450	Loca-Expansion	248	260	Suez (Fin. del-CP)	177	174
Cortex. Bleavy	1286	1248	Locafinancière	325	326	Stami	765	765
						Taittinger	1514	1575

SICAV (sélection) 29/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	644 92	629 19	Francic Pierre	89 96	87 34	Paribas Epargne	15920 54	15888 76
Actilion	181 98	177 11	Francic Régions	851 42	826 62	Paribas France	76 11	73 89
Actions France	351 17	338 48	Fructi-Associations	1374 04	1374 04	Paribas Opportunités	98 56	95 98

Hors-cote

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/1	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 519	5 463	5 460	5 860
ECU	6 982	6 963	....	....
Allemagne (100 DM)	337 180	337 160	327	346
Belgique (100 F)	16 120	16 121	15 800	16 500
Pays-Bas (100 fl.)	300 200	300 150	289	310
Danemark (100 krd)	87 960	88 080	84	91
Norvège (100 k)	88 580	88 740	84	91
Grande-Bretagne (£ 1)	9 985	10 006	9 780	10 500
Grèce (100 drachmes)	4 220	4 220	3 500	4 400
Italie (1 000 lires)	4 588	4 577	4 250	4 750
Suisse (100 f.)	414 300	414	402	422
Suède (100 krs)	93 980	93 950	89	95
Autriche (100 sch)	47 970	47 960	46 450	49 450
Espagne (100 pes.)	4 970	4 984	4 700	5 200
Portugal (100 esc.)	4 122	4 120	3 900	4 400
Canada ($ can 1)	4 402	4 431	4 200	4 600
Japon (100 yens)	4 424	4 430	4 200	4 480

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/1
Or fin (kilo en barre)	84500	84100
Or fin (en lingot)	84750	84450
Pièce française (20 fr)	551	549
Pièce française (10 fr)	370	.....
Pièce suisse (20 fr)	586	583
Pièce latine (20 fr)	493	491
Souverain	623	619
Pièce de 20 dollars	3070	3065
Pièce de 10 dollars	1502 50	1502 50
Pièce de 5 dollars	900	.....
Pièce de 50 pesos	3320	3305
Pièce de 10 florins	509	507
Or Londres	467	464 25
Or Zurich	466 50	468 50
Or Hongkong	467 95	467 25
Argent Londres	.....	.....

e : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ♦ : prix précédent – ★ : marché continu

PARIS

marché (sélection)

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 29 janvier 1988

MATIF

INDICES

CHANGES

BOURSES

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX DES EUROMONNAIES

Le Monde

Deux Palestiniens tués par balles en Cisjordanie

Jérusalem, (*AFP-Reuter*). – Deux Palestiniens ont été tués par balles lundi 1er février au matin, dans le village d'Anabta, proche de la ville de Tulkarm, dans le nord de la Cisjordanie occupée, rapporte l'agence de presse palestinienne Palestine Press Service (PPS). L'information a été confirmée de source militaire israélienne.

Le deux victimes, Mo'ayad Sha'ar (vingt et un ans) et Mourad Rhamdallah (dix-sept ans), ont été évacuées vers l'hôpital palestinien de Tulkarm, indique PPS.

Ces deux morts portent à 41 le nombre des victimes palestiniennes depuis le début des troubles le 8 décembre dernier, selon le décompte palestinien.

Le conflit cambodgien

La démission du prince Sihanouk de la présidence de la Résistance est fraîchement accueillie à Pékin

Le démission du prince Sihanouk de la présidence de la résistance cambodgienne a été fraîchement accueillie à Pékin. Se contentant de rapporter brièvement cette décision, le *Quotidien du peuple*, organe du PC chinois, a de nouveau exigé, le dimanche 31 janvier, un retrait militaire vietnamien du Cambodge. « *Aussi longtemps que les autorités vietnamiennes ne retireront pas leurs troupes du Cambodge et ne changeront pas leur politique à l'égard de la Chine, il n'est pas question d'une normalisation des relations sino-vietnamiennes* », a ajouté le quotidien dans un commentaire.

A Hanoï, une source autorisée s'est bornée à estimer qu'il était « *encore trop tôt* » pour pouvoir se prononcer. En revanche, M. Hun Sen a déclaré samedi, à son retour à Phnom-Penh, qu'il rejetait toute dissolution de son régime avant la tenue d'élections générales au Cambodge. Mais on ignore si le premier ministre de Phnom-Penh était, lorsqu'il s'est exprimé, déjà au courant de la décision du prince. Lors de leur deuxième série d'entretiens, les 20 et 21 janvier à Saint-Germain-en-Laye, le prince Sihanouk avait dit qu'il « *quitterait* » la tête de la Résistance si, de son côté, M. Hun Sen acceptait le « *démantèlement* » de son régime.

Apparemment, le prince a décidé entre-temps de se démettre de ses fonctions sans attendre que M. Hen Sen revienne sur son refus de dissoudre son régime. Expliquant, samedi, son initiative, le prince a précisé que sa « *mise en congé* », en mai 1987, n'avait été, en fin de compte, qu'une « *demi-mesure qui n'avait que compliqué la recherche d'une solution juste et équitable* ». Sihanouk, qui a des entretiens avec les dirigeants chinois en ce début de semaine, pourrait décider, si l'on en croit de bonnes sources, d'écourter son séjour à Pékin, où il comptait passer plus d'un mois, pour regagner la France. Son objectif, en quittant la coalition qu'il formait auparavant avec les Khmers rouges et le Front de M. Son Sann– mais au sein de laquelle il demeure représenté par son fils, le prince Ranaridh, – serait d'être plus libre de négocier directement avec les Vietnamiens. En outre, il pourrait avoir calculé qu'il sera, désormais, beaucoup plus difficile pour la Chine de continuer à soutenir les Khmers rouges. Surtout s'il décide, lui-même, de leur barrer plus franchement le chemin.

J.-C. P.

Sur le vif

Quittez pas !

Moi, les télécom, ras-le-bol ! A la maison, quand je vois la note, avant de décacheter l'enveloppe, je prends un valium. Quoi qu'il arrive, que ce soit en août ou en janvier, que l'appart soit vide ou occupé, il y en a pour deux à trois mille balles. Je saute au plafond. Je cherche fébrilement des yeux, impossible à trouver tellement je suis énervée, la miniscule ligne rouge où c'est marqué : pour tout renseignement concernant cette facture appelez le numéro suivant.

Je me prends au téléphone. Et c'est reparti pour un tour. Un vrai calvaire, un chemin de croix. D'abord on me ballade, ensuite – quittez pas – on me laiss le bec en l'air interminablement, ensuite ça coupe, ensuite je rappelle et ça recommence jusqu'à ce qu'à bout de nerfs j'engueule la préposée, qui me raccroche au nez. Cherchez pas, c'est comme ça que le claque, mes trois mille balles.

Ce matin, à l'heure du petit noir sur le zinc au bar-tabac du coin, je sais pas pourquoi, je commence à parler de ça. J'aurais pas dû. Vous pouvez pas imaginer ce qui m'est dégringolé dessus. Des histoires à n'en plus finir. Chacun me balançait la sienne : non, mais écoute ça, c'est encore plus fort !

Dans le tas, j'en ai piqué une. Gratinée ! Une collègue. Elle part en voyage. Elle boucle son F 4. Elle embarque les clés. Elle revient. Arrive la facture ; quand elle est pas là, elle téléphone trois fois plus que quand elle y est. Enquête, formulaires, dossier, prière d'envoyer les billets de train, les raisons du déplacement, le nom des voisins, enfin tout le tremblement. Elle, comme c'est pas prélevé sur son compte, elle attend, confiante, que l'affaire soit réglée avant de régler ce qu'elle doit. Résultat, son téléphone, on le lui coupe. Tchlac ! Pourquoi ? Parce que depuis son retour de vacances, on a vérifié, elle a passé, soixante-douze coups de fil. Preuve qu'avant son retour de vacances, elle a fait pareil ! Pas mal, non ?

CLAUDE SARRAUTE.

Le dossier de réparation de Superphénix sera présenté fin mars

Alors que trois élus de la région de Creys-Malville (Isère) où est installé le réacteur surgénérateur Superphénix réclament le redémarrage de cette centrale nucléaire, à l'arrêt depuis le 26 mai 1987, la polémique va bon train sur l'état de santé de l'installation. Selon certaines informations, l'une des pièces du réacteur, le barillet, serait plus lézardée qu'un vieux mur. Une centaine de fissures auraient été découvertes, ce que démentent catégoriquement les services d'Electricité de France et du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), pour lesquels sept fissures en tout – dont une perforante – sont actuellement connues.

Voilà huit mois, le fonctionnement de Superphénix avait dû être interrompu en raison de la découverte d'une fuite de sodium dans un des composants du réacteur – le barillet – servant de sas aux opérations de transfert de combustible entre le cœur de l'installation et des ateliers extérieurs. Quelques mois plus tard, le barillet était alors vidé de son sodium pour que soient effectués des contrôles et des examens radiographiques, qui révélèrent une fissure mesurant 460 millimètres de long. Elle se trouvait dans le bas du barillet, à l'aplomb d'une patte soudée sur la cuve et supportant une plaque au travers de laquelle passe un long serpentin destiné à réguler la température des quelque 600 tonnes de sodium liquide présent dans cet immense récipient.

Or il existe 98 pattes de soutien de ce type. La tentation était donc grande d'imaginer que le défaut constaté était présent sur chacune de ces pièces. Rien n'est plus faux pour le moment, même si « *on ne peut exclure une maladie, une épidémie, qui aurait affecté plusieurs de ces supports* ». Reste que, sur les treize contrôles radiographiques effectués à ce jour, sept seulement ont montré des fissures, dont une seule, la première, traversait la cuve de métal, ce qui permettait au sodium de fuir. Depuis ces découvertes faites à l'automne (*le Monde* du 28 octobre 1987) et en janvier, les enquêteurs ont effectué un prélèvement de métal dans la zone de la fissure – un disque d'environ 10 centimètres – pour que l'origine de ce défaut soit identifiée par les équipes du groupement de laboratoires d'EDF de Saint-Denis. Un deuxième prélèvement, de 90 centimètres de diamètre cette fois, devrait avoir lieu prochainement.

Les résultats de ces expertises ne devraient pas être connus avant la fin février, mais certains spécialistes pensent déjà que « *ce n'est pas tant la qualité des soudures qui est en cause que le choix de l'acier retenu pour la fabrication du barillet* ».

Aujourd'hui, personne ne veut précipiter les choses. Ce n'est d'ailleurs pas avant mars ou début avril que le SCSIN recevra les propositions de la Nersa, l'exploitant du surgénérateur (1), concernant les solutions proposées pour remédier aux défauts du barillet ; à savoir sa réparation, à laquelle personne ne croit guère, son remplacement pur et simple (qui coûterait de 400 à 500 millions de francs) ou son utilisation dans d'autres conditions de fonctionnement avec remplacement du gaz par du sodium. Réponse des experts en mai ou juin. Quant au redémarrage de la centrale sans son barillet pour une période provisoire, il ne faut guère attendre de décision avant l'automne prochain.

J.-F. AUGEREAU.

(1) Sont représentés au sein de la Nersa les intérêts d'EDF ainsi que ceux des compagnies d'électricité allemandes et italiennes.

ETATS-UNIS

M. Meese, ministre de la justice, soupçonné d'avoir couvert une affaire de corruption

Le ministre américain de la justice, M. Edwin Meese, qui fait déjà l'objet depuis neuf mois d'une série d'enquêtes pour déterminer son rôle dans une affaire de trafic d'influence concernant la firme Wedtech (un des fournisseurs du Pentagone), soupçonnée d'avoir obtenu par favoritisme un gros contrat de 32 millions de dollars, se voit aujourd'hui impliqué dans un nouveau scandale. Il s'agirait cette fois, selon le *New Yord Times* et le *Los Angeles Times*, qui ont « sorti » l'affaire, d'une ténébreuse histoire de pots-de-vin versés à un responsable israélien pour que celui-ci protège un oléoduc irakien contre d'éventuelles attaques israéliennes.

D'après ces révélations, M. Meese aurait reçu en 1985 un mémorandum de son ami de longue date, l'avocat d'affaires Robert Wallach, qui faisait état d'un projet de versement de pots-de-vin au fameux « protecteur » israélien. Il s'agissait d'éviter, comme ce fut le cas de la centrale nucléaire irakienne de Tamouz, en 1981, que les Israéliens avaient attaquée, que le projet d'oléoduc, qui devait traverser la Jordanie et longer la frontière israélienne jusqu'à Aqaba, sur la mer Rouge, ne soit interrompu de manière intempestive par un raid ou quelques autres représailles.

Quoiqu'il en soit, M. Meese aurait fermé les yeux sur ce projet, ne prenant pas, comme la loi américaine l'oblige, des mesures appropriées. Quant à l'oléoduc, dont le coût était estimé à 1 milliard de dollars, le projet ne verra jamais le jour. Au procureur chargé de l'affaire, M. James McKay, d'examiner à présent si « *le manque de réaction* » du ministre de la justice devant cette initiative de corruption, constitue ou non une infraction à la législation américaine.

Quant à M. Shimon Pérès, aujourd'hui ministre des affaires étrangères israéliennes, un de ses porte-parole, a démenti, samedi 30 janvier, qu'il avait été sollicité et *a fortiori* qu'il ait reçu des pots-de-vin. Et ce, en dépit des informations publiées le même jour par le *New York Times* et selon lesquelles M. Pérès, en 1985, avait bien adressé une lettre manuscrite à M. Meese pour exprimer le soutien de son gouvernement au projet d'oléoduc. Enfin, toujours selon la presse américaine, M. Pérès aurait eu plusieurs discussions à Washington sur le projet avec M. McFarlane, qui était à l'époque conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale. – *(AFP, Reuter.)*

M. Prada proposé à la présidence du CEPME

Réuni le 27 janvier, le conseil de surveillance du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) a pris la décision de présenter M. Michel Prada, directeur du budget au ministère de l'économie, des finances et de la privatisation depuis décembre 1985, à la présidence du directoire du CEPME, poste vacant depuis le départ de M. Jean-Pierre Aubert au Conseil d'Etat. Par décret du 30 janvier, M. Prada a été nommé membre du directoire du CEPME.

● **Décès de Jacques Legris.** – Le journaliste, auteur et producteur de télévision Jacques Legris est décédé le samedi 30 janvier à Paris d'un infarctus.

[Né le 22 février 1919 à Versailles, Jacques Legris a commencé sa carrière de journaliste à la RTF en 1945 comme directeur adjoint puis comme responsable de la section Grande-Bretagne à partir de 1948. De 1962 à 1968, il prend en charge l'émission « La tribune de Paris » puis le service documentation des actualités télévisées de 1969 à 1974. En 1975, il devient chroniqueur littéraire puis, en 1983, conseiller éditorialiste pour la culture à TF1. Il est l'auteur de nombreux documentaires historiques pour la télévision dont « Rhénanie 1936 », « Indochine 1945 », « Yalta » etc. Jacques Legris avait écrit *Toros aficion et gastronomie*, ouvrage sur la tauromachie mais aussi sur les rites espagnols.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 1 février

Consolidation

Après avoir gagné jusqu'à 1,4 % en séance, l'indicateur de tendance revenait à + 0,8 %. En hausse, on notait Bis (+ 5,9 %), Alspi (+ 5,9 %), Penhoet (+ 5,7 %), Docks de France (+ 5,5 %), Facom (+ 4,7 %), Parisienne de Réescompte (+ 4,5 %), Sogérap (+ 4,2 %) et Michelin (+ 4,1 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	272	281	277
Agence Havas	410	413	416
Air Liquide (L')	425 50	439	435
Bancaire (Cie)	....	....	....
Bongrain	1780	1800	1840
Carrefour	....	....	....
Club Méditerranée	....	....	....
Eaux (Gén.)	....	....	....
ELF-Aquitaine	....	....	....
Essilor	....	....	....
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	958	950	970
Midi (Cie)	....	....	....
Navig. Mixte	590	583	595
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	....	....	....
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	....	....	....
Sanofi	....	....	....
Source Perrier	481	496	491
Thomson-CSF	....	....	....
Total-CFP	....	....	....
Valeo	316	325	326

Les menaces de Mgr Lefebvre

Le cardinal canadien Edouard Gagnon, chargé par le pape d'une mission d'information auprès de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X de Mgr Marcel Lefebvre, a remis à Jean-Paul II un document d'une trentaine de pages faisant le bilan de l'enquête qu'il a menée en novembre et décembre derniers à Ecône (Suisse), en France, en Allemagne fédérale. Mgr Lefebvre s'est rendu lui-même à Rome dans le courant de la semaine dernière, mais aucune information ne permet de savoir dans quel délai une décision sera prise par le Vatican concernant la « *mise en règle canonique* » de la Fraternité, but recherché par la mission de médiation du cardinal Gagnon.

De nouvelles rumeurs font état de prochaines consécrations par Mgr Lefebvre d'un ou de plusieurs évêques. La date du dimanche 17 avril, jour de la fête du Bon Pasteur, a été avancée, mais selon l'abbé Paul Aulagnier, représentant la Fraternité à Paris, ces consécrations auraient plutôt lieu au cours de l'été. Mgr Lefebvre a lui-même déclaré à la télévision allemande, à la fin de l'année dernière, que « *1988 serait l'année des sacres* ».

Le numéro du « Monde » daté 1er février 1988 a été tiré à 494 323 exemplaires

A B C D E F G

Démission et remue-ménage à l'administration pénitentiaire

M. Jean-Pierre Dintilhac, sous-directeur à l'administration pénitentiaire chargé de « *l'exécution des peines privatives de liberté et de la réinsertion* », a présenté sa démission au garde des sceaux. Cette démission remarquée intervient après la mise à l'écart de Mme Mireille Imbert-Quaretta, chef de bureau à cette même sous-direction. Ancienne vice-présidente du Syndicat de la mgistrature et membre de la commission de réforme du code pénal mise en place par M. Robert Badinter, Mme Imbert-Quaretta occupait ce poste très sensible depuis mars 1984 : c'est elle qui était chargée de gérer les longues peines, les transfèrements et toutes les mesures à prendre en cas d'urgence.

Lors des récentes mutineries dans les établissements de Saint-Maur et de Besançon notamment, elle avait très activement animé la cellule de crise mise en place à la chancellerie et y avait, semble-t-il, donné toute satisfaction.

C'est par une note de service, prenant effet le 1er février, que son remplacement par Mme Lydia Gorgen, qui travaillait jusqu'ici à la division du milieu ouvert, a été connu. Aucune explication n'a été donnée sur ce mouvement. Au cabinet du garde des Sceaux, on se borne à dire qu'« *un directeur qui prend ses fonctions* (comme M. François Bonnelle, qui remplaça M. Arsène Lux fin août à la tête de l'administration pénitentiaire) *peut souhaiter renouveler son équipe et donner leur chance à d'autres collaborateurs dans un souci de bonne gestion* ».

On peut aussi faire une autre « lecture » de cette décision prise sans aucune concertation dans la mesure où, dès la prise de fonctions de M. Bonnelle, les membres du Syndicat de la magistrature de l'administration pénitentiaire s'étaient vu proposer d'autres affectations qu'ils avaient refusées. Les mutineries de l'automne avaient, semble-t-il, permis un répit, car il était, en période de crise, difficile de se passer de collaborateurs efficaces et maîtrisant leurs dossiers depuis longtemps. M. Jean-Pierre Dintilhac, le supérieur hiérarchique direct de Mme Imbert-Quaretta, qui n'a pu obtenir d'éclaircissements sur la mise à l'écart de sa collaboratrice (elle doit être nommée chargée de mission pour le programme des quinze mille nouvelles places de prison), a donc décidé de claquer la porte, tenant une telle décision pur incompréhensible et contraire à l'intérêt du service public. – Ag. L.

